

## Le rêve maghrébin

LA création de l'Union du Maghreb arabe (UMA) entre l'Algérie, la Libye, la Tunisie, le Maroc et la Tunisie remonte à février 1989, bien avant les grands chambardements en Europe de l'Est. Mais déjà, il y a un an, les pays d'Afrique du Nord présentaient la nécessité d'une concertation pour parler d'une seule voix à l'Europe qui, outre-Méditerranée, donnait l'exemple de la coopération régionale avec un Marché commun élargi. Comme l'Afrique noire, le Maghreb sait que les Européens ont maintenant la tentation de s'intéresser davantage à leur « maison commune », encore agrandie, qu'aux pays en voie de développement. Pourtant, cette prise de conscience ne s'est guère traduite dans les décisions du sommet qui s'est achevé, mardi 23 janvier, à Carthage.

C'est d'un air profondément ennuyé que le colonel Kadhafi a signé à côté de ses pairs des documents d'un intérêt mineur concernant notamment la création de commissions techniques pour la coopération. Les décisions de portée concrète, telle la création d'une carte d'identité maghrébine, ont été reportées une nouvelle fois. En fait, il y a une ambiguïté fondamentale dans la présence de la Libye au sein de l'UMA. Depuis toujours partisan de l'unité de la « nation arabe », le colonel Kadhafi ne peut se satisfaire d'un regroupement aussi limité. Surtout, son pays présente de grandes différences avec ses partenaires, arabes certes, mais marquées culturellement par la colonisation française. L'Europe, qui voudrait séduire l'UMA, restera sans doute réservée aussi longtemps que l'association comportera un homme tenu pour un des chefs d'orchestre du terrorisme international.

Au nom de l'unité arabe, l'UMA s'est également ouverte à la Mauritanie, pays charnière avec l'Afrique noire. Incapable de faire vivre harmonieusement ses populations de couleurs différentes, la Mauritanie a peu en commun avec l'Afrique du Nord proprement dite. Sa querelle avec le Sénégal est venue compliquer des relations intermaghrébines qui n'avaient pas besoin de cela. Parce que Rabat a montré de la sympathie pour Dakar, certains Mauritaniens soupçonnent les Marocains de vouloir s'approprier une partie de leur pays, l'autre morceau allant aux Sénégalais.

L'UMA a vu le jour après la réconciliation entre le Maroc et l'Algérie, qui, conscients des nécessités économiques, ont fait comme si le problème du Sahara occidental pouvait être mis entre parenthèses. Quelles que soient les perspectives de coopération exaltées par la Tunisie et la Libye, l'UMA, si elle se développe réellement un jour, aura, au moins dans un premier temps, les apparences d'un axe Alger-Rabat : gaz sahariens contre produits de l'agriculture et de l'industrie légère marocaine. Pour cela, les deux « grands » du Maghreb doivent relancer les négociations sur le Sahara occidental, aujourd'hui dans l'impasse. Faut-il de quoi, l'union maghrébine pourrait bien se faire sous la bannière des islamistes, qui profitent du marasme économique et du chômage.

**Les Touaregs paysans du Mali**  
Lire page 8 le reportage de notre envoyé spécial ÉRIC FOTTORINO

## Les répercussions à Moscou de la rébellion en Azerbaïdjan

# Les conservateurs exploitent la crise du Caucase pour affaiblir M. Mikhaïl Gorbatchev

Aucun signe de détente ne se manifestait mercredi 24 janvier dans les Républiques caucasiennes, sinon l'annonce d'un cessez-le-feu à la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. A Bakou, les tentatives pour ouvrir un dialogue avec les nationalistes n'ont abouti à aucun résultat. La tension reste très

vive, et les résidents de nationalité russe se sentent désormais menacés. Cette situation a des répercussions de plus en plus sensibles à Moscou, où le courant conservateur l'exploite pour affaiblir M. Gorbatchev et entraver la poursuite de la perestroïka. Lundi, lors d'une réunion du bureau politique, le secrétaire

général a été prié de revoir partiellement les grandes lignes de la plate-forme préparée en vue du prochain congrès du parti, qui visaient à une plus grande démocratisation, et paraissent aujourd'hui dépassées. Le quotidien du gouvernement, les « Izvestia », invite le chef du Kremlin à « agir ».

MOSCOU

de notre correspondant

Partout, c'est le désarroi. Peut-être, des signes le laissent penser, un désarroi annonciateur de grandes décisions, mais un désarroi total, général, que la Komsomolskaïa Pravda résume d'une phrase dans un reportage de Bakou : « Que faire ? Personne n'en sait fichtre rien. »

BERNARD GUETTA

Lire la suite page 3

Lire également

■ **ROUMANIE** : les premières élections auront lieu le 20 mai page 3

■ **HONGRIE** : accord de principe pour le retrait des troupes soviétiques

■ **TCHÉCOSLOVAQUIE** : M. Havel propose que le prochain sommet Bush-Gorbatchev se tienne à Prague

■ **YOUgoslavie** : Les relations du PC slovène avec la Ligue fédérale

■ **RDA** : report des discussions sur la formation du gouvernement de salut public

■ **POLOGNE** : le POUP réclame la protection des autorités page 4

## Ombres sur le Japon

La « triple baisse » — de la Bourse, du yen et des obligations — plus les incertitudes politiques rendent les milieux d'affaires nippons plus prudents, sans toutefois les inquiéter

TOKYO

de notre correspondant

Après une nouvelle année d'expansion — la troisième consécutive — et malgré des perspectives de croissance pour 1990 toujours aussi brillantes (de l'ordre de 5 %), le gouvernement et les milieux d'affaires nippons semblent soudain plus prudents, moins optimistes pour l'avenir.

La « triple baisse » dont est victime l'économie japonaise

depuis le début de l'année (celles de la Bourse, du cours du yen et des obligations) est perçue comme une anticipation par les marchés d'une période de réajustements et de rééquilibres.

Ce nouvel état d'esprit, qui contraste avec l'euphorie des dernières semaines de 1989, se reflète dans un récent éditorial du *Nihon Keizai* (quotidien des milieux économiques) qui, soulignant les ombres qui se profilent,

n'en écrit pas moins qu'il ne faut pas s'inquiéter outre mesure puisque cette triple baisse n'est pas provoquée par une détérioration de l'activité. La perspective d'une récession n'est en rien à l'ordre du jour, mais l'économie japonaise semble arriver à un palier dans la croissance ininterrompue qu'elle connaît depuis trente-huit mois. En outre, le Japon doit se sentir désormais plus vulnérable, sa puissance industrielle et surtout financière étant de plus en plus

soumise aux aléas de la conjoncture mondiale.

Les facteurs politiques évoqués pour expliquer une autre « triple baisse » (le contexte politique intérieur incertain avec les élections du 18 février, l'instabilité en URSS qui fait craindre pour M. Gorbatchev, et l'anticipation de frictions croissantes avec les États-Unis) se conjuguent et renforcent les craintes.

PHILIPPE PONS

Lire la suite page 36 - section D

Un point de vue du secrétaire général de la CGT

## La fin et les moyens

« Le besoin de démocratie, de vérité, de pureté est une force immense. A l'Ouest pas moins qu'à l'Est »

par Henri Krasucki

La dégradation de ce qui devrait être le débat de la vie publique française n'est pas seulement affligeante, peu digne de la France et de l'envergure des événements contemporains. Elle est dangereuse pour la démocratie. Elle handicape gravement notre pays dans la solution de ses propres problèmes majeurs et dans sa participation positive aux mutations internationales.

La décennie des années 80 s'est achevée par un tournant proprement historique dans la vie mondiale et non uniquement en Union soviétique, qui en est l'élément dynamique, et dans les pays de l'Est européen.

Les années 90 s'ouvrent ainsi sur un panorama international profondément bouleversé qui modifie considérablement les données antérieures et ouvre en tous domaines des espaces dont on ne peut même pas évaluer tous les possibles qu'ils sont susceptibles de créer.

Quelles nouvelles relations internationales ? Comment se présente l'Europe désormais en réalité ? Quel rôle pour la France ? Mais aussi quelles occasions pour elle de remonter

la pente, de trouver les moyens de redevenir la puissance moderne, industrielle, économique, de recherche et de création qu'elle est en passe de ne plus être ? De trouver des solutions nouvelles, positives aux problèmes sociaux aigus qu'elle connaît et de passer de la chute du niveau de vie et des garanties sociales du monde du travail à une reconquête et un nouvel essor de ceux-ci ? Quels moyens nouveaux d'affirmer et non de perdre son indépendance nationale dans une coopération européenne et mondiale très poussée, mais sur de nouvelles bases où l'avantage mutuel l'emportera sur la jungle ?

C'est de tout cela et de bien d'autres questions fondamentales qu'il s'agit dans la vérité des événements que nous vivons, quelles qu'en soient les manifestations étonnantes, tumultueuses, parfois tragiques.

Tout cela est-il un fruit de l'imagination ou bien la toile de fond véritable, l'essentiel de ce qui se passe de nos jours et conditionne l'avenir immédiat, à moyen terme et pour longtemps ? Et, dans le second cas, de quoi ont l'air l'information et les commentaires dominants ? Mesquineries, courte vue, coups bas, opérations politiciennes... quel spectacle ! Et quel abîme...

Lire la suite page 2

CAMPUS

## Les lycées font des projets

La loi d'orientation sur l'éducation prévoit que les lycées se dotent de « projets d'établissement ». Une démarche décentralisée qui bouleverse bien des habitudes.

■ L'administration manque de juristes. ■ « Bel-Ami » à l'ESSEC. ■ Monika, la voix des étudiants de Prague. ■ Les stages de la semaine.

pages 15 à 17 - section B









## Les premières élections libres auront lieu le 20 mai

M<sup>me</sup> Delia Cornes, a annoncé mardi à Cluj, lors d'une rencontre avec une délégation de parlementaires belges conduite par M. Charles-Ferdinand Nothomb, président de la Chambre des représentants (députés), qu'elle quitterait le conseil du Front de salut national roumain le 24 septembre, à l'occasion du 24<sup>e</sup> septembre. La célèbre dissidente roumaine avait déjà fait part à plusieurs reprises de son intention de ne pas faire de « politique partisane ». Lors d'une rencontre similaire avec les parlementaires belges, M. Dimitri Mazilu, membre du comité exécutif de CFSN, a également affirmé qu'il était, avec elle, le seul membre du Front communiste, opposé à la transformation du Front en parti politique et envisageait de « reprendre sa liberté » si le Front changeait de statut.

pris le pouvoir. L'odyssée a été  
une valse tzigane, qui consti-  
tuait un jeu comme hier le quart-  
et quart monde collectiviste,  
dans le sous-proletariat. C'est  
aujourd'hui à Bucarest, comme  
à Paris, capitales européennes, les  
jeux de chance au noir appa-  
raissent souvent à la communauté  
Après la guerre, raconte encore  
après, les communistes étaient  
en Roumanie qu'on disait  
tous tziganes et inverse-  
ment.

alors que la Roumanie libre se  
des problèmes inextricables et  
solutions peuvent être facilement  
trouver un bouc émissaire à  
surs, c'est un souvenir qui peut  
tristement dangereux.

**PATRIE CLAUDE**

[illegible]

## Les conservateurs exploitent la crise du Caucase

« Des millions de gens, lisant mardi soir à la « une » des Izvestia, ont mis tous leurs espoirs et toutes leurs forces sur la carte de la perestroïka. La manière dont vont se développer les événements ne leur est vraiment pas du tout égale. C'est

**BERNARD GUETTA**



## EUROPE

## Accord de principe pour le retrait de toutes les troupes soviétiques stationnées en Hongrie

La Hongrie et l'URSS sont tombées d'accord sur le principe d'un retrait total des 52 000 soldats soviétiques stationnés en Hongrie, qui présente un intérêt stratégique bien moindre pour Moscou que la Tchécoslovaquie, la Pologne et la RDA.

Le premier ministre hongrois, M. Miklós Németh, a annoncé, mardi 23 janvier, cette nouvelle lors d'une session du Parlement à Budapest (lire nos dernières éditions datées du 24 janvier), a précisé que cet accord avait été obtenu lors d'entretiens avec le premier ministre soviétique M. Nikolai Rykov. Pour le chef du gouvernement hongrois, « la situation stratégique et géopolitique de la Hongrie rend possible à l'URSS de retirer ses troupes dans le laps de temps le plus court possible », c'est-à-dire pour la Hongrie au plus tard d'ici la fin de 1991.

Pour les experts militaires, la Hongrie, qui n'a pas de frontières communes avec un pays de l'OTAN, n'a pas une grande importance stratégique dans le dispositif de défense du pacte de Varsovie, une attaque surprise des pays de l'OTAN étant pratiquement exclue. Les conversations entre la Hongrie et l'URSS sur le calendrier du retrait des troupes soviétiques devraient ouvrir la semaine

prochaine dans la capitale hongroise. Moscou s'est cependant montré beaucoup plus prudent que le premier ministre hongrois. M. Vadim Perfilov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a déclaré seulement mardi que « des questions concernant la présence des troupes soviétiques en Hongrie » seraient prochainement l'objet de négociations sans préciser de date pour l'ouverture de ces négociations.

La semaine dernière, en marge des négociations de Vienne sur le désarmement conventionnel en Europe, le secrétaire d'Etat hongrois aux affaires étrangères, M. Ferenc Somogyi, avait demandé d'ici la fin de 1990 et au plus tard en 1991 le retrait total des troupes soviétiques stationnées en Hongrie.

De son côté, la Tchécoslovaquie négocie actuellement un calendrier de retrait des 80 000 soldats soviétiques stationnés sur son sol. Mais ce pays, qui a une longue frontière commune avec la RFA, présente un intérêt stratégique beaucoup plus important pour le pacte de Varsovie que la Hongrie, d'autant qu'en RFA sont stationnés la plupart des soldats américains en Europe.

Pour les négociateurs tchécoslovaques, la moitié des troupes soviétiques devrait avoir quitté le pays d'ici la date des élections libres, c'est-à-dire au mois de juin pro-

chain, et la totalité d'ici la fin de 1990. Les Soviétiques ont réagi avec prudence à cette proposition de calendrier tout en ne se déclarant pas opposés en principe aux propositions de gouvernement de Prague.

Enfin, en Pologne, le président de Solidarité Lech Wałęsa avait émis le souhait à titre personnel que les 40 000 soldats soviétiques stationnés dans le sud-ouest de la Pologne à proximité de la frontière polono-soviétique, quittent le pays d'ici la fin de l'année. Mais le gouvernement polonais, inquiet de la situation instable en RDA et de l'ambiguïté de la position des dirigeants de la RFA sur l'intangibilité de la ligne Oder-Neisse, a affirmé que le « problème n'était pas d'actualité ».

Personne jusqu'à présent n'a soulevé le problème des 390 000 soldats soviétiques stationnés en RDA. L'URSS n'entretient pas de troupes en Roumanie et en Bulgarie. — (AFP.)

L'Union soviétique disposait jusqu'à l'année dernière en Hongrie d'environ 60 000 hommes. Sur ce contingent, 10 000 ont déjà quitté en 1989 le sol hongrois ; selon des informations données à Vienne par le général László Boršits, chef d'état-major des armées hongroises (le Monde daté 21 et 22 janvier). Les 50 000 restants sont principalement des divisions blindées, deux divisions motorisées et une brigade aéroportée, appuyées par environ 210 avions d'attaque au sol, 135 intercepteurs de défense aérienne et 50 hélicoptères lourds.)

## YUGOSLAVIE

### Le PC slovène va définir ses futures relations avec la Ligue fédérale

Belgrade. — Après le retrait spectaculaire de sa délégation du congrès extraordinaire de la Ligue communiste de Yougoslavie (LCY), lundi 22 janvier, à Belgrade, le chef de la Ligue de la République de Slovénie, M. Ciril Ribicic, a annoncé mardi à Ljubljana que les relations entre son parti et l'organisation fédérale seraient « gelées ». Jusqu'au 2 février. C'est à cette date que le parti slovène doit déterminer les formes futures de ses rapports avec la LCY ; et éventuellement aussi changer de nom.

Les déclarations de M. Ribicic semblent indiquer que les Slovènes n'accepteront pas de réintégrer la Ligue fédérale et qu'ils prôneront — comme ils l'avaient fait pendant le congrès suspendu sine die — la transformation du mouvement en une alliance libre des ligues des six Républiques et des deux provinces autonomes de la fédération yougoslave.

De l'avis général, il sera très difficile d'éviter l'éclatement définitif du Parti qui, durant quarante-cinq ans, a présidé aux destinées de la Yougoslavie. Le grand quotidien *Borba*, qui reflète généralement les points de vue de la présidence collégiale de l'Etat, titrait ainsi, mardi 23 janvier, en première page : « La Ligue des communistes a cessé d'exister ». Ce conflit politique risque aussi de relancer les tensions interethniques dans le pays. Mardi, plus de deux mille Albanais de souche ont manifesté dans les rues de Pristina, la capitale de la province autonome du Kosovo qui est sous la tutelle de la Serbie. Ils réclamaient l'organisation d'élections libres et la libération de tous les prisonniers politiques, en particulier de l'ancien numéro un du PC local, M. Azem Vlast, accusé d'activités « contre-révolutionnaires ». Au printemps 1989, des émeutes nationalistes avaient fait officiellement vingt-cinq morts au Kosovo, où les habitants de souche albanaise représentent environ 90 % de la population. L'état d'urgence est imposé dans la région depuis ces événements. — (AFP.)

## TCHÉCOSLOVAQUIE

### Le président Havel propose que le prochain sommet Bush-Gorbatchev se tienne à Prague

Le président Václav Havel a annoncé mardi 23 janvier qu'il proposerait au cours de ses prochains voyages à Moscou et à Washington la tenue à Prague du prochain sommet américano-soviétique, qui pourrait examiner « différents projets importants liés mutuellement » ayant trait à un nouvel ordre de sécurité en Europe. Selon une interview de M. Havel, publiée lundi par le *Washington Post*, ces projets suggèrent un retrait des troupes soviétiques et américaines du continent européen.

Le chef de l'Etat, qui s'adressait pour la première fois au Parlement tchécoslovaque depuis son élection le 29 décembre, a proposé de renforcer le pouvoir présidentiel, qui n'a été, sous le régime communiste, qu'un « appendice du pouvoir », a-t-il dit. M. Havel a en outre proposé de supprimer le mot « socie-

liste » du nom de la République et de remplacer l'étoile rouge de l'emblème national par des blasons historiques.

La session du Parlement avait débuté par un coup de théâtre, des députés slovènes ayant refusé la révocation de 90 députés communistes, convenue par la « table ronde » des forces politiques du pays, pour faire entrer à l'Assemblée, avant les élections de juin, des représentants des mouvements démocratiques. Après des heures de délibérations et une mobilisation étudiante, les députés slovènes ont fait marche arrière et l'Assemblée a adopté la loi. Le Parlement a enfin adopté la nouvelle loi sur les partis politiques en vue des prochaines élections, autorisant tout mouvement soutenu par mille signatures à se faire enregistrer comme parti politique. — (AFP.)

## RDA

### Report des discussions sur la formation d'un gouvernement de salut public

Les négociations en vue de la formation d'un gouvernement de salut public en RDA qui, selon les propositions du premier ministre, M. Hans Modrow, devaient commencer mercredi 24 janvier ont été reportées à la semaine prochaine.

Cet ajournement montre que les onze partis et mouvements de l'opposition hésitent à accepter l'offre de M. Modrow d'entrer dans son gouvernement à direction communiste.

M. Modrow avait invité lundi l'opposition à entrer dans son gouvernement en invoquant la nécessité de stabiliser le pays d'ici aux élections libres prévues le 6 mai prochain.

Par ailleurs, le président du Parti national-démocrate (NPD), M. Wolfgang Glaeser, a démissionné mardi, deux jours seulement après son élection. Il avait été vivement critiqué par des responsables du parti pour avoir déclaré que son parti allait mener une campagne électorale « agressive ». Il avait précisé que la campagne serait dirigée en particulier contre le parti communiste. — (AFP.)

## POLOGNE

### Le POUP réclame la protection des autorités après les occupations de locaux du parti

La Parti ouvrier unifié polonais (POUP, communiste), confronté à des mouvements d'occupation de ses locaux par des mouvements étudiants et une mobilisation nationale, a réclamé mardi 23 janvier la protection des autorités. Dans un communiqué, il affirme être en butte à « des attaques de plus en plus violentes et à une campagne marquée par un esprit de vengeance ». Le communiqué ajoute que le conseil du parti, qui s'ouvre samedi, risquerait d'être perturbé.

Des dizaines d'étudiants et de nationalistes ont organisé ces derniers jours à Varsovie, à Szczecin, à Cracovie et dans autres villes des piquets de grève et des occupations de bâtiments du POUP pour réclamer leur transfert à l'Etat.

Le président Wojciech Jaruzelski avait lancé auparavant un appel au calme et invité les parlementaires à trouver une « solution constructive » concernant un projet de loi visant à nationaliser les biens du POUP, au moins cent soixante bâtiments. (Reuters.)

## GRÈCE

## La douloureuse odyssée des Pontios

ATHÈNES

de notre correspondant

Ils arrivent par milliers en Grèce, venant d'URSS, par train et par bateau. Cinq mille sont venus en 1989, on en prévoit quinze mille cette année, cent mille jusqu'en 1992, et personne ne les attendait. Il s'agit des Pontios, des Grecs originaires des bords du Pont-Euxin (la mer Noire), contraints à l'exil par les troupes de Mustafa Kemal dans les années 20, puis déportés par Staline vingt ans plus tard.

Douloureuse odyssée pour cette minorité forte de quelques millions de personnes (dont le moitié en Grèce), réparties dans le monde entier, à la recherche d'une terre d'accueil. Etablis au V<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ sur les côtes sud de la mer Noire, les Pontios avaient développé des cités puissantes et prospères jusqu'à la prise de Trapezond par les Ottomans en 1461. Ils seront peu à peu éliminés des rives de la mer Noire par les nouveaux maîtres de l'Asie mineure jusqu'à l'arrivée de Mustafa Kemal. Dans sa poussée nationaliste, le maître de la Turquie moderne chasse les Grecs, élimine les Arméniens et repousse les Kurdes.

De 1916 à 1923, selon le Centre d'études des Pontios (CEPOME), basé à Athènes, trois cent cinquante mille Pontios sur une population totale de sept cent cinquante mille ont été massacrés, un génocide oublié que les représentants des Pontios veulent maintenant voir reconnaître.

Les survivants se réfugient en Grèce et dans le Caucase soviétique, sur les rives nord et est de la mer Noire, où ils connaissent une brève renaissance. En Géorgie, en Ukraine, en Crimée, ils développent de nouvelles villes et prendront une part active dans le commerce, du tabac notamment. Tout ira bien jusqu'en 1937, où Joseph Staline, voyant d'un mauvais œil cette minorité active, commence à les persécuter. Plusieurs milliers de Pontios seront

déportés en Sibérie dans des conditions tragiques, où beaucoup mourront. Après la guerre, Staline en exile de nouveau plusieurs dizaines de milliers en Asie centrale, dans le Kazakhstan et en Ouzbékistan.

## Sentiment d'insécurité

De ces années de malheur, les Pontios conservent « un très fort sentiment d'insécurité », explique Michaelis Haralambidis, vice-président du CEPOME. Isolés, ils n'ont pendant la guerre froide aucun contact avec la Grèce et perdent en partie leur identité nationale. Beaucoup d'enfants ont délaissé la langue des Pontios, qui emploie encore des mots d'ancien grec et ne parlent plus que le russe.

Lorsque Michail Gorbatchev ouvre les frontières en mars 1988, c'est le rush. Les Pontios, d'Asie centrale d'abord, de Géorgie maintenant, prennent tout ce qu'ils peuvent et débarquent en Grèce. Ils se rendent chez des parents ou des amis émigrés dans les années 20 ou les années 50, à Korydallos ou à Pirée, à Lavrio près du cap Sounion, à Menidi (au nord d'Athènes) surtout, une ville de soixante-dix mille habitants, qui accueillait vingt mille Pontios.

Ils s'entassent comme ils le peuvent dans des deux-pièces ou des sous-sols. Ils revendent tout ce qu'ils possèdent pour s'acheter un lopin de terre et construire tant bien que mal une maison en dur. La solidarité des Pontios ne suffit plus devant l'ampleur des arrivées, et leurs représentants ont alerté les pouvoirs publics et l'opinion.

« La situation est dramatique, c'est une horreur pour nous tous, ils arrivent par trains, complètement perdus, les scènes évoquent celles qu'ont connues nos pères en 1922 (lorsque Kemal a chassé les Grecs de Smyrne) », souligne le président du CEPOME, M. Timophilos Papadopoulos.

Le dynamique secrétaire général des Grecs de l'étranger,

M. Dimitris Filis, a pris les choses en main. Mais aucun plan d'ensemble n'a encore été mis en place, et les mesures décidées, souvent bloquées par la bureaucratie, ne sont qu'une « Aspirine » devant la détresse des émigrés, reconnaît M. Filis.

Le problème numéro un, c'est de les installer quelque part. Les habitants de Menidi voient d'un mauvais œil les nouveaux venus, un peu encombrants au moment où le municipalisme espère la construction du village olympique pour les jeux de 1996 ce qui permettrait la valorisation de la région. La solution, c'est la Thrace, où se trouvent déjà quelque quatre cent mille Pontios, mais aussi une forte minorité musulmane d'origine turque.

## La Turquie proteste

La Turquie a déjà protesté contre ce plan, compris comme une tentative d'altération de la composition ethnique de cette région sensible. Le jeune ministre des affaires étrangères, M. Antonis Samaras, qui s'est fait le champion de la défense des minorités grecques comme les Pontios et les Epirotes du nord en Albanie, a rétorqué : « Personne n'a le droit de nous empêcher d'installer les Pontios où nous le jugeons bon ».

Certaines de leurs associations proposent le retour en Grèce des émigrés d'Asie centrale mais ne souhaitent pas leur départ des régions du Caucase, un des lieux naturels de leur culture, où ils pourraient se développer avec l'aide d'un accord gréco-soviétique.

En Thrace, ils veulent fonder une nouvelle ville qui prendrait le nom de Romania (« éternité de la grécité »), un objectif réalisable au regard de leur poids électoral et du courant de sympathie qui a commencé à se développer dans une mère patrie qui les a longtemps ignorés.

DIDIER KUNZ

## TURQUIE

## Les intégristes réclament le droit de prier à Sainte-Sophie

Après plusieurs mois de manifestations régulières, les militants islamistes turcs ont finalement obtenu, le mois dernier, la levée de l'interdiction gouvernementale de porter le foulard dans les universités.

Fortifiés par ce succès partiel, puisque les universités se réservent le droit d'imposer leur propre loi dans les facultés, ils réclament maintenant le droit de prier à Sainte-Sophie, l'ancienne cathédrale de Constantinople.

ISTANBUL

correspondance.

Sainte-Sophie, construite au sixième siècle par l'empereur Constantin Justinien, fut convertie en mosquée après la conquête de Constantinople par les Ottomans en 1453. Par décret d'Atatürk, celle-ci fut fermée en 1934 et transformée en musée, visité chaque année par plus d'un million de touristes.

Alors que certains ne voient dans le renouveau islamique de ces derniers mois qu'un mouvement marginal sans grandes conséquences pour l'Etat turc, d'autres craignent un retour du conservatisme religieux, banni par Atatürk, qui décida de faire de la Turquie un Etat moderne et laïc.

Cent trois membres de la célèbre université du Bosphore à Istanbul ont exprimé leur inquiétude dans un communiqué commun publié le 9 janvier. « L'ouverture de Sainte-Sophie à la prière ne peut pas être considérée comme le désir innocent

de musulmans pieux, affirmait-ils. Elle fait partie d'actions ayant pour cible la structure séculière de l'Etat ».

Le mouvement religieux, qui fait régulièrement les grands titres de la presse turque, est loin d'être nouveau. Si Atatürk a pu, d'un coup de plume, abolir le califat et écarter les religieux du pouvoir, il n'a cependant pas pu éliminer le sentiment religieux profondément ancré dans la population, en particulier dans les régions rurales où plus de la moitié des femmes portent le foulard.

La Turquie, souvent décrite comme un pont entre l'Occident et l'Orient, est en fait tiraillée entre ces deux mondes.

## La bureaucratie islamiste

Curieusement, c'est l'armée, traditionnellement considérée comme le défenseur du patrimoine ataturkiste, qui a amorcé le mouvement en réintroduisant l'éducation religieuse obligatoire en 1982, dans l'espoir de voir l'islam remplacer les idéologies de gauche, selon elle responsables du chaos dans lequel avait été plongé le pays à la fin des années 70.

Après l'accession au pouvoir, en 1983, de Turgut Ozal, qui fut, au début de sa carrière politique, un candidat malchanceux du parti islamique d'alors, le Parti du salut national, le climat politique a changé, permettant au mouvement religieux de ressortir du placard.

Bien que se disant progressiste et libéral, Turgut Ozal a une attitude ambivalente face à la religion. Depuis son arrivée, l'islamisation de la bureaucratie s'est accélérée, et plusieurs politiciens représentant la droite religieuse ont rejoint les rangs de son parti, le plus célèbre d'entre eux étant le ministre d'Etat Kocociler, actuellement bras droit du premier ministre Akbulut.

« Les nouveaux islamistes font maintenant partie de l'élite », déclare M. Binaz Toprak, professeur de sciences politiques à l'université du Bosphore.

Peu de gens croient à la possibilité d'une révolution islamique de type iranien. « Je ne crois pas que le mouvement islamiste puisse devenir suffisamment puissant pour bouleverser la structure de l'Etat », ajoute-t-elle. Mais il n'est pas marginal pour autant, il démontre la dualité culturelle qui existe en Turquie depuis le milieu du dix-neuvième siècle.

Aux élections municipales de mars 1989, le Parti islamique de la « prospérité » n'a obtenu que 9 % des votes et, dans la ville de Konya, un centre religieux, le maire a échoué dans sa tentative d'imposer la ségrégation des femmes dans les autobus municipaux. Cependant, on peut voir dans la tendance religieuse actuelle un signe qu'une partie importante de la population turque a de la peine à suivre le rythme de modernisation du pays. Accablée par l'inflation et effrayée par la corruption et l'évolution des mœurs, elle est tentée de se tourner vers le monde islamique au conservatisme rassurant, qui paraît plus à sa portée.

NICOLE POPE

## LA REVUE N°3

DES JOURNAUX DU TEMPS PASSE :

Directeur : André Rosset  
La 5ème colonne en 1792  
Valmy... une simple canonnade ?  
Le possible mois de juillet 1914  
Un centenaire oublié : Le 1<sup>er</sup> mai  
Prévisions astrologiques dans la Presse  
et en « lire à part »  
DIX JOURNAUX REPRODUITS INTÉGRALEMENT  
6 de 1792, 4 de 1914  
Chez votre marchand de journaux.  
Le n° 59 F. Abt est un 165 F. N° 5  
15, rue Bouy-Delaplace 93100 Montreuil

5<sup>e</sup> COLONNE  
VALMY  
JULIEN 1914  
1<sup>er</sup> MAI  
ASTROLOGIE

LIVRES  
POLONAIS  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogue sur demande  
LIBELLA  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

## Les élections

Le congrès du parti communiste de l'URSS a été ouvert à Moscou le 18 janvier. Le premier ministre est Mikhaïl Gorbatchev. Le président est Mikhaïl Gorbatchev.

## L'in

TOKYO

Le Japon a déjà protesté contre ce plan, compris comme une tentative d'altération de la composition ethnique de cette région sensible. Le jeune ministre des affaires étrangères, M. Antonis Samaras, qui s'est fait le champion de la défense des minorités grecques comme les Pontios et les Epirotes du nord en Albanie, a rétorqué : « Personne n'a le droit de nous empêcher d'installer les Pontios où nous le jugeons bon ».

## Les « Ru

Le mouvement religieux, qui fait régulièrement les grands titres de la presse turque, est loin d'être nouveau. Si Atatürk a pu, d'un coup de plume, abolir le califat et écarter les religieux du pouvoir, il n'a cependant pas pu éliminer le sentiment religieux profondément ancré dans la population, en particulier dans les régions rurales où plus de la moitié des femmes portent le foulard.

JERUSALEM

Le mouvement religieux, qui fait régulièrement les grands titres de la presse turque, est loin d'être nouveau. Si Atatürk a pu, d'un coup de plume, abolir le califat et écarter les religieux du pouvoir, il n'a cependant pas pu éliminer le sentiment religieux profondément ancré dans la population, en particulier dans les régions rurales où plus de la moitié des femmes portent le foulard.

## En vis

## M. Pères affirme

## Israëlo-palestinien

LE CAIRE

Le mouvement religieux, qui fait régulièrement les grands titres de la presse turque, est loin d'être nouveau. Si Atatürk a pu, d'un coup de plume, abolir le califat et écarter les religieux du pouvoir, il n'a cependant pas pu éliminer le sentiment religieux profondément ancré dans la population, en particulier dans les régions rurales où plus de la moitié des femmes portent le foulard.



## ASIE

### JAPON

## Les élections anticipées auront lieu le 18 février

Le porte-parole du gouvernement a confirmé, mercredi 24 janvier, à l'issue du conseil des ministres, que des élections législatives anticipées auront lieu le 18 février (le Monde du 23 janvier). Cette décision est intervenue une heure après la dissolution de la Chambre basse, rendue effective par la lecture d'un édit impérial devant la Diète. Le

gouvernement de M. Kaifu, a déclaré le porte-parole, M. Mayumi Morioka, est déterminé à regagner la confiance du public, ébranlée l'année dernière par le scandale Recruit-Cosmos. Le parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir détiend actuellement 294 sièges sur 512 à la Chambre basse.

## L'intronisation de l'empereur Akihito a été fixée au 12 novembre

### TOKYO

de notre correspondant

Même les divinités ont été averties : au cours de rituels dans l'enceinte du palais impérial, mardi 23 janvier, en présence du premier ministre, M. Kaifu, et des membres du cabinet, l'empereur Akihito, en costume blanc de cour de l'époque Heian (VII-X<sup>e</sup> siècles), a solennellement informé la déesse Amaterasu Omikami, divinité du Soleil et gardienne de la famille impériale, des dates de la cérémonie de son prochain avènement. Il a, par ailleurs, déposé des messages au sanctuaire d'Ise, le plus vénérable du Japon, et aux mausolées de quatre de ses ancêtres pour les avertir. Les messages impériaux ont reçu des rouleaux de soie spéciaux comme offrandes pour les divinités.

La commission spéciale chargée de préparer l'intronisation du nouvel empereur, qui avait remplacé son père Hirohito sur le trône du chrysanthème il y a un an, ont arrêté la date du 12 novembre pour cette cérémonie. Ce sera un jour férié, et une amnistie sera proclamée à cette occasion. La 22 du même mois sera le plus important rituel d'intronisation : l'empereur, en grande tenue de cour, se rendra au sanctuaire d'Ise. Ce rituel se déroulera la nuit au cours de laquelle l'empereur sera supposé partager le riz sacré avec la déesse et entrer en communion spirituelle avec elle. La désignation de l'empereur des rituels sera planté ce rituel est effectuée traditionnellement en fonction des cratères d'une Renspace de torus portée au feu.

La commission spéciale devra surtout décider si ces cérémonies seront la répétition de celles organisées en 1928 pour Hirohito - position des « intégristes » - ou bien si elles seront simplifiées, comme le veulent les « modernistes ». Il faudra surtout déterminer le degré de publicité accordé à cet événement. En dépit de son caractère religieux (de rite shinto), le gouvernement a en effet décidé de faire du Daijosi une cérémonie publique financée sur le budget national (son coût, 8,1 milliards de yens, figure dans la loi de finances de 1990). Ce qui soulève de nombreuses polémiques sur le caractère laïc de l'Etat japonais.

Ph. P.

### CAMBODGE : nouvelle démission de Norodom Sihanouk

## Le temps des concessions n'est pas venu

Le prince Norodom Sihanouk jette l'éponge. On ne peut exclure un nouveau geste tactique, mais c'est sur un ton particulièrement désemparé que l'ancien monarque cambodgien a annoncé, dans un communiqué diffusé mercredi 24 janvier à Pénh, qu'il abandonnait toutes fonctions à la tête de la résistance antiviétnamienne.

### PEKIN

de notre correspondant

La décision du prince Sihanouk intervient au moment où il apparaît de plus en plus nettement que la Chine, qui le soutient, n'a pas non plus l'intention de faire de réelles concessions au Cambodge, où son principal demeure l'armée des Khmers rouges, de sanglante réputation. Le prince Sihanouk se justifie par l'« hostilité » croissante de l'opinion occidentale à son égard, dans laquelle il décline une volonté de lui faire porter le chapeau de l'échec des tentatives de règlement négocié du conflit. Après avoir affirmé : « Compter sur cette hostilité contre laquelle il est vain pour moi de lutter », il fait part de sa démission de la double fonction de chef de la résistance et de président du gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique, structure créée en 1962 avec ses partisans, ceux du nationaliste Sam Sann et des Khmers rouges dans le but de conserver le siège du Cambodge aux Nations unies.

Il refuse, à compter du 4 février, de recevoir quiconque hormis ses « amis » chinois et nord-coriens, et de prendre part à des conférences internationales ou inter-cambodgiennes (c'est-à-dire avec le régime de Pénh-Penh, installé par le Vietnam en 1979). Il ne veut pas « endosser la responsabilité des échecs » de telles réunions.

Le prince Sihanouk conserve en main une toute petite carte : son titre de chef d'Etat, déposé « illégalement » en mars 1970 par le coup d'Etat du général Lon Nol en pleine guerre américaine en Indochine. Il promet que si une solution négociée permettait l'organisation d'élections libres au Cambodge, il y prendrait part en tant que candidat à la présidence d'une République à définir.

### L'immobilisme de Pénh

Si la manœuvre vise à prendre ses distances à l'égard des Khmers rouges, on peut craindre qu'elle vienne trop tard : on attendait plutôt de l'ancien monarque qu'il fasse ce geste durant la Conférence de Paris en août dernier. Il a toujours reconnu qu'il ne pouvait rompre avec ses combattants partenaires sans se couper de la Chine, dont il dément être « le prisonnier » mais qui demeure son plus ferme soutien.

La carte qu'il abat aujourd'hui n'a plus la valeur qu'elle pouvait avoir lors des précédentes démissions, aussitôt reprises, que le prince Sihanouk a annoncées à de multiples occasions par le passé.

FRANCIS DERON

## PROCHE-ORIENT

### ISRAEL

## Les « Russes » arrivent, mais où les mettre ?

La question n'est plus de savoir si les juifs soviétiques viennent en Israël, mais où ils vont s'installer dans le pays. Alors que chaque nouveau vol en provenance d'URSS, via l'Europe de l'Est, confirme quotidiennement qu'une émigration massive est en cours, israéliens et Palestiniens surveillent moins l'aéroport de Lod que la « ligne verte », cette frontière, en principe invisible, séparant Israël d'avant 1967 des territoires occupés de Cisjordanie et Gaza. Les deux parties posent la même question : de quel côté de la « ligne » les « Russes » vont-ils aller ?

### JERUSALEM

de notre correspondant

Chef du parti du « Grand Israël », M. Itzhak Shamir a déjà dit ses préférences. Il a publiquement expliqué, à la mi-janvier, qu'il fallait un « Grand Israël », c'est-à-dire garder les territoires, pour héberger les nouveaux arrivants - et tant pis si cela doit « démolir les Arabes », a gentiment ajouté le premier ministre israélien. Il n'avait sans doute pas touché une corde sensible dans la mémoire collective des Palestiniens de Cisjordanie. Ils ont ravalé la vieille crainte du « transfert ». Que ce sentiment

soit fondé ou non, c'est le climat qu'il compte. Témoins ce document affirmant que la situation de la population palestinienne proche de l'OLP ont adressé cette semaine aux conseils occidentaux en poste à Jérusalem pour dénoncer les intentions de M. Shamir. Elles évoquent « l'ahurissante injustice que constituerait l'installation (aujourd'hui) d'un million de juifs soviétiques dans ce pays, comme la répétition de la tragédie de 1948 » (l'exil des réfugiés palestiniens, du fait de la guerre). Le document affirme que la situation en Cisjordanie est d'autant plus critique à cet égard que les israéliens « y refusent le droit à la réunification des familles palestiniennes » (devant permettre à un résident de faire venir son conjoint, ses enfants ou des parents vivant à l'étranger).

ment de la question palestinienne n'a pas été trouvé. Les juifs soviétiques arrivent déjà à - et le gouvernement israélien se préoccupe maintenant de la situation de la communauté juive d'Azerbaïdjan, où il redoute une vague d'anti-sémitisme. Il y a quelques fois deux à trois vols par jour, via Budapest, Cluj ou Bucarest. Le ministère de l'Immigration parle d'un flux de 2 000 nouveaux immigrants soviétiques par semaine, depuis le début du mois de janvier. Les projections les plus courantes prévoient que « d'ici » de 100 000 à 300 000 personnes dans les trois années à venir. Pour le moment, les israéliens installés en Cisjordanie ne représentent pas dix pour cent d'une population palestinienne estimée à plus de 800 000 personnes.

Devant les critiques suscitées par les propos de M. Shamir, les autorités ont rappelé quelle était leur politique officielle en la matière : les nouveaux arrivants doivent pouvoir s'installer où bon leur semble. Il n'y a plus d'obligation autoritaire vers ces villes de développement possédant au fil des vagues d'immigration des années 50 et 60 et dont le bilan - économique, social, humain - est pour le moins mitigé.

En principe, cela laisse du champ aux partisans du « Grand Israël » qui ne se privent pas de quelques fois de la sortie de l'aéroport - de faire valoir que les tarifs de l'immigration sont moins élevés en Cisjordanie. Mais la quasi-totalité des 12 700 nou-

veaux immigrants arrivés l'an dernier se sont installés en Israël et non dans les territoires : 54 % à Tel Aviv, 30 % à Haïfa, 10 % à Jérusalem (y compris dans l'implantation voisine de Maalé Adumim et autres quartiers situés à l'est de la ville), 3 % à Beerseba (sud d'Israël). Cela veut dire que moins de 1 % des « Russes » se sont laissés tenter par la Cisjordanie.

Ces données peuvent évidemment changer, et le gouvernement, pour l'instant, tend à les mettre en avant afin de ne bouter ni les Etats-Unis ni l'Union soviétique. Mais ces données sont aussi parfaitement conformes aux caractéristiques de la nouvelle vague d'immigrants. Elle est peu motivée idéologiquement : si on avait pu, disent-ils, on aurait choisi les Etats-Unis ; fuyant un empire en voie de déstabilisation, elle est d'abord en quête de sécurité et de calme - de ce point de vue, les environs d'Hebron ou de Gaza-ville, ce n'est pas l'idéal ; enfin, jeune et de niveau d'éducation élevé, elle se dirige naturellement vers les villes de la côte où sont concentrées près de 80 % des installations économiques du pays.

Mardi 23 janvier, est arrivé le plus gros contingent de juifs soviétiques jamais embarqué à bord d'un seul appareil - 420 passagers. Un seul d'entre eux était candidat pour la Cisjordanie.

ALAIN FRACHON

### LIBAN

## Damas est prêt à intervenir contre le général Aoun

L'armée syrienne est prête à intervenir à tout moment pour aider le président Elias Hraoui - si celui-ci le demande - à chasser le général Michel Aoun du pouvoir à Beyrouth-Est (chrétien), a déclaré, le 23 janvier, le président Hafez El Assad à l'issue d'une visite du président libanais à Damas. M. Hraoui a toutefois indiqué qu'il n'envisageait pas, dans l'immédiat, de lancer une offensive contre l'homme fort du « rébat » chrétien. Il a déclaré à la presse que son but était de renforcer son autorité et de créer une « oasis de paix » dans le secteur musulman de Beyrouth-Ouest, qu'il contrôlait avec l'aide des troupes de Damas. Lors de leurs entretiens, les présidents Hraoui et Assad sont notamment convenus de démanteler les milices musulmanes de Beyrouth-Ouest (le Monde du 24 janvier). En outre, des gendarmes et des sol-

dats libanais pourraient remplacer les Syriens en plusieurs points de Beyrouth-Ouest et venir épauler les soldats de Damas dans les secteurs sensibles autour du secteur chrétien tenu par le général Aoun. (Reuters)

Des livres pour une université. - M. André Tullier, directeur honoraire de la bibliothèque de la Sorbonne, président de l'Association des amis de l'université libanaise Saint-Esprit, lance un appel de fonds en faveur de l'achat de livres pour les nouvelles facultés (agronomie, droit) de cette jeune université francophone, siège de la seule faculté pontificale de théologie du Proche-Orient. Les bienfaiteurs peuvent adresser leurs chèques à M. Tailleur, Maison Saint-Charles, 60, rue de la République, 92150 Suresnes.

### En visite au Caire

## M. Pérès affirme qu'un dialogue israélo-palestinien est « très proche »

### LE CAIRE

de notre correspondant

Chef du parti travailliste israélien et ministre des finances, M. Shimon Pérès a estimé « très proche » l'ouverture d'un dialogue israélo-palestinien, à son arrivée au Caire, mardi 23 janvier, pour une visite de deux jours. Il a cependant exclu toute participation de l'OLP à ce dialogue. La délégation palestinienne, a-t-il ajouté, devra comprendre des représentants de la Cisjordanie et de Gaza et deux personnalités expulsées de ces territoires. Si cette dernière éventualité n'a pas encore été examinée par le cabinet israélien, a assuré M. Pérès, elle y jouit d'un important soutien.

Le dirigeant travailliste, qui devait être reçu mercredi par le

président Mubarak, a estimé que renouer à ouvrir un dialogue entre Palestiniens et Israéliens - même si des problèmes subsistent - serait « une erreur ». Il a rendu hommage aux efforts déployés par le chef de l'Etat égyptien pour que de tels pourparlers se tiennent. Ceux-ci, a-t-il encore indiqué, devraient avoir lieu au Caire.

Pour sa part, le chef de la diplomatie égyptienne, M. Ezzat Abdel Meguid, qui revient d'une visite aux Etats-Unis où il a eu des entretiens avec le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a indiqué que « des divergences subsistent entre les différentes parties », mais que « des efforts étaient toujours déployés pour surmonter les points litigieux ».

ALEXANDRE BUCCIANI

### Le sort des réfugiés de Hongkong

## La misère des indésirables

A l'occasion de la session du comité directeur de la conférence des réfugiés indochinois, réuni à Genève les mardi 23 et mercredi 24 janvier, les Etats-Unis ont proposé que les rapatriements forcés de boat people vietnamiens incarcérés à Hongkong soient suspendus jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1991. La Grande-Bretagne a refusé ce moratoire, le trouvant trop long et estimant que son acceptation pourrait encourager de nouveaux départs du Vietnam. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, a considéré, pour sa part, que les retours non volontaires ne devraient se faire qu'après un « délai raisonnable » de « nombreux mois » et que le HCR (Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU) devrait avoir un accès permanent aux personnes ainsi rapatriées.

### HONGKONG

de notre envoyé spécial

Les « boat people » qui ont atteint Hongkong avant le 16 juin 1989 sont considérés comme des réfugiés. En revanche, ceux qui ont rejoint la colonie britannique après cette date, soit 37 000 personnes, sont soumis à un « filtre » et une infime minorité d'entre eux peut espérer obtenir le statut de réfugié. Les autres ont tout intérêt à accepter de repartir de leur plein gré au Vietnam (un peu plus d'un million de volontaires sont rentrés à ce jour). Sinon, ils risquent d'être embarqués - de force - dans un avion de la Cathay Pacific à destination de Hanoi. Cinquante et un d'entre eux l'ont déjà été le 12 décembre dernier.

Le nombre des nouveaux arrivants est actuellement très faible (trente à cinquante par semaine), mais il pourrait brusquement augmenter dès février. Les premiers expulsés devraient donc être suivis par beaucoup d'autres. A Hongkong, on parle du prochain départ d'une centaine de personnes, toutes choisies parmi les « recueils » de la procédure dite de filtrage. Depuis le 12 décembre, la tension dans les camps de détention ne cesse de monter. Des manifestations violentes se produisent de plus en plus fréquemment, comme celles qui ont eu lieu au camp de Chi Ma Wan (d'où viennent les premiers expulsés). La police, qui jusque-là avait fait preuve d'une certaine souplesse, est manifestement dépistée. Les habitants des camps fabriquent des armes blanches de plus en plus sophistiquées et, comme l'a récemment indiqué un responsable de la police, les forces de l'ordre n'auront bientôt plus d'autre recours que d'ouvrir le feu.

Dans les faits, les Vietnamiens qui n'ont pas obtenu le statut-mi-réfugié sont des prisonniers, et leurs réactions sont celles de n'importe quelle population

carcérale. Les camps sont entourés d'une double barrière de barbelés haute de 5,20 mètres, et toute tentative de sortie est pratiquement impossible. Les images, diffusées récemment par la télévision locale, montrant la contre-offensive des hélicoptères de la police face aux insurgés de Chi Ma Wan ne laissent aucun doute, quant à la violence des affrontements. Les personnels qui gèrent les camps demandent que leurs effectifs soient augmentés.

### Violence et malnutrition

Une violence endémique règne dans les camps, des gangs rivaux s'affrontant au moindre prétexte. Une extrême sous-alimentation et des conditions de vie très difficiles sont la règle générale. L'espace vital de chaque personne est compris entre 0,9 et 1,5 mètre carré, soit nettement moins que la surface jugée indispensable par l'Organisation mondiale de la santé (3,5 mètre carré). Les conséquences psychologiques et sanitaires de cette situation se traduisent notamment par un démantèlement des structures familiales et la malnutrition. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, HCR, présent dans les vingt-deux camps de Hongkong et des Nouveaux Territoires, tente de prendre en charge la plupart des problèmes sociaux ; mais l'ampleur de la tâche dépasse ses moyens.

Victime d'une crise financière grave (le Monde du 14 décembre), le HCR a qualifié la politique décidée le 16 juin 1988 d'« unilatérale et prématurée ». Dénonçant par de nombreux pays, pour une politique de rapatriement forcé « barbare », la Grande-Bretagne souhaite bénéficier de la caution morale du HCR. Ce dernier se refuse pour l'instant à participer à l'accueil - au Vietnam - des personnes rapatriées contre leur gré. Mais, devant l'incertitude sur le sort de ces derniers, il est possible que l'ONU soit amenée à réviser sa position. Depuis 1980, la plupart des « boat people » de Hongkong arrivent du Vietnam du Nord, notamment de la région de Haiphong. A la différence des « sudistes » leur explication selon laquelle ils ont fui le régime communiste est donc sujette à caution. L'attitude de Londres, consistant à dire qu'il s'agit de « réfugiés économiques » (la plupart sont des paysans et des pêcheurs), n'est certes pas satisfaisante sur le plan humanitaire, mais elle n'est pas entièrement fautive. D'autre part, si Hongkong a brutalement mis un terme à sa politique d'hospitalité, c'est surtout parce que les pays d'accueil définitif (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Australie, France...) peu soucieux de recevoir des réfugiés suspects d'être favorables au régime de Hanoi, ont réduit leurs quotas d'immigration.

LAURENT ZECCHINI

## des Pontios

M. Dimitris Filis a pris les choses en main. Mais aucun plan d'ensemble n'a encore été mis en place, et les mesures décidées, souvent bloquées par la bureaucratie, ne sont qu'une « Aspinne » devant la détresse des émigrés, reconnaît M. Filis.

Le problème numéro un, c'est de les installer quelque part. Les habitants de Merida voient d'un mauvais œil les nouveaux venus, un peu encombrants au moment où la municipalité espère la construction du village olympique pour les jeux de 1996 ce qui permettrait la réhabilitation de la région. La solution, c'est la Thracie, où se trouvent déjà quelque quatre cent mille Pontios, mais avec une forte minorité musulmane d'origine turque.

### La Turquie proteste

La Turquie a déjà protesté contre ce plan compris comme une tentative d'altération de la composition ethnique de cette région sensible. Le jeune ministre des affaires étrangères, M. Amara Samaras, qui s'est fait le champion de la défense des minorités grecques comme les Pontios et les Espotes du nord en Albanie, a rétorqué : « Personne n'a le droit de nous empêcher d'installer les Pontios où nous le jugeons bon ».

Certaines de leurs associations proposent le retour en Grèce des émigrés d'Asie centrale, mais ne souhaitent pas leur départ des régions du Caucase, un des lieux naturels de leur culture où ils pourraient se développer avec l'aide d'un accord greco-soviétique.

En Thracie, ils veulent fonder une nouvelle vie qui prendrait le nom de Romania (le dénominateur commun des deux pays) et se présente à un conseil d'administration élu par les Pontios et les Grecs locaux. Les Pontios ont déjà obtenu la reconnaissance de leur statut de minorité officielle.

DIDIER KUNZ

## ament le droit de Sophie

Bien sûr, le droit de Sophie est un droit. Mais il ne faut pas oublier que Sophie est une jeune fille de 17 ans, qui vit dans une famille pauvre, et que son droit de Sophie est un droit qui ne peut être exercé que dans le cadre d'une politique de développement.

Pour ce grand projet à la fois d'une révolution économique et d'une révolution sociale, il faut que Sophie ait le droit de Sophie.

Il faut que Sophie ait le droit de Sophie, et que Sophie ait le droit de Sophie, et que Sophie ait le droit de Sophie.

Il faut que Sophie ait le droit de Sophie, et que Sophie ait le droit de Sophie, et que Sophie ait le droit de Sophie.

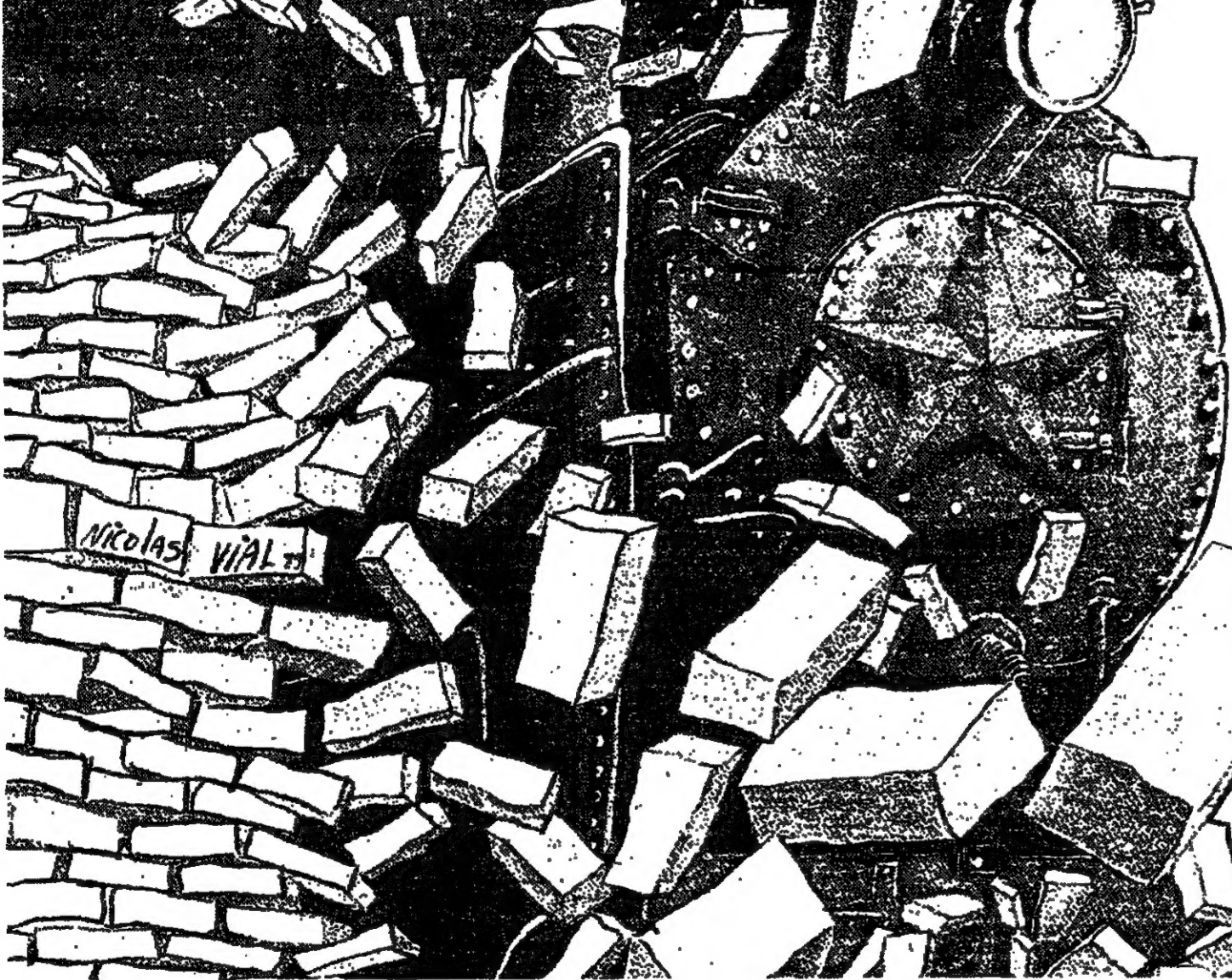
NICOLÉ ROSE



# Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

## BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1989



### Vent d'Est

Poussés par le vent d'Est qui a brisé le mur de Berlin, les dirigeants des pays socialistes découvrent les vertus de l'économie de marché.

Une victoire du libéralisme qui ne doit pas occulter les difficultés des pays du tiers-monde, les menaces de reprise de l'inflation et la persistance du déséquilibre des échanges internationaux.

Le Bilan économique et social – véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde – rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques dans leur contexte social et politique.

192 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
OU PAR CORRESPONDANCE

#### BON DE COMMANDE : BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

NOM : ..... PRÉNOM : .....  
ADRESSE : .....  
CODE POSTAL : ..... LOCALITÉ : .....  
..... PAYS : .....

FRANCE (métropole uniquement)  
Nombre d'ex. .... x 52 F (port inclus) = ..... F  
DOM-TOM et ETRANGER  
Nombre d'ex. .... x 57 F (port inclus) = ..... F

Commande et règlement à retourner à : LE MONDE  
Service Vente au numéro, 7, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09. FRANCE

#### AU SOMMAIRE

- **L'ÉTAT DE LA FRANCE :**  
Une année de croissance qui a favorisé les investissements à l'étranger, l'endettement des ménages, le développement de nouvelles formes d'emploi, dans un climat de modération des prix et avec un commerce extérieur toujours déficitaire.
- **L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL :**  
Soutenue par les investissements et les échanges, l'économie mondiale a connu sa septième année consécutive de croissance. Le Bilan économique et social passe en revue, chiffres à l'appui, toutes les composantes de la vie économique, sociale et financière.
- **DOSSIER SPÉCIAL : LE COMMERCE INTERNATIONAL :**  
Un dossier consacré à 25 ans de commerce international, de 1963 à 1988. Avec le portrait des grands acteurs, la montée en puissance de l'Asie, les flux d'échanges entre les grandes zones géographiques. Nombreux graphiques et cartes en couleurs.
- **CENT CINQUANTE PAYS A LA LOUPE :**  
Les correspondants du Monde retracent, pays par pays, les faits marquants de l'année écoulée.

Le pr...

Le pr...  
PANAMA : premi...  
M. Endara...  
SON...  
SAV-JOSÉ (Costa-Ric)...  
de notre correspond...  
en Amérique centrale...  
A l'issue d'une visite de...  
président du Costa-Ric...  
M. Endara...  
pour reconstruire...  
l'économie du pays...  
M. Endara...  
pour reconstruire...  
l'économie du pays...  
M. Endara...  
pour reconstruire...  
l'économie du pays...



## AMÉRIQUES

**HAÏTI : après l'instauration de l'état de siège**

### La répression s'accroît dans le pays

Quatre jours après l'instauration de l'état de siège en Haïti, la chasse aux opposants continue alors que le pays est privé d'informations par le rétablissement de la censure.

**PORT-AU-PRINCE**

de notre envoyé spécial

M. Antoine Lamy, un gros commerçant de Port-au-Prince, a été arrêté mardi 23 janvier. Il avait signé la semaine dernière un télégramme demandant au gouvernement de ne pas conclure d'accord de coopération avec les autorités militaires haïtiennes, lors de la visite du général Prosper Avril à Taïpei. Selon des informations non confirmées, plus d'une centaine de jeunes dont plusieurs responsables d'organisations de quartier ont également été appréhendés, dans les bidonvilles de la capitale. Tous les dirigeants politiques encore en liberté sont dans la clandestinité.

M. Sylvio Claude, leader du Parti démocrate-chrétien, est activement recherché. Même les plus modérés, comme le centriste Marc Bazin, se sont mis à l'abri, tant le climat de répression s'alourdit. Depuis mardi, les Haïtiens vivent sans nouvelles : les seules informations encore diffusées sont celles de la radio-télévision nationale, contrôlée par les militaires. Mardi soir, le général Fritz Romulus, ministre de l'Intérieur et de la Défense, a justifié l'état de siège par la nécessité « de mettre hors d'état de nuire les bandits et les terroristes qui veulent déstabiliser le pays et entraver le processus électoral ».

La liberté de la presse, principale conquête démocratique depuis la chute du dictateur Jean-Claude Duvalier en février 1986, a cessé d'exister.

Dans un communiqué diffusé mardi, le gouvernement militaire exige que les médias vérifient préalablement leurs nouvelles auprès du ministre chargé de l'information. Il est interdit de

relayer toute information provenant d'une station émettant hors du territoire haïtien. Les journaux télévisés étrangers qui étaient diffusés par câble ont été supprimés. Face à la censure et craignant d'être attaqués, les médias ont choisi de se taire. En panne de transistors, la population se raccroche au télédiol, le bouche à oreille version créole. Les zins, c'est ainsi qu'on appelle les rumeurs en Haïti, courent la ville. Invariablement et rapidement démenties, elles aggravent le climat de peur et de confusion.

Selon l'un de ces rumeurs, le sous-secrétaire Joseph Hébreux, porte-parole du Mouvement des soldats qui allait porter le général Avril au pouvoir en septembre 1988, se serait réfugié dans une ambassade latino-américaine. S'efforçant de rassurer l'opinion, le ministre de l'Intérieur a déclaré que l'état de siège pourrait être levé avant trois jours lorsque « le gouvernement aurait la situation bien en main ». Il a ajouté que « les mesures d'exception

étaient transitoires et destinées à faire démarrer le processus électoral sur des bases solides ». Des déclarations qui, pour l'opposition, confirment le cynisme du pouvoir militaire. « La grande d'Avril est claire : il veut organiser des élections truquées. Il lui fallait au préalable museler l'opposition, en commençant par l'opposition modérée, la plus dangereuse à ses yeux », nous a déclaré le dirigeant socialiste Serge Gilles.

Marchant difficilement, souffrant d'un tympen crevé par les coups des militaires qui l'ont arrêté samedi, M. Gilles a reçu, dans la maison où il se cache depuis sa remise en liberté, la visite des ambassadeurs de France et des États-Unis. Une nouvelle manière pour ce dernier, M. Alvin Adams, de signifier au général Avril qu'il ne doit plus compter sur l'appui de Washington.

**JEAN-MICHEL CAROIT**

**ARGENTINE : crise économique, désaveu politique**

### Le président face aux déçus du « menemisme »

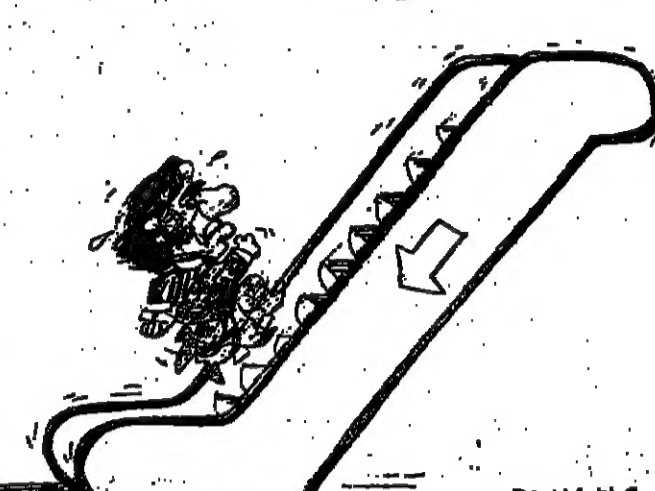
Au lendemain de son entrée en fonctions, en juillet dernier, la popularité du président Carlos Menem atteignait un niveau sans précédent : plus de 80 % des Argentins se déclaraient en sa faveur. Six mois plus tard seulement, le nombre de ses partisans s'est réduit de moitié. Le recul spectaculaire de M. Menem souligne l'ampleur de la crise que traverse le pays, en raison de laquelle le président a dû procéder, mardi 23 janvier, à la désignation du quatrième président de la Banque centrale depuis son arrivée au pouvoir.

**BUENOS-AIRES**

de notre correspondant

Les péronistes, qui avaient porté M. Menem au pouvoir sur la foi d'un des ordres du mouvement, le populisme, sont particulièrement déçus. Ils ont dû avaler la potion amère d'un plan économique néolibéral dont les secteurs les plus défavorisés, l'électorat traditionnel péroniste, ont jusqu'à présent, fait les frais. Le démantèlement du secteur public comme gage de réduction du déficit budgétaire rencontre, lui, de plus en plus de résistance.

M. Menem pensait pouvoir mettre ses propres hommes à la tête du mouvement ouvrier, mais la manœuvre, mal conçue, a eu en effet l'effet contraire : la CGT, la centrale ouvrière majoritaire,



de notre correspondant

zagabère décrite par le général Peron comme la colonne vertébrale du mouvement, « ne peut faciliter l'application d'un plan d'austérité », comme le souligne un diplomate occidental. Elle est désormais non seulement divisée, mais c'est sa branche la plus revendicative qui semble devoir prendre l'ascendant, autour de M. Saul Ubaldini, ancien secrétaire général.

Carlos Menem ne doit rien aux structures du Parti justicialista. Sa nomination lors des primaires se fit contre l'appareil. Depuis son accés à la présidence, il comptait bien plus sur l'appui des milieux

Carlos Menem compte encore avec l'appui du plus conservateur des économistes argentins, M. Alvaro Abogoray, militaire retraité, ministre de l'Économie sous l'une des anciennes dictatures, qui a pris, au cours des dernières semaines, de plus en plus de poids sur les orientations de la politique économique.

M. Menem peut aussi se targuer de l'appui politique des États-Unis. Le président George Bush lui adressa une lettre, début janvier, dans laquelle le chef de l'exécutif américain exprimait son « ferme soutien aux objectifs de reconstruction de l'économie argentine de telle manière que le marché puisse opérer plus librement ». Mais les aides économiques tant attendues et si souvent promises comme imminentes tardent décidément à venir.

**Populisme ou autoritarisme ?**

Obnubilé par l'urgence des mesures économiques face à une crise qui n'a fait que s'accroître au cours des six derniers mois, M. Menem n'a guère eu d'initiatives politiques. Quand il s'y est essayé, ce fut pour se heurter à la réprobation de la majorité de la société. Qu'il s'agisse de la grâce accordée aux militaires condamnés pour la guerre des Malouines et accusés de violation aux droits de l'homme, ou encore de la levée des poursuites administratives contre les militaires responsables de trois massacres entre 1987 et 1988. L'indulto (pardon) était indispensable pour restaurer la cohérence des forces armées et accélérer la « réconciliation nationale », explique M. Menem. Les divisions persistantes au sein de l'armée et la réprobation de la société viennent pourtant le contredire.

Depuis la Casa Rosada, M. Menem gouverne en fait dans un vide politique de plus en plus flagrant. « La rapidité de la crise économique a pris de vitesse la classe politique », constate M. Julio Bárbara, secrétaire à la culture. Annonces des pouvoirs traditionnels n'a en effet pu élaborer une solution de rechange, pas plus les trotskistes du Mouvement vers le socialisme (MAS), qui cherchent aussi à gonfler leurs rangs des déçus du « menemisme », que l'Union civique radicale (UCR) de l'ancien président Raúl Alfonsín, qui est encore discrédité par les conditions catastrophiques de son abandon précipité du pouvoir, en juillet dernier.

M. Alfonsín n'a pu toutefois refuser les contacts préalables à un « pacte politique » auquel s'est attaché le nouveau ministre de l'Intérieur, M. Julio Mera Figueroa. Mais les positions tranchées des uns et des autres sur la nature du plan économique en relativisent d'ores et déjà l'impact.

Si le populisme était un des piliers du péronisme, l'autre « toujours été l'autoritarisme ». Et M. Menem semble peu disposé à fléchir les orientations de sa politique économique. Il a en revanche dû annuler, en raison de la situation, une tournée européenne qu'il devait effectuer au début du mois de février. Il déclarait lors d'une conférence de presse, lundi, ne pas s'inquiéter d'une « éventuelle » baisse de sa popularité. « L'important, ajoutait-il, est d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, au-delà de leur coût politique ».

**EDITH CORON**

## AFRIQUE

**ALGÉRIE**

### Partie serrée entre le pouvoir et les islamistes

**ALGER**

de notre envoyé spécial

On se frotte les yeux devant les kiosques algérois ! L'avatar — sous forme mensuelle — du fameux *Alger républicain* a enrichi ce mois-ci la floraison des nouveaux titres. Rivalisant de liberté de ton avec une chaîne de radio française, le quotidien *Horizons* tire en première page : « *Al-Ahmed fait le plein à Ouz* ». Pourtant, ni le dernier meeting du chef du Front des forces socialistes, rentré au pays après un long exil, ni la guerre des communiqués entre la vingtaine de partis politiques déjà reconnus n'occupent autant les esprits que les islamistes, cette nébuleuse que le premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, créait d'environ 30 % des voix aux prochaines élections municipales dans une conversation à bâtons rompus, après « Le grand jury RTL-Le Monde » (Le Monde du 23 janvier).

Lors de cette rencontre avec la presse française, M. Hamrouche a clairement indiqué qu'il n'était pas question d'entraver le Front islamique du salut (FIS), premier parti islamique légalisé au Maghreb, bien que « tout le monde nous demande de déclarer la guerre aux fondamentalistes ». À commencer sans doute par un Maroc et une Tunisie possiblement inquiets. Ceux que le chef du gouvernement soupçonne d'agir en concertation avec les autres intégristes maghrébins, malgré leurs dénégations, ont pu trouver un motif de satisfaction dans certaines de ses déclarations, par exemple son peu d'empressement à réformer un code de la famille défavorable aux femmes. Mais les oreilles ont dû leur siffler quand il a « exclu d'abandonner le français » comme « deuxième langue nationale ».

**Gagner du temps**

Rallié tardivement au multipartisme, l'Algérie se trouve d'emblée confrontée à un mouvement dont la force est étonnamment redoutable à y a dix ans. Le gouvernement tente de se prémunir par une politique « équilibrée » en matière socio-culturelle et par des concessions inavouées. Ainsi, certains prêches du vendredi, relayés par la télévision d'Etat, sentent l'intégrisme des dévies intégristes. Et les autorités se bouchent les oreilles pour ne pas entendre les insultes à leur égard proférées haut et fort dans les mosquées constataires.

Pour le moment, aucun chef de premier plan ne s'impose chez les islamistes, ce qui donne un répit au pouvoir. Si un homme est capable de rassembler sur son nom les différents courants du FIS et d'autres surges intégristes qui poussent aussi spontanément que le marabouisme de nagabre, l'épreuve de force approche. M. Hamrouche rappelle opportunément que « *M. Ben Bella a été le plus socialiste des socialistes* ». Mais certains se demandent si le premier président de l'Algérie indépendante, qui a donné des gages à l'islamisme pendant son exil, ne pourrait pas récupérer au moins une partie du mouvement à son retour, attendu pour bientôt.

**AFRIQUE DU SUD : le sort de M. Nelson Mandela**

### Un conseil des ministres sous le signe de l'ouverture

La libération du chef nationaliste noir Nelson Mandela devait dominer, mercredi 24 janvier, le premier conseil des ministres de l'année du gouvernement sud-africain (nos dernières éditions du 24 janvier). Le ministre de la Justice, M. Kobie Coetsee, a confirmé qu'il s'agissait pour les autorités du sujet le plus brûlant de l'heure en déclarant, dans une interview publiée mardi par l'organe du Parti national (NP, gouvernement), que la remise en liberté de M. Mandela était « en tête de l'ordre du jour » de l'action gouvernementale. La seule question qui se pose est de savoir quand et dans quelles circonstances elle se produira, a-t-il ajouté.

Dimanche, à l'issue d'une réunion de quatre jours, à Lusaka, du Comité national exécutif de l'ANC et de huit dirigeants historiques du mouvement, récemment libérés de prison par Pretoria, l'ANC avait demandé au gouvernement sud-africain de « faire un pas décisif » sur la voie des négociations. L'une des hypothèses avancées est que M. De Klerk pourrait annoncer la libération de M. Mandela le 2 février, lorsqu'il prononcera au Cap le discours d'inauguration de la session parlementaire. — (AFP.)

M. Chadli Bendjedid voudrait apparemment former un jour une « majorité présidentielle » grâce à l'épaullement des partis, dont la prolifération semble plus que suspecte aux vrais opposants. Il y faudra du temps, et c'est ce qui sauve un Parlement anachronique — « élu » avant la révolution de 1988, — dont les décisions ressemblent parfois à du sabotage.

Grâce à la bonne tenue des cours du pétrole, les exportations algériennes ont augmenté de 30 % au premier semestre de 1989. Surtout, de nouvelles perspectives s'ouvrent pour la vente du gaz. La France maintient ses achats, l'Italie les augmente, les États-Unis paraissent vouloir honorer des contrats anciens, le Japon en veut grossir — modestement d'abord — la clientèle. Les réserves sont considérables, bien supérieures aux capacités actuelles de liquéfaction, qu'Alger veut développer de nouveau. Le projet de gazoduc vers l'Espagne, via le Maroc, est activement à l'étude. Cela pourrait avoir des retombées sur le niveau de vie de la population, mais le régime doit d'abord passer un cap dangereux.

Toute la difficulté est de contenir la poussée islamiste, de sortir le bâton, si nécessaire, sans faire de martyrs. L'erreur serait aussi d'arguer des dévies intégristes pour ne pas prendre en compte la soif de dignité de toute une jeunesse sans avenir, qui trouve une raison d'exister chez les « barbus ». Tout faux-pas pourrait déclencher un déferlement dans la rue. Après octobre 1988, le président Chadli ne survivrait sans doute pas, politiquement, à de nouvelles salves contre des manifestations.

**JEAN DE LA GUÉRIÈRE**

### Prochaine création d'un institut de langue berbère

L'Algérie va mettre sur pied son premier institut spécialisé dans l'enseignement du berbère, langue de la population d'origine de l'Afrique du Nord encore parlée par des millions d'Algériens, a annoncé mardi 23 janvier le ministre chargé des Universités, M. Abdesslem Ali Rachedi.

Le ministre a déclaré à la radio algérienne que l'institut commencerait à fonctionner au cours de l'année universitaire 1990-1991 à Tizi-Ouzou, à 100 kilomètres à l'est d'Alger, dans la région montagneuse de Kabylie dont la population est berbérophone.

La langue berbère, que ses défenseurs préfèrent appeler amazigh avait été pratiquement exclue de l'enseignement depuis l'indépendance, les autorités ayant opté pour une politique d'arabisation.

Le Mouvement culturel berbère a appelé à manifester jeudi devant les bureaux du premier ministre pour réclamer l'enseignement de l'amazigh dans les universités d'Algérie.

D'autre part, les ouvriers du département production de la compagnie pétrolière SONATRACH ont constitué un nouveau syndicat, indépendant de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) liée au FLN, rapporte l'agence AFS. — (Rader.)

**PANAMA : premier voyage du nouveau chef de l'Etat**

### M. Endara cherche à rompre son isolement

**SAN-JOSÉ (Costa-Rica)**

de notre correspondant en Amérique centrale

A l'issue d'une visite de vingt-quatre heures au Costa-Rica, le nouveau président panaméen, M. Guillermo Endara, a lancé mardi 23 janvier un « appel urgent à la solidarité de l'Amérique latine » pour reconstruire son pays. Il a également évoqué le « devoir moral des États-Unis d'aider le Panama », car, « s'il est vrai que les États-Unis ont des graves difficultés économiques », le Panama a déjà dépêché à Washington un groupe d'experts chargé de négocier une aide de 1 500 millions de dollars.

Pour M. Endara, ce bref séjour au Costa-Rica constitue un premier pas dans la tentative de Panama de rompre son isolement en Amérique latine. La plupart des dirigeants de la région continuent en effet de boudier le nouveau gouvernement, auquel ils reprochent d'être arrivé au pouvoir « sur les chars de l'armée américaine ». Seuls le Costa-Rica, le Guatemala et la République dominicaine ont annoncé le retour de leurs ambassadeurs, qui, comme tous leurs collègues du continent, avaient quitté leur poste depuis plusieurs mois.

A ceux qui l'accusent d'être une « marionnette » de Washington, M. Endara rétorque qu'il tient sa légitimité des élections du 7 mai qui avaient été annulées par le général Noriega. « Il n'y a pas un seul gouvernement latino-améri-

cain qui ait davantage de légitimité que nous, dit-il. Selon les chiffres fournis par l'Eglise et confirmés par plus de trois cents observateurs internationaux, nous avons obtenu 70 % des voix. Alan García, le président du Pérou, n'a obtenu que 56 % des suffrages, et nous n'avons pas pour autant mis en doute le caractère démocratique de sa victoire ».

Les relations de Panama avec les pays latino-américains sont aussi tendues en raison de l'assile politique accordé à des personnalités de l'ancien régime par les ambassadeurs de Cuba, du Nicaragua, du Pérou, de Bolivie, d'Equateur et du Venezuela. La nonciature apostolique tente, pour sa part, de trouver une solution pour se débarrasser d'un hôte encombrant, le commandant Eliecer Guisán, qui fut le chef de la sécurité de l'ancien dictateur panaméen. La plupart des Panaméens sont blessés par l'attitude de l'Amérique latine à l'égard de leur nouveau gouvernement. Des pétitions circulent pour appuyer l'intervention américaine et condamner l'attitude « irresponsable » des gouvernements du continent, accusés d'avoir fait preuve de mollesse à l'égard de la dictature de Noriega. Magnanime et un brin ironique, le président Endara dit à ses voisins : « Nous vous remercions de ne pas nous avoir aidés quand c'était le moment. Mais nous avons besoin de vous maintenant pour reconstruire le pays ».

**BERTRAND DE LA GRANGE**

**COLOMBIE**

### Les trafiquants ont libéré un cinquième otage

Les principaux chefs des cartels de la drogue menacés d'extradition aux États-Unis ont libéré, lundi 22 janvier à Medellín, un cinquième otage. M. Alvaro Diego Montoya Escobar, fils du secrétaire général de la présidence colombienne, enlevé deux semaines plus tôt. Ce geste est interprété comme un nouveau signe de « bonne volonté » de la part du groupe des « extraditables », qui s'était déclaré prêt, mercredi dernier, à déposer les armes, à suspendre les expéditions de cocaïne et à reconnaître l'état de droit en Colombie, en échange d'une amnistie. Quelques heures avant la libération de ce cinquième otage, le président Virgilio Barco avait repoussé ces offres.

**Menaces contre M. Bush**

Par ailleurs, la chaîne de télévision américaine CBS a affirmé que les services secrets prenaient au sérieux des informations selon lesquelles des barons de la drogue tentent d'assassiner le président Bush, lorsqu'il se rendra en Colombie le 15 février prochain pour assister au sommet « antidroge » de Carthagène. Selon CBS, les trafiquants seraient prêts à procurer des missiles sol-air portables dans le but d'abattre l'avion présidentiel. — (AFP, Reuters, UPI.)



## AFRIQUE

## Les Touaregs paysans du Mali

Rescapés des sécheresses de 1973 et 1984, les hommes bleus se sont convertis à l'agriculture

DIRÉ (Nord du Mali)

de notre envoyé spécial

La chaleur est telle, dans cet extrême nord du Mali, qu'on croirait un espace inventé, comme la face terrestre du Soleil si elle existait, à peine humectée par l'étroite langue bleue du fleuve Niger. On s'aperçoit ni chameaux ni troupeaux. Seulement des silhouettes aériennes et loquaces, plantées droit dans le sable. Ce sont des Touaregs qui vont à pied, rescapés des famines de 1973 et 1984, nomades devenus paysans. Une houe a remplacé leur bâton de pasteur. Hommes bleus, mais vertes. Depuis cinq ans, les « valseurs du désert » ont jeté l'ancre. Sur ce delta intérieur du fleuve que, par une singulière ironie, on appelle la bosse du chameau.

Leurs bêtes sont mortes, et pour rien au monde ils ne perdront l'honneur sur les reins d'un mulet. Le ciel était leur toit et leur pas se recoupaient rarement. Ils allaient de l'avant, méprisant les racines et leur lendemain s'appelaient ailleurs, « à mille milles de toute terre habitée ». Les voilà agriculteurs modèles, spécialistes du riz irrigué, soucieux des techniques de repiquage, de creusement de canaux et de fertilisation. Sous leurs tentes en peau, ils songent aux barques de banco, en terre crue. Du dur pour s'installer dans la durée. Avec ce sentiment confus d'être et d'avoir été.

« Notre philosophie nous a longtemps enseigné que le bonheur se trouvait seulement dans la transhumance », explique Nasser, chef d'une fraction touareg établie près de Diré. L'expérience leur avait montré que plus le bétail se déplaçait de pâturage en pâturage, plus il prenait d'embourgeoisement. Mais ces tribulations, avoue-t-il en jouant avec son paquet de Marlboro et son briquet, ne les satisfaisaient plus. « Il n'y avait plus grande différence entre nous et nos bêtes. On était ignorants de tout. Les enfants n'allaient jamais à l'école, nul ne savait écrire ou compter. »

Les hommes qui écoutent le chef hochent la tête sous leur litam (turban). Certains s'expriment en tamacheck. Nasser approuve : « Ils

disent que, selon eux, leur génération vaut mieux que la précédente. Quand l'administration envoyait un pli, personne ne pouvait le déchiffrer. On n'avait pas d'adresse. Si un chef voyageait, il s'installait du sort réservé à sa famille. Maintenant, il la laisse entre les mains d'un groupe. »

Moradis est le chef d'une fraction touareg voisine. A genoux sur une natte en fibres de palmier doum, ses lunettes, ses moustaches, son poil ras et blanc, lui donnent l'allure du mahatma Gandhi. La sécheresse de 1973 a fait éclater son groupement, plus haut sur le fleuve, dans la région de Mopti. Épuisé par les va-et-vient incessants, il est revenu en 1984 camper sur sa terre natale, près de Diré. « C'était le 24 novembre. Une date qu'il n'oubliera pas. « Nous n'étions plus que trois familles, la mienne et celle de mes deux frères. Nous n'avions plus d'animaux et on se souvenait que dix ans plus tôt trente familles nous accompagnaient. »

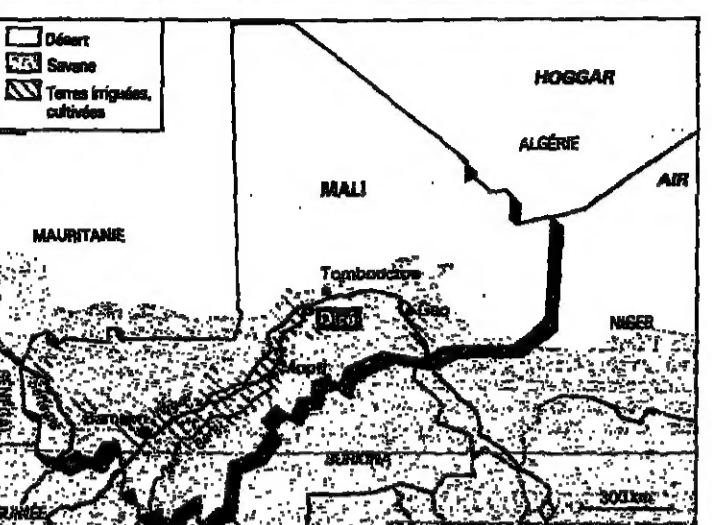
## Les femmes «IR15-IKP»

Pour la première fois de sa vie, Moradis a regardé cette terre, scruté le ciel sans nuage. « Ça me jouait dans la tête, dit-il joyeusement. L'agriculture dépendait de la pluie. Mais la pluie ne tombait pas. Il fallait tout changer. Je ne trouvais pas de réponse. A ce moment s'est présenté un Zairois du Bureau international du travail (BIT), Agostinho Madimba, qui lui a proposé une expérience piscicole. Moradis a refusé. L'idée le rebutait, en bon Touareg, de se muer en pêcheur. Il savait bien, pourtant, que jeter le riz à la volée en attendant l'averse revenait à tirer un billet de tombola. Ainsi a germé le projet de périmètres irrigués que Moradis et les siens ont développé avec l'aide des experts du BIT.

Dans un premier temps, des familles éloignées sont venues ici s'approvisionner en riz avant de retourner chez elles. Mais après une récolte de contre-saison réussie en 1986, les Touaregs « exilés » ont compris qu'il fallait planter la tente autour de ces nouvelles sasses, terres

promises à qui voudrait bien les cultiver. On a dénombré les retours par dizaines. Les femmes récemment épousées ont reçu le soubriquet de « IR15-IKP », du nom des variétés de riz plantées avec succès au bord du fleuve. Grâce à des ren-

de travailler. On restait couchés sur le dos, avec la viande, le thé et le lait à portée de main, sans conduire les bêtes ni piler le mil. » La femme tamacheck était choyée, grasse, écoutée. Chacun consommait dans l'insouciance sa part de



dements supérieurs à 6,5 tonnes par hectare, la fraction n'a pas seulement assuré son autosuffisance alimentaire mais lui permet de se passer de toute aide internationale. En novembre, elle a vendu 30 tonnes de riz à un village très éloigné. « Ceux à qui on demandait du grain nous en achètent maintenant », se réjouit Moradis. Nasser mesure lui aussi le chemin parcouru : « Avant, nous avions besoin de la terre pour la pâture de nos animaux. Aujourd'hui, la terre est notre propre pâturage ! »

Maître d'œuvre au Mali des projets ACOFAM (1), Agostinho Madimba accompagnait depuis le début, cette mutation des Touaregs. Au lieu de les convertir, il les a convaincus. Des bienfaits de l'alphabetisation en tamacheck, de l'importance de la gestion, de la nécessité du travail. Des entorses à consentir à la hiérarchie traditionnelle, en vue d'assurer la promotion des plus compétents. Une patiente remise en question venue par un insaisissable : changer pour ne pas mourir. Nasser se souvient très bien de ses années fastes de jeune homme. « Le bétail nous apportait l'opulence. On n'avait pas besoin

de liberté. Hormis les Bellas, les descendants d'esclaves noirs capturés lors de lointaines razzias, qui restaient absorbés par les corvées quotidiennes.

## Des imitateurs ?

« Leur situation a évolué, précise Mohammed, le directeur de l'école et alphabétiseur des Touaregs. On les appelle les associés. Leur sort est lié à celui de leur ancien maître qui leur assure l'habillage, la nourriture et les soins en cas de maladie. » Surtout, les Bellas n'ont plus le monopole du travail. Tous les membres de la fraction, hommes et femmes, contribuent à l'œuvre commune. « Nous courbons le dos et les tantes se font rares. On n'a plus le temps de s'amuser », observe Nasser. Moradis ne le regrette pas. « L'agriculture réduit la sensation de liberté, car il faut travailler à chaque instant. Mais les gens ne se plaignent pas de leur fatigue. Ils se souviennent qu'ils avaient tout perdu. Ils sont encore vivants parce qu'ils sont devenus des agriculteurs. »

## « Nous étions des chrétiens »

Des missions occidentales ont rendu visite aux Touaregs, pour évaluer leur expérience. De l'avis d'Agostinho Madimba, elles sont venues avec des idées préconçues sur les progrès qu'elles attendaient. Les spécialistes du développement envoyés à Diré espéraient découvrir des comptes en banque garnis, des bilans et des profits. « L'amélioration des conditions de vie leur a échappé, regrette Agostinho. Les tentes sont tapissées. Ils consomment du thé cinq fois par jour, au lieu d'une fois par semaine. Ils boivent du lait et mangent de la viande car ils ont progressivement reconstruit leurs cheptels. »

Bien sûr, les troupeaux sont moins imposants que ceux d'autan. On ne les voit pas au premier regard. Les Touaregs attirent plus le voyageur, comme jadis, pour lui offrir du lait frais ou caillé. « Vous voyez sous la tente une timbale de lait circuler entre nous, remarque Nasser. Dans le passé, chacun avait la sienne. » La dot d'une femme pouvait représenter jusqu'à 70 génisses. Elle varie désormais entre 2 et 5 génisses, plus quelques boîtes de cola et un peu d'argent. Donner du riz serait en revanche une insulte. « Une épouse obtenue ainsi ne pourrait rester chez son mari », prévient un Targui. Il ajoute qu'en ville la banque accorde sans difficulté un crédit au groupement. Un signe de confiance inconcevable il y a dix ans.

Les habitudes alimentaires ont, elles aussi, varié. Les Touaregs consomment davantage de céréales et de légumes. Le régime exclusivement lacté est un souvenir, peut-être l'unique nostalgique. Dans leurs plats de riz, ils souhaitent plus souvent étaler du beurre. « Nous aimons encore trop le lait, se plaint Moradis. Il faudrait servir les enfants et leur donner davantage le goût du riz. Nous mangeons aussi trop de poisson. A l'avenir, nous allons devoir pêcher, mais le fleuve est déjà bien ratissé. »

Mohammed, l'alphabétiseur, est persuadé qu'il existe, présent en chacun d'eux, un éternel Touareg. Une manière de se vêtir, avec l'ample gandoura bleue et le turban ; un sens aigu de l'hospitalité ; une pratique libérale de l'islam, qui souffre le gri-gri et se borne à la monogamie. La fraction de Nasser, qui compte un chérif (descendant du prophète) a construit une petite mosquée biscaïenne en banco. Moradis en a fait l'économie. « Je ne sais pas choisir l'emplacement. En principe, il devrait se situer au milieu du village, mais tout est

recouvert d'eau », déclare-t-il sans insister.

La religion l'indiffère et son esprit tolérant réproche l'islamisme. « Nos sables, nos poignards et les selles de nos chameaux ont la forme de la croix. Cela nous prouve que nous étions des chrétiens », s'exclame-t-il sérieusement. Il se méfie de la Libye et combat l'idée que seul un Arabe peut être un bon musulman.

Dans son campement, comme chez Nasser, on continue de produire des armes, au cas où des bandits attaquaient... Les femmes fabriquent les fourreaux des sabres, les parures des chevaux et des chameaux, malgré leur disparition. Elles collectionnent les habits du forgeron et de son épouse, les tentes et les nattes. La tradition, par fragments, gestes et attitudes, demeure.

Quand une préoccupation lui « joue dans la tête », Moradis brûle d'envie de se retirer seul quelques jours, « pour réfléchir ». Mais ce serait une brève retraite, « comme vous autres prenez des congés au bord de la mer ». Il n'a pas, en ce temps, le grand son parti. « Je suis un paysan ». La transhumance ne le tente plus, et sa plus grande ambition est de scolariser les enfants en un lieu où ils apprendront une langue nationale. « Vivez ailleurs un moment leur sera bénéfique. Ils reviendront ensuite et vivront toujours au village », croit Moradis. Pour hériter de cette terre. « Quelque chose nous retient ici. Alors on reste », reprend Nasser. Agriculteur ? « Jusqu'à la mort ! »

ERIC FOTTORINO

(1) L'ACOFAM (Appui coopératif aux projets de développement) assisté par le programme alimentaire mondial en zone soudano-sahélienne a été lancé en 1979, organisé par le BIT et financé par le gouvernement norvégien. Il comprend quinze sous-projets couvrant six pays du Sahel : Mali, Sénégal, Mauritanie, Niger, Cap-Vert et Burkina-Faso. Le budget de la phase en cours atteint 11,6 millions de dollars.

## Les derniers nomades

BAMAKO

de notre envoyé spécial

Célèbres parmi tous, les Touaregs ne sont pas les seuls nomades sédentarisés du Mali. Les Peuls, héritiers du grand empire du Macina (1818-1862), ont eux aussi tenté de prendre racine, poussés par la force des choses à travailler la terre, après les sécheresses de 1973 et de 1984. A la différence des Touaregs qui, à une époque de leur histoire, étaient restés cachés et relativement immobiles dans les monts du Hoggar et de l'Ain, les Peuls n'avaient jamais vécu surmenant qu'en marchant au grand jour derrière leurs bêtes. Ils consomment le sang chaud et le lait frais de leurs animaux, mais pas la viande. Leur langue ignorait les expressions agricoles. Ils n'avaient pas l'esprit la moindre vision d'un champ délimité dans un espace. La terre, à leurs yeux, était le bien de tous.

Le long de la route goudronnée qui sépare Gao de Mopti, on les aperçoit à dos de mulet, par familles entières, levant le camp avec armes et baluchons, les piquets de tente en croupe. Comme l'explique à Bamako une spécialiste d'ethnologie rurale, M<sup>me</sup> Hassan Mamode, les Peuls sont probablement les derniers authentiques nomades. L'agriculture n'a pas modifié leur mentalité et leur sédentarisation reste précaire.

E. F.

## Somalie

## Propos de maquisards

HARGEISA

(nord de la Somalie)

de notre envoyé spécial

Il a des yeux sans joie et une voix fluette comme un petit ruisseau : avec ses trente ans effranchés, Mohamed Osman Elahi est le plus jeune recrue de l'école de formation militaire de Togdji, une des villes de la région côtière « libérée » en mai dernier par le Mouvement national somalien (MNS). Il en est devenu la mascotte. « Syad Barre fait des choses mauvaises, il prend l'argent des pauvres, il méprise les femmes et leur vole leur bétail. C'est un pillard », récite-t-il crânement tandis que ses aînés, assis dans la poussière, l'écoutent avec passion.

« Ici, j'apprends à me battre. Avec des fusils, des couteaux, des choses comme ça... » Un poème ? Une chanson ? Non, il n'en connaît pas. « Mais quand j'aurai le temps, j'ai appris. Je voudrais être maître d'école à Hargeisa », ajoute-t-il. En attendant, il fait la guerre avec ses « frères ». Il a déjà tué. Il est prêt à recommencer : « Je n'ai peur ni de mourir ni d'être blessé. Je n'ai peur de rien. Pourquoi je devrais avoir peur ? »

Tous les moudjahidin (soldats de Dieu) du maquis somalien n'ont pas l'air si glorieux. Le jeune guerrier de Togdji. Mais, comme lui, beaucoup ont franchi la frontière en 1988, ralliant par centaines les campements du MNS. Les uns viennent de Djibouti, du Kenya, d'autres des pays arabes ou d'Afrique du Nord.

« Je suis arrivé juste après mai 1988, au moment de la grande offensive. Pour moi, la bataille d'Hargeisa a été le début », raconte Abdallah, vingt-trois ans, topographe. « Je me suis dit : Ça y est, la guerre est enfin d'Ethiopie, les choses se passent

maintenant dans le pays. C'est le moment où jamais. Alors, j'ai tout quitté. »

Hussein, trente-deux ans, a eu moins de trajet à faire. Ancien nomade, il faisait paître son troupeau de chameaux dans les oueds que surplombaient les fameux Nasr habloods, ces « deux seins » comme on appelle ici les deux montagnes suggestives qui encadrent fermement la capitale du nord de la Somalie. Bien que le bétail commence à revenir dans les « zones libérées », Hussein reste fidèle à sa kalachnikov. Rachid, vingt-six ans, mécanicien, a des sentiments un peu mitigés : il a plusieurs années de brosse derrière lui et quatre balles dans le bras. La dernière qu'il a reçue, en avril, continue à le faire souffrir. Elle le gêne un peu pour courir. Rachid, Hussein et Abdallah, contrairement aux plus jeunes, admettent sans complexer la peur bleue qu'ils ressentent en livrant les combats.

## La peur de mourir

« Même si on est très motivé, même si c'est la centième bataille, on a toujours peur de mourir. Toujours. » Certains n'hésitent pas, comme Youssef, à se proclamer antimilitaristes. « Décider de prendre les armes, ça a été un choix très difficile pour moi », explique-t-il. Le jeune crasseux, le treillis léopard et la tignasse coiffée d'un bonnet de laine verte qui rappelle les molles casquettes rasées, il hausse des épaules furieuses : « Comment voulez-vous vivre quand vous êtes soldat ? Le seul langage qu'ils comprennent, c'est celui des armes. »

Malgré des itinéraires différents et des visions du monde souvent contradictoires, les jeunes moudjahidins partagent la même haine pour le gouverne-

ment somalien et pour son président. Pas un seul dont la famille n'ait été touchée par la guerre. Pas un seul qui n'ait eu un oncle tué, une sœur violée, un cousin en prison, des parents en exil. Ils partagent également, d'où qu'ils viennent, la fidélité à l'islam et à ses valeurs.

« Au nom du prophète et de la religion, jeunesse, Unis tout sang pour chasser le tyran, chasser le meurtrier », entonnent, à pleins poulmons, les jeunes guérilleros juchés sur les canons qui les emportent vers les combats. Car musulmans, ils le sont tous. A des degrés divers.

## La charia, pourquoi pas ?

Ceux qui ont voyagé ou étudié à l'étranger parlent l'anglais ou le français. « On lit Newsweek, le Monde, tout ce qui nous tombe sous la main », affirme Abdallah, vingt-deux ans, surnommé Schumacher à cause de ses talents de footballeur. Abdallah, qui connaît Rousseau et Voltaire, se rappelle avec nostalgie le dernier livre qu'il a lu : « C'était la Peste, de Camus. » Et puis, comme partout en Afrique, on s'assemble le soir pour écouter rituellement la radio : « Berlin, l'Europe de l'Est, bien sûr que ça nous intéresse », s'exclame « Schumacher » avec fougue.

« Cela prouve que le socialisme n'est pas une bonne chose. Le socialisme, c'est la misère. Je suis allé en Ethiopie, à Djibouti... Et j'ai bien vu la différence. » fait que l'Ethiopie soit devenue un des greniers à armes du MNS ne l'embarrasse pas le moins du monde. « L'Ethiopie nous aide, mais elle ne nous demande pas d'être socialistes. Nous, on n'est ni socialistes ni démocrates. Notre but, c'est l'islam », martèle le moudjahidin footballeur.

Lui-même est favorable à l'établissement d'un état islamique -

« comme le Koweït ou l'Iran » - et à l'application de la charia (la loi islamique). L'idée de couper le main aux voleurs ne lui fait pas peur. Pas plus que l'exclusion des femmes, totalement absentes des rangs du MNS. « Rétrograde ? » réplique-t-il, étonné. Les femmes peuvent faire la cuisine et soigner les blessés, mais elles n'ont pas le droit de faire la guerre. C'est la tradition somalienne. La seule question qui vaille, « c'est de chasser Syad Barre. Après, on verra pour le reste », conclut-il avec candeur. Ne dit-on pas que l'une des personnalités du MNS les plus populaires parmi les moudjahidins est la « ministre » des affaires religieuses et de la justice ?

Les islamiques purs et durs, même s'ils demeurent minoritaires au sein de la guérilla somalienne, n'en embarrassent pas moins les porte-parole d'un mouvement qui se déclare officiellement partisan de la démocratie et du respect des droits de l'homme. « Moi, je suis pour une Somalie unifiée, où le peuple pourra voter librement pour désigner son gouvernement », plaide Abdallah. « Si on est favorable à la réunification du pays, cela signifie que l'on tient compte des diversités d'opinion. C'est obligatoire », souligne-t-il. Selon lui, les tentatives d'application de la charia, introduites dans les « zones libérées », ne sont que « provisoires ». Peut-être...

Dans le contexte de terreur, d'insécurité et de désordre où se débat la Somalie, le recours à l'islam - seule perche de salut - n'a rien de surprenant. Le chaos - économique, politique mais aussi moral - dans lequel est plongé le pays n'augure pas des lendemains faciles. Les cartes sont brouillées pour longtemps. « Le seul peuple qui serait capable de comprendre le système somalien », s'exclame Abdallah, « c'est le peuple roumain. »

CATHERINE SIMON



## M. Jacques Delors se prononce pour des « consensus forts » avec des personnalités qui sont « à la droite de la gauche »

par Thierry Bréhier

mart l'intégrisme islamique mais  
 soulignait que les immigrés dispo-  
 sent du droit de vote aux élections  
 locales.

La liste de ses invités dessinait  
 presque une majorité apte à mien-  
 tre en œuvre ce programme. Une  
 bien curieuse majorité quand  
 même. Autre surprise à en voir  
 adhérents les communistes et les  
 néo-gauchistes, avec qui M. Delors  
 ne partageait pas la même, mais la  
 même conception de la construc-  
 tion européenne. Le rejet, pour la  
 même raison, des amis de  
 M. Jean-Pierre Chevènement est  
 lui aussi cohérent, comme l'est la  
 présence des « Européens » de  
 l'U.F.V.

Plus curieux, en revanche, est  
 l'absence des rocardiens, en  
 dehors de M. Jacques-Paul Huchon.  
 Celui qui se vante de partager avec  
 le premier ministre, la paternité de  
 la deuxième gauche, préfère  
 aujourd'hui étaler ses amitiés avec  
 ceux qui sont venus au socialisme  
 par le mandarin (M. Pierre Joxe)  
 ou par un ancrage dans une vieille  
 terre SFIO (M. Michel Delebarre).

Comme les fabulistes de stricte  
 obédience n'étaient pas non plus  
 invités, faut-il conclure que  
 M. Delors amuse fort à pleu-  
 ger dans les querelles intimes de  
 son parti ?

La proclamation de son amitié  
 par M. Michel Rocard ne peut  
 tromper. Le président de la Com-  
 mission européenne était manifeste-  
 ment ravi de montrer qu'il sait, à  
 Bruxelles diriger un exécutif de  
 cohabitation, qu'il a à Paris des  
 amitiés communistes, en un mot qu'il


vele ouverture.

DEMAN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**

DES LIVRES

**A 4**  
**ET**  
**NICE.**



l'autoroute A 4  
ne aberration.  
erait un désastre  
ère grandeur !  
n dans ce tronçon

de l'architecture moderne ;  
Paris-la-Villette ; Vincent  
erine BRISAC, monuments  
d'architecture de Versailles ;  
SWARTE-ROSA, CNRS ;  
eur à l'Institut français  
d'architecture Paris-Vuillemin  
Philippe HAMON, professeur  
la Sorbonne (Paris-IV) ;  
sité de Strasbourg ; Xavier  
e, M<sup>lle</sup> Claude MALECOT,  
nements historiques ; Martin  
ande-Breagne ; Jean-Marie  
Aeth PICARD, professeur  
Bulletin d'Informations  
d'architecture de Paris-la-Défense ;  
d'architecture) ; PRINCETOWN  
ADY, professeur à l'école  
chercheur à l'IFA (Institut  
Jean-Jacques TREUTTEL,  
VITOU, École nationale  
bibliothèque de l'École des

TREAPPEL  
NÉSAU :  
COMMUNA 4/A 86  
NVILLE-LE-PONT

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

**ODOUL** AGENT DE  
Garde-meubles  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas 75019 Paris



## POLITIQUE

## Avant le congrès de Rennes Course aux cartes dans la fédération socialiste de Moselle

METZ  
de notre correspondant

Depuis le début de l'année, la fédération de Moselle du Parti socialiste vit au rythme d'une nouvelle guerre des chefs. Si les querelles qui la minent depuis plus de deux ans ne sont pas nouvelles, elles prennent en revanche un tour plus acerbé. M. René Leucart, rocardien et ancien premier secrétaire, accuse son successeur de triquer le fichier des adhérents en le gonflant.

Faux, rétorque M. Jean-Pierre Masseret, actuel premier secrétaire, pour qui ces affirmations n'ont d'autre but que de chercher à provoquer l'agitation et l'éclatement des militants. Dans ce contexte de forte tension, ce n'est pas un hasard si quelques anciens militants (de 50 à 80 selon les

estimations) exclus du PS de Moselle pour indiscipline ou désaccord avec la stratégie lors des municipales de 1989, ont choisi ce moment pour se réunir et dénoncer le fonctionnement « antidémocratique » du PS mosellan.

« Un seul mot résume le climat qui règne actuellement au PS en Moselle, celui de haine », souligne un observateur de la vie politique départementale. L'approche du prochain congrès explique largement l'exacerbation des passions qui s'étalent au grand jour.

Les rivalités de personnes qui resurgissent à présent avec force datent de 1987. En fait, reconnaît un militant rocardien, « les plaies ne se sont jamais cicatrisées ». Ouvertes au moment de la succession de M. Leucart à la tête de la fédération, elles ont été ravivées depuis à plusieurs reprises, notamment à l'occasion des élections départementales. Ainsi, dans la phase de préparation des municipales du printemps 1989, M. Leucart reprochait-il à M. Masseret de perdre du temps en retardant « un accord inéluctable » avec M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur et maire de Metz, le premier secrétaire accusant quant à lui son prédécesseur d'enterrer simplement les volontés de M. Rausch.

Aujourd'hui, les uns et les autres s'accusent de coups bas et de ne pas respecter les règles démocratiques. M. Leucart a mis le premier publiquement les pieds dans le plat en s'interrogeant malicieusement sur l'accroissement des effectifs. Affirmant qu'en dépit de l'intervention d'un huissier il n'a pas pu avoir accès au fichier des militants pour vérifier leur existence, il juge « suspect » le redressement des effectifs, qu'il qualifie d'« inversement proportionnel au dynamisme de la fédération ».

Un militant rocardien s'interroge notamment sur le budget régional de la Haute-Normandie et perçoit l'adoption du budget régional 1990 (1). Les trois élus du Front national ont voté contre le budget préparé par le président RPR, M. Roger Fossé, ne lui laissant qu'une majorité relative de vingt-quatre voix sur cinquante-trois (groupe UDF-RPR).

En 1989, le FN avait déjà refusé de voter le budget en raison de sa trop forte croissance (+ 53 %). Cette fois, M. Dominique Chaboche, conseiller régional, vice-président du FN, a estimé que M. Fossé avait rompu l'alliance réalisée en 1986 pour permettre son élection, « parce qu'il avait refusé de soutenir M. Le Pen lors de la levée de son immunité parlementaire par le Parlement européen ».

Le PS a pour la seconde année consécutive prôné l'abstention en raison de la forte influence du contrat de plan État-région sur le budget. Quant aux communistes, ils ont expliqué publiquement « ne pas vouloir faire d'opposition systématique ». En privé, ils ont indiqué qu'ils ne souhaitent pas mêler leur opposition à celle de l'extrême droite.

E. S.

(1) Le budget 1990 s'élève à 1 384 millions de francs, en augmentation de 12 %, par rapport à 1989.

« vivre très mal ces accusations ».

Pour lui, le contrôle excessif des militants n'a rien révélé d'anormal. « Sur les 400 adhérents supplémentaires inscrits en 1989, 195 sont dans des sections de René Leucart », commente-t-il, affirmant que les effectifs sont passés de 1 690 fin 1988 à 1 075 fin 1989. « Le moment venu, je demanderai des comptes », dit-il.

### Phénomène d'érosion

L'accroissement suspect du nombre des adhérents date de 1988, rétorque M. Leucart, qui en veut pour preuve le phénomène d'érosion enregistré dans les premiers mois de 1989. Inlassablement, chacun renvoie la balle dans le camp de l'autre. Cette situation s'aggrave au détriment du débat d'idées, déplorent certains militants. M. Michel Mathieu, délégué régional et adjoint au premier secrétaire de Moselle, est de ceux-là.

Voulant aborder les vrais débats, ceux du fonctionnement du Parti socialiste et de la conquête de l'électorat, il reconnaît les ravages causés par la « course aux cartes », lancée, selon lui, par M. Leucart. Il n'en demande pas moins plus de clarté, souhaitant « réconcilier morale et politique ».

JEAN-LOUIS THIS

M. Rastoin est élu maire du 7<sup>e</sup> secteur de Marseille. M. Pierre Rastoin, qui est un proche de M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, a été élu, mardi 23 janvier, maire du 7<sup>e</sup> secteur de Marseille (qui regroupe les 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements) en remplacement de Jean-Jacques Fischard, assassiné mardi 16 janvier par deux inconnus. Seul candidat, il a obtenu 36 voix contre deux recueillis par deux autres élus et 7 bulletins blancs. Né le 7 août 1931, M. Rastoin, qui a milité dans les Groupes d'action municipale, a été élu pour la première fois conseiller municipal de Marseille en 1977. Il a eu en charge les logements, les biens communaux et les immigrés avant de se voir confier, lors de son second mandat, les finances. Adjoint au maire depuis mars dernier, il s'occupe des finances et des services des marchés. Il est également président de l'office HLM de Marseille.

### La crise au RPR

## M. Juppé est dénoncé par MM. Pasqua et Séguin comme un « fusible » qui doit sauter

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, devient de plus en plus la cible ouvertement désignée par M. Pasqua et ses partisans. Cette tactique évite au sénateur des Hauts-de-Seine et au député des Vosges, M. Séguin, de s'en prendre directement à M. Chirac.

C'est donc M. Juppé qui est accusé d'avoir « impliqué » le président du mouvement dans la querelle actuelle et de l'avoir entraîné à prendre position contre leur motion. Cette interprétation semble faire bon marché de la chronologie des faits, puisque M. Juppé avait accepté la pluralité des motions et que la prise de position de M. Chirac a été déclenchée par la lettre que M. Pasqua lui avait ensuite adressée pour critiquer la façon dont il dirigeait le RPR.

Quoi qu'il en soit de l'origine de cette crise, MM. Pasqua et Séguin considèrent maintenant que M. Juppé doit jouer le rôle d'un « fusible ». C'est ce que M. Chirac doit faire sauter. C'est ce que M. Pasqua a dit aux militants, à Nancy, lundi 22 janvier : « Être secrétaire général, c'est comme

être premier ministre. Vous êtes là pour un certain temps... » Et M. Séguin a ajouté : « On fait jouer à Jacques Chirac le rôle de fusible. Ce n'est pas du tout l'ambition que nous avons pour lui. »

Ce terme de « fusible » pour caractériser M. Juppé est désormais employé par les partisans des contestataires. Mardi 23 janvier, à Ozoir-la-Ferrière, devant les adhérents RPR de Seine-et-Marne, M. Juppé a confirmé sa décision d'intégrer la motion Pasqua-Séguin dans son rapport en espérant toujours que la main qu'il tendait « recevrait une réponse moins négative ». M. Didier Julia, député de Seine-et-Marne, partisan de M. Pasqua, après avoir reçu M. Juppé dans son département, a indiqué : « Le droit et la morale veulent que le secrétaire général du mouvement serve de fusible en cas d'erreur, d'échec ou de mécontentement. Vous êtes notre fusible. Vous annoncez d'abord que c'est la faute de votre entourage et que vous allez en changer, comme Fabius l'a fait avec Charles Hernu dans l'affaire du Rainbow Warrior. Et, comme si la chose ne suf-

fisait pas, vous déployez une énergie intense pour transférer les responsabilités du détail sur notre président Jacques Chirac que nous soutenons tous et qui n'a jamais été mis en cause. »

Ce n'est pas la première fois qu'un secrétaire général du RPR est contesté par une fraction des cadres du mouvement. Ce fut le cas pour le prédécesseur de M. Juppé, M. Jacques Toubon, démis en 1988 et qui, en 1984, aux assises de Grenoble, avait remplacé M. Bernard Pons, au nom du rajeunissement. Ce dernier avait été nommé en 1979 à la place de M. Devaquet, jugé trop peu « politique » après l'installation du RPR par son premier secrétaire général de 1976, M. Jérôme Monod, auquel il avait succédé en 1978.

De toute façon, le secrétaire général remettra statutairement sa démission au président du RPR au lendemain des assises du 11 février. La nomination du secrétaire général nouveau par le président sera ensuite soumise à la ratification du conseil national.

ANDRÉ PASSERON

### L'élection municipale partielle à Oullins (Rhône)

## Le compagnon de M. Noir contre l'ami du président

LYON

de notre bureau régional

Vainqueur des élections municipales de mars 1989, mais de cent vingt-cinq voix seulement, le maire d'Oullins, M. Roland Bernard, sénateur (PS) du Rhône, s'engage dimanche 28 janvier dans un combat difficile. Parmi une dizaine de griefs invoqués par son adversaire, M. Michel Terrot, député RPR, le tribunal administratif de Lyon puis le Conseil d'État ont retenu le principal d'entre eux pour annuler l'élection du 19 mars : les noms des mandataires pour les votes par procuration n'avaient pas été reportés sur les listes d'engagement en face de ceux de leurs mandataires.

Voilà donc les deux parlementaires de nouveau face à face, à un moment où les électeurs ont souvent tendance à boudier les candidats pour les mandats, en abstentionnisme, qui pourrait peser lourd sur l'issue du scrutin, deux listes se sont constituées : celle du Front national, condamnée par le tribunal administratif, et celle des écologistes, absents de la précédente bataille électorale. Lors du scrutin, cette fois à rassembler les trente-cinq mandataires après de multiples appels à candidature lancés dans la presse locale.

Avocat âgé aujourd'hui de quarante et un ans, M. Michel Terrot

a triomphé une première fois, lors des élections cantonales de 1985, de M. Roland Bernard, qui était alors conseiller général sortant et député du Rhône. Entré depuis peu en politique, il avait « labouré le terrain », suscitant jusqu'à l'admiration des chefs de file du RPR du Rhône. L'année suivante, cette victoire instantanée lui avait valu de figurer en quatrième position sur la liste conduite aux élections législatives par M. Michel Noir et de se retrouver député à la faveur de la nomination de celui-ci comme ministre du commerce extérieur.

Réélu à l'Assemblée nationale en 1988, cette fois au scrutin uninominal, M. Terrot ne se lasse pas aujourd'hui encore de rester à l'écoute des gens, pour utiliser à son profit tous les grands et petits désagréments de la vie quotidienne : du cimetière qui est trop plein à la mairie fermée le samedi après-midi pour les mariages, en passant par l'insécurité et l'entretien des espaces verts.

En revanche M. Bernard, son rival, semble devoir se complaire dans le rôle d'un personnage fantaisique, presque provocateur. « Il faut un grain de folie dans la ville », dit-il en rappelant comment il a fait sortir sa commune (27 000 habitants) de l'anonymat de Lyon. C'est ce qui donne une dimension un peu particulière à ce scrutin, tout à fait local : le compagnon de M. Michel Noir contre l'ami du président.

d'amphithéâtre romain... C'est l'arc de triomphe du maire », plaisante M. Bernard.

Partout, Oullins se signale par des sculptures contemporaines, d'énormes fresques aux couleurs vives. Dans le cadre de « Banlieues 89 », l'architecte Roland Castro a totalement remodelé le centre et c'est là qu'en octobre 1988 M. François Mitterrand avait choisi de prononcer un discours sur le thème de la ville. « Banlieue, ça veut dire qu'on ne peut pas vivre autre part, et ça, c'est insupportable », avait dit le président.

Les deux hommes se connaissent en effet depuis une quinzaine d'années. Le maire d'Oullins fait partie du petit cercle des pèlerins de Solothurn, mais du même coup le sénateur, militant socialiste de la première heure et ancien premier secrétaire de la fédération du Rhône du PS, fait déjà figure à quarante-cinq ans de vétéran de la gauche.

De son côté, M. Terrot relève les changements intervenus dans le paysage politique lyonnais en insistant sur la nécessité pour Oullins de travailler en harmonie avec la Communauté urbaine de Lyon. C'est ce qui donne une dimension un peu particulière à ce scrutin, tout à fait local : le compagnon de M. Michel Noir contre l'ami du président.

JEAN-LOUIS SAUX

# Un entretien avec le délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie

« Sans un meilleur partage, il ne peut y avoir de paix durable », nous déclare M. Bernard Grasset

En poste à Nouméa depuis un an et demi, M. Bernard Grasset, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, est chargé de veiller, au nom de l'État, à l'application des accords de Matignon sur l'avenir du territoire. Il nous a accordé un entretien quelques semaines après que son remplacement eut été souhaité, en vain, par le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPR, signataire

de ces accords, qui n'avait pas apprécié certaines de ses mises en garde sur les orientations des élus locaux (Le Monde du 2 décembre).

« Le jeudi 18 janvier, en présentant vos vœux aux fonctionnaires de l'État qui sont en poste en Nouvelle-Calédonie, vous avez énoncé le besoin de réaffirmer que la mise en œuvre des nouvelles institutions ne signifie pas que les accords de Matignon ne signifient pas que l'État, désormais, restera libre sur le territoire. Pourquoi ce rappel ? Craignez-vous quelques « déviations » de la part de votre administration ou de la part des autres signataires des accords de Matignon ? Le rôle dévolu à l'État serait-il contesté ?

« Non, j'ai simplement rappelé que les accords de Matignon forment un répertoire constitué du FLNKS, du RPCR et de l'État. Si l'un des pieds flanche, tout le monde se casse la figure. La provincialisation avance bien, je suis content des fonctionnaires et des élus qui y ont travaillé dans la plus totale transparence, mais l'État ne doit pas être simplement l'arbitre impartial d'un match de foot entre le FLNKS et le RPCR ; il s'agit d'une partie à trois dans un même but. Je n'ai fait, d'ailleurs, que citer ce que disait le premier ministre, le 21 août 1989 à Koro et à Nouméa : « Impartialité et rééquilibrage constituent un tout. L'État est, certes, arbitre, mais il n'est pas que cela : il est aussi partenaire des signataires des accords de Matignon et la logique même de ces accords consiste à mettre en œuvre une

politique égalitaire afin que la communauté calédonienne accède aux responsabilités économiques, sociales et culturelles dont elle a été trop longtemps écartée (...). L'État impartial n'est pas l'État spectateur ; il a vocation à rester un partenaire actif de cette action de rééquilibrage et la fin de l'administration directe ne signifie pas que l'État, c'est-à-dire le délégué du gouvernement, se retire sous sa tente en se contentant d'observer les uns ou les autres... » La paix est revenue sur le territoire, il faut maintenant la remplir.

« Vous avez déjà insisté sur la nécessité d'un « meilleur partage » devant le congrès du territoire, au début décembre, et vos propos s'élevaient pas plus à tout le monde. Craignez-vous donc que cette nécessité ne soit édulcorée ?

« Dans les accords de Matignon, il y a la partie écrite, celle qui concerne la mise en place des nouvelles institutions, les contrats de plan, la formation des cadres, etc., et tout cela est en bonne voie, mais il y a aussi la partie non écrite, celle qui se résume, en effet, en un mot : le partage, sans lequel il ne peut y avoir de paix durable et de développement économique et social profitable à tous. Il y a maintenant un bon début de partage des responsabilités politiques et administratives, mais on ne passe pas du jour au lendemain à une réelle politique de partage dans le domaine économique et social et pour que cela reste dans les esprits et passe dans les moeurs il faut sans arrêt taper sur le clou.

« Dans le secteur privé calédo-

nien, par exemple, le partage des emplois semble être beaucoup plus lent que dans le secteur public... »

« C'est vrai, mais c'est aussi plus difficile parce qu'il faut mettre en place une politique particulière de formation des personnels. L'argent ne manque pas mais il ne faut pas faire l'impasse sur la formation. On ne peut pas dire : toi tu seras pilote dans trois mois ; toi, tu seras médecin dans six mois. Faire de la promotion méritocratique au rabais serait le pire des colonialismes.

« On parle beaucoup de l'Opé, la « 400 cadres », mais elle ne concerne qu'une frange de la jeunesse calédonienne. La plupart des jeunes, qui n'ont pas toujours des bagages scolaires minimes, surtout chez les Kanaks, se sentent tous exclus... »

« Il y a un travail immense à faire, à partir de l'école maternelle et jusqu'à l'école normale. Nous revenons, ici, au système qui existait sous la Troisième République : les enfants pouvaient entrer à l'école normale à partir de la classe de troisième. Le problème des adolescents dont vous parlez est très difficile. Mais, pour la première fois, nous nous sommes demandés ce qu'ils voulaient, alors que jusqu'à présent on essayait de les occuper en leur disant : vous allez faire ceci, vous allez faire cela. Pour la première fois on les a interrogés et ils nous ont dit : on veut des salles de réunion, des locaux pour faire du rock, on veut voir installer des terrains de foot, des terrains de volley, on veut être chez nous. C'était le même chose

qu'à Lyon à l'époque du problème des Minguettes. On leur a demandé de se prendre en main et on les a aidés avec la mise en place de ces salles, l'achat de quelques appareils de musique, de filets de volley, de ballons... Nous continuons à les aider en essayant de les amener vers des structures de style commercial avec l'organisation de petits marchés, à Nouméa, dans les quartiers de Montreuil, Rivière salée... »

« On a même rapporté que ces jeunes avaient fait savoir, par écrit, qu'ils souhaitaient votre maintien sur le territoire au moment où certains élus suggéraient, eux, que le temps d'un parterre était peut-être venu pour vous... »

« Oh ! je préfère que ce soient les jeunes qui souhaitent que je reste et les vieux qui souhaitent que je parte plutôt que le contraire... »

« La réussite des accords de Matignon implique l'existence d'un consensus à l'intérieur de l'ensemble de la société calédonienne et pas seulement au niveau des partis signataires. Ce consensus existe-t-il ?

« Ma réponse est mesurée. Le consensus est réel mais il faut sans arrêt écouter et expliquer.

« Est-ce qu'un « meilleur partage » n'implique pas, en Nouvelle-Calédonie, une réforme de la fiscalité ?

« C'est une question que tout le monde, effectivement, se pose. Je ferai des propositions au congrès du territoire. Je pense qu'il faut réduire légèrement la fiscalité indirecte, qui désavantage les catégories sociales les plus modestes, et augmenter légèrement la fisca-

lité directe, qui désavantage les catégories plus aisées. Je proposerai et le congrès disposera.

« Les budgets votés par le congrès du territoire et par chacune des trois provinces se chiffrent par milliards. Mais quand la vie quotidienne des populations délaissées de Nouméa commencent-elles vraiment à être améliorée ? Et qui peut garantir que l'effort de la communauté nationale en faveur de la Nouvelle-Calédonie ne sera pas dévoyé, comme ce fut trop souvent le cas par le passé ?

« Si l'on estime que le territoire coûte cher, il faut aussi dire qu'il coûte, en tout cas, moins cher que ces dernières années où beaucoup de crédits servaient au maintien d'importantes forces de sécurité et militaires. En ce qui concerne la vie quotidienne, les investissements dépendent maintenant des provinces. Comme disait Jean-Marie Tjibou, il faut laisser le temps au temps mais pas trop. Les choses vont avancer. Dans cinq ans, par exemple, toutes les tribus auront le téléphone et l'eau potable.

« Finalement, l'horizon de la Nouvelle-Calédonie vous paraît-il plus déagré ?

« Ce territoire dispose des outils et des moyens d'évoluer dans le bon sens. Si nous réussissons la pari de la formation, le pari du partage et de la dignité, un bon peu galvaudé mais qui garde tout son sens - je crois que la Nouvelle-Calédonie ira vers une solution harmonieuse.

Propos recueillis par  
ALAIN ROLLAT

**STAGES D'ANGLAIS "Toniques"**

Réveillez votre anglais !

Participez à un entraînement actif à la conversation avec des animateurs anglais expérimentés.

Supports pédagogiques audio et vidéo.

Sur le même principe, 8 autres langues.

**RENSEIGNEZ-VOUS VITE !**

**N° VERT 05.19.66.00**

Centre de Formation aux Langues  
12 rue Lincoln (Champs-Élysées)  
75008 PARIS

LA MAISON DES BIBLIOTHÉCAIRES

2 MAG PC VO GU

EAU EN RI  
VERS

APPLI...  
12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100

et à PAI  
51, rue Froideva  
mardi au samedi in  
à 19h30

DEMANDE DI  
24 H. 24 SUR E  
(1) 43.



## L. Pasqua et Séguin qui doit sauter

Il faut parer, sous peine de voir sa responsabilité pour transférer les responsabilités du détail sur nos épaules, nous et qui n'a pas été mis en cause.

C'est pas la première fois qu'un secrétaire général du RPR est contesté par une fraction des cadres du mouvement. Ce fut le cas pour le prédécesseur de M. Juppé, M. Jacques Toubon, élu en 1983 et qui, en 1984, remplaça M. Bernard Pons, élu au nom du rattachement. Ce dernier avait été nommé en 1979 à la place de M. De Gaulle, trop peu « politique » après l'installation du RPR par son premier secrétaire général de 1976, M. Jérôme Monod, auquel il avait succédé en 1978.

De toute façon, le secrétaire général remettra statutairement sa démission au président du RPR au lendemain des élections de février. La nomination du secrétaire général nouveau par le président sera ensuite soumise à la ratification du conseil national.

ANDRÉ PASSERON

## Le président de la République et l'ami du président

Le président de la République et l'ami du président. C'est le titre d'un roman de Jean-Louis Saur, paru chez Grasset.

Parquet, Oullins se signale par ses compétences contemporaines d'homme d'affaires. Dans le cadre de la loi de 1983, l'architecte Jean-Claude Saur a totalement remodelé le centre et c'est là qu'en octobre 1988, M. François Mitterrand a choisi de prononcer un discours sur le thème de la ville et de l'urbanisme. Ce discours a été suivi d'une conférence de presse et d'un entretien.

Le roman de Jean-Louis Saur est une œuvre de fiction qui se situe dans le cadre de la vie politique et administrative de la France. Il raconte l'histoire d'un homme d'affaires, Parquet, qui se voit confier la tâche de remodeler le centre de Oullins. Cette tâche est compliquée par les intrigues politiques et les rivalités locales.

JEAN-LOUIS SAUR

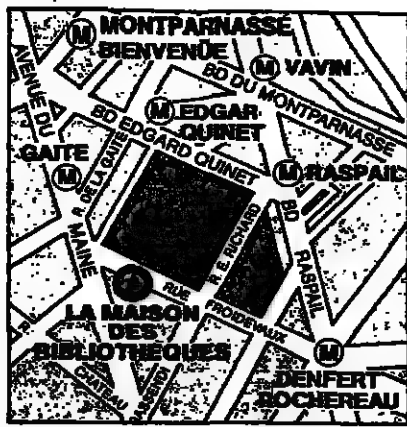
## Nouvelle-Calédonie

mard Grasset

Les budgets votés par le conseil de la Nouvelle-Calédonie sont-ils équilibrés ? C'est la question que se pose le lecteur de ce livre de mard Grasset.

Le livre de mard Grasset est une étude approfondie des finances de la Nouvelle-Calédonie. Il analyse les différents postes de dépenses et de recettes, et tente de répondre à la question de l'équilibre budgétaire.

ALAIN HOLL



# La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14<sup>e</sup>

**27 MAGASINS POUR VOUS GUIDER**

NOUVEAU EN RÉGION PARISIENNE  
VERSAILLES:  
64 - 70, rue des Chantiers  
Tél.: 39 53 66 09

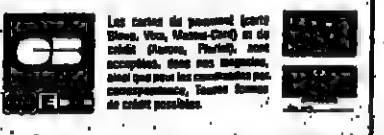
ARPAJON : 13, Route Nationale 20 (200 m avant la sortie Arpaçon-centre) - 64.90.05.47 - BORDEAUX : 10, rue Bourfard - 58.44.39.42 - BRIVE (Point Expo) : 30, rue Louis-Labrousse - 55.74.07.32 - CLERMONT-FERRAND : 22, rue Georges-Clemenceau - 73.93.97.06 - DIJON : 100, rue Monge - 80.45.02.45 - DRAGUIGNAN (Point Expo) : 24, rue de St-Henri - 84.67.33.19 - GENEVOLE : 59, rue Saint-Laurent - 76.42.55.75 - LILLE : 88, rue Esquemoles - 20.55.69.39 - LIMOGES : 57, rue Jules-Nordac - 55.79.15.42 - LYON : 9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville/Louis-Pradon) - 78.28.39.51 - MARSEILLE : 109, rue Paradis (métro Estrangin) - 91.37.60.54 - MONTPELLIER : 8, rue Sérane (près gare) - 67.58.19.32 - NANCY : 8, rue St-Michel (face St-Epvre) - 83.32.84.84 - NANTES : 18, rue Garibaldi (près rue Coumiers) - 40.74.59.35 - NICE : 2, rue Offenbach - 93.88.84.55 - PERPIGNAN : Km3, Route de Prades - 68.55.39.92 - POITIERS : 42, rue du Moulin-à-Vent - 49.41.68.48 - QUIMPER (Point Expo) : 98.90.63.33 - REIMS : (Point Expo) Espace et Volumes - 39 bis, av. de Paris - 26.04.09.07 - RENNES : 18, rue Emile-Zola (près du Musée) - 99.79.56.33 - ROUEN : 43, rue des Charrettes - 35.71.98.22 - SAINT-ETIENNE : 40, rue de la Montat - 77.25.91.46 - STRASBOURG : 11, rue des Bouchers - 88.36.73.78 - TOULOUSE : 1, rue des Trois-Renards (près place St-Séverin) - 61.22.92.40 - TOURS : 5, rue Henri-Barbusse (près des Halles) - 47.38.83.88.

et à PARIS  
61, rue Froidevaux, 75014

Ouvert le lundi de 14h à 19h30 et du mardi au samedi inclus de 9h30 à 19h30.

Métro : Denfert-Rochereau - Gaîté - Edgar Quinet - Bus : 28/39/58/68 - RER : Denfert-Rochereau - SNCF : gare Montparnasse.

© CRÉA PERSONNALISÉES (pour adaptation de devis)  
© DES CRÉACTIONS FRANÇAISES DANS TOUTE LA FRANCE - REPRISSE EN CAS DE NON CONVIENANCE.



présente en permanence le plus grand choix de **BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®** pouvant former des ensembles à la mesure de vos besoins, de votre espace, de votre budget

**PAR SIMPLES**

**JUXTAPPOSITION**

**ET**

**SUPERPOSITION**

**SANS FIXATION MURALE**

**DONC**

**AISEMENT DEMONTABLES**

**DEMEGEABLES A VOLONTE**

**ET AGRANDISSABLES**

**AU FIL DU TEMPS**

**ET SUIVANT VOS BESOINS.**

**Exemples de créations avec la ligne "STANDARD"**

À gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en frêne clair, composée de 6 éléments juxtaposés. À droite, bibliothèque avec TV incorporée et portes coulissantes en parties basses, en noyer, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne "STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis plus de 30 ans.

**DEMANDE DE CATALOGUE**  
24 H/24 SUR ENREGISTREUR  
**(1) 43.20.73.33**

**NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT**

Je voudrais recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma part votre catalogue : 80 pages toutes en couleurs, avec photos, dimensions, tantes et essences, la contenance et le prix précis de chaque modèle. Merci.

☐ M. ☐ Mlle ☐ M. ☐ Mlle

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

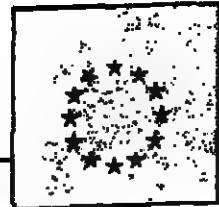
ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

PROFESSION \_\_\_\_\_ TEL. \_\_\_\_\_

Coupons à envoyer à la Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14





La libre prestation des services

## L'ouverture du marché de l'assurance

Le marché européen de l'assurance fonctionnera en 1993 selon un régime très libéral. En tout cas, plus ouvert qu'on pouvait l'imaginer il y a à peine deux ans. Le changement radical de la position française explique en grande partie les résultats acquis ces dix-huit derniers mois.

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Le conseil des ministres de la CEE a adopté au total une quinzaine de directives dans le secteur des assurances. Jusqu'à la fin des années 70, ce fut la période faste. La première réglementation européenne supprimait toute restriction aux libertés d'établissement et de prestations de services pour la réassurance. En 1973 (toutes assurances, excepté assurance-vie) et en 1979 (assurance-vie), la Communauté fixait les conditions du libre établissement. En 1972, tous les Etats membres rendaient la responsabilité civile automobile obligatoire, ce qui a permis la suppression du contrôle de la carte verte à l'intérieur de la CEE.

Ce cheminement, long, mais fructueux, fut interrompu par la crise du début des années 80. Les responsables européens avaient adopté en 1978 une directive sur la coassurance, équivalant à un début de liberté de prestation de services pour des opérations communautaires. Les gouvernements ont appliqué ce texte de manière différente, voire opposée, dans leurs droits nationaux. Face à cet imbroglio, la Commission de Bruxelles a

demandé l'arbitrage de la Cour de justice des Communautés. Comme c'est souvent le cas dans la vie de la CEE, l'arrêt des juges de Luxembourg a permis de relancer le débat. Dans sa décision de décembre 1986, la Cour indiquait que la liberté de prestation de services devait être acquise.

Ce déblocage, associé au changement des mentalités des opérateurs décidés à jouer le jeu du marché unique, a donné au coup d'accélérateur aux travaux des Douze. Première conséquence: l'adoption, en juin 1988, d'une directive, en discussion depuis treize ans, qui établit les modalités d'application de la libre prestation de services des assurances autres que l'assurance-vie.

La nouvelle législation, qui entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet prochain, répartit l'ensemble des polices concernées en deux catégories. La première porte sur la couverture des grands risques (industrie, transport). Dans cette branche, c'est la réglementation de contrôle de pays de l'assureur qui s'appliquera. Il y a donc reconnaissance mutuelle des législations nationales.

Pour la deuxième catégorie, celle des risques moins importants (dénommés « risques de masse »), la directive impose le respect des conditions exigibles dans l'Etat de résidence, afin d'assurer la protection du souscripteur. En termes de marché, cette catégorie n'apparaît pas très importante.

Les compagnies devront intégrer dans leurs tarifs les contraintes des lois du pays où le produit est vendu. L'exemple le plus parlant est celui de la responsabilité civile automobile. C'est en France que la

couverture de ce risque est la plus chère, parce que le piéton ou le cycliste y sont mieux protégés que l'automobiliste. Encore que certains experts font valoir que soixante millions d'Européens sont des frontaliers et que, de ce fait, ils constituent un marché potentiel pour les entreprises des Etats limitrophes.

Le dossier  
le plus important

Le dossier le plus important a abouti à la fin de 1989. Le 21 décembre, les Douze sont parvenus à un accord qui institue un régime très libéral pour l'assurance-vie. Les Allemands, malgré leur volonté de conserver leur domination sur le marché national, ont finalement accepté le compromis de la présidence française. De son côté, la France (conséquence de l'irréversibilité du mouvement ou soucieuse d'obtenir un succès ?) avait rejoint depuis des mois le camp des libéraux, composé des Britanniques et des Néerlandais.

La directive, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993, permettra de s'assurer auprès d'une compagnie établie dans un autre Etat, tout en bénéficiant des conditions de protection du pays de résidence. Mieux encore: deux ans plus tard, cela sera valable pour les assurances de groupes. La RFA a même accepté qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1996 les courtiers puissent proposer des polices de sociétés qui ne sont pas installées sur le territoire du démarchage.

En réalité, il est difficile d'apprécier, et les responsables européens ne se risquent pas à formuler des pronostics, de quelle

manière le marché sera affecté par la nouvelle législation. Nombre d'experts bruxellois font observer que les Français et les Allemands surtout sont au cœur des opérations de rachat ou de prises de participation, afin d'occuper le terrain chez les partenaires de la CEE.

Un expert britannique remarque, alors que l'on disait que l'ouverture du marché des assurances était surtout destinée à répondre aux demandes du Royaume-Uni, que les plus dynamiques ne sont pas pour l'instant ceux que l'on croyait. « Vous savez, explique-t-il, presque résigné, les Anglais n'ont jamais été vraiment agressifs sur le continent, leur horizon restant encore le Commonwealth ».

Sans compter que les directives communautaires, l'expérience le prouve, sont souvent mal transposées ou transposées avec retard dans les législations nationales. En outre, il existe toujours la possibilité d'obtenir des dérogations aux règles des Douze sur les ententes. Ainsi, le 10 janvier, la Commission a autorisé une convention entre assureurs en Italie sur les risques incendie dans les entreprises industrielles. Bruxelles a toutefois demandé à remplacer l'obligation d'appliquer les tarifs et les conditions contenues dans les contrats par... une simple « recommandation ». C'est sans doute pour éviter d'être submergé par les demandes d'exemptions que l'exécutif communautaire a proposé aux Douze, en décembre 1989, de dresser la liste des risques qui pourraient bénéficier de dérogations sous certaines conditions (nucléaire, pollution, transport, etc.).

MARCEL SCOTTO

Le projet de fondation européenne pour la formation professionnelle

## Ajuster l'offre occidentale à la demande des pays de l'Est

La Communauté financera la création d'une fondation européenne pour la formation professionnelle dans les pays de l'Est, ainsi qu'un programme d'échanges de jeunes au profit de la Pologne et de la Hongrie. C'est ce que la Commission européenne s'appuie à proposer aux Douze.

BRUXELLES

de notre correspondant

Les besoins en formation des pays de l'Est sont immenses. C'est pourquoi la Commission préconise l'établissement d'une fondation spécifique, différente du CEDEFOP — le Centre européen de formation professionnelle — dont le siège est à Berlin et qui réunit des représentants de la Commission, des Etats membres, ainsi que des partenaires sociaux.

La nouvelle fondation, qui devrait être dotée d'une structure légère (une dizaine de personnes), aura cependant recours, tant à l'expertise qu'à l'infrastructure du CEDEFOP et, pour cette raison, s'installera, selon toute probabilité, à Berlin. Elle fonctionnera, dans une première phase, au profit de la Pologne et de la Hongrie, mais elle pourra s'ouvrir ensuite à d'autres pays de l'Est. La Commission espère qu'elle deviendra opérationnelle dès le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et évaluera ses besoins budgétaires, pour la première année, à environ 6 millions d'écus, soit 42 millions de francs.

Dans l'esprit de M<sup>me</sup> Vasso Papandréou, le commissaire chargé de la politique d'éducation, la fondation aura principalement un rôle de coordination: elle aidera les pays de l'Est à évaluer leurs besoins, transmettra leurs demandes aux centres de formation et aux universités

de la CEE, recevra les offres de ceux-ci. Il est entendu cependant que la fondation pourrait organiser et mettre en œuvre ses propres programmes de formation.

Le programme d'échanges de jeunes, d'abord ouvert à la Pologne et à la Hongrie, mais qui, lui aussi, pourra être étendu à d'autres pays de l'Est intéressés, a déjà un nom: TEMPUS, pour Trans European Mobility Scheme for University Studies. Il s'inspire des programmes communautaires conçus pour favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, tels ERASMUS, COMETT ou LINGUA... Le programme permettra, en particulier, de financer des séjours d'étudiants ainsi que d'enseignants des pays de l'Est dans des universités des Douze, ou encore des stages dans des entreprises communautaires.

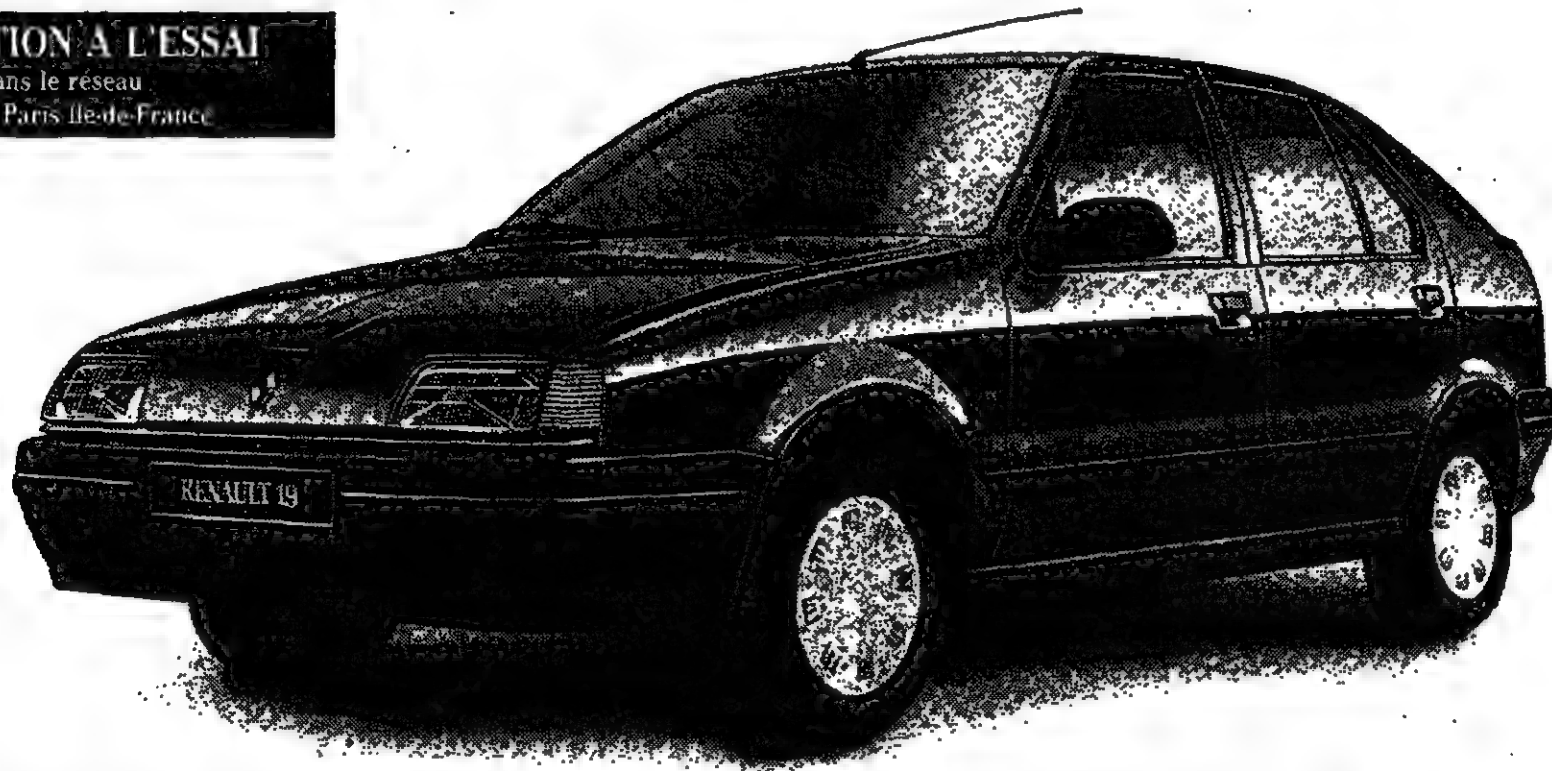
Un certain nombre de disciplines ont été reconnues prioritaires, telles la gestion d'entreprise, les sciences appliquées, les langues modernes (la Pologne dispose de douze mille professeurs de russe mais manque dramatiquement de cadres parlant anglais, allemand ou français), l'agronomie. Une assistance technique pourrait être accordée aux universités polonaises et hongroises, afin qu'elles adaptent leurs programmes à l'évolution politique et, surtout, économique en cours dans ces deux pays.

M<sup>me</sup> Papandréou espère que TEMPUS pourra fonctionner dès la rentrée universitaire de l'automne prochain. Le budget pour la première année 1990-1991 se situerait aux environs de 20 milliards d'écus, soit 140 millions de francs.

PHILIPPE LEMAITRE

# Jusqu'au 31 janvier sur toutes les Renault 19.

INVITATION A L'ESSAI  
dans le réseau  
Renault Paris Ile-de-France



REPRISE ARGUS + 5000 F  
ou 5000 F minimum

Reprise Argus + 5000 F ou 5000 F minimum de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour tout achat d'une Renault 19 ou Renault 19 Chamade. Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

EQUIPEMENTS A  
PRIX EXCEPTIONNELS

ou 19 Chamade.

Economisez 90% sur le prix des équipements en option dans la limite de 5000 F pour l'achat d'une Renault 19

FINANCEMENT SPECIAL  
LOA sur 25 mois\*\*

Par exemple, pour une Renault 19 TR 5 portes ou Chamade. Prix TTC clés en main 64900F. Location avec option d'achat sur 25 mois moyennant un versement initial de 25960F (1<sup>er</sup> loyer majoré de 16225F + dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale 9735F) et 24 loyers de 1807F. Coût total en cas d'acquisition 69328F.

Coût total du financement: 4428F.

Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au **NUMERO VERT 05.25.25.25**

\* Ces offres non cumulables sont réservées aux particuliers et concernent les VP neufs.  
\*\* Sous réserve d'acceptation par la DACC. RCS Nanterre B 702 002 221.

## M. FINANCEMENT, LE 1<sup>er</sup> SERVICE RENAULT.

Diac  
Financements Renault





Union européenne  
professionnelle  
fire occidentale  
des pays de l'Est

de la CEE, recevrait les offres de  
certains. Il est entendu cependant  
que la fondation pourrait organi-  
ser et mettre en œuvre ses propres  
programmes de formation.

Le programme d'échanges de  
jeunes, d'abord ouvert à la  
Pologne et à la Hongrie, mais qui  
lui aussi, pourra être étendu à  
d'autres pays de l'Est intéressés, a  
déjà un nom : TEMPLUS, pour  
Trans European Mobility Scheme  
for University Studies. Il s'agit  
des programmes communautaires  
des étudiants et des enseignants  
des ERASMUS, COMENET ou  
LINGUA... Le programme de  
séjours d'étudiants, de financer  
d'enseignants des pays de l'Est  
ou encore des stages dans des  
entreprises communautaires.

Un certain nombre de dispo-  
sitions ont été reconnues priori-  
taires, telles la gestion d'entre-  
prises, les sciences appliquées, les  
langues modernes (la Pologne dis-  
pose de douze mille professeurs  
de russe mais manque dramati-  
quement de cadres parlant  
anglais, allemand ou français).  
L'agrandissement. Une assistance  
aux universités pourrait être accordée  
gratuite, afin qu'elles adaptent  
leurs programmes à l'évolution  
politique et, surtout, économique  
en cours dans ces deux pays.

M. Pannetier espère que  
TEMPLUS pourra fonctionner dès  
la rentrée universitaire de l'au-  
tomne prochain. Le budget pour  
la première année 1990-1991 se  
situerait aux environs de 20 mil-  
lards d'euros, soit 140 millions de  
francs.

PHILIPPE LEMAIRE

Le Monde

# SOCIÉTÉ/CULTURE

Le Monde • Jeudi 25 janvier 1990 13

SECTION B

- 14 La bataille juridique de Franco-Loisirs
- 15 La grève dans les hôpitaux
- 18 L'école Freinet de Venise menacée
- 19 « La Canard enchaîné » met en cause M. Guillaumes
- 22 La mort du photographe Roman Vishniac
- 23 Le Rallye Monte-Carlo

## La sécurité, priorité de M. Christian Blanc, PDG de la RATP

### La reconquête du métro parisien

L'opération-sécurité du métro parisien est engagée. Une opération qui va conjuguer des mesures inédites de prévention à des formes plus classiques de répression. Le président de la RATP, M. Christian Blanc, a placé cette politique de sécurité en tête de ses priorités.

Lancé le 30 juin 1989, son plan d'action vient d'entrer dans la phase « opérationnelle », après un semestre consacré à sa préparation. Le PDG s'est fixé un impératif : maîtriser d'ici au 30 décembre la délinquance et assurer la tranquillité des 6 millions de voyageurs quotidiens.

Un certain nombre de dispo-  
sitions ont été reconnues priori-  
taires, telles la gestion d'entre-  
prises, les sciences appliquées, les  
langues modernes (la Pologne dis-  
pose de douze mille professeurs  
de russe mais manque dramati-  
quement de cadres parlant  
anglais, allemand ou français).  
L'agrandissement. Une assistance  
aux universités pourrait être accordée  
gratuite, afin qu'elles adaptent  
leurs programmes à l'évolution  
politique et, surtout, économique  
en cours dans ces deux pays.

M. Pannetier espère que  
TEMPLUS pourra fonctionner dès  
la rentrée universitaire de l'au-  
tomne prochain. Le budget pour  
la première année 1990-1991 se  
situerait aux environs de 20 mil-  
lards d'euros, soit 140 millions de  
francs.

Le GIPR serait-il une riposte à  
la campagne médiatique des Guér-  
rilles ? En août 1989, leur  
manifestation vedette, Lisa Silva,  
assurait que ces justiciers du métro  
new-yorkais s'en venaient pacifier  
l'underground parisien. On ne les a  
plus revus sous le ciel de l'avenue du  
métropolitain, tandis que leur tenta-  
tive avortée soulignait le mouve-  
ment de réforme voulu par  
M. Blanc. D'autant plus qu'à la  
même époque les agents de la  
RATP multiplient les

Sans bruit, le commando  
s'engouffrait dans les couloirs de la  
station Nation. Dix hommes en  
tenue de combat et casque noir,  
des armes de poing bruyantes à  
la ceinture. A 2 heures du matin,  
des agents de la RATP les repé-  
rent. Appelés à la rescousse, des  
policiers du commissariat du dou-  
zième arrondissement interpellent  
les « gros bras » en douzeurs.

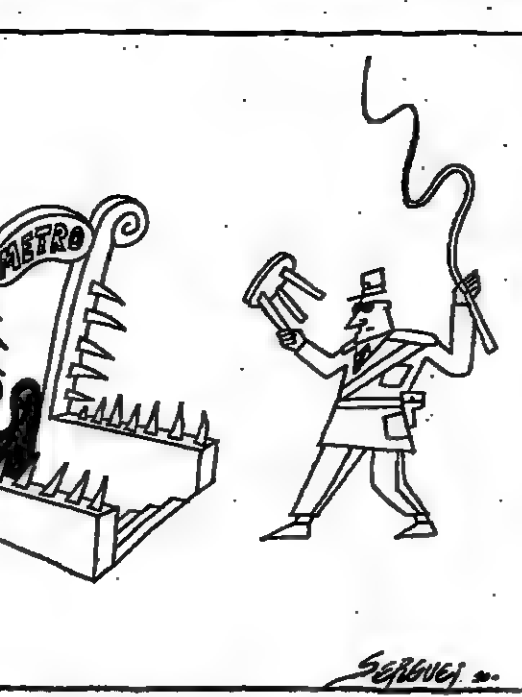
L'enquête de police révélera  
qu'ils étaient en mission pour le  
compte d'une société parisienne de  
gardiennage, la CIREC. L'équipe  
comprend deux policiers de Seine-  
Saint-Denis, un cadre de la RATP,  
et le directeur de la CIREC, M.  
Hubert Lelouch. Surpris : ce  
dernier affirme que l'opération a  
été effectuée pour le compte de la  
Régie.

Des preuves ? M. Lelouch  
exhibe un « bon de commande » à  
en-tête de la RATP. C'est ainsi que  
la direction de la Régie a appris  
qu'un de ses services a — sans l'en  
informer — couvert une trouble  
opération « anti-taggers » (1). La  
mission spéciale a même été fac-  
turer : 43 289 F. TVA comprise. Le  
patron de la Régie, M. Blanc, est  
furieux. Une enquête interne est  
diligente, des coupables seront  
trouvés. Mais l'affaire tombe vrai-  
ment mal.

Quelques jours plus tôt, la  
RATP annonçait avec éclat le pre-  
mier élément de son plan de sécu-  
rité : le GIPR était né. Les mem-  
bres de ce Groupe d'intervention et  
de protection des réseaux sont triés  
sur le volet : la taille (1,80 m mini-  
mum), une pratique des arts mar-  
ciaux ou une qualification de  
maître-chien, une bonne instruction  
générale. Leur panoplie —  
menottes, bombe d'autodéfense,  
bâton japonais (tonfa) — vise un  
effet dissuasif. La direction le  
répète, sur tous les tons : ces  
anciens militaires, ces champions  
de karaté, ne sont pas là pour la  
répression.

Les  
« indésirables »

Le GIPR serait-il une riposte à  
la campagne médiatique des Guér-  
rilles ? En août 1989, leur  
manifestation vedette, Lisa Silva,  
assurait que ces justiciers du métro  
new-yorkais s'en venaient pacifier  
l'underground parisien. On ne les a  
plus revus sous le ciel de l'avenue du  
métropolitain, tandis que leur tenta-  
tive avortée soulignait le mouve-  
ment de réforme voulu par  
M. Blanc. D'autant plus qu'à la  
même époque les agents de la  
RATP multiplient les



« débrayages » pour protester  
contre les agressions. Dès le début  
janvier, une quinzaine d'agents du  
GIPR ont commencé à patrouiller.  
Au 1<sup>er</sup> mars, ils seront une quaran-  
taine. En septembre 1990, le  
groupe comptera cent-vingt-sept  
membres.

« Ligne par ligne, nous allons  
procéder à la reconquête de notre  
territoire. » La phrase est quasi-  
ment brevetée par la cellule « sécu-  
rité » dont s'est emparé le PDG de  
la Régie (lire d'entre nous).

Récemment créé, le Comité de pré-  
vention et sécurité a pour mission  
de réfléchir sur cette « recon-  
quête ». Il groupe des élus locaux,  
des policiers, des travailleurs  
sociaux, des responsables de la  
RATP. Aux mesures classiques —  
concours pour hygiène, opérations  
anti-été chaud, etc. — se sont ajou-  
tées des propositions plus origi-  
nales, aussitôt adoptées par  
M. Blanc.

A la RATP, on les appelle « les  
indésirables ». Gare aux vandales,  
aux sans-abri, aux musiciens,  
aux vendeurs à la sauvette ! Ils sont les  
premiers visés. Que vont devenir,  
par exemple, les deux cent trente  
sans-abri qui ont élu domicile sur la  
ligne 4 (Porte d'Orléans-Porte de  
Châteauneuf) ? Le règlement sera  
appliqué à la lettre : un ticket de  
métro ne permet pas de séjourner  
plus de deux heures sur le réseau.

Il faudra trouver d'autres toits ;  
l'Etat, les mairies et des associa-  
tions caritatives ont été sollicitées.  
En attendant, des « points-  
information » seront mis en place ;  
la Croix-Rouge ou l'Armée du  
salut y donneront aux intéressés  
des renseignements à caractère  
social (RMI, allocations).

Vrais  
et faux policiers

« Les barbouilleurs seront les  
payeurs », prévient le commissaire  
d'André, président du comité. Les  
taggers et les vandales coûtent cha-  
que année environ 35 millions de  
francs à la RATP. Jusqu'à présent,  
on hésitait pourtant à engager une  
action contre les mineurs pris une  
bombe de peinture à la main, ou à  
demander des milliers de francs à  
leurs familles. Désormais, les  
artistes-barbouilleurs pourront être  
condamnés à une peine de substitution  
(TIG) ; si le juge est d'accord,  
un « contrat-nettoyage » sera négocié.  
Les dépts de nuit, dont les  
rampeaux offrent des objectifs  
faciles aux taggers, seront  
dorénavant gardés par des matras-  
chiens. Quant aux quelques trois  
cents musiciens des sous-sols, leur  
partition sera aussi difficile à jouer.

Dans les rames, sur les quais et  
dans les couloirs, les contrevenants  
vont pleuvoir. Toutefois, une  
soixantaine d'emplacements

seraient réservés aux artistes  
dûment autorisés par la Régie.

Avec ses 367 stations, ses  
200 kilomètres de couloirs et ses  
400 salles d'échanges, le métro est  
un casse-tête pour les services de  
sécurité. Dans cette chambre  
d'écho, le moindre incident prend  
des proportions incommensurables  
sur face. Que faire ? « Je crois que les  
forces de sécurité en présence à  
Paris peuvent permettre de maîtri-  
ser la situation pour peu qu'elles  
soient coordonnées », a répondu  
M. Blanc, lors d'un récent colloque  
de l'Institut des hautes études de la  
sécurité intérieure (IHESI). Tout  
le problème, justement, est que les  
forces de sécurité en question ont  
surtout brillé par leur manque de  
coordination. Et que certains de  
leurs membres soient volontiers  
des missions qui leur sont assi-  
gnées.

Les 300 agents de la Surveil-  
lance générale (SG) de la Régie  
devraient ainsi se limiter à sanc-  
tionner les infractions (fraudes,  
dégradations). Mais certains de  
ces fonctionnaires assermentés,  
habitués en civil et dissimulant une  
arme à feu sous leur blouson,  
aiment à jouer aux « cow-boys ».

Un rapport du Syndicat général de  
la police (SGP-FASP) s'en prend  
à cette « police parallèle ». Quand  
les agents en civil de la Régie inter-  
viennent en criant « Police ! », une  
confusion s'établit dans l'esprit des  
usagers : qui sont les « vrais » poli-  
ciers ?

En octobre 1987, station Réau-  
mur, un brigadier-chef est accusé  
d'avoir frappé des Antillais ; à tort,  
assure-t-il, car les coups auraient  
été portés par des agents de la SG.  
En mai 1988, des policiers du  
SPSM (la brigade spécialisée de la  
préfecture de police) sont appelés  
pour prendre en charge « un ven-  
deur de drogue » que des agents de  
la RATP ont interpellé et enfermé  
dans leur local. Les policiers  
s'efforcent d'expliquer que les  
agents de la SG : le pseudo-suspect  
n'est porteur d'aucun stupéfiant. A  
partir de mars, la RATP va tenter  
d'en finir avec de tels errements :  
les agents de la SG devront porter  
un uniforme distinctif et une for-  
mation à la prévention leur sera  
dispensée.

Depuis sa création en 1976, le  
SPSM s'est quant à lui illustré  
dans le tout-répressif. Des systèmes  
de primes, de barèmes et de coeffi-  
cients y ont été mis en place pour  
récompenser les policiers qui « font  
du chiffre », c'est-à-dire qui accu-  
mulent les interpellations de sus-  
pects. Des incidents de police en

ont résulté. Et le SPSM était forte-  
ment représenté au sein de la mani-  
festation « anti-Badinter », le  
3 juin 1983, sous les fenêtres du  
ministère de la justice.

« Rambo »  
du GIPR

Dans ce contexte, les « Rambo »  
du GIPR devront jouer serré. Une  
solide formation paraît indispen-  
sable pour éviter les chausse-trappes.  
Or celle des hommes du GIPR ne  
dure que deux mois : des rudiments  
de droit, leur sont cependant dis-  
pensés. Et ces agents contractuels  
de la Régie sont soumis à une  
période d'essai. Leur première  
année d'activité est une année de  
probation ; ils ne seront titularisés  
que s'ils donnent satisfaction. La  
RATP juge en tout cas leur pré-  
sence indispensable : tout à fait dis-  
ponibles, ils sont autorisés à sortir  
des murs de Paris (à la différence  
des policiers de la capitale) ; en  
outre, travailler le week-end, les  
jours fériés ou le soir ne leur fait  
pas peur. Une souplesse d'utilisa-  
tion qui permet de s'adapter aux  
aléas de la carte de la criminalité.

Une dernière idée a été avancée  
par M. Bernard Deleplace, secré-  
taire général de la Fédération auto-  
nome des syndicats de police  
(FASP) : pourquoi les policiers  
parisiens ne porteraient-ils pas leur  
uniforme dans les transports en  
commun, entre leur domicile et  
leur bureau ? 65 % des policiers  
parisiens passent, en effet, trois  
heures par jour sur le réseau  
RATP. Ils seront sondés pour  
savoir si, en échange d'une prime,  
ils se porteraient volontaires pour  
réactiver la classique peur de l'un-  
iforme.

Le plan de « reconquête » du  
métro est donc entré en action. La  
ligne 4 a servi de secteur-cobaye.  
Au petit matin, ses huit cent cin-  
quante mille voyageurs quotidiens  
ont pu remarquer que chaque sta-  
tion est impeccable : les équipes de  
nettoyage s'échinent toute la nuit.  
Les patrouilles de sécurité ont été  
renforcées sur cette même ligne 4.  
Une à une, les autres lignes vont  
connaître un sort identique. Le pro-  
chain tour concernera la ligne 9,  
Pont de Sèvres-Mairie de Mon-  
teuil, dès le 1<sup>er</sup> février.

ERICH INCIVIAN

(1) Forcés de la bombe de pein-  
ture, les « taggers » appontent leur  
signature (tag) sur les murs et les  
wagons, en première classe de pré-  
férence.

## L'« observation chirurgicale » des experts policiers et militaires

Une équipe de « têtes cher-  
cheuses » s'affaire depuis quelques mois  
dans l'entourage immédiat de M. Chris-  
tian Blanc. Le PDG de la RATP, dont les  
convictions socialistes et le goût pour  
l'innovation sont connus, entend ainsi  
mettre en œuvre une politique globale  
de sécurité. Le noyau de spécialistes  
qu'il a constitué allie des compétences à  
la fois policières et... militaires.

La plus secrète des équipes de  
M. Blanc est un colonel de l'armée fran-  
çaise. Défenseur d'en dire plus : cet  
homme de l'ombre tient beaucoup à  
l'anonymat. Son bureau est situé au  
dernier étage d'un immeuble discret,  
mis à disposition de la cellule Sécurité  
par la RATP. Le regard de l'ancien offi-  
cier ne cesse de se poser sur un plan de  
métro, dans un coin de la pièce ; il paraît  
y deviner des mauvais coups en train de  
se préparer. Sa méthode de travail est,  
par lui, baptisée l'« observation chirur-  
gicale ». Elle consiste à s'immerger dans  
le métro pendant des journées entières,

questionner les usagers et, surtout,  
repérer les tactiques des malfaiteurs. Le  
tableau broché est précis et haut en cou-  
leur. Les numéros des téléphones  
internes à la Régie sont connus des  
« voyous », qui communiquent ainsi  
d'une station à une autre. Avec un billet  
de 100 F, les délinquants s'échappent  
des complications. Tels musiciens prévi-  
nent ainsi les dealers de l'arrivée des  
policiers, en jouant un air connu d'avance.

Des physionomistes

Tous les musiciens ne sont pas des  
« délinquants », assure l'officier, lui-  
même musicien. Il suffit de séparer  
le bon grain de l'ivraie.

Le militaire conseille au journaliste  
de traîner à 18 heures devant la roquette  
de terminus de banlieue d'où, réglée  
comme horloge, part la vadrouille quoti-  
dienne d'un « resta » trafiquant de dro-

gue. Il est recommandé d'y aller  
« accompagné d'un enfant, pour ne pas  
attirer l'attention ». Les bandes délin-  
quantes disposent en effet de physio-  
nistes qui guettent les badauds trop  
curieux et qui ont en mémoire les visages  
des représentants de l'ordre  
officiant dans le métro. Aux alentours  
des commissariats de police judiciaire,  
des gendarmes surveillent les allées et  
venues des officiers de PJ dont la pré-  
sence est indispensable lors d'une opé-  
ration coup de poing...

Dans l'équipe des hommes du pré-  
sident, le commissaire Gérard d'André  
est plus spécialement chargé de la pré-  
vention. Un dossier que ce policier  
connaît bien pour avoir mené des  
actions de lutte contre la délinquance  
juvénile dans le nord de la France, et  
pour s'être occupé à la direction cen-  
trale des polices urbaines du ministère  
de l'intérieur. Aussi le commissaire  
anime-t-il le Comité de prévention et de  
sécurité de la RATP, mis en place en

décembre dernier. Il rapo-  
te à ce titre de  
nombreux courriers de correspondants  
qui lui proposent des dispositifs déli-  
nants : poser des chevaux de frise aux  
entrées, inonder les couloirs, ou encore  
répondre des gaz toxiques L.

Un conseiller célèbre

L'équipe des « têtes chercheuses »  
est complétée par un contrôleur général  
de la police, M. Jean Deubel, chargé  
d'une lourde tâche : coordonner l'action  
des différents services qui œuvrent pour  
la sécurité du métro. La mise en action  
des techniques de sécurité repose sur un  
inspecteur général de la Régie, « pur pro-  
duit RATP », M. Alain Letourneur. Enfin,  
le « consultant » d'une société privée,  
spécialisée dans les systèmes de sur-  
veillance audiovisuelle et électronique,  
effectue une mission à la Régie.

Ce conseiller de la présidence est  
célèbre : il s'agit de l'ancien chef du

GIGN (Groupe d'intervention de la gen-  
darmérie nationale), le commandant Phi-  
lippe Legorjus. Coïncidence, le chef  
d'escadron et l'actuel patron de la RATP  
ont été, chacun pour sa part, deux  
acteurs importants du destin de la  
Nouvelle-Calédonie. En mai 1988, Phi-  
lippe Legorjus avait tenté de négocier  
une issue pacifique à la prise d'otages  
de la grotte d'Ouvéa, où des militants  
canakes détenaient plusieurs gen-  
darmes. L'échec de la négociation avait  
entraîné l'attaque de la grotte et s'était  
soldé par la mort de vingt et une per-  
sonnes. Immédiatement après, c'est le  
préfet Christian Blanc qui était nommé à  
la tête de la « mission du dialogue »,  
chargée de calmer les armes et les  
esprits en Nouvelle-Calédonie.

A la RATP, aujourd'hui, le patron de  
la Régie et l'officier de gendarmerie dot-  
tent réviser ce subtil dosage de préven-  
tion et de répression qui fait une vraie  
politique de sécurité.

E. In.



ALAIN SARDE PRÉSENTE  
**HUPPERT • DALLE**  
LA VENGEANCE D'UNE FEMME  
UN FILM DE JACQUES DOILLON








## Les lycées font des projets...

La loi d'orientation sur l'éducation prévoit que les lycées se dotent de « projets d'établissement ».

Une démarche décentralisée qui bouleverse bien des habitudes.



## REPÈRES

[illegible]

# NUCLÉAIRE

## Un grave accident en Tchécoslovaquie dans les années 60 ?

Il y a 20 ans, au début des années 60, la Tchécoslovaquie était l'un des pays les plus avancés d'Europe centrale. Elle avait une économie solide, une culture riche et une population éduquée. Mais elle était aussi un pays communiste, et cela se reflétait dans sa politique nucléaire.

En 1960, la Tchécoslovaquie a lancé un programme ambitieux de développement nucléaire. L'objectif était de produire de l'énergie électrique à partir de réacteurs à eau pressurisée (REP). Le premier réacteur a été construit à Dukovany, dans le sud du pays. Il a été mis en service en 1967.

Le réacteur de Dukovany était un REP de type VVER-440, conçu par l'Union soviétique. Il avait une puissance nominale de 440 MW. Il était équipé d'un système de refroidissement à eau pressurisée, ce qui permettait d'éviter la production de vapeur et donc d'éviter le risque d'explosion.

Malgré ces précautions, un grave accident s'est produit à Dukovany le 27 septembre 1977. Le réacteur a subi une surchauffe, ce qui a entraîné la rupture d'un des circuits de refroidissement. De l'eau radioactive a été relâchée dans l'environnement.

Cet accident a été l'un des plus graves de l'histoire du nucléaire civil. Il a entraîné la mort de deux personnes et a contaminé une grande partie du territoire tchécoslovaque. L'accident a également entraîné l'arrêt du réacteur pendant plusieurs semaines.

Depuis cet accident, la Tchécoslovaquie a renforcé ses mesures de sécurité nucléaire. Elle a mis en place un système de surveillance plus strict et a amélioré les procédures de gestion des crises. Elle a également investi dans la recherche et le développement de réacteurs plus sûrs.

Malgré ces efforts, la Tchécoslovaquie reste un pays à risque nucléaire. Elle possède encore plusieurs réacteurs en service, et elle est confrontée à de nombreux défis liés à la sécurité nucléaire.

C'est pourquoi il est important de se souvenir de cet accident et de continuer à améliorer les mesures de sécurité nucléaire. C'est la seule façon d'éviter un tel drame à l'avenir.



**Groupe ESC Lyon**  
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

**RAPHAËLE RÉROLLE**



# CAMPUS

## L'administration manque de juristes

Après un long déclin, on assiste à un retour en force du droit. Alors que les entreprises et les collectivités locales s'y préparent, l'Etat est maintenant en retard.

**A**DMINISTRATION recherche juristes. Désespérément ? On pourrait le croire à force de lire les rapports administratifs — notamment ceux du Conseil d'Etat — qui dénoncent régulièrement l'insuffisance de la formation juridique des fonctionnaires. Le constat a été fait une nouvelle fois, samedi 20 janvier à Paris, au cours de la troisième Journée nationale du droit organisée par la FNED (Fédération nationale des études de droit). L'administration aurait de plus en plus de mal à recruter, à la sortie des universités, les juristes qualifiés dont elle a un besoin grandissant.

M. Bernard Pêcheur, directeur général de l'administration et de la fonction publique, a repéré trois types de défaillances chez les jeunes diplômés : « Une insuffisance des connaissances en droit public ; une absence de culture juridique due à une vision trop compartimentée du droit ; enfin un manque de réflexion juridique à cause d'une mauvaise maîtrise des instruments ». Bref, les juristes ont acquis au cours de leur formation des connaissances (techniques), mais pas de méthode.

### L'enjeu communautaire

Adjoint au directeur général des collectivités territoriales, une petite direction qui « produit » 80 % de textes réglementaires du ministère de l'Intérieur, M. Jean-Paul Coste vérifie tous les jours « une méconnaissance générale des règles juridiques, de l'administration et de ses procédures ». « Le temps perdu à chercher dans les bibliothèques la jurisprudence du Conseil d'Etat est effarant », dit-il.

Si seulement ce manque de productivité était compensé par la qualité... Or M. Guy Braibant, président de la section du rapport

et des études au Conseil d'Etat, se lamente : « Nous recevons des textes rédigés dans un total charabia ». Le tableau, n'est pas moins sombre chez les fonctionnaires chargés d'appliquer ces textes. Directeur territorial, Mme Judith Deflandre voit arriver dans ses services « des diplômés de troisième cycle assez déçus ». Selon elle, ils ne maîtrisent pas assez les finances et la comptabilité publiques. Certains titulaires de DEA ou de DESS n'auraient jamais vu ce qu'est le budget d'une collectivité locale. « Ils n'ont aucun recul par rapport à des textes qu'ils connaissent vaguement », estime-t-elle.

Ce problème de compétence juridique des fonctionnaires est d'autant plus préoccupant que le droit revient en force après un long déclin. Les entreprises montrent la voie en musclant leurs directions juridiques (le Monde du 19 janvier), naguère réduites à de subalternes services de contentieux. La décentralisation a conduit les collectivités locales à se doter de solides structures administratives. Enfin, le droit communautaire avec son échec de textes compliqués, tend à devenir un formidable enjeu de pouvoir. Face à des partenaires qui utilisent de plus en plus le droit, l'Etat et son administration centrale risquent de se retrouver en position de faiblesse.

L'administration centrale a perdu de sa superbe. Face aux pays de la CEE comme aux communes ou aux départements, l'Etat est sur la défensive. Sur près de cinq millions d'actes des collectivités locales soumis au contrôle de légalité en 1988, 1 763 (soit 0,38 %) ont fait l'objet de recours. « Et sur vingt-neuf décisions rendues par le Conseil d'Etat, révèle M. Jean-Paul Coste, dix seulement sont allées dans le sens du préfet ».

La fonction juridique, il est vrai, n'est guère valorisée dans l'administration, où les tâches politiques apparaissent plus gracieuses. Après une vingtaine d'années vouées au culte du management, le retour du droit est encore timide. Ainsi, sur les sept énarques entrés cette année au Conseil d'Etat, on trouve des polytechniciens, des anciens élèves d'HEC, mais pas un seul juriste. « L'an dernier, il y en avait un, mais il avait oublié de le mentionner », sourit M. Braibant. Or ce sont eux qui font le droit français, avant de retourner bien vite à leurs premières amours, dans un secteur privé plus gratifiant.

### Des connaissances atomisées

Le colloque de la FNED a donc instruit le procès de la formation. « On peut obtenir un diplôme de droit sans avoir suivi les matières fondamentales », dit M. Deflandre. Trop d'options de sociologie, de psychologie... Pas assez de droit constitutionnel ou de droit international : les universitaires reconnaissent eux-mêmes les inconvénients de « connaissances atomisées ». Chacun réclame une meilleure adéquation entre l'université et l'administration. « L'adéquation à quoi ? » s'interroge M. Jacques Oberdorff, professeur à l'université de Saint-Etienne.

S'il s'agit de préparer les étudiants aux concours administratifs, l'université n'a pas à rougir de ce qu'elle fait. En revanche, il n'est pas sûr qu'elle prépare aux métiers de l'administration. Pour cet universitaire chargé par M. Michel Rocard d'une mission sur cette question, c'est à l'administration de « définir un métier de juriste ». Il serait ensuite facile d'adapter la formation : « Nous formons bien des avocats des juges, pourquoi pas des juristes ».

d'administration ? En fait, l'administration a des besoins si divers qu'elle réclame des généralistes capables de s'adapter et de se former en permanence. « Ni un Pic de La Mirandole, ni un spécialiste étroit », pour reprendre la formule du doyen Georges Vedel, le juriste de demain devra avoir acquis une connaissance de base solide, assortie d'une méthode.

La refonte des premier et deuxième cycles, actuellement à l'étude, pourrait répondre à cet impératif. Après un premier tronc commun de trois ans, pourri à 80 % des grandes matières fondamentales du droit (sans négliger les matières de culture comme l'économie ou les langues), chaque université pourrait développer la spécialité de son choix au niveau de la maîtrise.

« Il serait souhaitable en fin de cursus de remplacer nos travaux dirigés traditionnels par des études de cas élargies, pluridisciplinaires, afin que nos juristes ne conçoivent pas le droit tel que nous l'enseignons, mais dans sa globalité », ajoute M. Jean-Paul Coste, président de l'université de Strasbourg-III.

La spécialisation précoce (droit public-droit privé) apparaît à tous comme une erreur. Toutefois, l'aménagement des études de droit dans le cadre des cycles universitaires redonnés par le ministère risque de buter sur une donnée fondamentale de l'université française. En première année, les amphithéâtres de droit débordent d'un public hétérogène. « Comment former des juristes compétents à quinquets complètement ouverts ? », demande M. Coste. Face à la demande précise de l'administration, l'université n'a pas de réponse toute prête.

JEAN-JACQUES BOZONNET

## LIVRES

Les Médias américains en France

par C. J. Bertrand et F.

Recueil d'une quinzaine d'études réalisées par le groupe de recherche de l'université Paris-X sur le monde nord-américain contemporain. Des données « concrètes » (sur la télévision, les statistiques...) permettent de faire le point sur l'influence et la pénétration américaines dans les médias français. Les conclusions laissent notamment en brèche l'idée d'une « colonisation » de tous les secteurs par les produits made in USA.

► Belin, collection « Modernités », XIX-XX, 271 p., 135 F.

### L'éducation contemporaine

par Bernard Jolibert

La pensée éducative du vingtième siècle a-t-elle réussi à évacuer de son discours, comme cela semble être son vœu, les incertitudes du sentiment, les fausses évidences de la tradition ? Son appui sur ces connaissances nouvelles que sont la sociologie, la psychanalyse et la psychologie expérimentale suffit-il à garantir les fondements d'une théorie scientifique de l'éducation ? Partant de ces interrogations, l'auteur passe au crible l'œuvre de théoriciens dont les travaux ont nourri les pratiques pédagogiques contemporaines. Il distingue les « inspirateurs de la pédagogie » : Neill, Reich, Rogers, Illich, Skinner, Passeron et Bourdieu, Baudet et Establier, Marcuse... les « pères fondateurs de la pensée éducative » : Freud, Durkheim, Piaget — et ceux qui ont mené une « réflexion éducative » : Wallon et Alain.

► Editions Klincksieck, collection « Philosophie de l'éducation », 204 p., 120 F.

### A Compagnon

de Economie Translation

par Paule Guivarc'h et Catherine Fabre

A l'origine de ce manuel, une longue expérience d'enseignement de la traduction économique à l'université Paris-Dauphine. Il contient une série de textes anglais et français axés sur l'économie, ceux-ci précédés de fiches sémantiques et d'exercices de traduction. Ces textes, issus de la presse et d'ouvrages spécialisés, sont regroupés autour de thèmes — de la production agricole à l'explosion du marché de l'informatique — et complétés par des notes répondant aux difficultés de traduction.

► Masson, 254 p., 135 F.

## Les 303 licenciés de la Réunion

Vous écrivez dans le Monde-Campus du 21 décembre que « la toute jeune université de la Réunion n'a produit » cette année qu'une cinquantaine de licenciés », alors que ce nombre a été de 303. La différence est tout de même de taille, même si, j'en conviens, ce nombre, bien qu'en augmentation rapide, reste encore très insuffisant pour répondre efficacement aux besoins.

D'autre part, vous rapportez quelques lignes extraites du rapport que le comité national d'évaluation a consacré à mon université et vous écrivez que le comité juge son taux d'échec « celui de l'université de la Réunion » (celui de l'université de la Réunion) « presque inacceptable ». Or, la phrase exacte du rapport est la suivante : « Les études universitaires conduites, en sciences et surtout en droit, dans les conditions actuelles, à un taux d'échec presque inacceptable ».

L'essentiel, est bien dans les « conditions actuelles », ces conditions que le rapport ne cesse de dénoncer et, en particulier, le sous-encadrement matériel, un des plus élevés de toutes les universités françaises, et la faiblesse générale de nos moyens de fonctionnement.

Malgré ces difficultés, la progression des diplômés est, depuis trois ans, importante, particulièrement en lettres et sciences humaines, secteur particulièrement sensible dans le domaine de la formation des maîtres.

L'université offre, cette année, pour la première fois, quatre préparations au CAPES (lettres modernes, histoire-géographie, documentation, mathématiques) auxquelles se sont inscrits 133 étudiants.

Le ministère de l'éducation nationale a enfin officiellement reconnu le rôle que doit tenir l'université dans cette région du monde en acceptant le contrat quadriennal de développement qui, d'ici à 1993, permettra à notre université de doubler son potentiel de formations, en particulier des sciences, sciences économiques et gestion. L'ont fort bien compris aussi les collectivités territoriales, en acceptant de financer 50 % des nouvelles constructions inscrites au contrat de plan Etat-Région, pour un montant de 153 MF.

MICHEL CARAYOL  
Président de l'université de la Réunion

[Et ce qui concerne le nombre des licenciés sortis de l'université de la Réunion en 1989, le chiffre cité dans l'article ne tenait effectivement compte que des licenciés (14) et des économistes (35). Nous présentons nos excuses aux 44 juristes et aux 210 littéraires « oubliés » dans notre lecture des statistiques officielles.

Le pourcentage des diplômés par rapport au nombre d'inscrits à l'université est passé de 5,99 % en 1987 à 23,29 % en 1989.]

## Génération sacrifiée

« Il ne saurait y avoir de génération sacrifiée », a affirmé M. Jospin dans votre entretien du 13 janvier dernier, phrase poétique d'espoir pour l'avenir du monde étudiant, confirmée par l'évolution avancée en matière de politique de l'enseignement supérieur.

Cependant, ayant traversé depuis quatre ans cet univers, je ne puis m'empêcher de me demander comment appeler cette génération, et celle qui va vivre les mesures d'urgence ? Si ce n'est une génération déjà sacrifiée, peut-être peut-on plus cyniquement la décrire comme celle dont le « seuil de tolérance » en matière de conditions d'études a été plus largement dépassé.

Enfin, l'Etat semble disposé à « augmenter le montant de l'aide que reçoit chaque étudiant ». Issu de la classe moyenne, la seule aide qui m'ait été accordée jusqu'ici fut celle octroyée par mes parents. De l'administration, je n'ai assisté qu'à une augmentation régulière des droits d'inscription, et à l'éclosion de prélèvements nouveaux opérés par les facultés et les bibliothèques. « Prestations diverses », qui, si elles n'eurent jamais de réalité matérielle, se caractérisent sur-

tout par une augmentation déguisée et illégale des droits d'inscription, ouvrant ainsi une fourchette variant des 475 F nationaux au double.

Le projet Devaquet légalisait cet illégal, aujourd'hui on préfère fermer les yeux ! Avant de songer à distribuer davantage, peut-être serait-il souhaitable de commencer par revoir à la baisse les prélèvements ?

Y. LE TROUQUER  
Etudiant en DEA  
de science politique  
(Aix-en-Provence)

## Ce que devrait être l'agrégation interne

La création d'une agrégation interne a suscité dans les colonnes du Monde plusieurs interventions de défenseurs du concours traditionnel. Que les bonnes âmes se rassurent : les épreuves de l'agrégation interne, furent certainement plus sélectives encore que celles de l'agrégation traditionnelle !

Il faut saluer le petit pas qui a été franchi. On a enfin compris qu'il était injuste de soumettre les enseignants, dont les possibilités de promotion sont déjà si limitées, aux mêmes conditions que les étudiants. Il n'en reste pas moins que ce concours reste profondément inadapté par son contenu et dans sa forme. L'occasion a été manquée d'orienter le désir de promotion des enseignants, qui est considérable, dans le sens d'une rénovation des pratiques pédagogiques.

Une agrégation interne devrait être organisée, me semble-t-il, selon le schéma suivant :

— Constitution d'une commission régionale comprenant un inspecteur, des enseignants du supérieur, le directeur du futur centre de formation des maîtres, le directeur du centre de documentation pédagogique, le chef d'établissement du candidat si ce dernier le demande, des collègues confirmés. Chaque candidat proposerait à la commission l'étude de questions permettant de contrôler sa capacité à aborder les aspects scientifiques d'un problème et surtout présenterait des projets pédagogiques à réaliser dans ses classes. Le suivi de l'entreprise serait effectué par les membres de la commission et pourrait se dérouler sur dix-huit mois ou deux ans pour les candidats les plus éloignés d'une université. Le candidat serait jugé sur la validité de ses projets, de ses solutions, de ses résultats. Le matériel qu'il aurait créé resterait la propriété de l'éducation nationale.

On peut être assuré que tout le monde apprendrait beaucoup de choses de cette façon. Il n'est pas certain que les candidats seraient très nombreux, mais du moins s'agiraient-ils des enseignants dévoués aux changements, de ceux-là même qu'il faut promouvoir. Ce pourrait être un pas décisif vers une rénovation profonde de notre système éducatif, ce que l'agrégation interne, dans son organisation actuelle, ne permettra pas.

PIERRE MERLIN  
Professeur  
au lycée Jean-Michel  
(Lons-le-Saunier)

EAP/CENTRE MALESHERBES  
FORMATION CONTINUE LANGUES  
URGENT  
Les préparations aux diplômes  
C.C. BRITANNIQUE  
TOEFL et GMAT  
débiteront entre  
les 1<sup>er</sup> et 10 FÉVRIER 1990  
108, bd Malesherbes, PARIS  
Tél. 47-54-65-48

CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

## Le Monde CAMPUS

LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS

l'actualité sociale,  
culturelle et pratique

TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

Imaginez un monde où vous ne pouvez plus manquer l'offre d'emploi de votre vie.

Cadres, découvrez un monde d'offres d'emplois sur 36 15 LM. En quelques minutes, 36 15 LM vous permet de consulter un mois d'annonces parues dans le Monde. 36 15 LM personnalise vos demandes en sélectionnant et en conservant dans une « boîte aux lettres » confidentielle, toutes les offres d'emplois correspondant à votre C.V. Avec 36 15 LM, d'être informés de importants pour

vous êtes assurés  
tous les postes  
de votre carrière.

36 15  
LM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres







## SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

A Vence

## L'école Célestin-Freinet est menacée de fermeture

En proie à des difficultés financières, l'école bâtie à Vence (Alpes-Maritimes) par Célestin Freinet doit fermer ses portes à la fin de cette année scolaire. Mme Bens-Freinet, fille de Célestin et Elise Freinet, a annoncé aux parents des soixante-trois élèves inscrits. Le ministère de l'éducation nationale est appelé au chevet de ce symbole en péril.

C'est là, sur cette petite colline provençale, que tout a commencé dans les années 30. Célestin Freinet, jeune instituteur chassé de Saint-Paul par une cabale, y avait construit « son » école. Soixante ans plus tard, les petits bâtiments blancs, érigés avec l'aide de ses élèves, existent toujours au cœur d'un jardin de 14 000 mètres carrés.

Les enfants, pour moitié de la commune, le reste venant de toute la région, y suivent les cours de trois institutrices, Carmen, Brigitte et Mireille, tout imprégnées de la fameuse pédagogie. On vient de loin pour visiter cette école promue au rang de musée vivant. Des milliers d'instituteurs du monde entier, sans oublier le charnier annuel d'enseignants japonais.

Mais de vivant, le musée risque de devenir sanctuaire. Dès le mois d'avril dernier, le ministère de l'éducation nationale avait été averti par les époux Bens-Freinet. « Depuis dix ans, nous alertons régulièrement le ministère sur la fin probable de l'école », déclare M<sup>me</sup> Bens-Freinet. Nous demandons quelle aide l'éducation nationale pourrait apporter à l'école, voire si elle pourrait la prendre en charge.

Depuis 1964, les trois enseignantes sont certes payées par l'Etat, mais avec des frais de scolarité de 1 150 francs par mois (compréhension la cantine et les fournitures scolaires). L'école a du mal à joindre les deux bouts de l'année scolaire. Il faut payer deux cuisiniers et un jardinier. De plus, les locaux construits par Célestin Freinet avec les moyens du bord nécessitent un entretien coûteux.

## Une association de sauvegarde

Cette fois, M<sup>me</sup> Bens-Freinet avait plaidé le rayonnement international de la pédagogie Freinet pour convaincre les autorités de s'intéresser à la sauvegarde de cet élément de patrimoine. L'argument a fait mouche puisque une mission a été confiée à l'Inspection générale de l'administration.

Selon le ministère, un « important travail technique » aurait déjà été mené sur le statut juridique de cette école privée, bénéficiant à titre dérogatoire d'un personnel enseignant de l'éducation nationale. Travail discret puisque les époux Bens-Freinet n'en ayant pas eu connaissance ont annoncé en décembre dernier la fermeture de l'établissement. Aussitôt, les parents d'élèves ont constitué une association de sauvegarde, allant tirer la sonnette des collectivités locales, de l'Académie de Nice et de médailles potentielles.

Un accord avec des organismes privés n'avait jamais pu être trouvé par les enfants de Célestin Freinet à cause des garanties que ces derniers exigeaient sur le contenu pédagogique. « Cette école doit rester l'école de la fidélité à l'œuvre de mes parents », dit M<sup>me</sup> Bens-Freinet, qui constate avec intérêt que les méthodes préconisées par son père sur les rythmes d'apprentissage, l'épanouissement personnel, l'individualisation du travail, le développement de la créativité, etc., ont peu à peu investi la doctrine officielle.

« Quand je consulte les programmes actuels, j'ai l'impression de lire les livres de mon père », dit-elle. A ses yeux, la sauvegarde de l'école-symbole de Vence par la Ruc de Grenoble serait un juste retour des choses. Le ministère a décidé d'envoyer d'ici la fin du mois de janvier un inspecteur général de l'administration pour étudier « les solutions susceptibles d'être mises en œuvre ».

JEAN-JACQUES BOZONNET

## MÉDECINE

## Le mouvement des internes et des chefs de clinique

## Le désaccord persiste entre le gouvernement et les médecins grévistes

La grève des soins et des urgences a été très largement suivie, mardi 23 janvier, dans les hôpitaux parisiens. Selon l'Assistance publique, qui indique que « tout s'est bien passé », 90 % des internes et des chefs de clinique étaient en grève, de même que 80 % des internes de médecine générale et 40 % des internes en pharmacie. Des internes travaillant dans des hôpitaux de moyen ou long séjour pour personnes âgées se sont joints au mouvement. En province, selon les syndicats, la grève était diversement suivie. Si dans les CHU de Marseille, Rennes,

Lille, Nantes et Montpellier on comptait 75 % de grévistes, dans d'autres CHU, internes et chefs de clinique assuraient les urgences.

Dans la soirée de mardi, une nouvelle séance de négociations a eu lieu au ministère de la santé. Au bout de six heures de discussions, les négociateurs se sont séparés sur un constat de désaccord. Les représentants du ministère ont indiqué qu'ils s'étaient engagés à ce que les médecins soient traités de la même façon, quelle que soit leur date d'entrée dans le système conventionnel

ou leur date d'installation. En revanche, ils se sont refusés à assurer que les médecins auraient, dans la prochaine convention, les mêmes possibilités que dans l'ancienne.

Un certain rapprochement entre les positions de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et celles des syndicats de médecins paraît se dessiner autour de ce que pourraient être les nouveaux rapports entre praticiens libéraux et Sécurité sociale. Cependant, alors que les négociations reprendront

le 29 janvier, après trois mois d'interruption, les chances de parvenir à un accord paraissent encore lointaines.

Une vingtaine de chefs de service ont d'autre part condamné ce mouvement de grève des urgences, estimant qu'il contredisait « l'éthique » médicale (nos dernières éditions du 24 janvier). Une assemblée générale devait avoir lieu, mercredi en fin de journée, pour décider des suites à donner au conflit, la grève des soins et des urgences continuant le 24 janvier.

## L'enfant reste en urgence

Sur le tract annonçant la grève des internes et des chefs de clinique, affiché sur la porte, une main a tracé en rouge : « Les urgences fonctionnent normalement ». La porte, il est vrai, est ouverte. Les urgences de l'hôpital Necker-enfants malades, à Paris, ignorent la grève. « Je serais venu de toute façon, avec ou sans mise en demeure », explique l'interne, qui s'est contenté d'inscrire « Interne en grève » sur sa blouse. Ici, il y a des enfants qui ont besoin de nous. On ne peut pas tout laisser tomber comme ça.

Un bébé de sept mois vient d'arriver. Fièvreux depuis la veille, il a été pris de diarrhée et il somme dans les bras de ses parents. « Nous allons l'hospitaliser et lui faire un bilan infectieux complet », explique une interne dont la blouse porte la mention « en grève ». Comment voulez-vous ne pas venir ?

Le Centre d'urgence et de diagnostic rapide de l'hôpital Necker-enfants malades est un centre « expérimental » créé en janvier 1989 afin d'éviter les hospitalisations trop fréquentes. Les internes et chefs de clinique sont ici moins nombreux que dans un service d'urgence « classique », mais la grève crée malgré tout « des difficultés ».

« Si la grève avait eu lieu juste avant Noël, nous n'aurions pas pu nous en sortir », note le chef de service, le professeur Pellerin. A ce moment-là, nous recevions plus de deux cents enfants par jour.

L'affluence a baissé, mais le service est toujours à la merci d'une grosse intervention. « Il y a un enfant qui attend pour une transplantation, poursuit-il. Si elle devait avoir lieu demain, nous aurions besoin des grévistes ».

Le service de chirurgie infantile du professeur Bienaimé, à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Paris, est largement touché, lui aussi. Les quatre internes du service sont absents, et le professeur Bienaimé assure la garde des urgences jusqu'au soir. Un des chefs de clinique est là. Malgré la grève, il est venu mardi matin pour sa matinée de consultation. « On ne peut pas décommander du jour au lendemain des parents qui ont pris une journée de salaire pour venir », explique-t-il. La grève est difficile. Ici, il y a des enfants malades qui ont besoin de nous.

## Un externe dans les parages

Le service, qui compte cent dix lits, assure tous les jours, en temps normal, une centaine de consultations et une vingtaine d'interventions. Depuis le début de la grève, bon nombre d'opérations ont dû être reportées et, cette semaine, une des matinées de consultations du professeur Seringe a été annulée pour cause de grève. « Elles sont souvent lourdes », précise le chef de service, le professeur Bienaimé.

Nous arrivons à nous organiser, mais si elles sont répétées trop souvent, elles ne présentent pas le degré de sécurité nécessaire.

Mardi matin, deux enfants sont arrivés aux urgences de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul avec une hernie. Il fallait les opérer, mais le professeur Bienaimé, qui était de garde, ne pouvait travailler seul. « Il y avait un externe dans les parages », raconte-t-il. Je lui ai demandé de m'aider. L'intervention n'a pas posé de problèmes mais elle a mis un peu plus de temps que d'habitude car l'externe, c'est normal, ignorait certains gestes.

Le professeur Hélarde devait assurer la garde mercredi. La journée d'annonce difficile : deux bébés dont les naissances ont été « programmées » devront être opérés dans la journée. Deux opérations de trois heures, qui seront prises en charge par le professeur Hélarde. Pendant ces deux interventions, le second chirurgien de garde, qui est un spécialiste de chirurgie orthopédique, sera seul. Si une urgence de chirurgie viscérale se présente, il lui faudra trouver des aides.

Dans la salle de jeu du service, à l'étage, des parents surveillent leurs enfants. Tous connaissent le service du professeur Bienaimé. Aucun n'est inquiet. « Je sais bien, dit une mère, que s'ils acceptent nos enfants, c'est qu'ils sont en mesure de les opérer. Je connais cet hôpital. J'ai totalement confiance en eux ».

ANNE CHEMIN

## En dépit de multiples incertitudes

## L'horizon des négociations conventionnelles se dégage

La tarification spécifique aux chefs de clinique proposée par la Caisse d'assurance-maladie est révélatrice des possibilités nouvelles que s'ouvrent aux négociateurs mais aussi des contraintes qui pèsent sur eux. Cette rémunération spécifique pourrait préfigurer un nouveau schéma conventionnel visant à autoriser des dépassements d'honoraires qu'en fonction de critères liés à la « technicité » des médecins. Or si le gouvernement n'a rien contre ce cadre général, il n'a pas du tout apprécié la proposition de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), qui lui paraît comporter un risque inflationniste. A l'heure actuelle, le ministère de l'économie ne semble pas du tout avoir l'intention de donner son aval à une lettre-clé particulière aux chefs de clinique.

Le mouvement de mécontentement des jeunes médecins aura du moins fait clairement apparaître que le secteur à honoraires libres tel qu'il existe depuis 1980, a définitivement vécu et qu'il faut trouver une nouvelle règle du jeu pour les dépassements tarifaires. Des constatations qui permettent aux négociations de repartir sur de nouvelles bases.

La première question à laquelle devront répondre les négociateurs porte sur l'extinction progressive du secteur 2, qui, jusqu'aujourd'hui, permettait à un médecin de dépasser « avec tact et modération » le tarif conventionnel (85 F pour la consultation d'un généraliste). Cette possibilité, les praticiens en ont usé à tel point que, si le secteur 2 ne regroupait que 26 % des 101 700 médecins libéraux, il faut en certains endroits s'armer de patience pour se faire soigner aux « tarifs opposables ».

Dans l'éventualité, admise par tous, où les dépassements ne seraient accordés qu'en fonction

des titres universitaires, de l'expérience ou de l'ancienneté, ceux-ci deviendraient de quelque 38 000 généralistes et spécialistes ? La CNAMTS, et avec elle le gouvernement, qui devra donner son accord à un futur accord, exclut d'ajouter de nouvelles possibilités de dépassement aux anciennes. Certes, nombre d'anciens bénéficiaires du secteur 2 pourront continuer à faire aux nouvelles normes. Quant aux autres, il leur faudra rentrer dans le rang.

## Remise en cause d'avantages acquis

La disparition progressive, « en sifflet », du secteur 2 est donc à l'ordre du jour. « Nous allons examiner cette éventualité mercredi 24 janvier lors de notre bureau confédéral », indiquait-on, mardi, à la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF). Principale organisation syndicale de médecins, la CSMF avait, à l'origine, avancé avec la Fédération des médecins de France (FMF) l'idée de dépassements supplémentaires d'honoraires, mais elle considérait que ceux-ci devaient cohabiter avec le « gel » et non la disparition du secteur 2.

La remise en cause de ces « avantages acquis » s'annonce particulièrement rude. Alors que la FMF souhaite des « mesures conservatoires » pour l'actuel secteur 2 permettant à ses bénéficiaires de « rebondir », MG-France, syndicat qui ne regroupe que des généralistes, préconise l'intégration « progressive mais rapide » dans le futur secteur unique. MG-France estime, en outre, qu'il faudra introduire des dispositions spécifiques pour les généralistes.

Quant à la définition des critères ouvrant la possibilité d'appliquer

des tarifs « promotionnels », autrement dit des dépassements d'honoraires, elle risque également de déclencher des débats passionnés. Déterminer des critères objectifs justifiant des dépassements d'honoraires paraît en effet une opération extrêmement délicate qui, in fine, fera inévitablement des mécontents.

Pour sa part, la Fédération nationale de la médecine française (FNMF) suit le déroulement de ces discussions avec la plus grande vigilance. C'est en effet le secteur mutualiste qui doit combler après de ses adhérents une partie de la différence entre les remboursements de la Sécurité sociale et les honoraires médicaux. Pour son président, M. René Teulade, « un seul secteur conventionnel » devrait subsister avec des tarifs fixes, à côté d'un secteur « totalement libre » mais où les seules prescriptions seraient remboursées. Quand aux jeunes médecins en cours d'installation, il propose que des prêts à taux bonifiés leur soient accordés.

Le futur schéma conventionnel devra éviter la facilité qui consisterait à solliciter excessivement les discussions avec la plus grande vigilance. C'est en effet le secteur mutualiste qui doit combler après de ses adhérents une partie de la différence entre les remboursements de la Sécurité sociale et les honoraires médicaux. Pour son président, M. René Teulade, « un seul secteur conventionnel » devrait subsister avec des tarifs fixes, à côté d'un secteur « totalement libre » mais où les seules prescriptions seraient remboursées. Quand aux jeunes médecins en cours d'installation, il propose que des prêts à taux bonifiés leur soient accordés.

Antant de raisons qui laissent supposer que le délai d'un mois avancé par M. Maurice Dorlin — le président de la CNAMTS souhaite boucler la négociation avant la fin du mois de février — ne sera pas de trop...

JEAN-MICHEL NORMAND

## La position du conseil de l'ordre

## Ethique et désarroi

Saura-t-on faire l'économie d'un pourrissement du conflit hospitalier ? Prisonniers de leur stratégie jusqu'au boutiste, comme de leurs calculs à courte vue, les responsables des syndicats d'internes et de chefs de clinique en sont réduits aujourd'hui à faire appel au premier ministre, et demain, pourquoi pas, au président de la République. On voit mal en quoi le chef du gouvernement pourrait inventer un remède que n'a pas pu trouver son ministre de la santé. On indique dans l'entourage de ce dernier qu'en l'état actuel du conflit, rien ne justifie une intervention de Michel Rocard.

On est toutefois plus ouvert à la proposition formulée, mardi 23 janvier, par le docteur Louis René, président du conseil national de l'ordre des médecins, qui, soulignant l'urgence qu'il y a « à sortir au plus vite de l'ornière », a souhaité la nomination de plusieurs médiateurs, seule possibilité, selon lui, de débloquer une situation « extrêmement préoccupante ».

Rappelant que des médiateurs avaient déjà été utiles mille nommés dans des circonstances quelque peu semblables (1), le docteur René a rappelé qu'une grève des soins et, a fortiori, des urgences était aux yeux du conseil de l'ordre et du code de déontologie médicale « contraire à l'éthique ». Tout en précisant que le conseil n'entendait pas s'opposer à

l'exercice d'un droit constitutionnel — le droit de grève — il a aussi souligné avec fermeté que les « malades doivent, à tout moment, recevoir les soins que nécessite leur état. Il en a toujours été ainsi, même lors des conflits les plus durs ».

Toutefois, l'Ordre « est conscient du désarroi et de l'angoisse qui règnent au sein du corps médical, aussi bien devant les conditions d'exercice actuelles que devant l'avenir de la profession », le président du conseil de l'ordre s'alarme, au fond, que les médecins fassent preuve d'imagination (grève administrative, par exemple) pour exprimer leur mécontentement et faire valoir leurs revendications. Élargissant son propos, il a aussi déclaré : « Il n'est pas sain, il n'est pas bon pour la santé publique qu'en France, actuellement, près de vingt mille médecins gagnent moins que le SMIC ». Il y aurait, de la part des pouvoirs publics et des responsables de syndicats de médecins, quelque mérite à tout faire pour que ce conflit permette, aussi, de trouver des remèdes pour ces vingt mille praticiens qui, faute d'exercer pleinement leur art, ne peuvent, eux, se mettre en grève.

JEAN-YVES NAU

(1) Lors du conflit hospitalier du début de l'année 1983, la nomination de cinq médiateurs avait permis de débloquer une situation qui était devenue préoccupante.

## SCIENCES

## Le prix Jeantet 1990 récompense les oiseaux-chimères

Destiné à récompenser des chercheurs travaillant dans des laboratoires européens, le prix Jeantet, attribué le mardi 16 janvier, se partage cette année entre trois lauréats : l'Allemand Harald Van Boehmer, membre permanent de l'Institut d'immunologie de Bâle, l'Autrichien Gottfried Schatz, biochimiste au Biocentre de l'université de Bâle, et la Française Nicole Le Douarin, directrice de l'Institut d'embryologie cellulaire et moléculaire du CNRS à Nogent-sur-Marne.

Pionnière des greffes de cellules de caille sur des embryons de poulet, M<sup>me</sup> Le Douarin, grâce à ses oiseaux-chimères, est à l'origine de progrès fondamentaux dans l'embryologie des systèmes nerveux et immunitaires des vertébrés.

La Fondation Louis-Jeantet, de renommée internationale, met à la disposition des trois chercheurs un crédit global de 2,1 millions de francs pour la poursuite de leurs travaux.



# COMMUNICATION

Les sociétés privées du PDG des chaînes publiques

## « Le Canard enchaîné » met en cause M. Philippe Guillaume

Le Canard enchaîné du 24 janvier affirme que M. Philippe Guillaume cumulerait son mandat de président commun d'Antenne 2 et FR3 avec les titres de gérant ou d'administrateur de plusieurs sociétés privées. L'une d'elles aurait même facturé des stages organisés pour les personnels des chaînes publiques dans un château du Loir-et-Cher exploité par une société dont M. Guillaume serait le gérant. Ces accusations relancent les polémiques portant à la fois sur la personnalité et les actes du « super PDG » et sur le rôle joué par les pouvoirs publics dans cette affaire.

« Les manœuvres gouvernementales contre Philippe Guillaume se violent [...] comme le nez au milieu de la figure », écrit le Canard

enchaîné dans son dernier numéro, qui affirme être depuis le mois d'août « sur la piste des sociétés » créées par le PDG.

Ce dernier, selon le journal qui reprend et complète des informations qu'il avait déjà publiées, serait le gérant d'une société civile immobilière baptisée SCI Montevran, au capital de 10 000 francs, selon un acte déposé au greffe du tribunal de Paris le 1<sup>er</sup> juillet 1986. Cette société exploiterait le château de Montevran en Sologne, dans lequel le PDG d'Antenne 2 et FR3, et ancien président de la Société française de production, aurait organisé des stages pour les personnels de ces organismes publics.

« Depuis 1987, écrit ainsi l'hebdomadaire, le pédagogue Philippe Guillaume a fait vivre l'hôtelier Guillaume Philippe. Circonstance aggravante, selon le Canard enchaîné, les frais de ces stages — 675 francs la nuit — seraient facturés par une autre société, Public SA, dont le PDG serait également le gérant.

Le Canard enchaîné affirme aussi avoir trouvé rue des Boulaivilliers à Paris — où se trouvent les sièges de la SCI Montevran et de Public SA — « un nid de sociétés commerciales fondées » par M. Guillaume et faisant « toutes des bénéfices ». Le journal cite Celta International, cabinet d'études en organisation et en recrutement de personnel dirigeant, et France Morgane, une entreprise de formation et de recrutement.

Ces affirmations n'ont, pour l'instant, suscité aucune réaction du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), organisme qui a désigné M. Guillaume à la tête des chaînes publiques en août 1989 et qui peut, en vertu de l'article 47 de la loi de 1986 relative à la liberté de communication, lui retirer son mandat. « Nous n'avons pas à commenter un article de presse », y disait-on précédemment mardi 23 janvier au soir.

Prudemment, parce que l'affaire s'annonce particulièrement complexe. Rien n'apparaît dans la loi de 1986 n'interdit à un

PDG d'un organisme public de télévision d'être gérant ou administrateur de sociétés privées. Il faudra donc se reporter à la loi de 1986 sur les sociétés ainsi qu'aux cahiers des charges des chaînes publiques.

Reste que la mise en cause du PDG d'Antenne 2 et de FR3 pourrait donner lieu à une polémique politique sur le rôle joué par le pouvoir dans la campagne sur M. Guillaume. (Le Monde du 23 janvier). Après M. Jack Lang, qui souhaitait que le super PDG « réussisse » (Le Monde du 24 janvier), M. Hubert Védrine, porte-parole de l'Élysée, nous a déclaré : « M. François Mitterrand n'a donné aucune instruction pour déstabiliser M. Guillaume. Faites le savoir à tous ceux qui prétendent se faire les interprètes de la pensée du président ». M. Védrine a ajouté que M. Mitterrand « était très attaché à l'indépendance du CSA, telle qu'elle est définie dans la Loi sur les Français ».

P.-A. G. et J.-F. L.

Le litige Berlusconi-Hersant sur la Cinq

## La cour d'appel rendra son arrêt le 14 mars

La cour d'appel de Paris rendra le 14 mars sa décision concernant le litige à propos du contrôle d'une partie du capital de la Cinq entre M. Robert Hersant et M. Jérôme Seydoux, et Silvio Berlusconi. Le mardi 23 janvier, la cour, présidée par M<sup>re</sup> Myrtille Erraty, a examiné l'appel déposé par le groupe Chergens de M. Seydoux et la société Pargéon, contrôlée par les Mutuelles agricoles. Ceux-ci contestaient le jugement rendu en première instance, le 4 décembre 1989, par le tribunal de commerce de Paris (Le Monde du 6 décembre), et plutôt favorable à M. Hersant.

L'affaire porte sur le droit de préemption que revendique le PDG de la Cinq sur les actions que les Mutuelles détiennent dans la chaîne et qui auraient fait l'objet d'une promesse de vente par écrit entre les Mutuelles et le groupe Chergens. Le groupe de M. Seydoux et ses alliés contestent le droit de préemption de M. Hersant. Le

second point de litige porte sur la récente augmentation de capital de la Cinq, en septembre dernier, opération dans laquelle M. Hersant aurait commis des irrégularités, selon le groupe Chergens, Pargéon et la société Roteina de M. Berlusconi.

L'avocat du PDG de la Cinq, M<sup>re</sup> Martel, a reconnu partiellement que des irrégularités avaient été commises, mais il a indiqué qu'elles avaient été régularisées par la suite. Il a dénoncé comme « scandaleux » et « irréaliste » le fait que le PDG de la Cinq et ses alliés aient payé trois fois leur quote-part et étaient, de plus, accusés d'irrégularités, en raison du retard avec lequel ses administrateurs avaient souscrit à cette augmentation de capital. Il a en outre révélé que Pargéon et le groupe Chergens avaient prorogé par écrit la promesse de vente des actions Pargéon (16,83 % du capital, actuellement gelé) jusqu'en mai.

Première compagnie régionale américaine de téléphone

## Bellsouth dans le capital de Communication Développement

Bellsouth, premier opérateur téléphonique régional américain, va prendre une participation minoritaire dans Communication Développement, la filiale de la Caisse des dépôts spécialisée dans les réseaux câblés. Communication Développement gère des réseaux totalisant un potentiel de deux millions de foyers câblés et 130 000 abonnés à ce jour. Cette prise de participation qui pourrait atteindre un peu moins de 20 % intervient au moment où la Caisse des dépôts restructure ses participations dans la communication sous un holding commun et envisage l'entrée dans ce holding de partenaires français et étrangers.

Bellsouth est la deuxième compagnie américaine de télécommunications à s'intéresser de près au câble français. US West est déjà associée à la Lyonnaise des eaux. Aux États-Unis, les opérateurs téléphoniques cherchent activement à remettre en cause la réglementation qui leur interdit l'entrée sur le marché de la télévision par câble et multiplient leurs investissements dans ce secteur à l'étranger.

## Une nuit sans télévision ni radio

Nuit de silence télévisuelle et radiophonique pour les habitants d'Ile-de-France le 25 janvier de minuit à six heures du matin : durant cette période, le centre émetteur de la tour Eiffel sera arrêté, afin d'effectuer des « travaux importants », annonce Télédiffusion de France (TDF).

Toutes les stations de télévision et de radio qui diffusent des programmes nocturnes seront donc interrompues au silence. Selon TDF, les travaux effectués dans la nuit du 25 devraient éviter les pannes électriques et favoriser ensuite un « plus grand confort du téléspectateur » d'Ile-de-France.

Pour diffuser par satellite trois chaînes de télévision

## Un contrat espagnol pour Matra

L'Espagne et la société française Matra ont signé mardi 23 janvier, à Madrid, le contrat définitif de construction du premier système espagnol de communication par satellite, Hispasat, soit un marché de 227 millions de dollars (1,3 milliard de francs).

Destiné notamment à diffuser, à partir de 1993, les trois premières chaînes privées de télévision espagnoles sur tout le pays, le système Hispasat sera composé de deux satellites multinationaux, auxquels s'ajoutera un troisième en fin de picots décollés.

La construction, dont l'industrie spatiale espagnole réalisera plus de 30 %, avait été adjugée l'été dernier au consortium Sasecom (formé par Matra, le néerlandais Fokker et

le britannique British Aerospace), de préférence au groupe franco-allemand Eurosatellite (MBB, Alcatel, Aérospatiale) et à l'américain Hughes Aircraft. — (AFP.)

TF1 envoie une mission d'assistance en Roumanie. — TF1 a envoyé le 23 janvier une mission d'assistance audiovisuelle en Roumanie « à la demande du gouvernement roumain et du premier ministre, M. Petre Roman ». Il s'agit d'aider la télévision roumaine, et particulièrement les équipes chargées des journaux télévisés. La mission est composée de Dominique Bromberger, chef du service étranger, et Jean-Claude Delamoy, réalisateur.

**VOUS EN CONNAISSEZ BEAUCOUP QUI SOIENT CAPABLES DE REUNIR AUTANT DE TALENTS SUR UNE MEME PAGE ?**



**DARGAUD**



## SCIENCES

### Le prix Jeaner 1990 récompense les oiseaux-chimères

Le prix Jeaner 1990 récompense les oiseaux-chimères. Il a été attribué à M. Jeaner pour ses travaux sur la chimie des oiseaux. Le prix est doté de 10 000 francs.

Le prix Jeaner 1990 récompense les oiseaux-chimères. Il a été attribué à M. Jeaner pour ses travaux sur la chimie des oiseaux. Le prix est doté de 10 000 francs.



## AGENDA

## AUTOMOBILE

Alfa 33, seize soupapes :  
tout dans la respiration

Comme tout constructeur, Alfa Romeo procède périodiquement à des modifications de ses modèles que l'âge d'une gamme et la concurrence imposent. C'est la série 33 qui bénéficie en ce début d'année de cette refonte, en l'occurrence assez profonde.

Certes, pour le grand public, l'aspect général d'un véhicule compte avant toute chose. Sensible à la silhouette du véhicule retouché, il ne sera pas déçu par les nouvelles lignes que les modifications de calendriers, optiques, hayon ont ainsi créées. Les 33 à millésime 90 apparaissent ainsi plus compactes, bien qu'elles soient toujours de forme d'origine (Alfasud), et surtout plus dynamiques. Seules les portières semblent ne pas avoir été touchées dans l'affaire.

Pour autant, c'est peut-être dans ce qui se voit le moins — renforcement de l'habitacle, abaissement du centre de gravité, équilibrage général de l'ensemble mécanique — qu'il faudra trouver les grands changements par rapport aux versions précédentes.

Bien que l'on ait modifié par ailleurs les suspensions (notamment au niveau des ancrages des amortisseurs à la caisse), Alfa Romeo n'a pas jugé utile de changer la conception du

train arrière, qui reste à essieu rigide. La disposition du pédalement — décalée par rapport au conducteur — est tout autant maintenue. Côté freins, et même sur la version la plus rapide (seize soupapes), on retrouve cette obstination qui consiste à préférer des tambours à l'arrière plutôt que des disques.

Le seul groupe moteur qui, d'autre part, n'ait pas été retouché est le 1,7 litre. Les autres (1,3 et 1,5 litre) bénéficient d'améliorations essentielles situées à la hauteur des soupapes (poussoirs hydrauliques). C'est le 1,7 litre à seize soupapes qui séduira le plus les « alfaistes ». Les 137 chevaux font merveille, et ses quatre cylindres à plat (avec deux arbres à cames) répondent sans défaillance à la demande. Le tout respire à pleins poulmons. Une direction assistée donne également toute satisfaction. Et tant pis pour la planche de bord quelque peu charbonneuse et austère.

C.L.

► Prix : de 74 000 F à 115 000 F selon la version (1,3, 1,5, 1,7 Quadrifoglio Verde, cette dernière livrée avec direction assistée et ABS en série. Distribuées en France dans un mois.

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel daté 22 et 23 janvier :

## UN DÉCRET

■ N° 90-79 du 17 janvier 1990 portant publication du protocole additionnel à l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'URSS sur une coopération pour l'étude et l'exploration de l'espace à des fins pacifiques du 30 juin 1966, signé à Paris le 4 juillet 1989.

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 24 janvier :

## DES DÉCRETS

■ N° 90-82 du 22 janvier 1990 relatif à l'évaluation des politiques publiques.

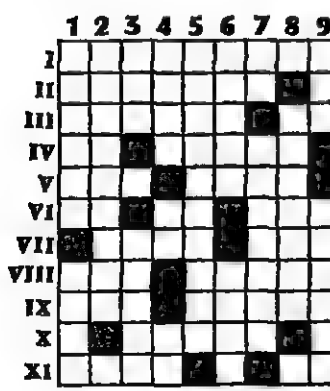
■ Du 17 janvier 1990 portant classement de sites dans les Cîtes du Nord (falaises de Trédréz) et dans la Manche (havre de Lessay).

## UN ARRÊTÉ

■ Du 30 novembre 1989 portant admission en 1989 à l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5182



## HORIZONTALEMENT

I. Cassées pour trouver un peu de liquide. — II. Sans intérêt pour ceux qui recherchent des bouquets. — III. Un adjectif qu'on n'utilise évidemment pas pour la première fois. Dans le coup. — IV. Un peu de répit. Général victime d'un enlèvement. — V. Tient à l'œil. Dure à la cuisson. — VI. Préposition. Certains sont longs. Utilisé quand on a déjà doublé. — VII. Avait une tête d'oiseau. Est parfois fleuroné. — VIII. Comme la bouche de celui qui est assis. Nom donné à un rejeton. — IX. L'Alsace et la Lorraine. Qui ont fait l'objet d'un choix. — X. Qui a pris un tain de fleur. — XI. Qui devraient être remplacés. Lettre.

## VERTICALEMENT

1. Ses aristocrates sont évidemment partisans de l'ordre. Peut encore courir quand il est vieux. — 2. Adversaires des culturalistes. — 3. Un triste sire quand il est mélancolique. Fut autrefois traité de fou. — 4. Sur la rive droite de la Saône. Un col en Haute-Garonne. Fourchette de manchot. — 5. Apportent un soutien à des colonnes. — 6. Son fils fut vraiment aveuglé par elle. Une chose dont peut avoir besoin celui qui vient de crever. — 7. Terme musical. Un travail sans difficultés. — 8. Confrère de monsieur Josse. — 9. Une poussière. C'est bien fait !

## Solution du problème n° 5181

## Horizontalement

I. Épiste. — II. Mentor. Ré. — III. Pu. Ébène. — IV. Ormus. Mi. — V. Tonus. — VI. Gamir. Et. — VII. Nue. Oie. — VIII. Aps. Néron. IX. Durs. Ricc. — X. Erato. Nie. XI. Se. Autala.

## Verticalement

1. Empoignades. — 2. Pour. Augure. — 3. En. Réera. — 4. Item. Eta. — 5. Solution. Oû. — 6. Trésorier. — 7. Erine. — 8. Remue. Cei. — 9. Résistances.

GUY BOUTY

## CARNET DU MONDE

## Naissances

— Marlon BOUVAREL et Françoise REHNER, avec Lisa et Isabelle, ont la joie d'annoncer à leurs amis la naissance de

José Georges, le 15 janvier 1990.

Bateau Le Margouillat, boulevard Monplaisir, 31400 Toulouse.

— Méline et Katia ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite sœur

Sophie, vendredi 19 janvier 1990, à 17 h 30.

La famille Gaffré s'agrandit.

17, allée du Potager, 91170 Viry-Châtillon.

## Décès

— Bernadette Christophel, née Perrault, son épouse, Mathieu, Jean, Laurent et Denis, leurs enfants.

Les familles Christophel et Perrault, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Jean-Marc CHRISTOPHEL, éditeur départemental du Secours catholique du Val-d'Oise, survenu le 22 janvier 1990, dans sa trentième année.

La cérémonie religieuse aura lieu vendredi 26 janvier, à 15 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Buc (Yvelines).

« Heureux les affamés et assoiffés de justice, car ils seront rassasiés. »  
« Heureux les artisans de paix, car ils seront appelés fils de Dieu. » (Matthieu, V, 6 et 9).

Bernadette Christophel, 3, rue Croix-de-Rome, 78490 Montfort-l'Amaury.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. François COUPVENT des GRAVIERS, ancien élève de l'Ecole polytechnique, survenu le 23 janvier 1990.

De la part de M<sup>me</sup> Coupvent des Gravier, née Dupré la Tour, De ses enfants, Petits-enfants, Et arrière-petits-enfants, Et de toute la famille.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 26 janvier, à 14 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, sa paroisse.

232, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

— M<sup>me</sup> Gérard Didet et sa fille Véronique, M. Robert Didet, M<sup>me</sup> Hélène Didet, M<sup>me</sup> Marie Richard, ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérard DIDET, agrégé de l'Université, ancien élève de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, professeur en classe préparatoire au lycée Cornélius de Rouen, survenu le 15 janvier 1990 des suites d'un cancer.

Conformément à la volonté du défunt, son corps a été incinéré et ses cendres dispersées.

44, square Guillaume-Conteley, 76230 Bois-Guillemain.

— M<sup>me</sup> Mathieu Fournier, son épouse, Romain et Quentin, ses enfants, M<sup>me</sup> Michel Fournier, sa mère, Ses frères, sœur et belle-sœur, M. et M<sup>me</sup> François Terré, ses beaux-parents et leurs enfants, ont la douleur de faire part de la mort de

Mathieu FOURNIER, le 22 janvier 1990.

Une messe sera célébrée pour lui le jeudi 25 janvier, à 8 h 30, en l'église Saint-Ferdinand des Termes.

44, rue Vital, 75016 Paris. 12, villa de Saxe, 75007 Paris. 24, rue George-Sand, 75016 Paris. 11, square Albani, 75016 Paris.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

— M<sup>me</sup> Jacques Dubois, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Laurent Dubois, Claire Dubois, M. et M<sup>me</sup> Noël Favre, M. et M<sup>me</sup> Hyacinthe Marais, Isabelle Dubois, ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques DUBOIS, capitaine au long cours.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Vaudrimesnil (Manche), le mercredi 24 janvier, à 15 heures.

32, avenue Félix-Faure, 75015 Paris.

— Orlawa, Athènes.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Georges GIGANTES,

le 8 janvier 1990, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

De la part de Ses neveux et nièces.

— Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Raphaël Hirsch et leurs enfants, M<sup>me</sup> Nicole Hirsch et ses enfants, M<sup>me</sup> Elisabeth Hirsch, M. et M<sup>me</sup> Edouard Simon et leurs enfants, M<sup>me</sup> Arlène Hirsch et ses enfants, M<sup>me</sup> Marthe Longot et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Sigismond HIRSCH, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, déporté, résistant,

survenu le 22 janvier 1990, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont lieu le mercredi 24 janvier, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise (entrée porte principale).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Père-aux-Loups, 78310 Maurepas.

— Les familles Jean-Claude Kross et leurs enfants, Marcel Kross et leurs enfants, Elisabeth Kross, ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père

Michel KROSS,

survenu le 22 janvier 1990, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, le jeudi 25 janvier, à 10 heures, où l'on se réunira pour la dernière fois.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Kross, 49, avenue Kléber, 75116 Paris.

— Le Nouvel Economiste a la tristesse de faire part du décès de son collaborateur et ami

M. Nozari MEZIANI,

survenu le 11 janvier 1990, à l'âge de vingt-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu à Vah-Eberding, en Moselle, le mardi 23 janvier.

— M. Auguste Raffalli, M. et M<sup>me</sup> Christian Raffalli, M. et M<sup>me</sup> Robert Naura, Meriem Bouderbala, Anne Raffalli, David et Marc Naura, M. et M<sup>me</sup> Auguste Durel, M. et M<sup>me</sup> Adrien Durel, Les familles Durel, Evidsten, Raffalli et Roubaud, ont la tristesse de faire part du décès de

Marguerite RAFFALLI, née Durel,

survenue à Aix-en-Provence le 18 janvier 1990.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Salvator A, 24, avenue Jules-Lissac, 13100 Aix-en-Provence.

— Le président, Les membres du conseil, Le directeur et le personnel de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon, ont le très grand regret de faire part du décès de

M. Jacques RAYMOND, assistant au département du premier cycle.

— Agnès Touraine, directeur de la branche grande diffusion Et toute l'équipe de Hachette-Jeunesse, ont la douleur de faire part du décès de

Christiane SICARD, responsable artistique,

le 22 janvier 1990, à son domicile.

L'inhumation aura lieu le jeudi 25 janvier, en l'église de Sainte-Florine (43250, Haute-Loire), à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

— Montpellier, Ville-d'Avray.

M<sup>me</sup> Jean Bazin, née Claude Sirven, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger SIRVEN,

survenu à Montpellier, le 22 janvier 1990, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques religieuses auront lieu à Montpellier, jeudi 25 janvier, à 10 h 30, en l'église de Sainte-Thérèse.

Remerciements

— M<sup>me</sup> Martine Henu, profondément touchée par les nombreuses marques de sympathie qui lui ont été témoignées, remercie toutes les personnes qui, par leur présence, message ou envoi de fleurs, se sont associées à sa peine lors des obsèques de

Charles HERNU, maître de Villerbasse, député du Rhône, ancien ministre, chevalier de la Légion d'honneur.

— Chantal et Bruno Rémond, Jean-Noël et Anne-Laure, M. et M<sup>me</sup> René Rémond, M. et M<sup>me</sup> Michel Marié, Leur famille, Et leurs amis, remercient profondément pour leur geste d'amitié et d'espoir tous ceux qui ont partagé leur douleur de perdre accidentellement le 20 décembre 1989

Raphaël RÉMOND.

« Raphaël a atteint sa dimension d'homme. »

— Claude et Paul Schurr, dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux messages d'affection qui leur sont parvenus, remercient les personnes qui leur ont apporté leur soutien à la suite du décès de leur frère et beau-frère,

Gérard SCHURR, écrivain d'art,

survenu à Paris, le 20 décembre 1989.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, le lundi 29 janvier, à 18 h 45 précises, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, 1, rue Fléchier, Paris-9.

De la part des familles Schurr, Roger-Baville, de Vanssax, d'Hing, Fischer, Blanc, de Bruno Jaubert.

« Nos obsèques, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priées de joindre à leur envoi de fleurs une des dernières bandes pour justifier de cette qualité. »

PARIS EN VISITES

JEUDI 25 JANVIER

« Le prieuré Saint-Martin-des-Champs », 10 heures, métro Arts et Métiers (Sousgarde du Paris historique).

« Exposition David » (en entier : 10 h ; 2<sup>e</sup> partie : 12 h), Musée du Louvre, accueil des groupes (G. Marbeau-Carnet).

« Saint-Germain-des-Prés, l'explosion de l'après-guerre », 11 h 30, entrée de l'exposition, Pavillon des arts, 101, rue Rampeau (Approche de l'art).

« L'abstraction : lyrique, géométrique... », 12 h 30 ; « Kupka », 12 h 30 ; « L'art conceptuel : une perspective », 15 h ; « Sophie Taeuber », 12 h 30.

« La tribune de commerce en activité », 13 h 45, métro Cité M. Polyver.

« Exposition David », 14 h, métro Palais-Royal, sortie rue de Rivoli (C. Marie).

« Eglise Saint-Gervais Saint-Protais, son quartier », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Tourisme culturel).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Restauration du passé).

« Prières de l'Occident à l'Occident », 14 h 30, RER La Défense, sortie 1 (P. Justel).

« La Grande Arche et le quartier de la Défense », 14 h 30, RER La Défense, sortie 1 (P. Justel).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Restauration du passé).

« La Palatine omnisports de Bercy », sortie métro Bercy, côté Palais omnisports (Monuments historiques).

« Ventes de Bâle, du Moyen-Age à nos jours », 15 h 15, 107, rue de Rivoli (L'art pour tous).

— M<sup>me</sup> Jacques Seyfried et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Seyfried et leurs enfants, ont le regret de faire part du décès de

M. Jacques SEYFRIED, directeur général d'UCABAIL Crédit agricole,

survenu le 22 janvier 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Très touchés par tous les témoignages de sympathie, la famille exprime à toutes les personnes qui se sont associées à sa peine, ses profonds remerciements.

Anniversaires

— Il y a trois ans nous quitte

Régine ROUSSEAU.

« On ne vient pas à bout du Mal Noir. »

Avis de messes

— A l'occasion du récent décès du général de brigade aérienne (G.R.)

Jean BARBERON, commandeur de la Légion d'honneur, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, le mardi 30 janvier 1990, à 18 h 30.

Communications diverses

— « Shalom-Hédo », l'émission politique hebdomadaire de Radio-Shalom (94.8) accueillera, mercredi 24 janvier, de 18 h 30 à 19 h 30, M. Zeev Sternhell, professeur de sciences politiques à l'université de Jérusalem.

Nominations

— M. Jean PERNY, ancien président-directeur général de Conso-Industrie et actuellement Local, à Saint-Avoid (Moselle), a été nommé chevalier dans l'ordre national du Mérite.

Soutenances de thèses

— Université Paris-VIII (Saint-Denis), le mercredi 24 janvier, bâtiment G, salle 201, à 14 h 30, M. Jean-Christophe Altias : « Savoir et pouvoir à Constantinople. Modèles de l'antiquité, de l'époque médiévale à l'époque moderne. »

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le samedi 27 janvier, à 10 heures, salle 308, entrée : 1, rue Victor-Cousin, galerie Jean-Baptiste-Dumas, escalier L (Sorbonne).

M<sup>me</sup> Dominique Rivière : « Entre Rome et le Messinisme. L'industrialisme, l'emploi, le territoire dans l'aire de développement industriel Roma-Latina ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le samedi 27 janvier, à 10 heures, salle Louis-Liard, M<sup>me</sup> Angélique Courtois-Enault : « Une œuvre retrouvée de Watteau : Comédie d'art. Ou la métamorphose d'un soi. »

« Les appartements du grand chancelier de la Légion d'honneur dans l'hôtel de Salm », 15 h 30, 2, rue de Bellechasse (D. Bouchard).

« L'Etrurie du sud. De Tarquinia à Vies », par O. Boucher (Antiquité vivante).

Mairie, 1, place d'Italie, 17 h 45 : « Victor Segalen, poète et explorateur », par M. Larose (Société d'histoire de l'archéologie du XIII<sup>e</sup> arrondissement).

23, rue de Sévigné, 18 h 15 : « Histoire générale de Paris : la vie à Lunbo à la lumière des bronzes antiques », par P. Valey (Musée Carnavalet).

Auditorium du Musée du Louvre, 18 h 30 : « Quelques aspects du maniérisme au XVI<sup>e</sup> siècle : la fascination de la Méduse », par Jean Clair (cycle Maniérisme et maniérisme).

Centre Georges-Pompidou (salle d'actualité de la PBL), 18 h 30 : « Temps présent : parler encore de la guerre d'Algérie », débat animé par F. Gellard et J. Roman.

Institut catholique, 21, rue d'Assas (salle 821), 18 h 30 : « Justice sociale et solidarité dans la loi de finances pour 1990 », par R. Blancher. Entrée libre (Les grandes conférences de Paris).

1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 18 h 30 : « Bonaparte et l'islam : le choc des cultures », avec H. Laurens, J.-C. Golin, C. Trauacker, M. Rodinson, J. Lacouture et N. Mansi (Institut du monde arabe).

35, rue de Coulmiers, 20 h 15 : « Réconciliation... retrouvez votre passé pour vous épanouir aujourd'hui. Le surconsent », par B. Ragun.

8, rue Gutenberg, 20 h 45 : « Communiquer efficacement », par D. Varma (Tépor).

## METEOROL

## SITUATION

Le ciel est nuageux avec quelques éclaircies. Les vents sont faibles. Les températures sont en hausse.

Le ciel est nuageux avec quelques éclaircies. Les vents sont faibles. Les températures sont en hausse.

Le ciel est nuageux avec quelques éclaircies. Les vents sont faibles. Les températures sont en hausse.

Le ciel est nuageux avec quelques éclaircies. Les vents sont faibles. Les températures sont en hausse.

Le ciel est nuageux avec quelques éclaircies. Les vents sont faibles. Les températures sont en hausse.

Le ciel est nuageux avec quelques éclaircies. Les vents sont faibles. Les températures sont en hausse.

Le ciel est nuageux avec quelques éclaircies. Les vents sont faibles. Les températures sont en hausse.

Le ciel est nuageux avec quelques éclaircies. Les vents sont faibles. Les températures sont en hausse.

Le ciel est nuageux avec quelques éclaircies. Les vents sont faibles. Les températures sont en hausse.

Le ciel est nuageux avec quelques éclaircies. Les vents sont faibles. Les températures sont en hausse.

Le ciel est nuageux avec quelques éclaircies. Les vents sont faibles. Les températures sont en hausse.

Le ciel est nuageux avec quelques éclaircies. Les vents sont faibles. Les températures sont en hausse.

Le ciel est nuageux avec quelques éclaircies. Les vents sont faibles. Les températures sont en hausse.







## CULTURE

## PHOTOGRAPHIE

## Mort de Roman Vichniac

*Ce photographe était célèbre pour ses images sur la vie des populations juives en Europe centrale*

Le photographe Roman Vichniac est mort d'un cancer, le 22 janvier à New-York. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Né le 18 août 1897 à Pavlovo, près de Saint-Petersbourg, homme aux talents, aux cultures et aux intérêts multiples, Roman Vichniac s'était toujours passionné pour la photo. Ses premiers clichés datent de 1905 : il avait huit ans. Un an plus tard, il s'intéressait déjà à ce qui devait devenir une des principales activités de son existence : la microphotographie. Chercheur, scientifique, médecin, biologiste, professeur d'université — entre autres, — Roman Vichniac était avant tout un visionnaire.

Dès le début de la montée de la « peste brune » il sentait que sa communauté va disparaître. Mais il lui faut à tout prix que son image persiste. Alors, durant quatre ans, il parvient sous divers déguisements, de la manière souvent la plus rocambolesque mais toujours la plus dangereuse pour lui, à traquer avec amour les scènes quotidiennes de juifs, lituaniens, lettons, hongrois, polonais et tchécoslovaques.

En dépit de toutes les ruses qu'il déploie, il est arrêté onze fois. Mais ses séjours en prison, dont à chaque fois il est miraculeusement sorti, ne le découragent pas. Il parvient à cacher seize mille clichés clandestins en terre hollandaise et en retrouve deux mille après la fin de la guerre.

Il rejoint la France en 1939 et, de nouveau, son optimisme et son courage lui permettent de reconstruire la liberté. Emigration aux États-Unis, pérégrinations dans divers pays, études et recherches, le font connaître un peu partout dans le monde.

Mais le monde ignore toujours l'existence de ses précieuses photos qui constituent l'unique témoignage d'un monde disparu (titre d'un recueil de 180 photos enfin parues en 1975 aux Éditions du Seuil).

Lorsque nous lui demandons la cause de ce long silence, il répondait, toujours souriant : « Mais, pendant plus de trente ans, personne n'avait voulu les publier. » Quand les photos sortent enfin de l'ombre, grâce à de nombreuses expositions dans le monde entier, leur succès est immense. L. V.

## DANSE

## Les oiseaux ivres de Paul Taylor

*Invitée au palais Garnier*

*la Paul Taylor Dance Company séduit... et laisse sur sa faim*

« Je conçois mes ballets, dit Paul Taylor, à partir aussi bien de merveilles proprement miraculeuses comme les phénomènes naturels, le mécanisme des marées, l'évolution des espèces à l'échelle, à l'homme, le mouvement des planètes, que des événements spectaculaires qui constituent les mariages, les enterrements ou les fêtes d'anniversaire devant les guichets de banque ; et je tire aussi des sujets de toutes ces choses abominables que sont les peintures du dimanche, les « objets d'art », les minitels pornos, les séchoirs à cheveux, les serviettes-bavoirs pour manger des crustacés et la musique, cet « environnement musical » qu'on nous déverse dans les aéroports, l'ascenseur, le cabinet du dentiste... »

Cette pléiade professionnelle de foi laisse un peu perplexe, car on ne voit pas du premier coup toutes ces choses mirobolantes dans les ballets de Paul Taylor. Est-ce la faute du premier programme présenté à l'Opéra par la Paul Taylor Dance Company, trop univoque, trop uniquement axé sur l'humour et la musicalité qui sont, comme on sait, les deux mamelles du chorégraphe américain ? Est-ce la modernité, celle qui a un coup dans l'œil, mine de rien, elle sera bientôt centenaire ?

Depuis trente-cinq ans qu'existe la Paul Taylor Dance Company et qu'elle se produit assez régulièrement à Paris, avons-nous trop cédé au chant des sirènes post-modernes et post-post-modernes ? Toujours est-il qu'on traîne un peu la patte en se rendant au palais Garnier... et qu'on la traîne encore en sortant. Retournons à nos fauteuils et tâchons de dissiper cette morosité.

Il faut se dépêcher d'admirer le ravissant groupe immobilité sur lequel s'ouvre le rideau de *Brandenburgs* : c'est le seul moment de pose, ou de pause, qu'on verra de la soirée. Le mouvement perpétuel est roi chez Taylor : les entrées, les sorties, ce qui se passe au sol ou dans les airs, tout s'enchaîne avec une fluidité étonnante, qui doit demander aux danseurs un contrôle exceptionnel.

Ici, sur fond noir, trois filles en tunique bleue et cinq garçons en collant gris pâle, torse nu, proposent une traduction visuelle de deux *Concertos Brandebourgeois* de Jean-Sébastien Bach (le n° 6 et le n° 3). Les garçons dansent le plus souvent groupés, comme un vol d'oiseaux ivres : les grands jetés en diagonale d'une coulisse à l'autre abondent, comme ces bras tendus à l'oblique qui soulignent l'idée d'élan, d'envol, d'extraversion.

Les mouvements lents des concertos sont confiés à un garçon en collant bleu, à l'estomac un peu épais, qui danse avec les trois filles ou exécute un assez joli solo presque sur place, fait d'équilibres et de ruptures. Le finale ramène les grands sauts, les tourbillons. Ce

ballet, qui date de 1988, ne renouvelle pas beaucoup le langage d'*Aurèle* (1962), qui fit la célébrité de Paul Taylor.

## Un hommage farceur à l'Amérique

Danbury Mix, composé sur diverses œuvres de Charles Ives (qui naquit et vécut à Danbury, Connecticut), apparaît comme un hommage farceur à l'Amérique, symbolisée par une statue de la Liberté en robe argentée, auréole de piquants sur la tête. Autour d'elle papillonnent des garçons encore torse nu, en collants noirs et des filles en robe noire.

La chorégraphie épouse les humeurs, ô combien capricieuses, de la musique, qui mêle aux passages les plus éhémérés des caricatures d'hymnes nationaux, des airs d'opéra, de cirque ou de musical : elle est tour à tour élégante et dévergondée, sérieuse ou cocasse, elle fuit à l'occasion avec la valse ou le finale de revue.

Le décor varie, tout à tour simple ligne lumineuse bleue, rectangles rouges et blancs ou simple fond clair sur lequel jouent des ombres chinoises. Les danseurs entrent à quatre pattes, voire à trois pattes en boitant un peu ; de nombreuses chutes en tous sens, dont ils se relèvent à toute vitesse, alternent avec d'amples gestes codés. L'ensemble dégage un sentiment d'exploration un peu cacophonique, un peu brouillon — et la statue de la Liberté côté le ballet en se tordant silencieusement de rire, sur fond de *Star spangled banner*, en noir et blanc, descendus des cintres.

Rien ne ressemble au premier ballet de Taylor comme... le troisième ballet de Taylor qui termine la soirée, *Arden Court* (1981). Des musiques pimpantes et triomphales de William Boyce (symphonies n° 1, 3, 5, 7 et 8) ont remplacé Bach, et des maillots mouchetés, les collants gris de *Brandenburgs*, mais l'on retrouve les mêmes grands sauts en diagonale, les mêmes bras obliques, la même jubilation du mouvement. Une immense rose sert de décor. Deux garçons facétieux pimentent un peu les mouvements lents, lyriques, confiés à des couples ; le final très vif réunit les neuf danseurs par groupes de trois, les filles se lançant dans d'acrobatiques portés entre deux garçons. Pourquoi baillons-nous ? Peut-être parce qu'il s'agit d'une danse qui n'a d'autre sujet qu'elle-même, qui ne renvoie qu'à elle-même, alors que nous avons pris l'habitude d'autres interrogations, d'autres vertiges.

SYLVIE DE NUSSAC  
Opéra de Paris-palais Garnier, jusqu'au 28 janvier. Deuxième programme (*Syzygy, Polaris et le Sacre du printemps*), les 24, 28 et 29. Tél. : 47-42-53-71.

## SPORTS

## AUTOMOBILISME : le Rallye Monte-Carlo

## Le Suédois des Japonais

Le Français Didier Auriol (Lancia Intégrale 16 S) abordera la dernière nuit du Rallye Monte-Carlo — dont l'arrivée est prévue jeudi 25 janvier — avec 4 secondes d'avance sur l'Espagnol Carlos Sainz (Toyota Celica). Jamais une marque japonaise n'avait été aussi proche d'une possible victoire dans le plus prestigieux des rallyes du championnat du monde.

## MONACO

de notre envoyé spécial

Un Suédois à la tête du Toyota Team Europe ! L'événement peut surprendre lorsqu'on connaît les méthodes de travail des Japonais et leur culte du secret dans les domaines technologiques. Il est plus logique si l'on considère leur pragmatisme dans les secteurs où ils ont beaucoup à apprendre et où ils doivent rapidement progresser. Lorsqu'ils ont nommé Ove Andersson à la direction du Toyota Team Europe, à sa création en 1975, les responsables de la firme japonaise ignoraient tout du championnat du monde des rallyes. Ancien pilote officiel chez Lancia,

Ford, Alpine-Renault, Peugeot et Toyota, avec plusieurs rallyes à son palmarès (Monte-Carlo, Sanremo, Acropole et Safari), le Suédois pouvait faire gagner des mois, voire des années, aux techniciens japonais.

La tâche d'Ove Andersson avait été facilitée, dans un premier temps, par le « réalisme » commercial des Japonais. Considérant que le marché africain était plus facile à conquérir que celui de la vieille Europe avec ses barrières douanières, le Suédois avait eu pour mission de concentrer ses efforts sur les deux épreuves africaines du championnat du monde. Trois succès au Rallye de Côte d'Ivoire (1983, 1985 et 1986) et surtout trois triomphes au Safari Rally (1984, 1985 et 1986) face aux monstres du groupe B (Audi Quattro, Lancia Rally et 205 T16) avaient conforté l'image « africaine » de Toyota, devenu le premier exportateur sur ce continent.

L'heure était venue de s'attaquer au marché européen. Les moyens financiers du premier constructeur mondial auraient pu lui permettre de produire à cinq mille exemplaires par an (règle d'homologation pour les voitures du groupe A) un modèle sportif. Privilégiant les

objectifs commerciaux, les responsables de Toyota ont préféré promouvoir un modèle à grande diffusion, la Celica.

## Une seule saison d'apprentissage

Dès juin 1987, l'équipe d'Ove Andersson a travaillé sur la Celica pour l'adapter à la compétition. Dix mois plus tard, Juha Kankkunen, alors champion du monde en titre, faisait débiter la première version au Tour de Corse. Une seule saison d'apprentissage a été suffisante avant d'obtenir une première victoire au Rallye d'Australie 1989 face à une équipe Lancia un peu démotivée par l'assurance de conquérir un troisième titre mondial consécutif.

Plus significatives avaient été les performances de l'Espagnol Carlos Sainz, qui avait longtemps mené dans le Rallye des 1 000 Lacs, dans celui de Sanremo et dans le RAC avant de rétrograder en extrême pour des problèmes techniques. « Nous avons tiré les leçons du passé et fait bon profit de la trêve hivernale », assure Ove Andersson avant le départ du Monte-Carlo.

L'absence de neige a déjà confirmé les progrès en fiabilité de

la Celica sur le goudron, très éprouvant pour la transmission et les suspensions. Carlos Sainz a même profité des problèmes de Didier Auriol, qui ne pouvait plus négocier les virages en épingle avec son frein à main, pour prendre provisoirement la tête du classement général après l'avant-dernière spéciale de l'étape commune.

Didier Auriol pourra aborder l'étape finale, la fameuse « nuit du Turin », avec 4 secondes d'avance et un gros moral. Depuis le départ, il s'est nettement imposé dans les trois spéciales disputées à la lueur des phares. Mais il aura cette fois une énorme pression. Avec le retard accumulé par Massimo Biasion, le champion du monde, tous les espoirs de Lancia reposent sur lui pour une cinquième victoire consécutive en principalat.

## GÉRARD ALBOUY

## Classement de l'étape commune

(dix-huit spéciales chronométrées)

1. Auriol-Occelli (Lancia Intégrale, 16 S), en 4 h 16 min ; 2. Sainz-Moya (Toyota Celica), à 4 s ; 3. Biasion-Siviero (Lancia Intégrale, 16 S), à 2 min 26 s ; 4. Cerrito-Cerri (Lancia Intégrale 16 S), à 4 min 11 s ; 5. Schwarz-Wiescha (Toyota Celica), à 5 min 42 s.

## Résultats

## BASKET-BALL

## COUPE DES COUPES (premier tour retour)

Poule B. — \*Mühous (Fra.) b. Partizan Belgrade (You.), 80-71 ; \*PAOK Salonique (Gr.) b. Real Madrid (Esp.), 80-77.

Classement. — 1. Real Madrid, PAOK Salonique, 7 pts ; 2. Mühous, Partizan Belgrade, 6 pts.

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

En succédant à Daniel Augereau à la tête du club de basket-ball de Nantes (NBC), Nicole Brossaud-Billot, âgée de cinquante-deux ans, devient la première femme président d'une équipe de haut niveau. Elle aura à affronter une situation financière difficile (déficit : 600 000 francs), dont le club doit demander le redressement.

## SKI ALPIN

## COUPE DU MONDE

Slalom géant messieurs de Verbenaux (Suisse). — 1. Kroll (Aut.), 2 min 46 s 62 ; 2. Strödel (Aut.), 2 min 47 s 15 ; 3. Nierlich (Aut.), 2 min 47 s 16.

Classement provisoire de la Coupe du monde. — 1. Zurbeggen (Sui.), 212 pts ; 2. Furuseth (Nor.), 180 pts ; 3. Sinner (RFA), 144 pts ; 4. Piccard (Fra.), 83 pts.

## TENNIS

## INTERNATIONAUX D'AUSTRALIE A MELBOURNE

Simple messieurs : quarts de finale. — 1. Lendl (États-Unis) b. A. Chausse (URSS), 6-3, 6-2, 6-3 ; 2. Edberg (Sue.) b. 31 D. Wheaton (États-Unis), 7-6, 6-2 ; 3. Wilander (Sue.) b. 81 B. Becker (RFA), 6-4, 6-4, 6-2.

## EN BREF

■ **AUTOMOBILISME** : les chicanes des 24 Heures du Mans. — L'Automobile club de l'Ouest (ACO) s'est déclaré d'accord le 23 janvier pour faire procéder aux travaux demandés par la Fédération internationale du sport automobile (FISA) dans la ligne droite des Hunaudières (construction de deux chicanes destinées à réduire la vitesse afin que les 24 Heures du Mans soient inscrites au calendrier du championnat du monde des sports-prototypes 1990 les 16 et 17 juin. Toutefois l'ACO a indiqué qu'elle ne présenterait pas au président Balestre les excuses qu'il avait demandées.

■ **OMNISPORTS** : les Jeux du Commonwealth. — Les nations africaines qui doivent participer du 24 janvier au 3 février au Jeux du Commonwealth à Auckland (Nouvelle-Zélande) ne se sont pas alignées, après une réunion de deux heures et demi, trente chefs de délégations le 22 janvier, sur la proposition du Nigeria, qui suggérait soit l'exclusion de l'Angleterre soit le boycottage des compétitions à cause de la tournée rebelle de cricket qui se déroule en Afrique du Sud depuis le 20 janvier.

■ **Assises européennes du sport**. — Des assises européennes du sport auront lieu du 26 au 28 janvier à Villeneuve-d'Ascq, à l'initiative de l'Association internationale pour le management du sport. Renseignements : 40-81-80-06.

## SQUASH : la suspension pour dopage de Julien Bonetat

## Comment doser la testostérone chez un adolescent ?

Après avoir subi un contrôle antidopage positif, le joueur de squash Julien Bonetat, dix-huit ans, a été suspendu un an. Son entourage, s'appuyant sur un cas antérieur similaire, met en cause l'exactitude des données concernant le produit anabolisant incriminé, la testostérone, fournies par le Comité international olympique (CIO).

Jun 1988 : Cyril Sabatier n'a pas encore dix-sept ans et s'impose avec la plus grande facilité dans le championnat de France juniors de cyclisme sur route. Six semaines plus tard, il est averti que le contrôle antidopage, auquel il s'est alors soumis, a révélé un taux important de testostérone dans ses urines.

Depuis cette époque, le jeune coureur, appuyé par son père, plaide la bonne foi, exige d'être réhabilité, se livre à de multiples analyses médicales dans un seul but : prouver que son taux naturel de sécrétion de testostérone est élevé, et qu'il s'est donc trouvé hors des normes édictées par le Comité international olympique (CIO) et adoptées par la plupart des fédérations internationales, sans pour autant avoir eu recours à des produits de testostérone.

Mai 1989 : Julien Bonetat, le grand espoir du squash français, participe aux championnats de France. Six mois plus tard, alors qu'il semble que les résultats du contrôle antidopage auquel il s'est soumis se soient égarés entre le laboratoire national antidopage du professeur Lafarge et la Fédération française de squash, le joueur toulonnais, âgé de dix-huit ans, apprend qu'un taux élevé de testostérone a été trouvé dans ses urines.

Les deux affaires présentent de nombreux points communs : elles concernent deux sportifs adolescents, soupçonnés d'avoir eu recours à une hormone, la testostérone, qui figure sur les listes des produits dopants interdits. Les défenseurs des deux jeunes gens avancent aujourd'hui le même argument : en période pubertaire, la présence de testostérone naturelle dans l'organisme subit des variations importantes, qui peuvent notamment la faire passer au-dessus du taux autorisé par les instances sportives internationales.

La testostérone pose un problème supplémentaire par rapport

aux autres produits anabolisants prohibés : l'organisme masculin en sécrète naturellement. Il faut donc pouvoir faire la part de la testostérone produite par l'homme et de celle qui peut être apportée par des traitements médicaux.

Cette hormone est présente en très faible quantité chez la femme, mais elle contribue chez l'homme au développement des caractères masculins (voix, peau, système pileux) et à la construction des protéines osseuses et musculaires. Ce dernier point en fait un produit intéressant pour favoriser un développement musculaire artificiel.

Comment révéler l'apport de testostérone chez un sportif ? Le professeur Donike (RFA), membre de la commission scientifique du CIO, a réalisé des travaux sur ce point. Il s'est intéressé au rapport de la présence dans les urines de testostérone et d'épitéstostérone, un métabolite de la testostérone, c'est-à-dire un produit de la transformation dans l'organisme de la testostérone naturelle. La testostérone introduite artificiellement ne produisant pas d'épitéstostérone, un rapport élevé trahit la présence de testostérone d'origine extérieure à l'organisme.

## Des pics anarchiques

« Des travaux déjà assez anciens font état d'un rapport moyen testostérone-épitéstostérone de 1,5 », affirme le professeur Dehennin, de la Fondation de recherche en hormonologie de Fresnes (Val-de-Marne). L'écart-type étant de 1,0, on estime qu'il y a peu de chances que chez un individu sain le rapport dépasse 2,5.

Sur les conseils du professeur Donike, le CIO a établi à 6 le rapport au-delà duquel un sportif est considéré comme dopé à la testostérone. La marge est donc importante. Cyril Sabatier et Julien Bonetat ont dépassé ce seuil. Une analyse supplémentaire demandée par le joueur de squash au professeur Dehennin a d'ailleurs révélé un taux de testostérone-épitéstostérone de 6,2 chez Julien Bonetat.

Ces jeunes gens sont-ils dopés ? Selon les règlements internationaux, indubitablement. Mais les spécialistes médicaux sont loin d'être d'accord sur la valeur de référence de ce fameux « rapport de 6 ».

Le docteur Bruno de Lignières, endocrinologue à Nec-

ker, affirme ainsi : « A la puberté, des pics anarchiques de production de testostérone peuvent apparaître à un moment quelconque de la journée, notamment en cas d'activité physique intense ou de fatigue forte. Je me souviens qu'il y a quelques années des cas de rapports testostérone/épitéstostérone extrêmement élevés, pouvant atteindre une valeur de 10, ont été observés chez des adolescents. »

## Jusqu'au Conseil d'Etat

Les travaux sur ce thème sont malheureusement rares et pour la plupart anciens. L'étude de l'épitéstostérone n'intéresse pas les endocrinologues et n'a trouvé de débouché qu'en matière de lutte antidopage. Les travaux du professeur Donike sont donc fort isolés.

« Ce qui est certain, c'est que la grande majorité des sportifs soumis à des tests révèlent un ratio normal », déclare le professeur Robert Degal, directeur de l'Institut national de recherche scientifique de Montréal et membre de la commission scientifique du CIO. Les deux cas dont il est question sont exceptionnels, et je n'ai jamais entendu parler de cas similaires ailleurs qu'en France. S'il peut être prouvé que le rapport testostérone/épitéstostérone de ces jeunes gens est naturellement supérieur à la norme, la commission scientifique du CIO pourra être appelée à réexaminer la question. »

La faille ouverte par Cyril Sabatier, puis aujourd'hui par Julien Bonetat, risque évidemment d'être mise à profit par des sportifs réellement dopés mais qui pourraient ainsi protester, de leur bonne foi.

« Les personnes incriminées vont alors faire systématiquement repasser leur défense sur ces arguments », redoute le docteur Gabriel Collé, responsable de la lutte antidopage au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Le débat a été porté par la famille Sabatier jusqu'au Conseil d'Etat. Une commission de trois experts (désignés respectivement par le Conseil d'Etat, le plaignant et la Fédération française de cyclisme) doit rendre ses conclusions, d'ici à quelques semaines, au service du contentieux du Conseil d'Etat. Après la suspension de Julien Bonetat, sa famille a l'intention d'engager la même procédure.

GILLES VAN KOTE

**EX.CO.SUP**  
MÉDECINE - PHARMACIE  
De la Terminale à la 2<sup>e</sup> année  
10 centres de préparation  
CLASSES PRÉPARATOIRES  
Recyclage - Encadrement - Révisions  
12, rue Hautefeuille - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33

**Le Monde**  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356



mais

**GERARD ALBOUY**

**Classement de l'étape commune**  
(des deux espèces chronométrées)

1. Anrovi-Osselli (Lancia Integrale, 16 S), en 4 h 10 min. 2. Saint-Moya (Toyota Celica), à 4 s. 3. Bissini-Siviero (Lancia Integrale, 16 S), à 2 s. 4. Cerruto-Cini (Lancia Integrale 16 S), à 4 min 11 s. 5. Schwarz-Wichs (Toyota Celica), à 5 min 42 s.

## BASKET-BALL

## COUPE DES COUP

Paula B. - \*M. House (Fr.) & Par-  
tisan Belgrade (Yug.). 80-71; \*PAOK  
Sofonque (Gre.) & Real Madrid (Esp.).  
80-77

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

En succédant à Daniel Augereau à la tête du club de basket-ball de Nantes, l'ASBC "Jeanne d'Arc"-ASBC, l'âge de l'entraîneur, est devenu la première surprise phare d'une équipe de haut niveau. Elle aura à affronter une attaque menée par l'ailier (6'6"10) Olivier L'Etang, le PACE DCC "France" dans le municipal à défendre la "redoutant".

**SEY ALPIN**

## CULPE DU MONDE

Blason: quatre messieurs de Valenciennes. S. Jean: 1 Kral (Aut.) 2 m 46 s 62. 2. Struz (Aut.) 2 m 47 s 2. 3. Gersch (Aut.) 2 m 47 s 76.

re, professeur de la C

**Die Autoren:** — Dr. Ludwig Schell (Soll),  
Dr. Hans-Joachim Hentrich, 180 ps;  
Dr. Helmut Grottel, 44 ps — B. Picard  
— Dr. J. J. J.

**70-445**

INTERNATIONAL D'AUSTRALE  
A MELBOURNE

[illegible]

## EN BREF

MEMORISSE : 14

[illegible]

**CHAMPIONS : les Jeux de**

[illegible][illegible]**ANTEN COMBIN/PHOTO SELECTION**

L'âge sied à la musique. Le public applaudit volontiers un chef d'orchestre septagénaire, le fête sans arrière-pensée un compositeur septuagénnaire et vénère comme son dieu un pianiste octogénaire. La surprise de cette fin de siècle est que la branche cadette de la musique contemporaine, le rock, entre à son tour dans la cour des vieux.

Cette surprise n'est pas mince. Qui aurait parié dans les années 60, et plus tard, sur l'exceptionnelle longévité des Beatles, des Rolling Stones, d'Eric Clapton, Neil Young, des Who ou de Bob Dylan ? Certains ont eu des passages à vide, plus ou moins longs. Mais tous sont là aujourd'hui, présents dans les bacs des disquaires. Plus de trente ans quelquefois après leurs débuts. Parce que leur musique s'écrit, s'écrit, encore

et toujours, au rythme des espoirs et des fantasmes de générations successives (lire, page 25 l'article de Michel Brondeau).

Comme la plupart des interprètes, les rockers bouffent avec le temps. D'autant qu'ayant modelé le son d'aujourd'hui des leurs premiers albums, ils ont inventé une musique que tous les groupes de la deuxième génération, malgré la vague punk, ne sont pas parvenus à supplanter (lire page 26 le témoignage de Nick Kent, critique britannique qui a chroniqué tous les bouleversements du rock depuis plus de quinze ans).

Figure emblématique, figure de légende, Bob Dylan vient à Paris, après trente ans de bons et moins

bons services. Mais, *Oh Mercy!*, son dernier album, est vraiment réussi. Un large public, sans passer pour attardé, ira donc au Grand Rex la tête haute (*lire notre article page 24*).

Cette longévité n'est pas un enjeu de petite importance. Elle conditionne les décisions des géants de l'édition et de la programmation musicales dans le monde entier. Publier le legs des Beatles en disques compacts revêt la même importance économique que l'édition posthume du grand œuvre de Karajan. Aujourd'hui, le rock est vivant, et profitable. Il s'est ouvert en grand les voies de la reconnaissance. On peut miser sur sa pérennité.

**THOMAS SOTINEL**

## CINÉMA

27

## La révolution douce de Louis Malle



Les événements d'un printemps parisien au cours duquel la France a bien failli basculer, comme a pu les vivre, sans les partager, une province bourgeoise et frileuse ; la révolution étudiante de 1968, passée au crible des conventions infrangibles de la bonne société ; tel est le sujet du dernier Louis Malle, *Milou en mai*, avec Michel Piccoli (au côté de Mios-Mios), formidable.

**MUSIQUES**

31

**Solal**  
**accompagne l'Herbier**



Commenter image par image, un œil rivé sur l'écran l'autre au clavier, les mille péripéties d'un film muet : à ce vieil exercice du « tapeur à pages », Martial Solal, grosse tête du piano jazz, accepte de se livrer. A profit cette fois de *Feu Mathias Pascal*, film rare de Marcel L'Herbier d'après Pirandello et premier rôle de Michel Simon.

## ARTS

33

## Les peintres soviétiques exportés à l'Ouest



Hier peintre soviétique non conformiste dont les œuvres passaient à l'Ouest sous le manteau, Ilya Kabakov est aujourd'hui un artiste largement reconnu sur la scène artistique internationale, voire une vedette. Il est représenté, ainsi que plusieurs de ses compagnons de route, dans l'exposition « De la révolution à la perestroïka », à Saint-Etienne.



## ROCK

QUATRE NUITS AU GRAND REX POUR UNE LÉGENDE

## Le dit de Dylan

**Encore un vieux rocker qui revient par la grande porte. Album réussi, quatre concerts dans une salle à taille humaine, Bob Dylan suit le parcours obligé de la légende quadragénaire. Apparemment, car le cheminement de l'ex-barde de Greenwich Village n'a jamais obéi aux lois universelles du rock.**

C'EST en 1966 que Bob Dylan mit au point une figure majeure de la chorégraphie des rock stars : la disparition (en anglais, *the vanishing act*). A l'époque, son management fit savoir aux fidèles que le prophète avait été victime d'un accident de motocyclette (échos de Marlon Brando et James Dean). Aujourd'hui, la plupart des biographies s'accordent à penser que Dylan était plus prosaïquement en cure de désintoxication. Mais l'essentiel est ailleurs : cet évanouissement portait en lui le mouvement inverse, le retour, le come-back. Dans ce cas spécifique, ce fut le brillant *John Wesley Harding*, une poignée de chansons d'une simplicité et d'une complexité bibliques qui marquaient la fin d'un hiatus d'un an.

En 1989, Bob Dylan parcourt le monde en ne jouant que dans des salles moyennes (à Paris, le Grand Rex, un choix raisonnable même si l'on peut regretter que l'Olympia, qui accueillit ses débuts français en 1966, n'ait pas été libre). Il revient encore une fois, mais *Oh Mercy!*, son dernier album, ne marque pas la fin d'une absence physique. Ces dernières années, l'ex-porte-parole d'une génération n'était pas avarié de sa présence, seulement de son talent. Il allait du sublime au médiocre sans logique aucune : on achetait le nouveau Dylan comme un billet de loterie, dans l'espoir de retrouver sur quelques titres un écho magique, une fulgurance.

A ce jeu, on a gagné le gros lot pour la dernière fois en 1974 avec *Blood on the Tracks*, un disque noir (on en était encore au vinyle) et profond, d'un dépouillement et d'une force extrêmes. Parmi les prix de deuxième rang, l'aventure bobémienne de l'ensemble *Desire* (l'album), *Rolling Thunder Review* (la tournée) et *Renaldo and Clara* (le film). Sur le coup, en 1975, on avait eu envie de célébrer tout à la fois l'accroissement de l'offre (tout ça se passait six ans à peine après qu'un demi-million de Vladimir et d'Estragon, réunis à Woodstock, eurent passé un week-end à attendre Dylan, et voilà qu'on pouvait le surprendre dans un club !) et le retour à l'engagement politique.

Parmi les squelettes accumulés dans le placard : les zig-zags religieux (albums *Slow Train Coming* et *Saved*) et le préchi-précha y afférant, la tournée avec le Grateful Dead et le double disque en public qui a gravé pour l'éternité ce nadir, quelque chose comme le trou noir correspondant à la super-nova de *Blonde on Blonde*. Et puis, aussi, quelques concerts – dont le dernier à Bercy – qui auraient pu susciter l'intervention des organisations de consommateurs, si elles s'intéressaient au rock'n'roll, tant le mépris du client y était affiché. En France, même sa compagnie de disques, CBS, à qui il est pourtant marié depuis son premier album, ne manifestait plus grand enthousiasme à l'idée de vendre un onzième album médiocre.

Le rappel de ces tribulations servira d'abord à resituer l'heureuse surprise que fut l'écoute de *Oh Mercy!*, à l'automne dernier. On savait que Dylan était parti chez Daniel Lanois, à la Nouvelle-Orléans,

pour l'enregistrer. On savait également – car la baisse de statut de Dylan n'était pas allée jusqu'à le faire sortir des échos de la presse spécialisée – que les Neville Brothers participaient peu ou prou à la réalisation. A posteriori, on peut toujours se dire que ces deux éléments auraient dû suffire pour deviner cette espèce de renaissance. Daniel Lanois et Bob Dylan étaient faits l'un pour l'autre, même si le producteur acadien pourrait être le fils du chanteur du Minnesota. Que l'on écoute l'album solo de Lanois ou les disques qu'il a produits, on sent courir cette même veine mystique, ce goût de l'épopée, des symboles apocalyptiques, auxquels Dylan revient sans cesse depuis maintenant presque trente ans. Chez Lanois, cette mesure dans l'imagerie trouve son contrepoint dans la rigueur du son, une économie spartiate, tempérée par la profondeur de la vision. Bref, tout ce qui fait défaut à Dylan.

Le grand titre de gloire de Lanois est d'avoir reconstruit autour de Dylan un appareil musical cohérent et porteur, épreuve où Mark Knopfler (Dire Straits) ou Dave Stewart (Eurythmics) avaient échoué. Au début des années 60, l'austérité instrumentale et mélodique du folk avait constitué un cadre autour duquel le chanteur tissait ses vaticinations. Puis, pour la séquence *Bringing It All Back Home - Highway 61 Revisited - Blonde on Blonde*, cette trilogie stupéfiante qui n'a d'équivalent que la production des Beatles à la même période (1965-1967), ce sont des musiciens (essentiellement le guitariste Robbie Robertson, futur leader du Band) qui jouèrent les garde-fous. Pour *Oh Mercy!*, Lanois a créé un paysage dans lequel Dylan retrouve une vie, un sens que l'on croyait perdus.

Même si Dylan, à cause de sa brève retraite de 1966, fut comparé à Rimbaud, ses textes supportent mal qu'on leur enlève les béquilles de la musique et de l'interprétation. C'était déjà vrai de *Like a Rolling Stone*, métaphore sociale (le portrait d'une débutante qui s'est trop écaillée, figure emblématique d'une jeunesse américaine qui, en 1965, commençait à chercher des réponses à son malaise dans les émeutes des ghettos) une métaphore culminant dans une accumulation d'images qui s'annulent les unes les autres, Napoléon en loque, un diplomate sur une monture de chrome, de quoi occuper les dylanologues. Mais au bout de deux couplets, quand tout s'effiloche dans tous les coins, l'orgue d'Al Kooper porte toujours la voix de Dylan, et les vagissements du refrain (*Do you want to make a deeeeeeceee!*), l'une des voyelles les plus longues de l'histoire du rock) valent bien une place dans une anthologie des poètes américains du vingtième siècle.

C'est un petit basculement qui exaspère toujours les non-convertis. Ceux qui ne retiennent des Beatles que les rimes de mirilton, de Dylan que le nasillement, du Clash que l'inexpérience des musiciens : le rock n'est pas une musique savante, encore moins une science exacte, et les plus fûtes de ses créateurs ne savent qu'organiser des accidents. C'est ce qui est arrivé à Lanois et Dylan, sur un registre intimiste et sombre. C'est comme si le chanteur s'était souvenu de son pouvoir ancien (et peut-être les reprises de *With God On Our Side* et *Hattie Carroll*, sur le dernier disque des Neville Brothers, lui ont-elles rafraîchi la mémoire), comme s'il osait aller jusqu'au bout d'une idée. *Man In A Long Black Coat* est sans doute l'une des meilleures chansons qu'il ait jamais écrites.

Ce qui pourrait presque faire relever la tête aux dylanologues, une profession qui est au rock ce que celle de porteur d'eau est aux rues de Paris. Mais il y a longtemps que Dylan ne joue plus le jeu : quand on lui demande la signification des deux vers de *Man In A Long Black Coat* : *People don't live or die/People just float* (on ne vit pas, on ne meurt pas/on flotte), il répond qu'il avait besoin d'une rime à *Coat*. Il y a bien longtemps, il jouissait du même statut (inaccessible mais omniprésent) que Michael Jackson aujourd'hui. Déjà l'image importait, mais aussi le contenu, et Dylan semblait s'amuser à brouiller les pistes. Aujourd'hui, au bout de tant de chansons ratées, d'interviews laborieuses (trois pages décrivant le journaliste à la poursuite de la star, deux pages de lieux communs plus ou moins cohérents), tout ceux qui veulent bien le savoir savent que Dylan n'est pas un prophète, surtout pas un intellectuel. Les protest-songs des débuts ont entretenu un instant l'idée que Dylan était un chanteur politique, comme l'avait été Woodie Guthrie, son premier maître. En fait, son analyse ne va jamais au-delà de l'indignation et ses chansons valent parfois mieux que ses causes (voir son élogie à Joey Gallo, tueur de la Mafia, sur l'album *Desire*).

Simplement, au moment où l'on savait tout ce qu'il n'était pas, où l'on avait même envie de lui demander de se mettre en semi-retraite, d'arrêter de gâcher les souvenirs, il s'est remis à vivre sous nos yeux pour redevenir un mystère.

THOMAS SOTINEL

★ Les 29, 30, 31 janvier et 1<sup>er</sup> février à 20 heures au Grand Rex, 1, bd Poissonnière, Paris 2<sup>e</sup>. Réservation FNAC, Bille-



## Disques d'or et cartes vermeil

C'est la faute à George Harrison. Il y a deux ans, à la veille de la sortie de *Cloud Nine*, l'ex-guitariste des Beatles avait réussi à user jusqu'au dernier penny le capital qui lui était revenu à la dissolution du groupe. Une série d'albums en solo, dont la qualité allait décroissant pour atteindre la franche médiocrité (*Gone Troppo*, 1982), quelques opérations de relations publiques d'un goût douteux, telle une prise de position publique en faveur de Gerald Ford, le tout suivi par un silence interminable : c'est à peine si quelques âmes généreuses lui étaient reconnaissantes d'avoir donné, en tant que producteur, un coup de main aux Monty Python.

*Cloud Nine* a pris tout le monde au piège de son charmant contre-pied. Grâce à la collaboration de Jeff Lynne (ex-épigone des Beatles, du temps où il dirigeait l'Electric Light Orchestra, transformé en mentor de ses anciens maîtres), Harrison retrouvait le joli tour de main qui lui permettait de faire bonne figure auprès de ses

anciens collègues. Toute l'affection que les fans laissent flotter depuis si longtemps retrouvait un objet : suffisamment semblable pour exciter la nostalgie, assez contemporain (le son, surtout) pour qu'on ne se sente pas ringard en passant à la caisse.

Ce fut comme si une varne était ouverte. Le même Harrison et le même Jeff Lynne, accompagnés de Bob Dylan et Roy Orbison, deux grands anciens, plus Tom Petty, se retrouvèrent au sein des Traveling Wilburys, variante des supergroupes des années 60 : comme vingt ans plus tôt, on additionnait les talents, mais cette fois on évitait de mélanger serviettes et torchons. L'album (*Volume 1*, WEA) confirmait le retour de Harrison tout en annonçant ceux d'Orbison et de Dylan.

Avant de passer à l'écrémage de ces résurgences, il faut bien évoquer toutes ces reformations à l'identique (sauf les morts, qu'on était bien obligé de remplacer) : Little Feat (*Let It Roll*,

WEA), Jefferson Airplane (Epic) ou Poco (*Legacy*, BMG), et les disques que parfois carrément déshonorants (celui de l'Airplane, par exemple) qui en ont résulté. Au lieu de combler le manque qu'ils avaient créé il y a parfois très longtemps, ces chevaux de retour n'ont fait que le raviver.

*Mystery Girl* (Virgin), d'Orbison, traçait une autre voie : l'ancien s'entourait de sa progéniture spirituelle (Costello, Springsteen, Bono...), s'en servait comme carte de visite auprès de la jeune génération, tout en retrouvant une inspiration qu'on croyait à jamais évanouie. C'est l'idée de base de l'excellent disque de John Lee Hooker, le vieux bluesman (*The Healer*, Silvertone/BMG), réalisé avec le concours de Bonnie Raitt, Los Lobos ou Robert Cray. Ou même de *Flower in the Dirt*, de Paul McCartney (EMI), avec les interventions brillantes d'Elvis Costello.

Robert Cray est également présent sur *Journeymen* (WEA), le meilleur album de Clapton depuis quelques années. Le guitariste tombe dans une autre catégorie. Il travaille sans inter-

ruption depuis bientôt trente ans (comme Dylan), mais sa carrière discographique s'était enlisée dans une routine qui semblait n'obéir qu'à un seul impératif : passer sur les radios FM américaines. Or le plus grand concurrent du Clapton des années 80 était devenu le Clapton de Layla. Même si la production de Russ Titelman sur *Journeymen* obéit aux lois du genre (batterie programmée, son énorme), Clapton y revient sur son vrai terrain de chasse, le blues.

Vient ensuite le mystère des grands anciens. On peut chercher toutes les causes objectives dans les cas de figure évoqués plus haut, mais la coïncidence demeure impressionnante. Dylan (*Oh Mercy!*, CBS), Neil Young (*Freedom*, WEA), Van Morrison (*Avalon Sunset*, Polydor) et Lou Reed (*New York*, WEA) ont tous les quatre réussi, en l'espace de douze mois, leur meilleur album depuis des années (voire des décennies pour Dylan ou Reed). On en aurait presque envie de croire à l'astrologie chinoise.

T. S.





**Paul McCartney en Beatle, 1965.  
1989 : le même en ex-Beatle.**



**Joe Cocker, 1969, Woodstock. Jamais plus  
il ne jouera devant autant de monde.  
1989 : il ne reste que la voix et l'homme,  
et c'est essentiel.**

# Jeunes pour toujours

« *Forever young* », le rock ne mourra pas. Pas plus que nous, du reste. Tombés dans la marmite, invincibles. Nous ne vieillirons jamais. Même si nous avons pris une légère patine depuis vingt-cinq ou trente ans, nous sommes jeunes pour toujours. C'est le secret et le fantasme d'une musique qui, dès nos quinze ans, est apparue comme un concentré d'excitation, un organisme ininterrompu.

zer sur les toits gris d'une ville, Londres peut-être. « *Crisis ? What crisis ?* » Un peu de rock, et ça repart. Ce qui est plutôt curieux, malgré tout, pour une musique chargée à l'origine d'une dose certaine de rébellion, d'outrage.

En se survivant, le rock se banalisait, devenait le mode normal d'accompagnement de nos vies, après qu'on eut cessé d'être révoltés contre grand-chose et qu'on fut devenus parents, cadres, rangés des voitures, mais toujours jeunes.

Nous ne saurions mourir que jeunes. Les meilleurs rockers ont donné l'exemple : Brian Jones, Jimmy Hendrix et tous ceux qui chantaient l'ex-fantôme d'une Jane Birkin, qui elle aussi est restée très jeune et ne vieillira pas. Nous avions été les premiers journaux à représenter son départ de marche. On nous avait tellement aimés. Quand David Bowie se grima en cantant une fripe dans *les Producteurs*, on savait que, derrière la cacagne du maquilleur, il y avait son impeccable visage lisse de dandy que rien n'attaque : qu'on le retrouverait demain comme hier, comme toujours. Même un rocker exceptionnellement devenu vieux - non seulement âgé, mais esquiné, - il lui suffit d'un peu d'électricité pour retrouver la grâce, pour effacer vingt ans. Dans sa tête.

C'est peut-être une incurable illusion, mais, une fois la quarantaine entamée, il est beaucoup trop tard pour se priver de ce genre d'illusion.

M. R.

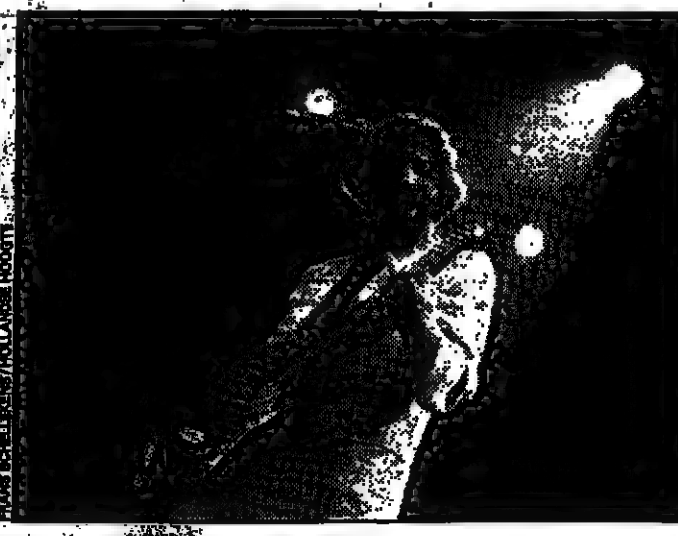
Dès l'enfance, il y avait des passages que l'on préférait dans des chansons ; des moments de plaisir dans le mystique classique ; jusqu'à un point de jouissance et une retombée dans les préliminaires et conclusions violoneux, toujours trop brèves. Avec le rock, à l'adolescence, on trouvait la solution immorale que tout le monde attendait. Plus de longues attentes avant l'écclat, l'écclat tout de suite. Plus de gâteaux étouffants avant de se manger le sucre ; rien que de la coriandre, du début à la fin. Comment n'y avait-t-on pas pensé plus tôt ? C'était si évident de se faire du bien sans compter. Sans rien épargner. On aurait dû se douter qu'il n'existait d'une économie de sensations.

Une idée irréelle, comme une de ces fameuses « drogues douces » de l'époque fleurs-dans-le-cheveu, macrobiotique dans le bec et Dieu sait quel poi ailleurs. Tout était permis ou en voie de libéralisation, ça ne pouvait pas faire de mal, et ça durerait toujours, maître mot d'un temps qui n'imaginait rien d'autre après soi, surtout pas la crise. Mais, du reste, l'illusion était bien plantée, vivace. Un album de *Supertramp* montrait un homme dans une chaise-longue en train de bron-

**Keith Richards,  
Palais des sports,  
1970,  
une émeute  
à chaque concert.  
1989: 100 millions  
de dollars  
en trois mois  
de tournée.**



**Eric Clapton, 1971.**  
On l'appelait Dieu.  
**1989 :** chic italien  
et virtuosité intacte  
pour une humanité  
retrouvée.



me ni Dylan, à cause de sa brève traversée et compté à Rimbaud, ses textes supportent un bon maître des béquilles de la musique et de la poésie. C'était déjà vrai de la musique et de la métaphore sociale (le portrait d'une défilante et trop cancéralisée, figure emblématique d'un américain qui, en 1965, commença à donner des réponses à son malaise dans les émeutes de la ville de New York). Mais la poésie de Dylan est une métaphore culminant dans une accumulation d'images qui s'annulent les unes les autres, dans un langage, un diplomate sur une montagne de mots, de quoi occuper les étylologues. Mais ce n'est pas tout, quand tout s'effondre dans la poésie de Dylan, et les vagissements du refrain "you make a deceaseer!", l'une des voyelles les plus significatives de l'histoire du rock) valent bien une anthologie des poètes américains de la même période.

est un petit basonnement qui exaspère toujours à-convertis. Cela qui ne retienent des Beatles aussi que de martinis, de Dylan que le nostalgisme, ainsi que l'expérience des musiciens : le rock pas une musique facile, encore moins une exaacte, et les plus furés de ses créateurs ne qu'organiser des accidents. C'est ce qui est à Lanes et Dylan, sur un registre intimiste et e. C'est contraire si le chanteur s'était contenté de servir zandé les pentes de ses reprises de *Swamp* ou *Our Side et H.L. de Carroll*, sur le dernier disque *Neville Brothers*, lui eût-elles ravivé la main, comme s'il eût aller jusqu'au bout d'une *Mex* à *Long Beach* qui est sans doute la meilleure chanson qu'il n'a jamais écrite.

« On pourrait presque faire relayer la tête au  
olégues, une profession qui est au rock ce que  
le porteur d'eau est aux rues de Paris. Mais il y  
plempie que Dylan ne joue plus le rôle : quand on  
manque la signification des deux vers de *Mao Is  
the Black Cat* : *Famine don't live or die (Fome-  
lans) (on ne meurt pas de faim ou de faim)*, il  
est qu'il avait écrit ces deux vers à Cast. Il y a bien  
sûr, il y avait un thème social (succès/échec)  
compréhensible. Mais Michael Jackson aujourd'hui  
l'impose simplement, mais aussi le croquer, et  
il semblait l'écouter à brouiller les pistes  
quand, au bout de l'une de ces heures res-  
servées à des heures, deux pages couvrant le jus-  
sant à la poursuite de la fin, deux pages de son  
nouveau livre, il se met à chanter tout ceci qui  
est bien et même mieux que Dylan n'est pas  
habitué, mais ce qui est aussi Dylan. Les pages  
à des heures de son interprétation au instant l'été ne  
le était au contraire de sa voix, comme l'avis de  
des *Grass* son premier maître. Enfin, ses  
en un monde d'interprétation et d'interprétation et  
vraiment parlent mieux de ses pensées (voir son  
à John Gruber, auteur de *La Mafia*, sur l'album  
et...

[illegible]

THOMAS SOTHEL

U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE  
BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS  
WASHINGTON, D. C. 20540

[illegible]

l'impact des chocs  
 pour atteindre les grands objec-  
 tifs, identifier toutes les causes objectives  
 à long ou à court terme, puis mettre en  
 œuvre des mesures d'ajustement. WEAL, Van  
 Winkle, Lee, Young, Jackson, WEAL, Van  
 Winkle, Jackson, Young, Powell et Lee Road  
 ont fait partie de ces quatre réussis, en  
 fait, ils ont été les seuls à réaliser leurs  
 plans de la durée de six mois ou plus.  
 Les deux autres, qui ont pratiqué une  
 approche à court terme, ont échoué.  
 T.S.

15



## ROCK

LE POINT DE VUE D'UN CHRONIQUEUR DÉSABUSÉ

## La succession n'est pas à l'ordre du jour

**Le rock mondial prend des allures de résurrection. Le carnet de chèques n'est pas pour rien dans cette déferlante de quadragénaires qui sont presque étonnés d'être encore là, indemnes, vingt ans après leurs débuts. Cette étonnante longévité est peut-être l'occasion d'un constat d'échec pour la jeune génération.**

**A** l'âge d'or du rock, dans les années 60, l'air du temps voulait qu'on ne fit jamais confiance à quelqu'un qui avait passé la trentaine. Dans les années 70, surtout pendant l'éphémère accès de puerilité punk, la limite d'âge fut abaissée à vingt et un ans. Mais l'échec du punk, la veulerie de sa révolte (dans l'Angleterre des Sex Pistols, le mépris de toute personne née avant vous tenait lieu de philosophie politique), ont probablement fait le lit de toutes les manifestations de conservatisme culturel qui ont suivi, que ce soit le thatchérisme ou la vague de nostalgie qui déferle en ce moment sur le rock.

« Les musiciens de rock ne peuvent pas prendre leur retraite, ils ne savent rien faire d'autre... Il n'y a rien de plus excitant que de jouer de la guitare devant cinquante mille personnes. Ça n'a rien à voir avec la course automobile : on ne risque pas de se faire tuer. Ça n'a rien à voir non plus avec le tennis : on arrive à trente-cinq, quarante ans, et on se met à vous suggérer d'ouvrir une boutique de vêtements de sport... Ce que je veux dire c'est : Frank Sinatra chante encore. C'est un peu lamentable, mais enfin, si ça lui plaît toujours et si les gens ont encore envie d'aller le voir, pourquoi pas ? C'est vrai de tous les gens qui ne sont plus ce qu'ils ont été. »

Ainsi parlait Mick Jagger, quarante-cinq ans, en août dernier, à la veille d'entreprendre une tournée de trois mois avec les Rolling Stones à travers l'Amérique du Nord. Avec une franchise inhabituelle, le chanteur expédiait ainsi le sujet de conversation favori du monde du rock à la fin des années 80 : les vieilles rock stars, ces types à la quarantaine bien entamée, les cheveux gris, qui avaient consacré une vingtaine d'années (de vingt à quarante ans, en général) à l'alcoolisme et à la toxicomanie et qui reviennent dans le droit chemin pour assumer les conséquences financières de leurs trois divorces (sans parler des rejetons).

En 1989, ces gens qui ne s'étaient pas adressés la parole et ne pouvaient plus se supporter depuis des années (comme le faisait remarquer le promoteur américain Bill Graham, qui les a tous fait tourner depuis 1967) se sont retrouvés pour signer des contrats discographiques et remplir les stades de foules enthousiastes. On se serait cru en 1972.

Il faut chercher l'origine de cet engouement de l'autre côté de l'Atlantique. L'an passé, en réprimandant un journaliste de *Rolling Stone*, Elvis Costello avait parfaitement défini le problème : « Cette nostalgie à la mords-moi-le-nez... C'est accorder trop d'importance au rock, comme si c'était le mont Rushmore. Je crois qu'il n'y a que les Américains qui voient le rock'n'roll comme ça. Partout ailleurs, c'est de la pop music, point à la ligne. Chez vous, c'est une culture, parce que c'est tout ce que vous avez comme culture. »

Même si, aux États-Unis, les scènes rap et metal permettent aux jeunes talents d'éclorre, dans tous les pays les *classic radios* dominent les ondes avec leur programmation exclusivement consacrée au rock progressif des années 60 et 70 — les Doors, Led Zeppelin, les Stones, le Grateful Dead. On n'exagérera jamais l'importance du CD pour le bien-être de la rock star vieillissante : l'occasion inespérée de vendre deux fois le même disque aux fans. Grâce à lui, à la radio, la fraction la plus juvénile du public participe au culte, ce qui garantit aux promoteurs un marché suffisant pour proposer des sommes insensées aux supergroupes afin de les persuader de se réunir.

Pour leur tournée américaine, les Rolling Stone ont gagné plus de 100 millions de dollars après impôts, les Who, 60 millions. Pete Townsend, qui, l'an passé, a déclaré être presque sourd au bout de vingt ans de rock'n'roll, mais qui a quand même réussi à réunir les

Who survivants, alors qu'il affirmait depuis des années que cette réunion serait l'équivalent d'un suicide artistique, Pete Townsend, donc, a le mérite de l'honnêteté : « Nous ne sommes revenus en Amérique que parce que l'Amérique insistait pour nous bourrer les poches de billets. »

Pourtant le cynisme de Townsend, son reniement lui ont valu quelques ennemis parmi ses contemporains. « Ne me mettez pas dans le même sac que les Stones et les Who. Pas en 1989, déclarait Neil Young lors de son passage à Paris en décembre dernier. La musique que jouent ces groupes n'a plus rien à voir, en aucune manière, avec le rock'n'roll. Dans l'esprit, ce serait plutôt Perry Como et compagnie. »

Pour le rock, la grande mutation des années 80 a été le glissement de la chanson vers le son. A l'origine était James Brown et la façon dont il a mis la mélodie en retrait, puis vinrent la recherche désespérée du new-beat à la suite de l'explosion du disco, la dégénérescence du hard rock en heavy metal puis en bruit pur et simple, la tendance de l'avant-garde au primitivisme et au minimalisme. Tous ces facteurs contribuent à la raréfaction des bonnes chansons écrites aujourd'hui. Et là est peut-être la raison première de l'accueil qu'on a fait en 1989 à Young, Bob Dylan ou Lou Reed. Comme le dit Young : « C'est un grand moment de notre vie à tous les trois : nous venons de loin et nous sommes musicalement inactifs. Encore faut-il ajouter que nous avons toujours travaillé, aucun d'entre nous n'a réellement arrêté. » Plus qu'aucun de leurs cadets, ils ont écrit les meilleures chansons du moment, qui saisissent l'essence des poisons à l'œuvre dans notre société, les interprétant avec une vigueur qui a immédiatement remis leur authenticité à l'ordre du jour.

Et à vivre, c'est comment ? Comme le disait le chanteur de variétés Billy Joel à *Rolling Stone* : « Jouer du rock'n'roll à quarante ans passés, ça ne me pose aucun problème, je fais partie de la majorité. » Eric Clapton, en ce moment même numéro un aux États-Unis, a même réglé son compte au mythe de la camaraderie qui est censée unir ces anciens combattants : « Ce sont des gens d'exception et leur compagnie me réchauffe le cœur. On se dit : Ah ! tu te souviens de 1967 ? On y était. » Mais j'ai du mal à me rapprocher d'eux. Je vois George (Harrison), Keith (Richards) ou Pete (Townsend), mais tout ce que je sais, c'est qu'ils sont aussi seuls que moi. »

NICK KENT



Les Who en chair et en os (1974)...

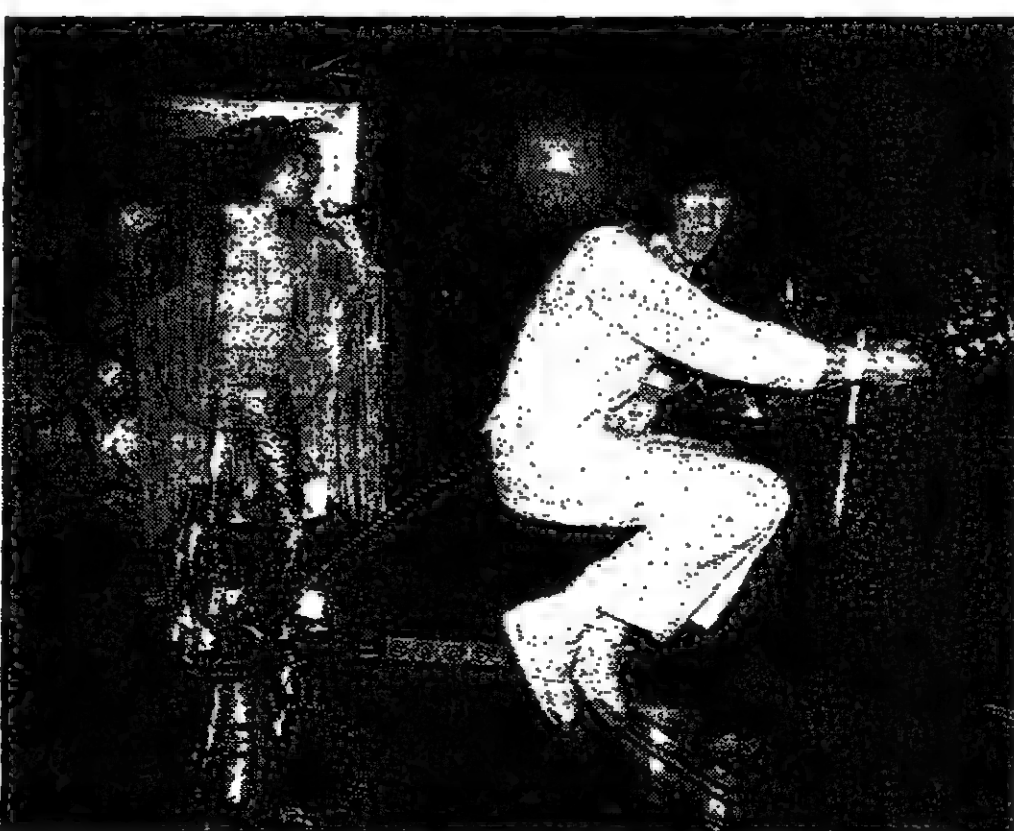
## Cires

**L**S ont l'air un peu pâlot, mais c'est normal puisqu'ils sont en cire. Tous les héros du rock et du pop depuis les années cinquante sont là, modèles par les spécialistes de l'illusion de chez M<sup>me</sup> Tussaud, le Musée Grévin britannique. Devant eux défilent des adolescents qui n'étaient pas nés lorsque Chuck Berry, qu'on voit, guitare à la main, le pied négligemment posé sur une Chevrolet d'antan, chantait *Johnny B. Goode*...

Le « groupe Tussaud » a fait très fort en installant sur Piccadilly Circus, au cœur de Londres, ce Rock Circus, musée de cire conçu comme un temple à la gloire des idoles de deux générations. Les vieilles recettes de M<sup>me</sup> Tussaud, Française royaliste émigrée à Londres, qui apportait dans ses bagages quelques objets ayant appartenu à Marie-Antoinette (pour faire pleurer les Anglais), et une vraie guillotine (pour leur faire peur), ces vieilles recettes ne sont pas perdues. Il s'agit toujours de nostalgie, de destins tragiques pimantés d'une touche un peu inquiétante (Elvis Presley, Jimi Hendrix, Sid Vicious)... Mais il y a la musique en plus.

Celle-ci est offerte sous la forme high tech d'un casque stéréo qu'on vous propose à l'entrée (le tout pour 4,80 livres, soit 43 F), et qui vous accompagne tout au long de la visite. A mesure qu'on avance, des émetteurs placés à côté des idoles synthétiques diffusent leur musique et un petit commentaire approprié. Les personnages eux-mêmes remuent les lèvres et esquissent quelques mouvements. L'effet d'imitation est saisissant.

Bob Geldof, l'air las, les yeux cernés et la veste déformée, est nonchalamment appuyé contre un pilier. Les Beatles entonnent en chœur *Sargeant Pepper's Lonely Hearts Club Band*. Un peu plus



... et leur réplique synthétique au Rock Circus (1990).

## en stéréo

loin, sur une estrade tournoyante, Elton John, en costume à paillettes, est assis devant un immense piano à queue. Soudain, de ce dernier, sort le King lui-même, samplé dans ses buffieries, au milieu d'un nuage de fumée blanche.

Tout est fait pour l'éducation des jeunes visiteurs, souvent venus de loin, comme le montrent leurs sacs à dos et la multitude de langues qu'ils parlent. Ils sont un peu comme à la messe ; le commentaire est à l'avant. Quand Bob Dylan chante *Times they are a-changing*, une voix off raconte la révolte des générations, la naissance d'une nouvelle culture, le rôle de la drogue : quasiment l'aube d'une vie nouvelle. Du genre : « Vous n'étiez pas encore nés, mes enfants, lorsque ces héros au grand cœur ont effectué pour vous cette immense révolution des mœurs... »

Le Rock Circus est installé sur deux étages dans le Pavillon, l'un des music-halls les plus connus de Londres dans l'entre-deux-guerres, presque à l'abandon depuis une dizaine d'années. Le bâtiment a été rénové à grands frais et M<sup>me</sup> Thatcher l'a inauguré l'an dernier. Sérieux rajeunissement pour ce Piccadilly Circus, qui fut le cœur de l'empire britannique, avec sa statue d'Eros lançant ses flèches, mais qui était singulièrement délabré et noirci.

A l'extérieur du Pavillon, les mêmes héros attirent leur jeune clientèle. Aux fenêtres se profilent les silhouettes des Beatles, de Mick Jagger, de Michael Jackson et, dominant nettement les autres, celle d'Elvis Presley.

DOMINIQUE DHOMBRES

MENTION SPÉCIALE DU JURY, AVORIAZ 1990

"BABY BLOOD" est terrifiant, mais très drôle et tonique en même temps.  
(LE MONDE)  
La vraie bonne surprise de ce festival d'Avoriaz, c'est "BABY BLOOD".  
Qu'est-ce que c'est bien !  
(LIBÉRATION)

**BABY BLOOD**  
UN FILM DE ALAIN ROBAK



jour

révélants, alors qu'il affirmait depuis des  
des cette réunion serait l'équivalent d'un sei-  
néque, Pete Townsend, donc, a le mérite de  
né : « Nous ne sommes revenus en Amérique  
que l'Amérique insistait pour nous boure  
de ballets ».

int le syndrome de Townsend, son reniement  
quelques ennemis parmi ses contemporains  
ne se mettez pas dans le même sac que les  
les Who Pas en 1959, déclarait Neil Young  
son passage à Paris en décembre dernier. La  
que peussent ces groupes n'a plus rien à voir, en  
samedi, avec le rock'n'roll. Dans l'esprit, ce  
n'est pas Perry Como et compagnie.

le rock, la grande mutation des années 80 a consisté de la chanson vers le son. A l'origine, Jimi Hendrix, puis les Beatles, puis les Rolling Stones, puis surtout les Sex Pistols, ont fait du hard rock en heavy metal puis en punk. La tendance de la contre-culture au début des années 80 a été de se tourner vers le rock, la réhabilitation des bonnes chansons écrites l'époque. Et là est peut-être la raison première de ce qu'on a fait en 1989 à Young. Bob Dylan au mod. Comme le dit Young : « C'est un grand acte de contre-culture les trois nouveaux venus de nous sommes maintenant blancs. Encore ajouter que nous avons toujours travaillé d'effort sans être réellement aidé. » Plus un de leurs cadets, il y a peut-être les meilleurs au moment, qui nous ont l'essence des poètes dans notre société, les interpréter avec nous qui a unifié d'un moment nous leur authenticité de rock.

[illegible]

**NICK KENT**

**stéréo**

P our une estrade tournoyante. Etton John, m  
 e à poutrelles, est assis devant un immense  
 squelette squelette, de ce dernier, sort le King  
 me, toujours dans des poutrelles, se mène  
 dans le monde blanc  
 et tout pour l'éducation des jeunes vi  
 vants venus de l'air, comme le vent  
 et les et se mène de langues qu  
 - Ne sont un peu comme à la messe, le con  
 tre les 7 heures. Quand Bob Dylan chan  
 ce et a-changing, une voix est raconté le  
 11, les générations, la naissance d'une no  
 uvelle, le rôle de la poésie quasiment  
 d'une nouvelle. De genre, il vous s'écrit  
 dans son, sont entités, les paroles des héros  
 dans son effective pour vous créer une  
 dans son monde...

[illegible]

## « MILOU EN MAI », DE LOUIS MALLE

# L'héritage, Camarade

Ce n'est pas tout à fait un film sur les événements de mai 68. Les jours qu'on y vit ne sont pas, pourtant, ceux d'un printemps comme les autres. La radio y joue un très grand rôle. Ainsi que Mlou-Mlou, Michel Piccoli, Michel Duchaussois acteurs involontaires d'une révolution étudiante vue de province. Tous formidables.

**I**l n'y a plus que les abeilles à travailler obstinément en ce mois de mai 1968 où tout le monde débrye avec l'enthousiasme dont certains parcourent de naissance se souviennent encore non sans émotion. C'est tout juste si on ne l'aurait pas trouvée délaissée, la nature, avec ses animaux tout occupés à se nourrir, se reproduire, se multiplier, tandis que nous, nous étions déjà des milliers à dire : la vie, ce n'est pas le travail, ni un taux de croissance ni la garantie de l'emploi... Certes, mais qu'étaient-ce, nous ne le savons pas davantage, aujourd'hui que l'aventure a tourné au rose bonbon.

En 1968, la nature, donc, se manifestait par les abeilles tombées d'une branche sur le visage d'un vieux jardinier charmant, Léonce, très patient et habitué à faire resigner leur ruche à ces bestioles sucrées. Milou (Michel Piccoli), sous sa voilette d'apiculteur, lisait du Virgile à voix haute auprès de Léonce, histoire de calmer les petites. Pendant ce temps, dans la belle maison du Gers, au cœur de la camarnne où

voient les abeilles et Annone Milou, une charmante vieille dame (Paulette Dubost), la maman de Milou, écoute les infos sur Europe 1. Jacques Paoli (la voix est celle de son fils Stéphane) annonce l'étendue des grèves, les queues devant les pompes à essence et les épiceries. La douce M<sup>me</sup> Vienzeux essuie une larme — ce n'est pas la menace rouge, simplement les stigmates qu'elle pèle, — se lève en proie à une petite angoisse, se regarçardillat en fredonnant une chanson polonoise, monte l'escalier de cette jolte, décidément très jolte demeure, et s'affale à l'entre-soi, sur un canapé peuplé de poupées, frottée par le cœur. Milou, amené par la servante Adèle, constate. Pleure, pleote Adèle, qui est évidemment la consolation du rude célibat qu'il s'infirme en bon fils et avertit la famille.

## DES PIQUE-NIQUES OU L'ON PARLE DE BARRICADES

Camille (Mion-Miou, formidable), sa fille, est mariée à un médecin de Bordeaux : elle arrive en DS avec sa fille François et des jumeaux malles, comme deux gros chats. Elle est chic, coïncée, garce, réac sans ambages. Tellement évanescante qu'on pourrait la trouver excitante par moments, délicate avant d'être atroce. Le frère de Milou, Georges (Michel Duchaussoy, magnifique) est correspondant du *Monde* à Londres, marié à une comédienne, Lily (Harriet Walter), qui ne joue guère. Ils étaient à Saint-Tropez en vacances, mais reviennent docilement sans manoir familial pour l'ouverture du tasset. La nièce de Milou, Claire, héritière elle aussi (Dominique Blanc, une comédienne de grand avenir) débarque d'une 2 CV en compagnie d'une très jeune blonde, Marie-Laure, qu'elle coupe d'un cil jaloux.



**Miou-Miou, chic, coincée, énervante, ... excitante ?**



**Photo de famille : à chacun sa douce folie**

Dès son arrivée, Camille pique une émeraude montée en bague dans le coffret de la défunte qui repose au milieu de la maison, allongée, la bouche ouverte à jamais, dans ses habits du dimanche. A table, la discussion autour de l'héritage tourne au sordide très vite. Il n'y a que Milon, grand feignant sexagénaire qui n'a jamais travaillé, le sage, qui veillera garder la maison et ses pauvres voisins. Les autres sont prêts à vendre, tout, la maison, les meubles, la vaisselle. Ils font des tas, des piles, des lots qu'ils numérotent.

La nuit, Claire attache sa petite camarade aux montants de son lit. De jour, Milor se baigne dans la rivière pêcher à mains nues les écrevisses. Chacun a sa vie, donc, cela ne fait de mal à personne. Pour l'instant. Mais il faut compter avec la radio qui crache d'effrayantes nouvelles de Paris, auxquelles on ne sait pas toujours quel poids de réalité donner au juste. On ne souffre ici que du manque d'essence et de quelques pannes de courant. D'entendre aussi la voix du général qui rate ses discours, ce qui n'échappe pas à l'analyse immédiate du correspondant du *Monde* à Londres, désespéré par ailleurs de ne pas trouver son journal dans ce bled sinistré.

Passent un camionneur, Grimaldi (le très regretté Bruno Carrelle, des Nuls), et Pierre-Alain (Renaud Danner), le fils de Georges. Les foyers sont à la grève et il va bien falloir prendre son temps. C'est le décalage entre cette douce campagne, la précipitation parisienne que filtre la radio, et la lente, inexorable mécanique d'une bourgeoisie-médicore qui se dispute un héritage par lambeaux, de mesquineries en petits vols, la poche ouverte, le cerveau plat, le cœur vulgaire. D'autant mieux que la confusion de tout en ce printemps suave prête à tous les publicis, tous les pardons. Au cours d'un pique-nique au soleil, on boit, on fume un joint, on s'embrasse, on fait des projets de communauté. Il n'en faut pas plus pour se retrouver à danser en farandole autour du fil mortuaire, à commencer une petite partouze, pourquoi pas, quand sur-

gisent les voisins affolés, l'arme au poing, le gigot sous la veste : de Ganille a disparu. Et tout le monde file dans la nuit, sous la pluie, prend le maquis, jusqu'au rassemblement des Champs-Élysées qui crève d'un coup ce rêve d'un mois à peine, cette parenthèse dont, aujourd'hui encore, l'analyse reste à faire, presque impossible.

*Milou en mai* n'est pas un film sur mai 68, d'abord, plutôt un film sur la province et la rapacité des gens qui ont tout ce qui fait. Sans doute, c'est le regard aigu de Louis Malle qui dit avec infiniment d'élégance et d'éducation des choses que son milieu lui a toujours intimé de faire et, sans forcer le ton, fait voler en éclats la bonne humeur manique de règle dans le groupe familial. On aurait pu imaginer cette chronique pendant la guerre, aussi bien. Mais pas sans la radio omniprésente de mai 68, cette radio qui fait trembler tout le pays - au point qu'il n'y a plus que pendant les panées que l'on se retrouve entre soi - mais en même temps rassemble pour les « infos », dans la même fièvre, le même incendie autour des postes, ceux qui croyaient en mai et ceux qui n'y croyaient pas. Les uns contre les autres. Tout contre. Le film de Louis Malle est triste et drôle. Il est tendre aussi. Mais il n'est pas gentil.

MICHEL BRAUDEAU

★ Le scénario de Louis Malle et Jean-Claude Carrière a été publié chez Gallimard : *Milou en mai*, 146 pages, 70 F.

**\* Lire la liste des salles page suivante.**

## "Le premier chef-d'œuvre des années 90."

L'EXPRESS

**"Un film lyrique,  
émouvant et généreux."**

**ACTUEL**

O B I N W I L L I A M

# LE CERCLE DES POETES DISPARUS

UN FILM DE PETER WEIR



TOUCHSTONE PICTURES PRESENTS A SILVER SCREEN PARTNERS IV PRODUCTION A STEVEN HAFT  
WITT-THOMAS PRODUCTIONS PRESENTS A PETER WEIR FILM ROBIN WILLIAMS "LE CERCLE DES POETES DISPARUS"  
(DEAD POETS SOCIETY) STARRING MAURICE JARRE COSTUME DESIGNER JOHN SEALE A.C.S. MUSIC BY TOM SCHULMAN  
EXECUTIVE PRODUCERS STEVEN HAFT, PAUL JUNGNER WITT PRODUCED BY TONY THOMAS WRITTEN BY PETER WEIR

# ACTUELLEMENT



TOUS LES FILMS  
NOUVEAUX

## Baby Blood

d'Alain Roba.  
avec Emmanuel Escourrou,  
Jean-François Gallot,  
Christine Stanger.  
Français (1 h 29).

Un petit cirque repoit d'Afrique un fauve au comportement bizarre. La maîtresse du directeur, femme forte et insatiable, se trouve enceinte d'une étrange créature qui parle et veut du sang... Il existe au moins un cinéaste français capable de réussir un gore.

Forum Orient Express, handicapés, 1<sup>re</sup> (42-33-42-28); George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); Pathé Française, 1<sup>re</sup> (47-70-33-58); Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-31-56-58); Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-48-01).

## Elvira, mistress of the dark

de James Signorelli.  
avec Cassandra Peterson,  
Edie McClurg,  
Pat Crawford Brown,  
William Duell,  
Susan Kellerman,  
Daniel Greene.  
Américain (1 h 36).

Elvira est une vampirique, explosive, drôle plutôt qu'effrayante, qui semble sortie d'une bande dessinée pour adultes. Un pastiche pour les amateurs du genre.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1<sup>re</sup> (42-33-42-28); George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46).

La Forêt animée  
de José Luis Cuervo.  
avec Fernando Landa,  
Fernando Rey,  
Fernando Valverde,  
Alejandro Giral,  
Encarna Paso,  
Miguel Rellan.  
Espagnol (1 h 49).

Dans les paysages de Galice, sauvages et secrets, s'entrechoquent les aventures de personnages pittoresques, humains, très espagnols.

VO : Latine, 4<sup>e</sup> (42-78-47-86).

## Légers qui-proquos

de Ricky Tognazzi.  
avec Sergio Castellitto,  
Line Gostli,  
Pino Quartullo,  
Nicola Pistoia,  
Roberto Citran,  
Nancy Brilli.  
Italien (1 h 22).

Un dîner entre acteurs normalement nerveux et forcément exhibitionnistes. Mal de vivre, sentiments et théâtre filmé.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1<sup>re</sup> (42-33-42-28); Reflet Logos, 1<sup>re</sup> (43-54-42-34); Elysées Lincoln, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14); Sept Parassians, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

## Milou en mal

de Louis Malle.  
avec Michel Piccoli,  
Mikou-Mou,  
Michel Duchaussoy,  
Dominique Blum,  
Henriette Walter,  
Bruno Caratte.  
Français (1 h 48).

Lire notre article page 27.

Gaumont Les Halles, 1<sup>re</sup> (40-28-12-12); Gaumont Les Halles, 1<sup>re</sup> (40-28-12-12);

Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-50-33); Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-57-97); Publicis Saint-Germain, 6<sup>e</sup> (42-22-72-80); U.G.C. Danton, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); La Pagode, 7<sup>e</sup> (47-06-12-15); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); Publicis Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-20-76-23); Saint-Lazare-Pasquier, 9<sup>e</sup> (43-57-35-43); U.G.C. Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40); La Bastille, handicapés, 11<sup>e</sup> (43-07-43-60); Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-58); Fauvette, handicapés, 13<sup>e</sup> (43-31-56-58); Gaumont Aléa, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50); Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (43-36-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-76-79-79); Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27); U.G.C. Mollat, 17<sup>e</sup> (40-59-06-18); Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (45-22-48-01); La Gambetta, THX, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

## Les Nuits de Harlem

d'Eddie Murphy.  
avec Eddie Murphy,  
Richard Pryor,  
Redd Foxx,  
Denny Allen,  
Michael Lerner,  
Della Reese.  
Américain (1 h 55).

Eddie Murphy, producteur, scénariste, réalisateur, interprète du rôle principal, celui d'un jeune Noir qui ressemble comme un frère en plus élégant, au fils de Beverly Hills. L'action se passe à la veille de la seconde guerre mondiale et Eddie Murphy, directeur d'un cabaret florissant, lutte victorieusement contre les gangsters.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57); U.G.C. Odéon, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30); Pathé Impérial, 10<sup>e</sup> (45-62-41-46); U.G.C. Normandie, 10<sup>e</sup> (45-62-41-46); 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-76-79-79).

VF : Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-57-97); Rex (le Grand Rex), handicapés, 2<sup>e</sup> (42-36-57-97); U.G.C. Montparnasse, 10<sup>e</sup> (45-74-94-94); Paramount Opéra, 10<sup>e</sup> (47-42-50-33); Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-58); U.G.C. Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44); Mistral, 14<sup>e</sup> (45-39-52-43); U.G.C. Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-48-01).

## The Mad Monkey

de Fernando Trueba.  
avec Jeff Goldblum,  
Miranda Richardson,  
Anémone,  
Dexter Fletcher,  
Daniel Cascarini,  
Lisa Walker.  
Espagnol-américain-français (1 h 48).

Jeff Goldblum, scénariste et américain, travaille sur un film à Paris. Sa femme vient de le quitter, il tombe amoureux d'une jeune fille qui va l'entraîner au bord de la folie. Suspense.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57); Pathé Hautes-Seines, 1<sup>re</sup> (40-28-12-12); George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); Sept Parassians, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).



A. ANDRUO (BYUMA)

VF : Pathé Impérial, 2<sup>e</sup> (47-42-50-33); Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (45-22-48-01).

## The Mahabharata

de Peter Brook.  
avec Robert Langdon Lloyd,  
Antonin Stahly-Vietnamien,  
Bruce Myers,  
Vittorio Mezzogiorno,  
Andrzej Seweryn,  
Mamedou Diouma.  
Français (2 h 51).

Voir photo légendée

VO : Max Linder Panorama, THX, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

Un amour de trop  
de Frank Landron,  
avec Christine Boisson,  
Christophe Odier,  
Jean-Michel Martial,  
Bernard Bilet,  
Hélène Roussel,  
Frédéric Aubertin.  
Français (1 h 40).

Christine Boisson, institutrice, femme de tête, à la recherche de la perfection, a deux amants, un intellectuel et un athlète. À eux deux, ils composent l'homme idéal. Ce qui ne veut pas dire que la vie soit idéale.

Épée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-57-47-47); La Nouvelle Météville, 5<sup>e</sup> (47-70-72-88).

## SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

## Le Cercle des poètes disparus

de Peter Weir.  
avec Robin Williams,  
Robert Sean Leonard,  
Ethan Hawke,  
Josh Charles,  
Gale Hansen,  
Dylan Kussman.  
Américain (2 h 08).

1959, Académie Welton, le collège le plus réactionnaire et rigide de tous les États-Unis. Quand arrive un professeur de littérature pour le moins exotique dans ce milieu, Robin Williams, brillantissime. Il enseigne à ses élèves adolescents le sens de la poésie. Les paysages d'automne sont magnifiques, les jeunes garçons très séduisants, les amours pudiques comme on les montrait

au cinéma juste avant les années 60. Et Robin Williams domine le tout.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57); Pathé Impérial, handicapés, 2<sup>e</sup> (47-42-50-33); 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-53); Pathé Hautes-Seines, 1<sup>re</sup> (40-28-12-12); La Pagode, 7<sup>e</sup> (47-06-12-15); Gaumont Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (43-59-04-67); Pathé Marignan-Concorde, 9<sup>e</sup> (43-59-02-82); 14 Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81); Escorial, 13<sup>e</sup> (47-07-28-04); 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-76-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15<sup>e</sup> (45-44-25-02); Kimpempana, handicapés, 15<sup>e</sup> (43-08-50-50); U.G.C. Mollat, handicapés, 17<sup>e</sup> (40-59-06-18).

VF : Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 1<sup>re</sup> (43-57-35-43); Pathé Française, 1<sup>re</sup> (47-70-33-58); Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-58); Fauvette Bis, 13<sup>e</sup> (43-31-56-58); Gaumont Aléa, handicapés, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-08); Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27); Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (45-22-48-01); La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

## Embrasse-moi vampire

de Robert Bierman.  
avec Nicolas Cage,  
Marie Conchita Alonso,  
Jennifer Beals,  
Elizabeth Ashley.  
Américain (1 h 43).

Mésaventures d'un yuppie super-stressé qui se prend

pour un vampire. Il achète des canines et sombre dans la folie. La farce tourne au drame, mais Nicolas Cage cabotine tellement que finalement le rire l'emporte.

VO : Forum Orient Express, 1<sup>re</sup> (42-33-42-28); U.G.C. Rotonde, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94); U.G.C. Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40); U.G.C. Opéra, 9<sup>e</sup> (45-74-94-94).

## Et la lumière fut

d'Otar Iosseliani.  
avec Saly Bagli,  
Sigalon Segna,  
Abdou Sene,  
Binta Cisse.  
Franco-allemand-italien (1 h 40).

Un conte africain totalement inventé, dans un village né de l'imagination d'un grand poète du cinéma. Vie quotidienne, douceur de la mort, et la civilisation sous la forme d'une entreprise forestière. La vie se détériore avec dignité, avec élégance. « Le monde est comme une pirogue qui, tournant et tournant, ne sait plus si le vent va lui faire ou pleurer ». Les images sont somptueusement sensuelles.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3<sup>e</sup> (42-71-52-36); 14 Juillet Parnasse, 6<sup>e</sup> (43-26-58-00); Saint-André-des-Arts, 1<sup>re</sup> (43-26-48-18); Elysées Lincoln, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14); 14 Juillet Bastille, handicapés, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81).

## Mon vingtième siècle

d'Idiko Enyedi.  
avec Dorinda Segda,  
Oleg Jankowski,  
Gabor Matfi,  
Peter Andorai,  
Paula Markai.  
Hongrois, noir et blanc (1 h 48).

Pour son premier long métrage, Idiko Enyedi déboulonne avec une énergie joyeuse les mythologies de « notre vingtième siècle ». Elle le fait à travers le destin de deux jumeaux dont l'un est une célébrité, l'autre une anarchiste. Carliens s'absentent.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1<sup>re</sup> (42-33-42-28); Pathé Hautes-Seines, 1<sup>re</sup> (40-28-12-12); George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46); La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-43-60).

## Outrages

de de Palma.  
avec Michael J. Fox,  
Sean Penn,  
John C. Reilly,  
John Leguizamo,  
Thuy Thu Le.  
Américain (1 h 03).

Sean Penn, héros du Vietnam, sauve la vie de Michael

52-36); U.G.C. Danton, 6<sup>e</sup> (42-26-10-30); U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, 6<sup>e</sup> (45-62-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-76-79-79).

## Sweetie

de Jane Campion.  
avec Genevieve Lemon,  
Karen Colston,  
Tom Lynos,  
Jon Darling,  
Dorothy Barry,  
Michael Lala.  
Américain-australien (1 h 44).

Les familles australiennes souffrent d'un puritanisme britannique exacerbé par la distance. Et comme les « questions personnelles » sont interdites par la bonne éducation bourgeoise, il y a peu de raisons pour que ça s'arrange. Aussi, lorsque Sweetie, grosse, naïve et nymphomane, débarque, c'est la panique. Et ce fut le film le plus fort, le plus original, le plus dynamique, présenté au dernier Festival de Cannes.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3<sup>e</sup> (42-71-52-36); U.G.C. Danton, 6<sup>e</sup> (42-26-10-30); U.G.C. Biarritz, 9<sup>e</sup> (45-62-20-40); U.G.C. Opéra, 9<sup>e</sup> (45-74-94-94).

## Train of dreams

de John N. Smith.  
avec Jason Saint-Amour,  
Fred Ward,  
Marshall Sander-Maria.  
Canadien (1 h 30).

Prise de conscience d'un jeune délinquant occasionnel. Description précise, objective et cependant chaleureuse d'une société à la dérive et d'un gamin qui veut s'en sortir. Passionnant.

VO : Les Trois Luxembourg, 6<sup>e</sup> (43-39-57-77).

## La Vengeance d'une femme

de Jacques Doillon.  
avec Isabelle Huppert,  
Bernard Bilet,  
Jean-Louis Murrat,  
Laurence Cote,  
Albert Laplace,  
Sébastien Roch.  
Français (2 h 13).

Face à face, Isabelle Huppert, royale, et Béatrice Dalle, curieusement vulnérable. Jacques Doillon établit, développe, enroule des rapports ambigus, d'une ironie perversité. Un film de paroles, soutenu par l'interprétation magnifique.

Forum Horizon, handicapés, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2<sup>e</sup> (47-42-50-33); Pathé Hautes-Seines, 1<sup>re</sup> (40-28-12-12); Pathé Marignan-Concorde, 9<sup>e</sup> (43-59-02-82); La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-43-60); Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67); Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50); Gaumont Convention, handicapés, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-48-01).

## REPRISES

## Bel Ami

d'Albert Lewin.  
avec George Sanders,  
Angela Lansbury,  
Ann Dvorak,  
John Carradine.  
Américain, 1947, noir et blanc (1 h 50).

L'élégante séduction de George Sanders dans cette adaptation du roman de Maupassant, violemment misogynne et anti-bourgeois. Pour une fois, un roman typiquement français traverse avec bonheur l'océan.

VO : Action Christine, 6<sup>e</sup> (43-29-11-30).

## L'Incendiaire de cadavres

de Juraj Herz.  
avec Rudolf Hrusinsky,  
Vlasta Chramostova,  
Jana Stehova,  
Jiri Menzel.  
Tchèque, 1968, noir et blanc (1 h 39).

A la veille de la seconde guerre mondiale, les rêves d'un incinérateur de cadavres, un homme très doux, bon père et bon époux, qui aime ses morts et souhaite abréger les souffrances des êtres humains. Le film a été couvert de prix en Amérique comme en Australie, et à Sorrente.

VO : Accatone, 5<sup>e</sup> (46-33-88-88).

## Les Nuits blanches

de Luciano Visconti.  
avec Maria Schell,  
Marcello Mastroianni,  
Jean Marais,  
Clara Colucci,  
Dirk Sanders.  
Italienne, 1957, noir et blanc (1 h 47).

Visconti transpose Dostoïevski. Il s'en sert pour raconter un amour à peine réel, la quête d'une rencontre, les faillies, les flâmes de l'âme. L'atmosphère n'est pas vraiment russe, mais la distribution est éblouissante. Les films qui durent ont toujours des distributions éblouissantes.

VO : Reflet Logos, 1<sup>re</sup> (45-62-41-46); Les Trois Balzac, 8<sup>e</sup> (45-61-10-80); Sept Parassians, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

## Le Privé

de Robert Altman.  
avec Elliott Gould,  
Nina von Pallandt,  
Sterling Hayden,  
Mark Rydell,  
Henry Gibson,  
David Arkin.  
Américain, 1973 (1 h 41).

Elliott Gould en Philip Marlowe nonchalant - mais capable d'une extrême brutalité - vivant seul avec son chat, dans un film qui semble mêler toutes les intrigues les plus compliquées inventées par Chabrier. Film culte, l'essence même du polar noir.

VO : Action Rive Gauche, 6<sup>e</sup> (43-29-44-40).

La 317<sup>e</sup> Section

de Pierre Schoendoerffer.  
avec Jacques Perrin,  
Bernard Bilet,  
Pierre Falar,  
Manuel Zarzo.  
Français, 1965, noir et blanc (1 h 30).

L'Indochine n'était pas encore le Vietnam et c'était déjà la guerre. Les désarrois de l'armée française. La longue marche et les derniers jours de la 317<sup>e</sup> section dans la jungle. Deux hommes, l'un venant de Saint-Cyr, l'autre incorporé de force dans l'armée allemande, vont apprendre à se connaître.

Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 14<sup>e</sup> (42-22-47-23); Les Trois Balzac, 8<sup>e</sup> (45-61-10-80).

## Voyage en Italie

de Roberto Rossellini.  
avec Ingrid Bergman,  
George Sanders,  
Maria Mauban, Natalia Ray,  
Leslie Daniels.  
Italienne, 1953, noir et blanc (1 h 29).

Ingrid Bergman et George Sanders jouent la magie italienne de l'amour sous le regard de Rossellini, dont on redécouvre le cinéma. Ce n'est sans doute pas son film le plus fort, mais, la nostalgie aidant, on y prend bien du plaisir.

VO : Action Christine, handicapés, 6<sup>e</sup> (43-29-11-30).

## Les Tarentes

Présenté par la Cinémathèque de la danse, l'un des plus beaux films de flamenco de l'histoire du cinéma : la flamboyante Carmen Amaya à son zénith et Antonio Gades à ses débuts.

Palais Garnier, lundi 28 à 20 h 30. Tél. : 47-42-53-71. 50 F.

La sélection cinéma a été établie par Colette Godard.

Non, non et non ! On ne prête ni sa serviette de bain ni sa femme...

PRINCE GEORGES BRASSENS  
SETTE 1990

QUINZAINE DES RÉALISATEURS  
CINÉMA 1990

SERGIO CASTELLITTO • LINA SASTRI • ROBERTO CITRAN

**Légers Quiproquos**

UN FILM DE RICKY TOGNAZZI

PRODUCTION EQUINOX • MONTAGE MASSIMO COSENTINO • MONTAGE AUDIO CLAUDIO BOGHI • POCCHI EQUINOX



# THÉÂTRE

PATRICE CHÉREAU DANS « LA SOLITUDE DES CHAMPS DE COTON » DE KOLTÈS

## L'adieu à Nanterre

Patrice Chéreau reprend le rôle du dealer dans *La Solitude des champs de coton* de Bernard-Marie Koltès, dans la petite salle du Théâtre des Amandiers, à Nanterre. Puis il prendra le temps de travailler à son projet de film, *La Reine Margot*. On espère seulement qu'il ne restera pas trop longtemps éloigné de la scène.

**E**N mars 1987, on découvrait à Nanterre un Patrice Chéreau méconnaissable, ventru, barbu, clochardisé. Dans *La Solitude des champs de coton*, de Bernard-Marie Koltès, qu'il avait mis en scène, il avait repris le rôle du dealer, celui qui propose au client, Laurent Mallet, des biens mystérieux et n'a rien d'autre à donner que « sa pauvre carcasse », dans une histoire d'amour irréel et de meurtre qui se commet par delà des mots. Il remplaçait Isach de Bankolé parti tourner *Chocolat* avec Claire Denis et n'était pas monté sur scène en tant qu'acteur depuis Toller de Tankred Dorst (où il remplaçait Sami Frey, en avril 1974). C'était une entreprise dans laquelle il avait tout à perdre, il a tout gagné.

On a reconnu en lui un talent qu'on n'imaginait pas, dans un personnage à la Michel Simon. Il a tourné le spectacle en Allemagne, l'a joué à Avignon, dernièrement à Barcelone, et le reprend pour ses adieux à Nanterre du 24 janvier au 18 février. Ce spectacle sera filmé pour la télévision par Benoît Jacquot.

« Le fond du problème, dit Patrice Chéreau, est que je ne suis plus ici dans la situation du metteur en scène. Je suis obligé de jouer avec mon partenaire, je ne peux plus le diriger. Mais la difficulté réelle est que Laurent Mallet et moi sommes deux blancs. Nous nous comprenons, nous sommes trop interchangeables. Nous travaillons à accentuer nos différences, pour que le spectacle devienne un combat, une bagarre sans pitié.

» Chaque personnage considère l'autre comme un marten, il n'est rien à se dire, rien à voir l'un avec l'autre. Koltès parlait à leur propos des chiens et des chats, de l'animosité qui les fait se jeter l'un contre l'autre. Ils n'ont aucune raison de s'agresser, c'est simplement dans leur nature. Il nous faut bâtir cette incompatibilité sans jouer l'hostilité immédiate. Elle doit s'enfermer irrémédiablement jusqu'à la fin.

» L'agressivité n'empêche pas la séduction, qui joue l'amour en l'absence de l'amour, le désir par répulsion et les deux hommes jouent à ne pas être ce qu'ils sont... « Si j'étais tenté de vous parler, voilà ce que je vous dirais... » C'est tout le discours... La séduction se cache dans la durée des mots qui font gagner du temps. Normalement, ils devraient se battre tout de suite. Or, ils attendent une heure vingt-cinq pour le faire. A la fin, ils se laissent le choix des armes et la pièce ne dit pas ce qui arrive. Elle est parfois opaque. Je comprends le dealer, mais l'incarnar m'effraie à certains moments. Je m'en sors par des galipettes, mais je ne suis pas bien sûr de ce que je fais.

» Je ne veux pas le cacher, Koltès ne voulait pas que je reprenne le rôle (1). Il l'avait écrit pour un Noir. Au début, je n'y ai pas fait trop attention. C'était simple dans l'euphorie et la brutalité d'un remplacement en quinze jours. Maintenant, je suis moins naïf, et à Barcelone, je ne faisais qu'y penser, mais quoi, c'est ma cuisine. On me dit : « Vous voulez lui rendre hommage en

le jouant quand même ? » Sans doute, c'est une façon de quitter Nanterre en faisant entendre un texte de lui... Une façon aussi de jeter un voile pudique sur le fait que tenir ce rôle m'amuse. J'ai acquis une logique d'acteur, trouvé en moi des choses que j'ai envie de montrer. Pour un dernier feu d'artifices.

» Dans un premier temps, je vivais des vacances. Un acteur joint d'une impunité totale. Jouer le soir sert d'alibi à ne rien faire toute la journée. On a le temps de lire, de téléphoner. Mais je n'éprouve aucun désir particulier de continuer. J'ai fait l'acteur dans deux films, je le refais si on me le proposait. A condition que ce ne soit pas trop long. Après deux semaines, je m'ennuie. Rien n'est plus bête qu'une journée de tournage. L'attente. On peut à peine lire le journal, faire les mots croisés et encore. Alors on sommeille. Mais ça n'est vraiment pas ma nature.

» Je ne me considère pas comme un comédien à part entière. Et je vais me tenir éloigné du théâtre pendant plusieurs mois. Mes projets exigent un très fort investissement personnel. Je prépare toujours le film sur *La Reine Margot*. Un film représente un travail quotidien de deux ans au moins à partir du moment où la décision du producteur est prise et positive... Au théâtre, les grands projets se programment deux ans à l'avance, dont je ne peux rien décider actuellement. Peut-être si je trouvais une pièce avec cinq ou six personnages, et un théâtre...

» Nanterre me manquera, mais pas suffisamment pour revenir sur ma décision. Je suis soulagé... Oui et non. Mes journées sont devenues normales. Avant, le temps de préparation des spectacles était volé sur tout le reste. Si on veut être directeur, on doit s'occuper très bien des gens qui vivent chez vous, des metteurs en scène invités, des acteurs. Je ne voulais pas que Nanterre devienne comme ces endroits où on arrive, on joue, on repart sans voir personne, à la limite une secrétaire qui vous demande entre deux portes si tout va bien. Quand on invite, on doit aller aux répétitions, veiller à ce que tous disposent de ce qui est nécessaire. J'ai commencé à le faire très bien, puis moins bien, et de toute façon, je n'en ai plus la force. Discuter, aider, je n'en ai plus envie.



Patrice Chéreau et Laurent Mallet comme chien et chat.

## SPECTACLES NOUVEAUX

**Le Malin du monde occidental**  
de John Millington Synge,  
mise en scène  
de Jacques Nichet,  
avec Claude Duperiot,  
André Blyert,  
Guillaume de Tocquelande,  
Alain Moët,  
et Nathalie Duperiot.

Revoilà au Théâtre de la Ville l'un de ses plus fidèles pensionnaires, Jacques Nichet, directeur du centre dramatique national du Languedoc-Roussillon, appelé aussi Théâtre des Treize-Vents, un joli nom qui résume bien dans ce poème dramatique de Synge. Dans un décor splendide, comme d'habitude, avec des comédiens dans l'ensemble excellents, comme Mahé Nabyr, invitation à la méditation métaphysique dans le cadre d'une anberge irlandaise.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4. A partir du 24 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 45. Mercoledì dimanche à 17 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 90 F à 120 F.

**La Dame de la mer, et les Ravennants**

d'Henrik Ibsen,  
mise en scène  
de Jean-Claude Richard,  
avec Jean-Claude Adelin,  
Anne Alvaro  
et Olivier Brunner.

Ceux qui se demandaient ce que devenaient l'excellente Anne Alvaro, le séduisant Jean-Claude Adelin et la sœur Madeleine Marion trouveront ici une réponse. Ils sont les héros d'un metteur en scène venu en théâtre par la philosophie, qui sait décidément choisir ses acteurs. Il avait monté *Le roman d'Edith Wharton* — autre preuve de goût — il y a deux ans chez Renaud-Barrault. Malheureusement, il s'est installé à la Grande Halle de la Villette, qui est une salle de théâtre tout à fait improbable. On se demande d'ail-

leurs pourquoi celle-ci multiplie les spectacles sans se décider à construire une salle digne de ce nom plutôt que d'abriter des ouvrages dramatiques dans un hangar bruyant et inconfortable.

Grande Halle de la Villette (salle Boris-Vian), 211, av. Jean-Jacques, 19. A partir du 30 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 42-48-77-22. De 20 F à 120 F.

**Kiki l'Indien**

de Joël Jouanneau,  
mise en scène  
de Michel Raskine,  
avec Joël Jouanneau,  
Marie Guittier,  
Christine Ruché,  
en alternance  
Romain Duvigneau,  
Jean-Pierre Pignatelli  
et Delphine Ruché.

Comment dire encore tout le bien que l'on pense, tout le bien que nous fait le théâtre poétique et unique de Joël Jouanneau. Cet auteur d'aujourd'hui s'est inventé une famille dont font partie le metteur en scène Michel Raskine, formé par Roger Planchon, et la comédienne Marie Guittier, qui n'en finit pas d'avoir du talent depuis qu'elle a créé la Salamandre, avec Gildas Bourdet. Premiers pas sur scène de sa fille Judith, qui devrait très vite intéresser les professionnels en quête de talents rares. Christine Ruché, dans le rôle-titre, est plus talentueuse que jamais. Reprise aux Bouffes-du-Nord de ce spectacle qui devait être donné à Malakoff avant l'incendie du théâtre. En accueillant *Kiki*, Micheline Uzan a fait preuve de goût mais aussi d'une solidarité trop rare ces temps-ci dans les théâtres publics.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10. A partir du 28 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-38-34-80. Durée : 1 h 40. 70 F.

**LES RENDEZ-VOUS CHOREGRAPHIQUES DE SCEAUX**

WIM VANDEK, YOUS QUATUOR THIERRY DE MET  
MATHILDE MONNIER  
MICHELLE RUST  
CHRISTIAN TROUILLAS  
LOUIS SELAVIS  
KASHIER YOUTT  
SERGE ADAM  
JOSETTE BAIZ

ROXANE HUILMANT  
METROS

JOELLE BOUVIER - REGIS OBADIA  
LES GEMEAUX  
Location : 40 01 36 07

**LES INCERTITUDES DU DESIR**  
CHÉBILLO FILS / GILLES GLEIZES  
DENISE CHALEM EMMANUELLE GRANGÉ BENOÎT VALLES  
47.42.67.27

**Robert HIRSCH 100<sup>ème</sup> Mort, Feuerbach**  
de TANKRED DORST  
ROBERT HIRSCH GRANDIOSE SOULEVERSAIRE ADMIRABLE UN VIRTUOSE DU GRAND ART ROBERT HIRSCH EST MAGNIFIQUE. ON EST FASCINE - C'EST UN REGAL - IL FAUT COURIR - VOIR ROBERT HIRSCH. La Presse unanime avec ALAIN FROMAGER PAULETTE FRANTZ  
THEATRE LA BRUYERE 48 74 76 99

**CENTRE DRAMATIQUE DE LA COURNEUVE CONSERVATOIRE NATIONAL DE RESSON D'AUVERGNE-LA COURNEUVE**  
**HISTOIRE DU SOLDAT** de Rimski et Stravinsky  
Mise en scène Patrick Buis. Direction musicale Jean-Charles Cheval  
du 24 janvier au 4 février  
du 20 au 23 h 45, du 4 au 19 h 30  
Cinémas d'été Jean-Benoît  
28, av. du Général-Leclerc - La Courneuve. Loc : 48.35.11.44 + 3 Franc

**théâtre des Arts**  
DU 23 JANVIER AU 4 FÉVRIER 1990  
**INTEGRALE BERTRAND TAVERNIER**  
14 films  
Rencontres avec cinéastes, comédiens et collaborateurs de BERTRAND TAVERNIER  
RENSEIGNEMENTS 30.30.33.33



Bernard-Marie Koltès, son texte pour la dernière fois à Nanterre.

## REPRISES

**Red Aoud**  
d'Albert Camus,  
avec Georges Bonnet,  
Gilles Lemaire,  
Jean-Pierre  
Jean-Claude Richard  
1947, mise en scène  
de J. B. B.

**Les Tarentes**  
présenté par le Centre  
d'art de la danse, l'un des  
plus beaux films de la  
collection de l'Institut de  
la danse, la danseuse  
française à l'étranger  
avec Jean-Claude Richard  
1947, mise en scène  
de J. B. B.

**La collection de la danse**  
à l'étranger  
Jean-Claude Richard  
1947, mise en scène  
de J. B. B.











## MUSIQUES

➔ Mais voilà, les « grands » chefs ont du pouvoir, mais ne l'exercent pas toujours très bien et Pludermacher n'est pas dans le circuit des grandes maisons de disques, des impresarios puissants... Il doit donc se contenter, s'il veut jouer à Paris, d'un orchestre bien malade, d'un orchestre qui n'a pas les moyens financiers et humains de tenir son rang. C'est triste, en regard au passé de Lamoureux et au grand talent d'un pianiste que Milstein admire autant qu'Horowitz.

Salle Pleyel, 17 h 45. Tél. : 46-83-88-73. De 100 F à 140 F.

## Lundi 29

## Ravel

Sonatine pour piano

Miroirs pour piano

## Chopin

12 Études pour piano op. 25

Viado Perlemuter (piano).

Ravel et Chopin par Perlemuter ? Allons une fois encore écouter la leçon de

musique de la plus belle figure du piano français.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 46-83-88-73. De 100 F à 300 F.

## Berio

Sequenza III

## Donatoni

L'Ultima sera

## Aperghis

De la nature de l'eau

## Ligeti

Aventures et Nouvelles Aventures

Assya Ozawa.

Parolepa Wainstay-Clark.

Lidia Gershteyn (soprano).

Sylvie Deguy.

Pomona Tortelier

(mezzo-soprano).

Philippe Lévy.

William Pearson (baryton).

Christophe Huyman.

Valérie Aubert (comédienne).

Ensemble InterContemporain.

Peter Eidevin (direction).

Voix notre photo légendée.

L'Auditorium. Théâtre musical de Paris, 19 heures. Tél. : 40-22-40. 100 F.

## Schubert

Klavierstücke n° 1

op. posthume

## Schumann

Lieder op. 39

## Ravel

Valses nobles

et serénités

Musiques naturelles

Nathalie Stutzmann

(contralto).

Christophe Huyman (piano).

Le timbre trop masculin du

contralto de Nathalie Stutz-

mann peut gêner tant il

paraît parfois cavernesux.

Mais, à son âge, un chanteur

progressif. Ses programmes

de récital sont toujours

d'une haute tenue ; elle sait

ménager et conduire sa voix,

gaye d'une sagesse qui la

conduira loin.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. :

49-53-05-07. De 100 F à

350 F.

## Schubert

Grand Duo pour violon

et piano op. 182

## Beethoven

Sonata pour violon

et piano n° 9 à 4 Kreutzer.



Olivier Charlier (violin)

Pascal Devoyon (piano)

Il y a peu de temps encore

Olivier Charlier jouait bien

du violon, certes, mais sans

passion, sans cette présence

qui distingue un soliste. Et

puis, ces derniers mois, il a

acquis une sûreté, une force

de conviction indéniables...

sans lesquelles il est illusoire

de penser s'attaquer au

Grand Duo de Schubert ou

à la Sonata « à Kreutzer ».

Et ce n'est pas parce qu'Erato

n'a pas continué à enregistrer

avec Pascal Devoyon (maître

de la Sonate de Liszt et un disque

Frank admirables) qu'il est

un pianiste qu'il faut

oublier.

Châtelet. Théâtre musical de

Paris, 12 h 45. Tél. : 40-22-

22-40. 35 F.

## Mardi 30

## Hommage

à Lily Laskine

Das Kazi.

Georges Barbotin (cor).

Bertille Fournier-Hugot.

Annie Chaban.

Marcelle Nordmann (harpe).

Patrice Fontanarosa (violin).

Cécile Tzan (violoncelle).

Pendant quatre-vingts ans

(de sa nomination à l'Opéra

de Paris en 1909, à sa mort

en 1988), Lily Laskine a

dominé le monde de la

harpe de son autorité sou-

veraine. Ses élèves et amis lui

rendent un juste hommage.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. :

49-53-05-07. De 100 F à

300 F.

## Haydn

Symphonie n° 49

Airs

## Montsalvatge

Cinco Canciones negras

## De Falla

L'Amour sorcier

Teresa Berganza

(mezzo-soprano).

Ensemble orchestral de Paris.

Arturo Tanyo (direction).

Pour Berganza, Montsal-

vatge et l'Amour sorcier :

deux œuvres faites pour elle.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. :

46-83-88-73. De 50 F à 170 F.

## RÉGIONS

## Clermont-Ferrand

## Beethoven

Trente-trois Variations pour

piano sur une valse de Diabelli

n° 21 op. 35 « Waldstein »

Sonata pour piano

n° 32 op. 111

Georges Pludermacher

(piano).

Un programme digne de

Georges Pludermacher :

deux œuvres « variées »

encadrées par la Sonata

Waldstein qui est une

grande étude de sonorités.

Ce pianiste joint à une

clarté de pensée peu com-

Le Hongrois Peter Eidevin est compositeur et chef d'orchestre. Depuis 1979, il a en charge l'Ensemble InterContemporain avec lequel il a assuré un nombre important de créations dans des conditions idéales. Les compositeurs contemporains ont beaucoup de chance de l'avoir comme défenseur.

## JAZZ

## Andy Emier Octet

Programmé, parainé et

poussé par Daniel Humair

(carte blanche), le pianiste

Andy Emier a rassemblé

une légion de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Une dizaine de talents.

Brigitte Fossey (comédienne).

Yvan Ruffand (lauréat en scène).

Marc Soustrot (direction).

Une mise en scène assez

illustrative qui colle à la

musique d'Honegger (qui

en ses meilleurs moments

n'est pas sans évoquer le

Stravinski grinçant de

guerre mondiale) et au

texte de Paul Claudel (bien

daté et équivoque en regard

au contexte poétique qui lui

était contemporain : 1937),

un décor et des costumes

assez pauvres. Cette Jeanne

d'Arc au bûcher est un spec-

tacle contraint par un bud-

get limité qui vaut surtout

par la présence de Brigitte

Fossey, une Jeanne illum-

inée bien dans la tradition.

Le 28, 14 h 30 ; le 30,

20 h 30. Opéra. Tél. : 40-89-

77-18. De 46 F à 180 F.

## Toulousain

## Frank

Le Chœur musical

pour symphonique

## Brahms

Concerto pour violon

et orchestre

## Magnard

Symphonie n° 3 « Bucolique »

Franz-Peter Zimmermann

(violin).

Orchestre national du Capitole

de Toulouse.

Michel Plasson (direction).

Un programme comme

Michel Plasson les affec-

tionne. Voilà un chef qui

n'hésite pas à associer une

œuvre de référence comme

le Concerto pour violon et

orchestre de Brahms à la

Troisième Symphonie

d'Albéric Magnard, un

chef-d'œuvre qui nous fut

révélé il y a plus de vingt

ans par Ernest Ansermet

chez Decca. Une symphonie

qu'on désespère voir un jour

inscrite au répertoire des

grands orchestres.

Le 28, Halle aux Grains,

20 h 30. Tél. : 61-22-80-22.

De 60 F à 210 F.

## Wim Vandekeybus

Thierry de Mey

Wim Vandekeybus (le 27).

Mathilde Monnier, Chris-

tian Trouillas, Michèle Rust

(le 30), Josette Bais (les 2

et 3 février), Roxane Hui-

mand (le 6), Compagnie

Métros (le 9), Bouvier et

Obadia (le 11







David  
(1748-1825)

Cette exposition clôt la célébration du Bicentenaire. Introduit en France du néo-classicisme, le peintre célèbre les grandes heures de la Révolution et siège à la Convention avant de devenir le peintre officiel de l'Empire. La taille de certaines de ses œuvres n'a pas permis de les réunir dans un seul lieu. Les amateurs devront donc faire le voyage du Louvre à Versailles.

Musée du Louvre, galerie et salle Mollien, entrée par la pyramide, direction Denon, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél : 40-20-53-17. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h à 17 h 45. Nouveaux le mercredi et un lundi sur deux. Vis. conf. les lundi, jeudi, samedi 15 h 30, mercredi 19 h 45. Tél : 40-20-51-77. Jusqu'au 12 février. 35 F (prix d'entrée du musée).

Château de Versailles, salle du sacre - appartement du duc de Montesson, Versailles, 78000. Tél : 30-94-74-00. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 30. Jusqu'au 12 février. 23 F.

Donations  
Daniel Cordier

Collectionneur hors les normes et marchand qui, dans sa galerie, défendait ce que l'amateur passionné accumulait, Daniel Cordier est aussi un grand donateur : pas moins de cinq cents œuvres d'artistes comme Dubuffet, Dada, Michaux, Réaumur (et qui ne sont pas forcément au goût de tout le monde) sont en effet entrées, par lui, au Musée national d'art moderne.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 3 mars.

Fred Doux,  
œuvres 1949-1990

Dessins, gravures, textes, livres depuis quarante ans. C'est la première rétrospective de cet artiste écrivain (d'abord connu sous le nom de Jean Doussot), qui, dans la foulée du surréalisme, explore avec une minutie inouïe des mondes intérieurs.

Ecole nationale supérieure des beaux-arts, chapelle des Petits-Augustins, 14, rue Bonaparte, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél : 42-60-34-57. Tous les jours, sauf mardi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 11 mars. 18 F.

Kupka  
ou l'invention  
d'une abstraction

Une grande rétrospective. Complète grâce aux prêts de la Galerie nationale de Prague, elle permet de découvrir d'étranges œuvres symbolistes, et de mesurer toute la complexité de la démarche du peintre, l'un des grands pionniers de l'abstraction. C'est d'ailleurs sur le passage de Kupka à une peinture de la non-représentation que l'accent est mis.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 16<sup>e</sup>. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi à 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février. 16 F.

L'Art conceptuel,  
une perspective

L'exposition tente pour la première fois de donner une vue d'ensemble des démarches conceptuelles de la fin des années 60 et du début des années 70. En présentant des travaux d'artistes effectivement qualifiés de « conceptuels », tels Robert Barry, Joseph Kosuth, Lawrence Weiner, On Kawara, mais pas seulement : Brodthagen, Buren, Haacke, sont aussi au programme.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 16<sup>e</sup>. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées gr. les jeudi à 15 h et le dimanche 4 fév. à 11 h. Jusqu'au 18 février. 16 F.

Le monde  
des musées  
au Grand Palais

Le 2<sup>e</sup> Salon international des musées et des expositions, manifestation originale où viennent se présenter des établissements de tous les types, cherche, avec cette deuxième édition, à devenir un grand rendez-vous européen des professionnels, comme du public. Grand Palais, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Général-Eisenhower, Paris, 8<sup>e</sup>. Tél : 42-85-23-15. Tous les jours, sauf mardi, 23 janvier, de 10 h à 22 h. Jusqu'au 28 janvier. 48 F.

Le Paysage  
en Europe  
du XVI<sup>e</sup>  
au XVII<sup>e</sup> siècle

De Campagna à Rubens, de Bruegel à Hackert, en passant par Claude Gellée et Poussin, 162 dessins des collections du Louvre mettent en lumière l'évolution de la représentation du paysage, d'une conception de l'espace occupé par l'homme, au sentiment de la nature.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Juillard - côté jardin des Tuileries, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél : 40-20-53-17. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Visites-conférences les jeudi et samedi à 15 h du 15 février au 14 avril. Jusqu'au 23 avril. 25 F (prix d'entrée du musée).

La Peinture,  
le Roi,  
le Héros

Un hommage à Mignard, méconnu en dépit des charges officielles qu'il occupa pendant le règne de Louis XIV. On ne retient de lui qu'un substantif péjoratif : « mignardise » - qui n'est même pas forgé sur son nom.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Juillard - côté jardin des Tuileries, Paris, 1<sup>er</sup>.



Tél : 40-20-53-17. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Visites-conférences les jeudi à 15 h du 19 février au 18 avril, les mercredis à 15 h. Jusqu'au 23 avril. 25 F (prix d'entrée du musée).

## Sophie Taeuber

Le centenaire de la naissance de Sophie Taeuber est le prétexte de cette exposition rétrospective juste et bien faite. Qui rend hommage au talent et à l'originalité des recherches de cette artiste d'avant-garde, amie de dada puis du constructivisme, dont l'œuvre tient bon, sans qu'il soit besoin de la situer, comme on le fait trop souvent, dans la mouvance de celle de Jean Arp, l'époux.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 16<sup>e</sup>. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 18 mars. 16 F.

La guerre  
des caricatures  
entre Paris  
et Berlin

Passée l'idylle d'un printemps révolutionnaire, les

relations ont fait plus que se gâter au siècle dernier, entre Paris et Berlin. A coups de crayon incisifs aussi, avec notamment Daumier dans un camp et Wilhelm Scholz dans l'autre, et les désastres de la guerre de 70 des deux côtés.

Goethe Institut de Paris, 17, av. d'Iéna, Paris, 16<sup>e</sup>. Tél : 47-23-61-21. Tous les jours, sauf samedi et dimanche, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 23 février.

30 ans de dessins  
d'actualité  
en France

Voir notre photo légendée. Musée d'histoire contemporaine/BDIC. Hôtel des Invalides, Paris, 7<sup>e</sup>. Tél : 45-55-37-71. Tous les jours, sauf samedi et dimanche, de 10 h à 19 h et de 14 h à 17 h 30. 16 F.

## GALERIES

## Donise Colomb

Sœur du célèbre marchand de tableaux Pierre Loch, cette délicieuse petite dame de quatre-vingt-sept ans fixe le reflet du temps qui passe dans les miroirs et les flammes d'eau. Entre deux

averses, elle complète ces « quelques réflexions sur Paris » par des portraits d'artistes amis.

Galerie Zabrickie, 37, rue Quincampoix, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-72-36-47. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 3 février.

## Dado

Est-ce l'année Dado ? Tandis que la donation Cordier au Musée national d'art moderne attire l'attention sur l'artiste, voici que quatre galeries s'associent pour proposer une rétrospective de ce metteur en scène d'étranges cauchemars, dont la palette douce et le dessin raffiné ne font que rajouter à l'expression de l'horreur.

Galerie André-François Petit, 196, boulevard Saint-Germain, Paris, 7<sup>e</sup>. Tél : 45-44-84-83. Jusqu'au 20 février.

Galerie Beaumont, 23, rue du Ronard, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-71-20-50. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 h 30 à 19 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 20 février.

Galerie Baudouin-Lebon, 34, rue des Archives, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-72-09-10. Tous les

jours, sauf dimanche, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 20 février.

## Matta

Des dessins, depuis 1936 : toute une histoire, toute une aventure, celle du plongeur vertigineux de l'artiste-navigateur nommé Matta dans ce qu'il appelle l'espace de l'espace, et sa traversée en solitaire des corps, des plans, des transparences et des opacités de notre labyrinthe social.

Galerie Beaumont, 23, rue du Ronard, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-71-20-50. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 h 30 à 19 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 20 février.

Galerie Baudouin-Lebon, 34, rue des Archives, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-72-09-10. Tous les

jours, sauf dimanche, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 20 février.

## Norman Parkinson

Première exposition en France de ce gentleman typiquement britannique de soixante-seize ans. Fanatique de la perfection, il décline, avec un zeste d'émotion bon ton, la beauté de la femme, campée avec naturel dans les situations les plus quotidiennes. Décontractées, élégantes, en tailleur de tweed, ses égrégies pensées exhalent avec grâce une fraîcheur hitchcockienne.

Galerie Agathe-Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-77-39-24. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 17 février.

## Georges Rousse

Perçée d'azur et d'air dans la nuit, des palmiers, des confères en trompe-l'œil s'éclatent dans le ciel. Sur d'épais fonds noirs, Rousse, à coups de perspectives tordues, investit l'insolite des lieux vides au Chili, au Japon, à Marseille. Renouant avec la figuration de ses débuts, il recrée de toutes pièces des espaces inventés.

Galerie Faridat-Cadet, 77, rue des Archives, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél : 42-78-09-38. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 23 février.

## José-María Sert

En amour de sa peinture, Sert collectionnait la photographie. Puisant dans l'image fixe un matériau pour ses tableaux, jouant sur le réel et sur l'imaginaire, il se servait de ses instantanés de voyage, ou bien de mises en scène de mannequins articulés et de figures animales. Une révélation.

Galerie Michèle-Chomette, 24, rue Beaumont, Paris, 3<sup>e</sup>. Tél : 42-78-06-62. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 17 février.

## RÉGIONS

## Grenoble

Annette Messager  
Collectionneuse d'images, traqueuse de photographies, Annette Messager n'a cessé, depuis le début des années 70, de raconter et de se raconter des histoires, de parler d'elle et des autres (femmes), de ses pulsions, de ses amours et ses haines, de plus en plus souvent sous forme de mises en scène rituelles. C'est la première rétrospective de son œuvre.

Musée, place de Verdun, 38000. Tél : 75-54-08-82. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 12 février.

## Labège-Innopole

Les peintres  
et les livres  
Picasso, Braque, Reverdy, Sonia Delaunay, Tzara, Giacometti, Du Bouchet, Alechinsky, Butor... ou le livre lieu d'échanges entre les peintres et les poètes, l'image et l'écrit, le trait et la typographie, le blanc, le vide et le plein : un beau sujet, inattendu dans un centre d'art contemporain.

Centre d'art régional Midi-Pyrénées, 31328. Tél : 61-39-29-29. De 12 h 30 à 20 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 4 mars.

## Lorient

Karen Knorr  
Un inventaire critique des us, rites et codes de la société britannique contemporaine. Artiste conceptuel que Victor Burgin, Karen Knorr témoigne de la vitalité de la photographie anglaise, dont le renouveau est assuré, entre autres, par Hannah Collins et Craigie Horsfield.

Galerie Le Lieu, 11 bis, place Anatole-Le-Braz. Tél : 97-21-18-81 ou 47-21-74-01.

Le Monde  
DES LIVRES

« Blast », foyer et explosion, surréalisme européen - expressionnisme abstrait américain  
A travers un choix restreint d'œuvres majeures, dont beaucoup ont été prêtées par le Musée d'art moderne de New-York, l'exposition essaie de montrer la nature des échanges entre les artistes américains à l'origine de l'expressionnisme abstrait, et les surréalistes émigrés aux États-Unis pendant la guerre. Un point d'histoire.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59050. Tél : 20-06-42-48. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breerette, Sélection « Photo » : Patrick Roegiers

18-02. Galerie de l'École des beaux-arts, 5, rue Jules-Legrand. Tél : 97-21-01-30. Service historique de la Marine, rue de la Calé-Ory, Tél : 97-84-77-98. Jusqu'au 19 février.

## Lyon

Les musées  
de Miossior

Natures mortes et fleurs de Berjon et Bony, scènes de genre de Grobon, peintures d'histoire d'Hennequin, sculptures de Chinar et d'une inconnue, Madame de Sermézey. C'est avec ces peintures et ces sculptures de la Révolution et de l'Empire que l'on commença à parler d'une « école lyonnaise ».

Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69001. Tél : 78-28-07-66. De 10 h 30 à 18 heures. Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 11 février.

## Reims

## Pierre Boucher

Photographe, concepteur, maquetteur, cet expérimentateur insatiable a créé l'agence Alliance Photo en 1934. Toniques et optimistes, ses instantanés traduisent une expressionnisme graphique de la joie. Féroce de canot et de camping, amoureux du plein air, il réalise aussi des nus distants. Lui-même se dit phototypographe. Ses dernières trouvailles s'appellent des « polarisations ».

Rétrospective Pierre Boucher : « Photos entre-deux-guerres », café du Palais, place Myron-Herzick ; « Peinture, Optique, Espace, trésor », Office du tourisme, 2, rue Guillaume de Machault ; « Fresques », Photo-montage, Espace Motreux, chaussée Boquaine. Jusqu'au 31 janvier.

## Rennes

## James Galtier

« De la matière à la trace », le parcours depuis une trentaine d'années d'un artiste qui participa au courant de l'abstraction lyrique, aime gérer des plages de matières colorées, avant de tendre vers une peinture allégée, d'empreintes, de cicatrices, de vibrations.

Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél : 80-29-56-54. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 2 mars.

## Poitiers

## Poitou-Charentes

Présenté par le Fonds régional d'art contemporain, un ensemble de sept artistes (Faignbaum, Gerz, Graham, Hilliard-Rousse, Thomas, Tosani) utilisent la photographie. Allégories de l'espace, manipulations, objets fictifs, à travers une infinité de représentations, un aperçu vivant de la création des années 80.

FRAC, Hôtel de Région, 15, rue de l'Ancienne-Comédie. Tél : 45-52-57-01. Jusqu'au 2 février.

## Villeneuve-d'Azay

« Blast », foyer et explosion, surréalisme européen - expressionnisme abstrait américain  
A travers un choix restreint d'œuvres majeures, dont beaucoup ont été prêtées par le Musée d'art moderne de New-York, l'exposition essaie de montrer la nature des échanges entre les artistes américains à l'origine de l'expressionnisme abstrait, et les surréalistes émigrés aux États-Unis pendant la guerre. Un point d'histoire.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59050. Tél : 20-06-42-48. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février.

## La sélection « Arts »

a été établie par : Geneviève Breerette, Sélection « Photo » : Patrick Roegiers

25, 26, 27 JANVIER 20 H 30  
**HOMMAGE A KANDINSKY**  
CREATION  
HALLET EGHAYAN  
COMPAGNIE DE DANSE  
SEVRES ESPACE LOISIRS  
45.34.28.28

**LA VEUVE**  
OU LE TRAIRE TRAH  
CORNEILLE  
MISE EN SCENE  
CHRISTIAN RIST  
ATHENEE  
LOUIS JOUVET  
47.42.67.27

DANS  
**LA SOLITUDE  
DES CHAMPS  
DE COTON**  
de Bernard-Marie Koltès  
mise en scène Patrice Chéreau  
DERNIERES  
REPRESENTATIONS  
EXCEPTIONNELLES  
avec  
Patrice Chéreau - Laurent Malet  
25 janvier - 18 février  
47 21 18 81 ou 47 21 74 01

**TRIFF**  
FIN DE COLLECTIONS  
**KILIMS**  
et  
**TAPIS**  
- 40 %  
Ouvert dimanche  
15 H  
35, rue Jacob 6<sup>e</sup>  
Tél : 42-60-22-60

**Le Monde**  
DES LIVRES

**Le Monde**  
DES LIVRES

**Déclaration  
des revenus  
de 1989 :**  
date limite  
reportée au  
12 mars



36 Grandes manœuvres dans le transport aérien  
37 Les montres russes à l'heure de la France

37 Des O.S. français comme des autres  
39 Paris construit des villes nouvelles

44 Marchés financiers  
45 Bourse

La polémique sur le financement de la retraite à soixante ans

M. Evén confirme que les engagements de l'Etat prendront fin le 31 mars

Poker menteur

Dans la politique contractuelle, le poker menteur fait depuis longtemps partie des figures imposées. Sur le dossier du financement de la retraite à soixante ans, les partenaires sociaux et le gouvernement se livrent une partie serrée. Au risque de désorienter inutilement les futurs retraités.

Les syndicats (CGT et CFE-CGC en tête) exigent, sous peine de rogner les pensions versées par les régimes de retraite complémentaires gérés par les partenaires sociaux, que l'Etat continue de financer une mesure que les socialistes avaient eux-mêmes instaurée en 1983. Alors qu'ils ont réclamé pendant des années la retraite à soixante ans, les syndicats expliquent qu'ils n'ont pas à supporter le coût d'une décision gouvernementale. M. Krasucki, éditeur d'un « débat national ».

Quant au patronat, il renchérit sur le même thème mais il cherche non pas à pérenniser un « acquis social » mais plutôt à le remettre indirectement en cause. Or, patronat et syndicats souhaitent discrètement réduire de 2 points à 1,8 point le prélevement UNEDIC (qui assure l'essentiel du financement de l'équipement de l'âge de la retraite) ce qui permettrait d'alléger les cotisations à l'assurance chômage.

De son côté, l'Etat ne joue pas, lui non plus, cartes sur table. Soucieux de ne pas dévoiler trop tôt son jeu, l'entourage du premier ministre reconnaît en privé qu'il versera son écot si des difficultés de trésorerie apparaissent. Sur le fond, cette polémique met le gouvernement en porte à faux : il doit se poser en défenseur d'une « grande réalisation du premier septennat de François Mitterrand » alors qu'il sait pertinemment que les difficultés de l'assurance-vieillesse conduiront inévitablement à allonger la durée d'activité des salariés et à revoir — à la baisse — le mode de calcul des retraites. La nécessité d'une telle réflexion d'ensemble fera d'ailleurs l'objet d'un débat parlementaire au printemps.

J.-M. N.

M. Claude Evén, ministre de la Solidarité, persiste et signe. Dans une lettre adressée à M. Roger Meudec, le président de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, qui lui avait fait part des « interrogations de nombreux assurés sociaux », il vient de réaffirmer que le principe de la retraite à soixante ans n'est pas en danger, même si, comme prévu, le gouvernement ne maintiendra pas ses engagements financiers au-delà du 31 mars prochain.

Dans cette lettre, rendue publique, mardi 23 janvier, M. Evén indique en effet que « le gouvernement a fait clairement connaître son sentiment que l'Association pour la gestion de la structure financière (ASF) est capable en tout état de cause de faire face à l'intégralité de ses charges actuelles au-delà du 31 mars prochain avec les ressources de cotisation qui lui sont affectées. Or, en 1983, l'ASF est alimentée par l'Etat (pour une durée de sept ans) et par une contribution employeurs-salariés égale à deux points de cotisation UNEDIC (l'assurance-chômage) et permet d'aider les régimes complémentaires à absorber les coûts liés à la réduction de soixante-cinq à soixante ans de l'âge légal du départ en retraite.

Cette nouvelle mise au point du gouvernement vise à répondre aux déclarations du CNPF et de plusieurs syndicats, notamment la CGT et la CFE-CGC, selon lesquelles les caisses de retraite ne pourraient, après le 1<sup>er</sup> avril prochain, continuer à assurer l'ouverture des droits à taux plein à partir de soixante ans (le Monde du 16 janvier).

Selon le gouvernement, les charges de l'ASF, après avoir atteint un plafond en 1989 (40,4 milliards de francs), vont peu à peu se réduire : 39,1 milliards en 1990, 32,4 milliards en 1991, 30 milliards en 1992 et en 1993. A ressources inchangées, le solde annuel serait négatif (- 5,3 milliards) en 1990, mais, compte tenu des excédents des années précédentes, le solde cumulé resterait positif de 1,1 milliard. En 1991, le solde annuel serait de - 0,6 milliard, mais il deviendrait positif de 2,8 milliards à partir de 1992.

En revanche, si, comme les partenaires sociaux l'envisagent, la contribution de l'UNEDIC à l'ASF passait de 2 à 1,8 point de cotisation, le besoin de financement serait de 7,4 milliards en 1990 et de 3,6 milliards en 1991. Tel est bien, selon le gouvernement, le principal enjeu du débat.

J.-M. N.

Un entretien avec le « patron » de la DATAR

« L'aménagement du territoire va de plus en plus s'intéresser à la prospective, à la recherche et aux universités », nous déclare M. Jean-Pierre Dupont



Le rôle et l'action de la DATAR et fait partie intégrante de sa vocation. C'est pourquoi M. Chérèque et moi-même en faisons une priorité. Le déficit dans ce domaine est notoire. Or toute politique d'aménagement a des effets à long terme. Il faut que nous puissions disposer de scénarios, de tendances, d'hypothèses de développement. Nos travaux seront étroitement articulés avec ceux de commissariats au Plan car je n'imagine pas ne pas jumeler prospective géographique, économique et sociale.

Des contacts avec l'Est

Concrètement, ces travaux porteront sur quels thèmes ?

Un exemple à travers la prospective appliquée aux grands espaces interrégionaux. Quel avenir se dessine pour les façades atlantique ou méditerranéenne, pour le Bassin parisien au sens large, pour l'axe Rhin-Rhône, pour l'axe nord-est, de vieille tradition industrielle, qui va de Dunkerque à Belfort ? Ces travaux et bien d'autres seront menés en coordination étroite avec les élus régionaux.

La DATAR va-t-elle s'ouvrir vers les pays de l'Est ?

Oui, nous recevons de nombreuses sollicitations et nous n'avons pas encore l'instrument adapté pour y répondre. Nous allons notamment concrétiser prochainement des contacts avec la Hongrie, car ce pays souhaite engager une politique volontariste d'aménagement.

Plus généralement, comment voyez-vous l'avenir de la DATAR dans les prochains mois ?

L'année 1990 marquera le retour en force de l'aménagement du territoire dans les priorités économiques et sociales. Un débat parlementaire sera organisé au printemps prochain. Un comité interministériel est également prévu dans le courant du premier semestre de cette année car, les chantiers ne manquent pas : renforcer la capacité de mobilisation des régions, notamment en y intégrant le développement des universités et de la recherche, éviter la marginalisation de certains territoires ruraux, favoriser le renforcement des structures urbaines en particulier les réseaux de villes, promouvoir les nouvelles techniques de communication, intégrer l'espace français à l'Europe... tous ces enjeux dont la liste n'est pas exhaustive doivent s'inscrire dans une politique nationale au service de laquelle la DATAR entend bien jouer un rôle déterminant.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSHEN

Les grands programmes technologiques

Alliance gouvernement-industrie pour la « voiture propre »

La France va consacrer 1,2 milliard de francs sur huit ans à la recherche sur la « voiture propre ». Ce triplement de l'effort consenti jusqu'ici, est rendu nécessaire par l'affichage gouvernemental d'une volonté écologique et plus encore par l'impératif industriel.

Comme l'électronique, le souci de respecter l'environnement est un facteur d'accélération de la mutation technologique que les industriels français ne doivent pas manquer. Or, l'an dernier, ils avaient été vus de court par le renforcement des normes décidées par la Commission européenne, et la France souffre de devoir bientôt importer pour 3 milliards d'équipements polluants, comme les pots catalytiques.

Un protocole a été signé, mardi 23 janvier, associant trois ministères (équipement, industrie et

recherche), les deux constructeurs nationaux Peugeot SA et Renault et les divers partenaires concernés (Institut français du pétrole, Agence française de maîtrise de l'énergie, Commissariat à l'énergie atomique, etc.). La part de l'Etat dans le programme devrait être de 450 millions de francs pris pour un tiers sur le budget de M. Curien, ministre de la recherche, et pour deux tiers sur celui de M. Fauroux, ministre de l'industrie.

Cette opération s'inscrit dans les grands programmes technologiques que le gouvernement a décidé de relancer cette année et qui comprennent aussi les composants électroniques, la télévision haute définition et le TGV futur. Le principe est d'encourager les coopérations en unissant les industriels (ce qui n'est pas toujours simple entre Renault et Peugeot) et en y associant des fonds publics.

Tous axés

Le programme est vaste puisqu'il veut explorer « systématiquement » l'ensemble des technologies disponibles et ne pas se contenter de dépolluer à la sortie du moteur. L'essentiel des recherches (300 millions de francs) concernera donc les moteurs existants qu'il s'agit de rendre plus propres en même temps que plus économiques. Les pots catalytiques, dont Bruxelles a imposé la monte progressive sur tous les modèles, à la fin de l'année 1990, les déficits d'accroître la consommation d'essence de 7 % ou 8 % et de réduire le coût moyen des automobiles de 10 %. Peugeot avait d'ailleurs dénoncé vivement le recours obligatoire à cette technique. Les industriels français vont donc axer leurs recherches sur une dépollution « à la source ».

Ensuite, les idées portent sur des « solutions alternatives » : un moteur 2 temps, propre, mais aussi silencieux (75 millions de francs sur cinq ans), l'adaptation à de nouveaux carburants moins polluants (35 millions sur cinq ans) et les voitures électriques urbaines (125 millions sur cinq ans).

Au-delà, des solutions « plus radicales » se dessinent autour des turbines à gaz (le programme s'inscrit ici dans celui arrêté par Burel, portant sur 280 millions), des moteurs à hydrogène (80 millions sur quatre ans) et des piles à combustibles (70 millions sur quatre ans).

La somme de 1,2 milliard est « de l'ordre de grandeur » de ce que dépensent les Japonais ou les Américains, a affirmé M. Fauroux. E.L.B.

M. Ryjkov repousse tout projet de réforme monétaire en URSS

Le premier ministre de l'URSS, M. Nikolai Ryjkov, s'est opposé catégoriquement à toute réforme monétaire d'envergure en Union Soviétique, dans une interview publiée cette semaine par le journal soviétique Troud. « Nous sommes devenus convaincus du caractère inopportuniste de la mise en œuvre d'une réforme monétaire », a déclaré le premier ministre. Si, selon M. Ryjkov, l'amélioration du système de financement de l'URSS requiert des mesures urgentes et radicales, la réforme monétaire n'est pas souhaitable.

En tenant ces propos, le premier ministre a voulu mettre un terme au débat qui agite les économistes sur les moyens d'éponger le surplus de liquidités. Ce débat s'est traduit récemment par une forte spéculation et une vive inquiétude au sein de la population. Pour lutter contre les achats massifs de métaux et de pierres précieuses effectués pour se protéger de l'inflation et d'une éventuelle dévaluation massive de la monnaie, le gouvernement avait annoncé mardi 9 janvier l'augmentation de 50 % des prix de l'or et des bijoux.

Le problème des liquidités excessives et de l'insuffisance de l'offre de biens de consommation reste très préoccupant en URSS. M. Ryjkov a estimé la demande de biens non satisfaits (détente sous forme d'épargne et de liquidités) à 165 milliards de roubles (1 600 milliards de francs au cours commercial).

Déclaration des revenus de 1989 : date limite reportée au 12 mars

La date limite à laquelle pourront être postées par les contribuables leur déclaration de revenus de l'année 1989 a été reportée du 28 février au 12 mars.

Cette décision annoncée par le ministère de l'économie et des finances s'explique par le fait que fin février de nombreux Français se trouveront en vacances, les écoles étant fermées du 21 février au 4 mars en région parisienne.

Les contribuables commenceront à recevoir par la poste à partir du 19 février les formulaires de déclaration de revenus. C'est également à partir de cette date que l'administration répondra par téléphone aux demandes de renseignements.

Neuf villes en vedette

Dans le cadre de la relance de la politique des villes, la DATAR a engagé avec plusieurs villes des négociations un peu sur le modèle des contrats de plan entre l'Etat et les régions. Ces négociations devraient se concrétiser par des chartes d'objectifs prévoyant, sur plusieurs années, les principaux investissements de l'Etat et de la municipalité. Les villes concernées sont Lyon, Marseille, Toulouse, Lille, Dunkerque, Reims, Le Creusot, Montceau-les-Mines, Strasbourg et Rennes.

RÉGIONS

Alsace

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle

Alsace-Moselle



## ÉCONOMIE

Les grandes manœuvres dans le transport aérien

## La Commission de Bruxelles veut négocier seule les droits de trafic

La libéralisation des transports aériens en cours dans la Communauté et la création, en 1993, d'un espace aérien unique devraient être l'occasion de renégocier les droits de trafic avec les pays tiers et, en particulier, avec les États-Unis, afin de parvenir à un meilleur équilibre des avantages réciproques. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993, une telle négociation serait

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Le marché américain représente un enjeu considérable, et y accéder constitue l'ambition légitime de toute compagnie aérienne. La Commission de Bruxelles estime que le changement de *status quo* que représente la mise en place du marché unique fournit une occasion de passer à l'offensive. Les États-Unis disposent, en Europe, de droits de trafic sans commune mesure avec ceux dont bénéficient, outre-Atlantique, les pays membres de la Communauté. Leurs compagnies aériennes exercent dans la CEE des droits dits de « cinquième liberté ».

L'exercice de la cinquième liberté permet à une compagnie américaine qui relie, par exemple, New-York à Paris de continuer son vol vers Rome ou tout autre aéroport européen en changeant de passagers à Paris. C'est ainsi que PanAm dessert un nombre important de capitales européennes à partir d'un « hub » — l'aéroport d'arrivée de ses vols transatlantiques — qui est Heathrow. Les compagnies européennes n'exercent pratiquement pas de droits de cinquième liberté à partir des États-Unis. Mais elles seraient intéressées à exercer des droits de cabotage. Air France, par exem-

ple, arrivant à New-York, aimerait pouvoir continuer son vol en embarquant des passagers à New-York vers Houston ou Chicago.

## Contre le cabotage

L'administration civile américaine interdit le cabotage. Pourquoi changerait-elle d'avis ? À partir de 1993, la situation va évoluer dans la Communauté, explique la Commission : ce qui est aujourd'hui droits de cinquième liberté deviendra, dans un espace unique, droits de cabotage. L'intention de la Commission n'est pas, comme certains l'ont craint à Washington, de remettre en cause les droits acquis (pour obtenir ceux-là, nous avons déjà payé, objectent les Américains), mais de négocier, sur la base de la réciprocité, des droits de cabotage pour les compagnies communautaires.

La Commission transmet également au Douze un projet de mandat pour engager immédiatement des négociations avec les pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange), à savoir la Suède et la Norvège (copropriétaires, avec le Danemark, de la compagnie SAS, qui est considérée comme une compagnie communautaire), la Finlande, l'Islande, l'Autriche et la Suisse. Ces pays souhaiteraient que leurs compagnies aériennes bénéficient de la

libéralisation de l'espace aérien des Douze, au même titre que les compagnies communautaires.

Pour obtenir l'accès au marché (par exemple, compte tenu de l'état actuel de la législation communautaire, la possibilité pour Swissair d'ouvrir des lignes de Zurich vers Bordeaux ou bien vers Marseille), celles-ci sont prêtes à prendre à leur compte les procédures communautaires en matière de fixation des tarifs ou de partage des capacités. Aux yeux de la Commission, les compagnies de l'AELE, si elles veulent faire partie, et par conséquent tirer profit, de l'espace communautaire, devraient en accepter les contraintes et, en particulier, se plier à l'effort d'harmonisation qu'accomplit actuellement la Communauté.

Un autre élément du dossier, maintenant transmis au Douze par M. Karel Van Miert, commissaire chargé de la politique des transports, fera du bruit dans les capitales de la Communauté. Bruxelles propose qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993 les négociations avec les pays tiers seraient dirigées par la Commission. Jusque-là, un État membre pouvait continuer à négocier tel ou tel droit de trafic, de manière bilatérale, avec un pays tiers, mais seulement après concertation avec la Commission et les autres États membres.

PHILIPPE LEMAITRE

## La compagnie Minerve demande à reprendre des lignes d'UTA et d'Aéromaritime

Le gouvernement français est dans l'embarras après le rapprochement-fusion entre Air France, UTA et Air Inter. D'un côté, il ne lui est plus possible de protéger à outrance un tel monopole sans encourir les foudres de Bruxelles. De l'autre, il hésite à donner des droits de trafic à la compagnie Minerve — onze avions, dont le PDG, M. René-Fernand Meyer, demande, ni plus ni moins, à reprendre des lignes d'UTA et d'Aéromaritime.

M. René-Fernand Meyer est furieux. D'abord, parce que ni le ministre de l'équipement, M. Michel Delebarre, ni son directeur de cabinet, ni son conseiller technique n'ont le temps de le recevoir. Ensuite, parce que la direction de l'aviation civile française vient, par deux fois, de lui mettre des bâtons dans les roues en lui interdisant de poser ses avions à Bamako et en Sierra-Leone. « Non seulement ce gouvernement socialiste ne fait rien, fulmine-t-il, mais en plus il ne respecte pas la loi ! Il remet en cause les droits de trafic sur la Sierra-Leone accordés par le précédent gouvernement et par le gouvernement de la Sierra-Leone ! »

Cette grosse colère passée, M. Meyer accepte d'analyser la

situation tout à fait nouvelle créée par le regroupement d'UTA et d'Air Inter sous les ailes d'Air France : « Si j'avais été ministre, c'est le contraire que j'aurais fait : UTA aurait repris Air France. Je n'aime pas les machins publics. René Lapierre, le PDG d'UTA, avait eu le courage de faire un sacré ménage dans sa compagnie. Je le reconnais, bien que je n'aie pas été copain avec lui : il était énarque et n'a jamais affrété mes avions. »

## Optimisme

Bien que cela ne soit pas dans sa nature, M. Meyer attend. « Est-ce que le gouvernement va faire ce que toutes les petites compagnies pour faire, en France, une Aeroflot et un Inuit ? Moi, je vais dire à M. Delebarre : j'ai onze avions et neuf cents employés. Qu'est-ce que je dois faire ? Tout vendre à Air France ? Je demande les droits de trafic pour le monde entier détenus par la filiale charter d'UTA, Aéromaritime, et je veux aller vers les destinations où UTA allait seule. Je veux bien faire tout ce qu'on veut, mais qu'on me dise ce qu'on veut ! J'attends trois tribunaux MD-11. Ce n'est pas le jour de leur arrivée qu'il faudra me dire : Vous n'avez pas le droit de faire ceci ou cela, hein, sinon, je dirai aux gens de McDonnell Douglas : Adressez-vous au gouvernement français pour vous faire payer vos avions. »

Bien qu'il n'y paraisse pas, M. René-Fernand Meyer fait patte de velours. « Daniel Tenenbaum, le directeur de l'aviation civile, m'a dit de garder un profil bas et de ne pas embêter le gouvernement, qui a du souci avec Bernard Attali, le président d'Air France. Il n'avait qu'un objectif : démolir UTA. C'est fait. Il va peut-être me proposer des choses parce que sa flotte est vieillie et insuffisante. Pourquoi je ne ferais pas Tahiti-Nagoya-Nouméa ? Si Attali est d'accord, le ministre dira oui. Les PDG d'Air France ont toujours commandé à la direction de l'aviation civile et se moquent éperdument du ministre. »

Et si Air France refuse de lâcher prise ? « J'attendrai un changement de gouvernement. » Mais encore ? « Je transforme en vols réguliers mes vols charters vers la Réunion, les Antilles, Tahiti et Nouméa. Je suis réaliste, je suis un chef d'entreprise. Mais je crois que la fusion Air France-UTA-Air Inter nous vaut une occasion exceptionnelle : ou bien Minerve disparaît ou bien elle prend un nouvel essor. »

Un clin d'œil et un grand sourire dit que M. René-Fernand Meyer croit plutôt à cette hypothèse optimiste et qu'il entend bien tirer parti de la disparition d'UTA que, politiquement, il se doit regretter.

ALAIN FAUJAS

## Ombres sur le Japon

Suite de la première page.

La « triple baisse » des marchés a commencé avec une brutale hausse des taux d'intérêts sur les obligations, consécutive au relèvement d'un demi-point du taux d'escompte le 23 décembre. La

possibilité, avant ou après les élections de février, d'un nouveau renchérissement des taux d'intérêt entretient la nervosité du marché obligataire. Celle-ci s'est reflétée sur le marché des actions qui avait connu une progression spectaculaire depuis l'automne.

Les opérateurs notent que la chute des indices boursiers s'est effectuée dans l'ordre et non dans la panique mais ils se demandent s'il s'agit d'une simple « correction » (les cours sont en fait retombés à leur niveau de novembre après une hausse en fin d'année) ou bien d'un signal plus alarmant.

Plusieurs facteurs se conjugueraient pour expliquer le repli de la Bourse. Tout d'abord, le souci des banques, détentrices d'obligations, de couvrir les pertes sur ce marché en vendant des actions (les cinq grandes banques ont potentiellement perdu 413 millions de dollars sur le marché obligataire). L'écart entre les taux d'intérêt à court et long terme (les premiers étant plus élevés que les seconds), conduisant les investisseurs à emprunter à court terme, peut aussi les avoir détournés de la Bourse. La chute des cours serait surtout due au sentiment des investisseurs que ce marché n'offre plus suffisamment d'opportunités de profits. Il existait en fait ces dernières années un vent-vent entre deux marchés particulièrement rentables : la bourse et l'immobilier. Récemment, les prix du terrain — certes exorbitants — semblent s'être stabilisés, n'offrant plus de possibilités de profit faramineux, sources d'immenses liquidités dont une partie se reportait sur le marché des actions.

Conjuguée au taux de rémunération de l'argent plus élevé aux États-Unis ou en Europe qu'au Japon, cette baisse des opportunités a accéléré les sorties de yens — l'équivalent de 25,5 milliards de dollars pour les dix premiers mois de 1989 — les liquidités se dirigeant vers des marchés plus attractifs.

Selon l'institut de recherches Nissei, les investissements de portefeuille — sous forme notamment d'achats d'obligations — des compagnies d'assurance-vie japonaises s'élèveront cette année à 13 000 milliards de yens, (90 milliards de dollars environ), dont 30 % investis en Europe et en Australie. Les ventes massives de devise japonaise que ces investissements entraînent ont contribué à l'affaiblissement de la monnaie. En un an, le yen a perdu 20 % de sa valeur par rapport aux principales monnaies européennes et la Banque du Japon, malgré des achats impor-

tants et quotidiens de yens, a de la peine à maintenir le cours de la devise nationale dans la « fourchette » des 145-140 yens par dollar.

## Deux évolutions fondamentales

Les mouvements erratiques des marchés financiers et du marché des changes sont le symptôme de deux évolutions fondamentales.

La première est celle de la fin d'un cycle de l'économie japonaise. Au cours des trente dernières années, le Japon a connu plusieurs « booms » successifs : du textile, de la sidérurgie, de la construction navale, de l'automobile. À la fin des années 80, c'était le « boom » financier. Hausse du yen, marché boursier en plein essor, flambée des prix du sol et du foncier en général.

Cette effervescence tend à arriver à son terme, sans pour autant que ce plafonnement signifie que l'appareil productif s'essouffie, comme l'indiquent les prévisions pour l'année en cours. Si l'on ne prend qu'un indicateur, la frénésie des investissements productifs du secteur privé (+ 15 % en 1989) laisserait plutôt présager une surcapacité de production et en tout cas un nouveau renforcement de la compétitivité des industries japonaises. On assiste néanmoins à une lente décelération de la production industrielle alors que le marché de l'emploi demeure tendu en raison du fort excédent des offres sur les demandes (pour 100 emplois offerts, il y a à peine 68 candidats). On prévoit que cette année encore la croissance sera tirée par la consommation interne, mais l'impression dominante est qu'un plafond a été atteint.

## Les craintes des « petits »

Les constructeurs japonais d'automobiles ne sont pas invincibles. Il y a à quelques jours, Daihatsu Motor avait annoncé qu'il voulait renforcer son capital par crainte d'une attaque inamicale. Toyota, le numéro un, s'était obligamment porté à son secours, prenant un petit paquet d'actions mais indiquant surtout qu'il serait là pour le défendre.

Le mardi 23 janvier, c'était au tour de Fuji Heavy Industries un autre de ces « petits » qui fabrique les Subaru, de se tourner vers Nissan, le numéro deux nippon. Une démarche naturelle puisque Nissan possède déjà 4,5 % du capital de Fuji Heavy Industries et que tous deux font partie de l'immense galaxie Fuji.

Les Subaru ont souffert du recul du marché américain, en particulier des 4 x 4 (4 roues

Deuxième phénomène durable : la montée en puissance, tant industrielle que financière, du Japon sur le plan mondial a peut-être aussi pour conséquence un affaiblissement de la capacité de contrôle des instances traditionnelles de « commandement » telles que la Banque du Japon, le MITI, les grands opérateurs sur le marché boursier. Il est clair que ces dernières semaines quelque chose leur a échappé. L'internationalisation et la dégradation de l'économie japonaise tendraient ainsi, bon gré mal gré, à entrer progressivement dans les faits.

À la Bourse de Tokyo, par exemple, les quatre grandes maisons de titres qui assurent 60 % du total des transactions maltraitent moins le marché qu'auparavant et l'on note, en revanche, une plus grande diversification des centres de décision. Par ailleurs, il semble que, comparées à la situation d'il y a cinq ans, les interventions de la Banque du Japon dans la gestion des marchés financiers ne soient plus aussi efficaces. Les volumes traités sont désormais si considérables qu'il est difficile de contrôler les flux.

Il existe désormais une telle interconnection entre les différents marchés des changes que Tokyo ne peut plus guère chercher qu'à limiter les dégâts. La défense du yen au cours de ces dernières semaines montre que, même au prix d'achats quotidiens de devise nationale se chiffrant en centaines de millions de dollars, la Banque centrale peut à peine contenir le mouvement.

Rançon de la puissance acquise par le Japon sur le plan mondial ? Les capacités d'isolement des marchés japonais semblent s'être affaiblies. L'économie japonaise est probablement aujourd'hui davantage à la merci des forces du marché.

PHILIPPE PONS

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CAISSE CENTRALE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE



EMPRUNTS  
JANVIER 1990  
GARANTIS PAR L'ÉTAT

## EMPRUNT 9,70%

Montant : F 1.200.000.000.  
Prix d'émission : 99,30 %, soit F 4.965.  
Date de jouissance et de règlement : le 5 février 1990.  
Durée : 13 ans.  
Intérêt annuel : 9,70 %, soit F 485 par obligation, payable le 5 février de chaque année.

Taux de rendement actuariel : 9,80 %.  
Amortissement normal : au pair, in fine le 5 février 2003.  
Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse, OPA et OPE.  
Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

## EMPRUNT 9,60%

Montant : F 300.000.000.  
Prix d'émission : 100,00 %, soit F 5.003.  
Date de jouissance et de règlement : le 5 février 1990.  
Durée : 8 ans.  
Intérêt annuel : 9,60 %, soit F 480 par obligation, payable le 5 février de chaque année.

Taux de rendement actuariel : 9,59 %.  
Amortissement normal : au pair, in fine le 5 février 1998.  
Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse, OPA et OPE.  
Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une fiche d'information (visa n° COB 90-14 du 15.01.1990) est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la Caisse Centrale de Coopération Économique, Cité du Retiro, 35-37, rue Boissy-d'Angles, 75008 Paris, et auprès des établissements chargés du placement : BALO du 22.01.1990.

Un TGV de

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV

TGV



# AFFAIRES

## Ande à reprendre éromaritime

Bien qu'il n'y paraisse pas, M. René-Fernand Meyer fait partie de vedettes. Daniel Tenenbaum, directeur de l'aviation civile, ne peut pas garder un profil bas et ne pas embêter le gouvernement. Bon, j'ai rendez-vous avec Bernard Attali, le président de l'Air France. Il n'avait qu'un objectif : démolir UTA. C'est fait. Il va peut-être me proposer de venir à la tête de la flotte de l'Air France. Si Attali-Noguère, le ministre dira oui. Les PDG d'Air France ont toujours commandé à la direction de l'aviation civile et se sont occupés de la gestion de la compagnie.

Et si Air France refuse de lâcher prise ? J'attendrai un changement de gouvernement. Mais c'est sûr, si je suis nommé, je ne laisserai pas les choses aller comme ça. Je veux que l'Air France soit une entreprise saine et prospère. Je veux que l'Air France soit une entreprise qui soit une référence pour tous les Français.

Le directeur d'Air France et un grand source de l'Etat. M. René-Fernand Meyer est un homme qui a une vision claire de ce qu'il veut pour l'Air France. Il veut que l'Air France soit une entreprise qui soit une référence pour tous les Français.

ALAIN FAUJAS

## « Must » soviétique pour les « branchés » français

Horlogerie

Les Français se mettent à l'heure de la perestroïka. Ce n'est rien de dire que les montres russes ont un tabac. Timidement remises sur les comptoirs des grands magasins et de quelques boutiques spécialisées au moment de la visite à Paris, l'été dernier, de M. Mikhaïl Gorbatchev, le numéro un soviétique, elles s'arrachent désormais littéralement.

Selon Pierre Delhomme, directeur de la firme horlogère Slava, importateur exclusif installé à Besençon (Doubs), la mode est venue d'Italie. Mais, sans les bouleversements survenus à l'Est, les succès n'auraient sans doute pas été si fulgurants. Pour être « branchés », il faut maintenant avoir le poignet orné d'une montre russe, à la fois simple et sophistiquée, à la fois moderne et traditionnelle.

Les statistiques douanières témoignent du « succès » : environ trois cent mille montres russes ont été vendues l'an dernier en France, dont la plus grande partie durant le second semestre, soit deux fois plus qu'en 1988. Il y en a pour toutes les bourses. Mais le vrai « must » est de porter les fameuses « Vostok » (Ouest en français), montres spécialement fabriquées pour l'armée rouge. Il en existe de deux types. Noblesse oblige : la plus belle et la plus chère (entre 1 200 F et 1 400 F), la « Kommandantskaja », est destinée aux officiers. Elle est équipée d'une lunette tournante et porte

point sur son cadran, selon l'arme de destination : un char, un sous-marin, un parachute ou un MKG. La « Gorgonitsa », faite pour les sous-officiers, est plus abordable (environ 900 F). Mais elle est aussi plus rustique et ne comporte pas de lunette tournante.

Ces deux montres haut de gamme, mais sans trousse, sortent de la manufacture horlogère de Chistopol, ville située à 100 kilomètres au sud-est de Kazan, capitale du pays des Tatars. Mais ce ne sont pas les plus connues. Les Français raffolent de la « Raketa » (s'écrit Paketa en cyrillique ; mot emprunté à l'anglais rocket, qui signifie fusée). Elle se fait en plusieurs modèles. Il y a d'abord la qualité dite « Punk », ainsi appelée parce qu'elle fait le signe de ralliement de la jeunesse moscovite qui arborait des tee-shirts déchirés. C'est une très grosse montre ronde à cadran blanc ou argenté frappé d'énormes chiffres arabes et d'un zéro majestueux à la place du 12.

Dateur

et calendrier perpétuel

Un autre modèle moins voyant est doté d'un cadran avec des chiffres arabes, avec pleine et délicate, légèrement oblique. Ces montres ont deux aiguilles, un point d'est tout. Suivant les goûts, on peut choisir un cadran à fond blanc avec une étoile rouge ou un cadran à fond noir avec un cadran à fond doré.

Plus sophistiquées, les montres « Raketa » de la série 2000

sont munies d'un dateur et d'un calendrier perpétuel. Selon les types, les « Raketa » coûtent entre 500 F et 800 F. Toutes sont fabriquées à Petrovsk près de Leningrad.

Dans la gamme des prix, la « Perestroïka » (restructuration en français) arrive au troisième rang (entre 400 F et 500 F) avec deux modèles, l'un mécanique à remontoir, l'autre à quartz. L'assemblage se fait à l'usine n° 2 de Moscou.

Demière-née de l'industrie horlogère soviétique, la « Tchista » (propre) arrive sur la scène. Analogique à quartz, elle est destinée au marché de masse (entre 300 F et 500 F). Car, pas moins, les Soviétiques, vu la vague d'enthousiasme soulevée par leurs montres complètement démodées, espèrent atteindre une nouvelle couche de clientèle. La « Tchista » est montée à Ougliou (à 300 km de Moscou, sur la Volga). Les modules électroniques sont de conception soviétique.

La spécialité des convocations et favorise la contrepartie. Désormais, un comble ! — de fausses montres soviétiques font leur apparition. Elles sont produites à Hongkong et sont massivement importées en Europe.

Elles ne portent aucune marque vraiment distinctive, si ce n'est, pour tromper sur leur origine, des additions de lettres cyrilliques généralement sans signification. Elles sont équipées soit de mouvements mécaniques très bon marché (type Rikopel, sans rubis) achetés à la Chine populaire, soit de modules électroniques bas de

## Les Etats-Unis à leur tour

En tout cas, la mode de ces montres venues d'Union soviétique, troisième puissance horlogère mondiale avec 70 millions d'articles horlogers produits, dont 35 millions de montres et mouvements (deux tiers mécaniques, un tiers à quartz), ne paraît pas près de passer. Après l'Italie et la France, elle gagne les Etats-Unis, où, après les moresaux du mar de Berlin, l'Amérique commence à s'enthousiasmer de ces articles d'un autre âge. En attendant, cette mode est une aubaine pour Slava (2), qui a connu un sérieux passage à vide en 1983 et durant la perestroïka. Pour 1989, Pierre Delhomme évalue à 10 % la hausse du chiffre d'affaires (25 millions de francs) de la branche horlogère de Slava. Mais il prévoit une progression de 20 % pour 1990, tant en valeur qu'en volume. Du jamais vu.

ANDRÉ DESSOT

- (1) Tcheva signifie montre.
- (2) Créée en 1961 avec des capitaux français pour habiller des mouvements russes, Slava est le relais à l'exportation depuis dix ans de Mashpriborintorg, organisme soviétique d'occupation de la fabrication et de la commercialisation d'articles destinés à l'horlogerie, mais aussi à l'industrie optique, d'appareils de mesure, de transistors, etc.

## Un « TGV de la mer » va être mis en service sur la Manche

CHERBOURG de notre correspondant

A partir du mois de mai, des catamarans à grande vitesse seront mis en service par la compagnie Hoverspeed entre Cherbourg et Portsmouth, réduisant de moitié la durée de la traversée de la Manche sur cette route. C'est ce que leur futur propriétaire, l'Américain James Sherwood, a fait annoncer à Douvres au lendemain de sa décision de vendre la majorité de son groupe, SEA Containers, à Temple Holding Ltd, une société conjointement détenue par le groupe suédois Stearns PLC et le groupe anglais Tiplink PLC.

En attendant, les deux projets pourraient avoir d'importantes répercussions sur l'organisation du trafic maritime entre la France et l'Angleterre et, partant, sur l'exploitation des ports spécialisés dans ce type d'échanges. Car, en devenant majoritaire au sein de Sealink British Ferries, l'une des

sociétés vendues par le groupe Sherwood, le holding Temple va devenir propriétaire de l'ensemble de la flotte Sealink, qui dessert non seulement les trois ports-principaux, mais aussi Dieppe, Boulogne et Calais, et, côté anglais, Weymouth, Guernsey, Jersey, Newhaven et Folkestone.

Pour sa part, James Sherwood — conservant Hoverspeed, qui exploite déjà les hydroglisseurs de Calais et de toute une flottille de petites unités du même type — démontre sa volonté de miser sur le développement des liaisons maritimes rapides entre la France et la Grande-Bretagne, concurrentiel au même comp les auteurs de cette OPA de plus d'un milliard de dollars sur son propre groupe et, à long terme, le tunnel sous la Manche.

Les deux catamarans — percuteurs de houle (« wave piercing catamarans ») de James Sherwood sont actuellement en voie d'achèvement

à Hobart (Tasmanie). Le prototype, qui pourrait s'attaquer lors de sa traversée vers l'Europe au vieux record du paquebot « United States » ruban bleu de l'Atlantique nord depuis 1952, est attendu à la mi-mai dans la Manche, où il effectuera trois rotations quotidiennes, mettant Cherbourg à deux heures de l'Angleterre (quatre heures et demi par ferry classique). Le second catamaran en service en juillet. « Nous avons choisi cette liaison parce qu'elle se prête bien à une amélioration sensible des délais de route dans un marché que les opérateurs transmanches considèrent comme très prometteur », a commenté le directeur général de Hoverspeed, en précisant que l'expérience serait étendue aux lignes courtes du détroit de Calais, d'autres CGV (catamarans à grande vitesse) seront construits (1).

Le CGV est un navire de conception entièrement nouvelle constitué de deux coques effilées longues de 74 mètres et d'une

coque centrale, plus courte, utile seulement dans le mauvais temps. Large de 26 mètres, la plate-forme est propulsée par quatre moteurs Diesel rapides entraînant des hydrojets. Le prototype est qu'à grande vitesse le catamaran doit pouvoir percer ou couper les vagues au lieu de les surmonter, comme un hydroglisseur. Ses coques et superstructures sont réalisées en aluminium soudé et la cabine des passagers, placée au-dessus du hangar à voitures, est montée sur des suspensions antivibrations. Sa vitesse maximale sera de 40 nœuds (environ 75 kilomètres à l'heure) pour un déplacement de 700 tonnes et un tirant d'eau de 2,2 mètres à pleine charge. Le constructeur, International Catamarans, propose ainsi un CGV de plus de 100 mètres pouvant transporter plus d'un millier de passagers, des camions et des remorques, et affirme qu'à capacité égale ses catamarans sont moins chers et plus faciles à entretenir qu'un car-ferry classique.

RENÉ MOIRAND

- (1) Hoverspeed, qui avait initialement projeté de mettre ses CGV en service entre Douvres et Boulogne, aurait choisi de commencer par la Manche centrale parce que les installations des deux ports de détroit durent pu être prêtées à temps pour les accueillir.

## EMPLOI-FORMATION

### A Orléans, des OS traités comme des cadres

La Compagnie européenne pour l'équipement ménager, une entreprise du groupe Thomson, a fait le pari d'une gestion individualisée de tous ses salariés, à commencer par les ouvriers (80 % de l'effectif).

SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE (Loiret)

de notre envoyé spécial

Dans la gestion des « ressources humaines », comme l'on dit aujourd'hui, il y a deux grandes tendances, toujours les mêmes : le mépris, et donc le paternalisme ; la considération des salariés, et donc l'association. La CEPEM (Compagnie européenne pour l'équipement ménager) à Saint-Jean-de-la-Ruelle, dans la banlieue d'Orléans, peut servir d'exemple à l'association pour la seconde manière.

L'entreprise revient de loin. Il y a cinq ans encore, cette vieille usine de fabrication de cuimères du groupe CGE, tombée dans le giron de Thomson au moment des nationalisations, avait de surcroît, d'équipements et de méthodes archaïques. Le nettoyage a été sévère : 900 emplois supprimés (il en reste 926, dont 734 ouvriers de production parmi lesquels 56 % de femmes). Il a été accompagné de mesures sociales importantes et aussi d'un programme de modernisation du matériel (300 millions de francs d'investissements) qui a remis la CEPEM en compétition dans son secteur. En 1988, elle sortait du rouge.

Une nouvelle génération de cadres et d'agents de maîtrise a fait son entrée. Surtout, un état d'esprit radicalement différent s'est progressivement instauré. Car la crise a resserré les liens et révélé deux partenaires solides et... inventifs. D'un côté, une direction voulant jouer à fond les méthodes modernes de relations humaines ; de l'autre, un syndicat CFDT largement majoritaire, avec à sa tête un ouvrier-intellectuel, Michel Anger, entré en entreprise après 1968 à la faveur de « l'été 68 » (1). Il saura entraîner tout le monde avant de partir en Sorbonne soutenir un DESS sur la gestion préventive de l'emploi.

De négociations en pourparlers, tracts et petits débrayages à l'appui, direction et syndicat ont aujourd'hui engagé dans une opération-pilote, aux termes d'accords d'entreprise signés. Celle-ci articule autour du « portefeuille de compétences ». Chaque OS (ici : agent de fabrication ou agent professionnel) a reçu en 1989 un gros classeur en plastique bien avec plusieurs sections. C'est le CV évolutif de l'ouvrier. Il lui appartient. Il y indique les postes occupés dans l'entreprise (ou avant) et les formations suivies.

Surtout, il y ajoute, en principe chaque année, le résultat d'un « entretien d'appréciation et d'évolution de carrière » mené avec l'agent de maîtrise responsable. Le « portefeuille » accueille aussi la grille salariale, très diversifiée, et désormais publique. Ainsi l'ouvrier a-t-il avec lui, par écrit, les bases personnelles et collectives d'un dialogue avec sa hiérarchie.

Ce type de classeur est utilisé depuis plusieurs années à l'étranger et en France, notamment dans la région Centre, pour les chô-

meurs, afin d'optimiser la demande de formation et de donner de l'assurance dans la recherche du travail. L'originalité de la CEPEM est de l'appliquer aux salariés d'une entreprise, au plus bas de l'échelle.

C'est une petite révolution. Car le salarié de base va pouvoir acquiescer grâce au « portefeuille », la mémoire de son savoir-faire, selon le mot d'Orsmeaux Sall, délégué syndical. Plus important, l'instauration d'un entretien (sur la base du volontariat) peut changer les rapports et permettre enfin aux salariés de parler. « Les gens ne sont plus des numéros, l'entreprise témoigne de la considération envers ses salariés », avance Michel Anger. On reconnaît à l'ouvrier le droit de prétendre, comme un cadre, à une évolution de carrière, de postuler à des emplois qui se libèrent ou se créent (ils sont désormais affichés).

Côté entreprise, une meilleure connaissance de son personnel doit faciliter la gestion, en particulier pour la formation, et favoriser la mobilité interne. La distribution préalable de questionnaires — pour établir les fiches individuelles qui sont la base du « portefeuille » — a permis de combler quelques lacunes de taille...

« Attention », prévient Michel Anger, « pas question de livrer les ouvriers pieds et poings liés aux agents de maîtrise ». A l'occasion du fameux entretien, celui-ci remet en cause les rapports hiérarchiques traditionnels (le petit chef « aboyeur... »), mais il risque de créer des problèmes à des salariés dont l'expression orale n'est pas l'outlet majeur, et pas seulement pour les immigrés (25 % aux ateliers d'entretien de surface).

Une « grille d'entretien » a été négociée, et une procédure d'appel instituée.

Mais on ne se bécote pas pour réclamer les entretiens, malgré l'incitation des responsables syndicaux. La mentalité ouvrière « classique » est bien ancrée, et de nombreux salariés se demandent quand même si on n'essaie pas de « les avoir encore une fois ». « Notre défi est de tenir ce discours à des gens qui n'ont pas toujours envie de marcher, mais s'ils ne veulent pas être des pions, il leur faut accepter ce challenge », affirme Gérard Dupont, responsable de la formation, cheville ouvrière du dispositif.

RENÉ MOIRAND

- (1) L'été 68, qui avait initialement projeté de mettre ses CGV en service entre Douvres et Boulogne, aurait choisi de commencer par la Manche centrale parce que les installations des deux ports de détroit durent pu être prêtées à temps pour les accueillir.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde.  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F.  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M<sup>me</sup> Geneviève Beauvère-Méry, M. André Fontaine, gérant.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Taper LEMONDE  
ou 36-15 - Taper LM

## Le Monde

PUBLICITE  
5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-95-91-92 ou 45-95-91-71  
Téléc : MONDIPUB 286 136 F

## REDACTION ET SIÈGE SOCIAL

7, RUE DES ITALIENS,  
75482 PARIS CEDEX 08  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

## ADMINISTRATION

11, RUE JEAN-MAZET,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-80-30-00  
Télécopieur : (1) 49-80-30-10

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

Représentations sur les microfilms et Index du Monde au (1) 42-47-99-81

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-80-30-30

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	760 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-80-34-70

Changements d'adresse d'abonnés ou envois : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde DES PHILATELISTES

l'officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Les monnaies préhistoriques.
- La Révolution française : 1795.
- Grande-Bretagne : Le two pence blue.
- Durer.

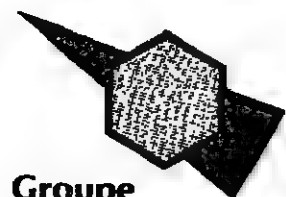
LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## Groupe Docks de France

Un protocole d'accord a été signé entre la société Huntley's Jiffy Food Stores et Docks USA, filiale américaine des Docks de France.

Huntley's Jiffy exploite trois cent vingt-huit convenience stores dans le nord-est et le centre de la Floride, et sur la côte est de la Géorgie. Son chiffre d'affaires pour l'exercice clos en février 1989 s'est élevé à 251 millions de dollars.

A travers sa filiale Lili' Champ Food Stores, Docks USA exploite deux cent vingt-neuf magasins du même type dans les mêmes zones de l'Etat de Floride : le chiffre d'affaires de Lili' Champ pour l'exercice clos en avril 1989 était de 129 millions de dollars.

Aux termes du protocole, qui prendra effet après signature d'un contrat définitif, Docks USA prendra le contrôle du capital de Huntley's Jiffy et acquerra certains immeubles d'exploitation auprès des membres de la famille Huntley.

Le prix définitif résultera d'un arrêté contradictoire des comptes de Huntley's Jiffy : sur la base des estimations actuelles, l'investissement total devrait être légèrement supérieur à 100 millions de dollars, dont la moitié environ s'applique à l'immobilier.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## CHARGEURS S.A.

Chargeurs SA a vendu à Air France 930 000 titres UTA, soit 54,58 % des actions du capital de cette société, au prix unitaire de 4 083 francs représentant un prix de vente total de 3 797 millions de francs. En outre, Chargeurs SA a vendu le même jour les 43,53 % du capital d'Aéromaritime qu'il détient pour une somme globale de 243 millions de francs. Ces cessions se traduiront dans les comptes consolidés de 1990 de Chargeurs SA par une plus-value supérieure à 2 milliards de francs avant incidence fiscale.

Chargeurs SA bénéficie de la part d'Air France d'un engagement d'achat, au cours des 5 années à venir, du solde de sa participation dans UTA (28,32 % du capital), moyennant un prix de base diminué forfaitairement de 135 % des dividendes distribués, et qui serait de :

- 4 348 F en 1991 ;
- 4 631 F en 1992 ;
- 4 932 F en 1993 ;
- 5 253 F en 1994 ;
- 5 594 F en 1995.

De plus, Air France versera à Chargeurs SA une indemnité égale à 2 % de la valeur des titres conservés, prorata temporis.

Après cette cession, Chargeurs se consacrera à ses domaines d'activité actuels : le transport de voitures (Casseo-Walton), la protection de surface (Novacel), les croisières (Paquet) en association avec Accor, le négoce et le peignage de la laine (Prouvost, Hart, Otegn), les tissus d'habillement (Rondère, Lepoutre, P.-J. Tibergien, de Cathalo, Immen und Richter), l'emballage (Lainibre de Picardie), le tissage automobile (Delcar), la maille (Delcar), les teintures et apprêts (Gille), le cinéma (Reun Production) en association avec Claude Berri, la télévision (BSB, La Cinq, Sport 2/3).

Aucune cession ou acquisition notable n'est envisagée aujourd'hui, les priorités de l'année étant les réorganisations en cours (tissus de laine et négoce) et le lancement des activités nouvelles dans la télévision (BSB et Sport 2/3).

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Service des titres  
18 bis, rue de Berri  
75008 Paris

Emprunt : Électricité de France 15 %  
avril 1983

Obligations de 5 000 F

Cote SICOVAM 15654

(secteur R.P.L.A.)

REMBOURSEMENT ANTICIPÉ  
AU GRE DE L'ÉMETTEUR

Conformément au contrat d'émission et aux conditions d'amortissement publiées au Journal officiel du 20 mai 1983, l'électricité de France a décidé de rembourser par anticipation le 25 avril 1990 la totalité des obligations 15 % avril 1983 restant en circulation.

As prix de remboursement net de 5 575 F (5 000 F nominal + 575 F de prime) par obligation, s'ajoutant le coupon d'intérêt de 750 F brut à échéance du 25 avril 1990.



## ABBEY NATIONAL ARRIVE SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRÊTS IMMOBILIERS

Le 22 janvier 1990, ABBEY NATIONAL annonce son arrivée sur le marché français des prêts immobiliers avec l'acquisition de FICOFRANCE et la signature d'un accord avec le GROUPE MONCEAU.

Cinquième banque de dépôts anglaise, ABBEY NATIONAL a été introduite à la Bourse de LONDRES en juillet 1989. À l'origine « Building Society », ABBEY NATIONAL est plus particulièrement spécialisée dans les prêts immobiliers et la collecte de l'épargne en vue du financement de l'immobilier. Récemment, ABBEY NATIONAL s'est diversifiée dans les services d'assurances et de retraite, dans les prêts aux particuliers, et a étendu ses activités hors du ROYAUME-UNI.

Originaire de CAMBRAI et disposant de douze délégations régionales dans les principales villes de FRANCE, FICOFRANCE va constituer la base des activités de ABBEY NATIONAL en FRANCE.

FICOFRANCE est une société financière spécialisée dans les prêts immobiliers. En 1988, son bénéfice net était de 38 millions de francs, ses fonds propres d'environ 400 millions de francs, pour un total de bilan de 4,8 milliards de francs et une part de marché de l'ordre de 1 % des prêts immobiliers non aidés. La société jouit d'une excellente réputation fondée sur une politique permanente d'innovation.

L'acquisition a été effectuée sous réserve de l'approbation des autorités de tutelle française.

Avec un réseau de cinquante-trois bureaux généraux et plus de 11 millions de francs de capitaux gérés, le GROUPE MONCEAU est un des premiers groupes français d'assurances mutuelles. Il est composé de neuf sociétés opérant dans les trois domaines : la réassurance, l'assurance-dommages et l'assurance-vie ; c'est dans ce dernier secteur qu'il s'est montré particulièrement performant et novateur.

ABBEY NATIONAL et le GROUPE MONCEAU ont passé un accord en vue de lancer un nouveau type de prêt immobilier associé à la souscription d'un contrat d'assurance-vie, formule encore toute nouvelle en FRANCE.

Les prêts immobiliers seront commercialisés par FICOFRANCE à travers de trois réseaux de distribution : les douze délégations régionales de FICOFRANCE, les cinquante-trois bureaux de prêts du GROUPE MONCEAU et un groupement de sept prêteurs spécialisés dans l'immobilier et disposant d'agences implantées dans les principales régions économiques de la FRANCE.

D'après Peter BIRCH, directeur général, « l'arrivée d'ABBEY NATIONAL sur le marché français des prêts immobiliers fait partie de son développement prudent vers de nouvelles activités commerciales étroitement liées à ses métiers traditionnels, sa stratégie ayant toujours été de se concentrer sur les domaines dans lesquels elle a une excellente connaissance ».

« Grâce au dynamisme de son équipe commerciale et de sa direction ainsi qu'à sa situation sur le marché, l'acquisition de FICOFRANCE sera la base des activités d'ABBEY NATIONAL en FRANCE. La renommée du GROUPE MONCEAU, liée à sa clientèle étendue, ainsi que le réseau complémentaire de sept prêteurs spécialisés devront nous assurer un grand succès. Nous croyons que cette combinaison de spécialisation et d'expérience va créer une nouvelle force de défi sur le marché français des prêts immobiliers, qui nous place favorablement pour profiter de l'arrivée du marché unique en 1993 ».

Pour Robert HELINE, directeur général de FICOFRANCE : « l'acquisition de FICOFRANCE par ABBEY NATIONAL va assurer une base stable pour le développement de ses activités. Les liens avec le GROUPE MONCEAU vont être une source importante de création de nouveaux produits et vont améliorer la capacité de distribution de la société ».

Robert LEROY, président de FICOFRANCE et du GROUPE MAISON FAMILIALE, qui était jusqu'en 1989 l'un des premiers groupes immobiliers français, précise que la cession de FICOFRANCE termine le cycle des cessions engagées depuis mai 1988 par le GROUPE MAISON FAMILIALE, devenu FIL SA (FINANCIÈRE ET IMMOBILIÈRE LONGCHAMP) qui désormais gère le patrimoine foncier et immobilier ainsi que la chaîne hôtelière « Les Résidences du Roy ».

Pour André JANNIN, président du GROUPE MONCEAU, « le marché français, qui a connu, récemment, une profonde évolution de la structure de l'épargne des particuliers avec le développement de l'épargne immobilière, accueille avec beaucoup d'intérêt une formule nouvelle alliant l'épargne assurance-vie et le crédit long terme pour l'acquisition de biens immobiliers. L'ouverture de l'Europe, la rencontre de savoir-faire d'institutions exerçant des métiers complémentaires et de cultures voisines sont une grande chance pour l'innovation et la satisfaction des besoins nouveaux du grand marché ».



## BANQUE INDOSUEZ

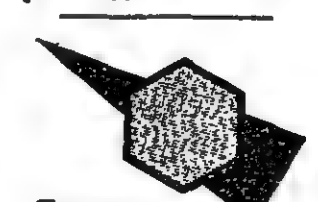
Ouverture au public  
d'une nouvelle SICAV de capitalisation  
de la Banque Indosuez « Gestion France Sécurité »

L'objectif de Gestion France Sécurité est d'offrir aux investisseurs une performance proche de celle de l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris, tout en limitant, en cas de baisse du marché, le risque de perte à un niveau prédéterminé.

La présidence de la SICAV sera assurée par M. François Lesieur, directeur de la Banque Indosuez en charge du département de la banque privée. La direction générale a été confiée à M. Christophe Liote, gérant de portefeuilles à la Banque Indosuez.

Gestion France Sécurité sera ouverte au public à compter du 30 janvier 1990. La documentation présentant cette nouvelle SICAV est disponible aux guichets de la Banque Indosuez ou sur simple appel téléphonique (45-61-20-76 - M. Lepan).

Les souscriptions reçues le 30 janvier 1990 seront exonérées de commission. Un avis sera publié dans le Bulletin des annonces légales obligatoires du 29 janvier 1990.



## Groupe Docks de France

Les recettes consolidées provisoires, toutes taxes comprises, du Groupe Docks de France se sont élevées à 26 892 millions de francs pour l'exercice 1989.

Le taux de progression sur 1988, calculé à partir des chiffres en monnaies nationales pour les filiales étrangères, s'établit à 4,2 %.

## PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI<sup>e</sup>

Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE

ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS

RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue demandé

Envoi sur simple demande

## GEREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

## Avenircic

La Sicav des plans retraite

Actif net au 23.12.1988 : F 122.782.768

Valeur liquidative au 23.12.1988 : F 111.23

Performance 1988 : + 8,38 %

+ 11,23 % entre le 6.08.1988 (création) et le 23.12.1988.

Dividende de l'exercice clos le 29.09.1989 : F 7.33

+ F 0,49 d'avoir fiscal mis en paiement le 10.01.1990.

Remploi du dividende global sans droits d'entrée jusqu'au 10 avril 1990.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav en FCP sur Minitel 99.15 code ASSOCIC

Le Président Jean Hual a déclaré :

En début d'exercice, le portefeuille était composé

surtout d'obligations et produits monétaires

permettant de lancer la Sicav dans les meilleures

conditions. Les investissements en actions ont ensuite

été renforcés selon les anticipations sur les marchés.

Pour 1990, la politique de gestion continuera à privilégier

le marché français et les grandes valeurs, ainsi que

le marché de l'or, qui résisteraient le mieux à un éventuel

ralentissement de la croissance économique.

AGO du 04.01.1990



GROUPE CIC

Banques CIC. En intelligence avec vous.

## FINANCIERE SECAP

a acquis 99,80 % du capital de

## SECAP

FINANCIERE SECAP, détenue par

ALSPI (60%) et FONDOS PARTENAIRES (40%)

a été conseillée, pour cette opération, par

Lazard Frères et Cie

Les financements de cette acquisition, crédit senior et dette mezzanine, ont été garantis par

BANQUE INDOSUEZ (agent)

BNP UNICREDIT BANEXI

Janvier 1990



**L'ARRIVÉE SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DES PRÊTS IMMOBILIERS**  
**ABBEY NATIONAL** annonce son arrivée sur le marché des prêts immobiliers en France. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables. Le groupe Abbey National, qui est présent en France depuis 1989, a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**AL et d'exploiter de douze délégations régionales de la FICOFANCE** va constituer la base de son activité en France. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

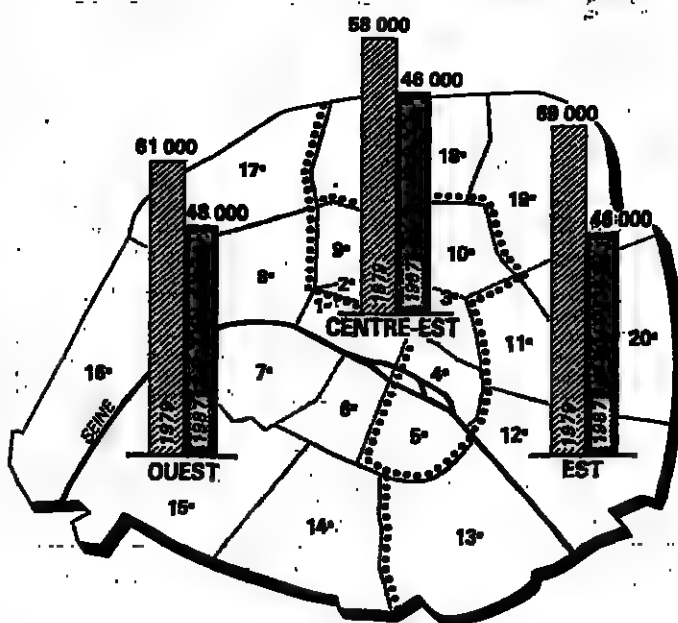
**Le GROUPE MONCEAU** est passé en France à un type de prêt immobilier associé à la location d'un local. Le groupe britannique, qui a déjà lancé en France des opérations de crédit à long terme, s'apprête à lancer une gamme de prêts immobiliers à court et moyen terme. Ces prêts, qui seront proposés par des sociétés de crédit, auront des durées de 1 à 10 ans et des taux d'intérêt variables.

# ILE-DE-FRANCE

Pour lutter contre la perte des activités de production

## Paris construit des « hôtels industriels »

LES EFFECTIFS PAR SECTEURS GÉOGRAPHIQUES



Évolution des effectifs des établissements dits de production (plus de 5 salariés), par grands secteurs géographiques, entre 1979 et 1987

Source : fichier SIRENE, CCIP

**BMAE.** Ce n'est pas l'urbanisme qui est à l'origine du déclin du faubourg Saint-Antoine. Il n'y a plus d'industrie du meuble à Paris.

La Chambre de commerce a mené l'enquête auprès de 250 établissements industriels pour en savoir plus sur leur situation actuelle. Conclusion : les salariés sont de plus en plus serrés (15 mètres carrés par emploi) dans des locaux exiguës, et souvent vieux. Une relative satisfaction règne pourtant en dépit de ces conditions difficiles. L'attachement à la capitale est fort, et les loyers modérés : une moyenne de 513 francs par mètre carré et par an en 1989. Dans la périphérie, ce sont 80 % des établissements paient moins de 500 francs par an. Un tiers des

250 entreprises interrogées auraient besoin d'espace. À condition de rester sur Paris. Signe des temps : la plupart d'entre elles envisagent de se reloger ailleurs, alors, qu'en 1979, l'extension sur place prévalait dans les réponses.

Mais les locaux d'activités deviennent une denrée rare. De 1982 à 1987, 724 000 mètres carrés ont été démolis tandis que 406 000 se construisaient : le déficit dépasse 300 000 mètres carrés par an. Pour le combler, la Ville s'est lancée depuis dix ans dans la construction d'« hôtels industriels » (300 000 mètres carrés dans une vingtaine d'opérations). Une politique dont l'objectif n'est pas économique — il s'agit de maintenir un équilibre urbain — et que le BMAE porte contre vents et marées. Jean-Loup Robequain avoue devoir sans cesse la « vendre » aux élus les plus « libéraux » de la capitale. Il ajoute qu'il est « scandalisé » par le projet de la Grande Bibliothèque : « À-t-on besoin de stocker 300 000 mètres carrés de bouquins à Paris quand on regorge déjà de livres ? »

Les « hôtels industriels » sont au marché des locaux d'activités ce que les HLM sont au secteur libre. La municipalité offre des terrains à bas prix à des promoteurs ou à des sociétés d'économie mixte. En contrepartie, ces derniers s'engagent à construire des locaux modérés — 550 à 650 F le mètre carré par an, soit deux à trois fois moins cher que le prix du marché — à des locations moyennes destinées pour leur activité productive.

### La barre des 500 F

« Le concept a montré qu'on peut mettre de l'industrie dans la Ville, à condition de résoudre le problème foncier », insiste Jean-Loup Robequain. Le principe des circulations verticales fonctionne. A Hongkong, j'ai vu des usines sur vingt étages ! En dix ans, nombre d'entreprises se sont succédées. De

la zone industrielle comme Cap 18 (dix-huitième arrondissement) à la réhabilitation d'immeubles anciens, de la construction d'immeubles discrets aux tentatives high tech, style boîte de verre, toutes les conceptions ont été mises en pratique. Des erreurs techniques ont été faites, le mode des grands gestes architecturaux a produit quelques déboires. Aujourd'hui, les opérateurs sont bien rodés. « Nous nous sommes rendu compte que nous encourageons de nouvelles industries », indique Jean-Loup Robequain.

Le relogement des artisans n'a en revanche « jamais marché » : les exigences de rapidité des grands programmes de rénovation de quartiers ne permettent pas de faire des opérations « à cru ». Quant au démantèlement, il signifie souvent la mort économique. Le patron du BMAE explique aussi que la barre des 500 F le mètre carré par an constitue un seuil économique : « À 500 F, je ne suis plus que 30 % de la demande potentielle. La réalisation d'environ 30 000 mètres carrés par an correspond à ce seuil. En sens inverse, si les loyers étaient en dessous de 300 F, je pourrais quasiment quadrupler les surfaces offertes ».

Reste un problème délicat : selon quels critères sélectionner les locataires ? « Selon nous, il faut qu'il y ait transformation, mais cela n'a aucun support légal », explique Jean-Loup Robequain. Le plan d'occupation des sols ? Sa définition de l'activité est extensible, incluant dépôt, réparation, sociétés de transport et autres laboratoires. Services après vente, cabinets d'architectes, sociétés de logiciel informatique... les candidats se pressent à la porte des hôtels industriels. Mais souvent la frontière entre la production et le tertiaire est ténue. « La photographie est acceptée, la photocopie est limitée, cite par exemple le responsable du BMAE. Que dire de ce candidat qui souhaite que la photocopie, c'est pareil que l'imprimerie ? »

HELENE GIRAUD

## Respecter le contrat

Le bureau municipal des affaires économiques est assez sourcilieux sur le choix des locataires des hôtels industriels : activité productive de rigueur. Rien de plus normal car, une fois dans les murs, le promoteur ou l'indésirable est protégé.

Le décret de 1953 sur les baux commerciaux lui permet de faire évoluer son activité (la désaffectation) ou de céder son droit au bail sans que le bailleur ait son mot à dire. Le BMAE a connu plusieurs cas, telle cette entreprise de fabrication de chauffe-eau qui aurait en réalité l'activité de bureaux d'études, ou encore cette société informatique qui gèrerait des fichiers alors qu'elle était censée produire des logiciels. Chaque fois que le promoteur a engagé une action en

justice, le décret de 1953 a prévalu.

Pour éviter ces mésaventures, le BMAE a fait appel à un avocat, M. Joëlle Mouchard. « Pompiers volent » au secours des entreprises malades de leur immobilier — ainsi se définit-elle — elle a concocté quelques clauses bien senties. En décembre dernier, les partenaires immobiliers du BMAE ont accepté d'inclure dans tous les baux relatifs aux hôtels industriels une « charte d'interprétation », et d'imposer toute une collection de clauses types à leurs locataires. « L'objectif est de donner au juge les moyens d'apprécier la réalité de ces baux », résume Joëlle Mouchard. Des sanctions sont prévues, les entreprises ou promoteurs tentés par un « illégitime esprit de lucre » n'ont qu'à bien se tenir !

## La chute des emplois

Secteur d'activité	1979	1987	87/79 %
Travail des métaux/mécanique	23 482	14 436	-38
Electricité/Électronique	18 485	12 827	-35
Industrie de précision	3 676	2 782	-24
Industrie alimentaire	7 557	8 329	+10
Parachimie/Pharmacie	8 774	10 957	+25
Textile/Cuir/Chaussure/Confection	43 962	39 060	-11
Bols/Assemblage	5 273	3 045	-42
Imprimerie/Presses	26 908	28 858	-24
Industries diverses	10 282	8 336	-19
STP	31 082	14 315	-54
TOTAL	189 421	141 285	-25
Nombre total des établissements	8 019	6 729	-16

Évolution des effectifs des établissements dits « de production » (plus de 5 salariés) par secteurs d'activité, dans Paris. Source : fichiers SIRENE, CCIP.

## Quatre étoiles aux Lilas

A mi-hauteur de la rue Soleillet, juste dans le virage, l'hôtel des Lilas a commencé sa journée depuis le petit matin. Un chauffeur de camionnette gronde le coursier qui s'est encoré devant l'aire de livraison. Ici, en bordure du nord de la ZAC des Amandiers (vingtième arrondissement), il a fallu composer avec le relief. « Du travail à la petite cuillère », précise le responsable de la SCIRPAZ, la filiale de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris qui a construit et gère l'immeuble.

La trame de la rue et les immeubles mitoyens ont été respectés. Le bâtiment, quatre niveaux plus le parking, est moderne mais sans tape-à-l'œil, avec ses carreaux de céramique claire et ses menuiseries métalliques bleu foncé. Onze locataires se répartissent des lots de 200 à 400 m<sup>2</sup> et se partagent l'utilisation du monte-charge. Chacun a ses propres sanitaires, il n'y a pas d'autres services communs.

« C'est Maxim's, le quatre-étoiles », lance le patron d'un atelier de polissage de pièces pour l'industrie automobile. En bleu de travail, moustachu et cordiel, François Rodriguez raconte comment il a été exproprié d'un atelier « délabré », quelques rues plus loin. Avant, il payait 8 000 F par trimestre, contre 10 000 F par mois aujourd'hui, pour un lot de 160 m<sup>2</sup>. « Mais il y a l'avantage du quai de déchargement », il hésite un peu... « Ça commence assez bien ! De toute façon, mon intérêt est de rester sur Paris. Mes clients sont tous dans les parages ».

Victor Devilliers, créateur d'une société de prêt-à-porter qui porte son nom, est, lui, un immigré du Sentier. « J'avais 180 m<sup>2</sup> pour le bureau, l'atelier et la coupe dans un immeuble ancien. L'ascenseur était toujours en panne, les chargements impossibles, les normes vétustes... Ça ne peut pas rentrer dans les conceptions actuelles ! Je mettais tellement de temps pour remonter la rue que j'ai dû installer le téléphone dans la voiture. Les

prix étaient en plus élevés (2 000 F le m<sup>2</sup>) ; tout le monde s'arrache le Sentier ! » Ne conservant plus qu'un bureau rue Réaumur, il a donc transféré son atelier dans son nouveau lot de l'hôtel des Lilas. Là, sur 200 m<sup>2</sup>, une quinzaine d'hommes et de femmes s'activent dans la chaleur des machines à coudre ou à repasser. Un coté est réservé au stock, un petit bureau est aménagé pour les modèles. Aucun espace n'est perdu.

### Le coup de la visite

Autre locataire, autre itinéraire. Expropriée du Marais, exilée quelques années à Montreuil avant de profiter d'une seconde expropriation, pour faire le retour souhaité à Paris, la Société Charles, broderie d'art depuis des générations, affiche sa modernité. « Nous sommes les seuls dans la profession à avoir un atelier-laboratoire », s'enorgueillit Laurent Charles. L'air espiègle et satisfait de celui qui a transgressé les interdits sociaux, il évoque aussi les visites des décorateurs ou des clients : « Le jeu consiste à le prendre sous le bras en lui demandant : ça vous amuserait de visiter l'atelier ? Ça marche à tous les coups ! » La facture mensuelle passe lourde, reconnaît le jeune directeur, mais « le principe de l'hôtel industriel est d'apporter de bon goût ».

Un cadre fonctionnel, une localisation dans Paris qui permet de répondre dans l'urgence au client, c'est aussi ce qu'apprécie le PDG de l'atelier de photographie, au dernier étage. Quand on travaille toute la journée avec des coursiers dont les prix doublent ou triplent passé le périphérique, c'est important.

L'apprentissage des relations de voisinage n'est pas pour autant toujours une partie de plaisir, reconnaissent certains occupants. Enjamber les fagots de tringles du locataire du rez-de-chaussée à chacune de ses livraisons, cela finit par agacer.

H. G.

## La culture au-delà du périphérique !

par Jean-Jack Salles

La culture se porte bien. La preuve : le ministère de la culture a un budget qui dépasse, pour la première fois, 10 milliards de francs en 1990 et des services qui comptent près de seize mille fonctionnaires.

Toute la France culturelle devrait se réjouir, et pourtant elle s'insurge. M. Marcel Landowski, président de l'Association nationale des orchestres de région, avec le talent qu'on lui connaît, met le feu aux poudres en parlant de « colosses contre » ceux de « petits », qui négligent la province, les orchestres régionaux et les troupes lyriques en particulier. Le nouveau mur qui enferme les conventions du ministère en devenant un obstacle infranchissable pour les milliers de coins à l'intérieur des bastilles de la capitale ?

Pour la première fois, une étude de l'INSEE dépeint le déséquilibre Paris-province. Qu'il s'agisse des dépenses ordinaires ou des moyens d'engagement, l'écart est flagrant. En 1988, par exemple, Paris concentre 93 % des subven-

tions aux établissements publics contre 7 % à la province, et 0 % à l'Île-de-France hors Paris. S'agissant du patrimoine, 77 % des crédits consacrés au patrimoine muséographique et aux spectacles vont à Paris, contre 19,5 % à la province et... 2,7 % à l'Île-de-France.

Mais il y a plus. L'examen attentif de cette étude fait ressortir une constante : le triste sort réservé par les crédits de l'État à l'Île-de-France. Je ne voudrais pas que la constatation du déséquilibre Paris-province fasse oublier ce que certains appellent avec dédain « les zones B et C de la Carte orange ». Les 8 millions de Français qui vivent entre le périphérique et les limites de l'Île-de-France n'auraient-ils pas droit à la culture ?

Je revendique la spécificité de ces sept départements. Le conseil régional d'Île-de-France, depuis plus de dix ans, contribue à y réaliser un maillage de centres culturels et de conservatoires de musique, condition préalable à toute

action culturelle de qualité. Aujourd'hui, d'Aulnay à Saint-Clément, de Créteil à Bobigny, les secteurs culturels de l'Île-de-France frappent les trois coups et sont prêts à s'engager dans une politique culturelle ambitieuse.

Parce que la vie est incontestablement plus difficile au-delà du périphérique, la culture doit y être plus présente. Armé d'équipements culturels de qualité, le territoire de l'Île-de-France reste à animer. C'est pourquoi, en augmentant son budget « culture » de 40 %, le conseil régional d'Île-de-France entend favoriser la diffusion de l'excellence parmi une population qui ne doit pas rester sur la bande d'arrêt d'urgence d'une autoroute de la culture à sens unique : Paris-province !

Cartes, l'État, grâce aux excellentes relations nouées entre le conseil régional et la direction régionale des affaires culturelles, participe à ce mouvement par le biais, notamment, du contrat particulier signé récemment pour 500 millions de francs sur cinq

ans. Mais sommes-nous véritablement à l'échelle des besoins lorsque l'on compare ces 100 millions par an pour 20 % de la population française avec les 1,5 milliard de francs que coûte le seul fonctionnement en 1990 des grands travaux ?

L'avenir passe certainement par une plus grande déconcentration, afin de permettre aux directions régionales d'avoir les moyens de leur politique : l'avenir passe à coup sûr par une véritable décentralisation de la culture en faveur des régions.

Lorsque l'on constate la rapidité d'intervention des collectivités et des régions — en particulier en faveur du patrimoine — et la faible distance qui sépare le « terrain » des élus qui prennent les décisions, on se met à rêver de vingt-deux ministères de la culture rattachés aux vingt-deux conseils régionaux.


► Jean-Jack Salles est vice-président du conseil régional d'Île-de-France, chargé de la culture.

**PICARD**  
 L'ARTISANAT INTERNATIONAL  
 100 rue de la République  
 75011 PARIS  
 01 42 55 11 11  
 01 42 55 11 12  
 01 42 55 11 13  
 01 42 55 11 14  
 01 42 55 11 15  
 01 42 55 11 16  
 01 42 55 11 17  
 01 42 55 11 18  
 01 42 55 11 19  
 01 42 55 11 20  
 01 42 55 11 21  
 01 42 55 11 22  
 01 42 55 11 23  
 01 42 55 11 24  
 01 42 55 11 25  
 01 42 55 11 26  
 01 42 55 11 27  
 01 42 55 11 28  
 01 42 55 11 29  
 01 42 55 11 30  
 01 42 55 11 31  
 01 42 55 11 32  
 01 42 55 11 33  
 01 42 55 11 34  
 01 42 55 11 35  
 01 42 55 11 36  
 01 42 55 11 37  
 01 42 55 11 38  
 01 42 55 11 39  
 01 42 55 11 40  
 01 42 55 11 41  
 01 42 55 11 42  
 01 42 55 11 43  
 01 42 55 11 44  
 01 42 55 11 45  
 01 42 55 11 46  
 01 42 55 11 47  
 01 42 55 11 48  
 01 42 55 11 49  
 01 42 55 11 50  
 01 42 55 11 51  
 01 42 55 11 52  
 01 42 55 11 53  
 01 42 55 11 54  
 01 42 55 11 55  
 01 42 55 11 56  
 01 42 55 11 57  
 01 42 55 11 58  
 01 42 55 11 59  
 01 42 55 11 60  
 01 42 55 11 61  
 01 42 55 11 62  
 01 42 55 11 63  
 01 42 55 11 64  
 01 42 55 11 65  
 01 42 55 11 66  
 01 42 55 11 67  
 01 42 55 11 68  
 01 42 55 11 69  
 01 42 55 11 70  
 01 42 55 11 71  
 01 42 55 11 72  
 01 42 55 11 73  
 01 42 55 11 74  
 01 42 55 11 75  
 01 42 55 11 76  
 01 42 55 11 77  
 01 42 55 11 78  
 01 42 55 11 79  
 01 42 55 11 80  
 01 42 55 11 81  
 01 42 55 11 82  
 01 42 55 11 83  
 01 42 55 11 84  
 01 42 55 11 85  
 01 42 55 11 86  
 01 42 55 11 87  
 01 42 55 11 88  
 01 42 55 11 89  
 01 42 55 11 90  
 01 42 55 11 91  
 01 42 55 11 92  
 01 42 55 11 93  
 01 42 55 11 94  
 01 42 55 11 95  
 01 42 55 11 96  
 01 42 55 11 97  
 01 42 55 11 98  
 01 42 55 11 99  
 01 42 55 11 100



## Le Monde INTERNATIONAL

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 1TH



**DOW. Our strength  
our people.**

**DEVELOPMENT  
ENGINEER/CHEMIST  
IN A EUROPEAN STRUCTURE**

DOW is a world scale company: 2nd chemicals group in the USA, 6th globally. DOW EUROPE, operating throughout Western and Eastern Europe, the Middle East and Africa, is a highly integrated company with 35 production sites, sales of 4.3 Mds \$, and 14 research centers. Our philosophy is to attract first rate people, who enjoy both autonomy and teamwork and to provide a climate in which they can excel. The T&E Department (Technical Service and Development) works at the interface of research and sales; we offer opportunities for graduate engineers or PhDs to get experience in the areas of technical and market development. Our European T&E organization has openings in Holland, Germany and

Switzerland, for engineers and especially PhDs. Our current priority is for a PhD or experienced development engineer to work in Zurich.

- You have a PhD or equivalent in chemistry, material science or polymer technology.
- You enjoy challenges, creativity and communication.
- We will provide training and attractive employment conditions.
- You will be responsible for product and application development as well as for technical service to our European customers.
- Your English and mobility will allow you to take advantage of the international career we offer.

Please send CV + photo to:  
DOW EUROPE, Marc WETZ  
BACHTELSTRASSE 3, 8610  
HORGES, SWITZERLAND

**DOW**

\*Trade mark - The Dow Chemical Company

### BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

BEI/EIB a été créée par le Traité de Rome pour faciliter le financement à long terme de projets d'investissement et favoriser le développement harmonieux de la Communauté Européenne. Elle intervient aussi dans 12 pays du bassin méditerranéen, ainsi que dans les pays signataires de la convention de Lomé. Pour des recrutements en 1990 et 1991, la Banque recherche pour son siège à Luxembourg des :

#### Responsables pour le Financement de Projets dans la Communauté (Réf.: PM 9001)

Fonctions: évaluation et coordination de l'instruction et négociation de financements pour des projets d'investissement dans tous les secteurs et tous les pays de la Communauté.

Expérience: d'au moins 3 ans de l'évaluation financière et des techniques bancaires, notamment des prêts à moyen et long termes, acquise dans une banque ou une institution financière. Aptitude à l'analyse financière et à la négociation à haut niveau.

#### Chargés d'Opérations pour les Financements dans les Pays à l'extérieur de la Communauté (Réf.: PA 9001)

Fonctions: évaluation financière, coordination de l'instruction et administration des projets dans un ou plusieurs pays.

Expérience: d'au moins 3 ans de l'évaluation financière et des techniques bancaires. Connaissance des questions de financement du développement acquise soit dans les pays en cause soit dans une institution nationale ou internationale d'aide au développement. Aptitude à la négociation à haut niveau.

#### Analystes-Programmeurs (Réf.: DP 9001)

Fonctions: développement d'applications de gestion sur ordinateur IBM 4381 dans l'environnement VM/CMS et DOS/VSE.

Qualifications: formation universitaire ou études professionnelles équivalentes (BAC + 2-4). Expérience d'au moins 5 ans en analyse-programmation. Connaissance souhaitée des outils COBOL, APL, REXX, DMS/CMS, ISPF, SQL, DL1, CICS.

#### Opérateur-Pupitre (Réf.: DP 9002)

pour machine IBM 4381 32Mb sous VM/HPO + CMS et VSE/SP.

Fonctions: ☐ exécution des programmes; ☐ gestion de la bibliothèque; ☐ préparation, diffusion et contrôle des listings; ☐ gestion du réseau des terminaux.

Qualifications: certificat de fin d'études secondaires (BAC). Au moins 3 ans d'expérience en informatique. Bonnes connaissances de VM/CMS, EXEC2 ou REXX, XEDIT, DOS/VSE, JCL. Expérience en programmation appréciée.

Les postes 1 et 2 requièrent une formation universitaire (ou équivalente) appropriée jusqu'au niveau maîtrise ou doctorat. La Banque offre de bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante, de nombreux avantages sociaux et pratique une politique d'égalité des chances.

Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des pays membres, maîtrisant 2 langues de la Communauté dont l'anglais ou le français, ayant entre 28 et 35 ans et libérées des obligations militaires, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae rédigé en anglais ou en français, ainsi qu'une photographie, en précisant la référence, à la:

**BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT**  
Division Recrutement-Formation  
100, boulevard Konrad Adenauer  
L-2950 LUXEMBOURG  
FAX 437704

Date limite pour la réception des candidatures: 3 semaines après la publication de cette annonce. Les candidatures seront traitées avec la discrétion appropriée.

### Unternehmensberatung als Veränderungsprozess

— Wir helfen verändern —

Wir gehören zu den führenden klassischen Beratungsunternehmen in Deutschland und beraten seit nahezu 20 Jahren erfolgreich Unternehmen unterschiedlicher Größe und Branche in den Bereichen Marketing, Produktion, Logistik und Organisation.

Vor dem Hintergrund der künftigen Anforderungen des europäischen Binnenmarktes und dem internationalen Charakter unserer Projekte, bauen wir gezielt ein multi-nationales Team von Beratern auf. Wir suchen deshalb für den Bereich Marketing

#### Managementberater Marketing

aus dem französischen Sprachraum

Zu den wesentlichen Voraussetzungen für eine erfolgreiche Tätigkeit bei Management Partner gehören ein hervorragend abgeschlossenes Universitätsstudium, ausgeprägte analytische Fähigkeiten, hohes Engagement und anspruchsvolle persönliche Entwicklungsziele.

Wir bieten Ihnen ein Umfeld, das Sie fordert und fördert. Ein Team, in dem Sie sich schnell wohlfühlen werden.

Sprechen Sie mit uns. Prüfen Sie, ob es die Chance ist,

die Sie suchen. Um Ihnen die Kontaktaufnahme zu erleichtern, haben wir unsere "Tochter" — die MP Personalberatung GmbH, Olgastr. 57 A, D-7000 Stuttgart 1, Telefon: 0711/24 79 91 — eingeschaltet. Für einen ersten telefonischen Kontakt stehen Ihnen unsere Kollegen gerne zur Verfügung.

**MANAGEMENT PARTNER GMBH  
MANAGEMENT CONSULTANTS  
STUTTGART**



There is a vacancy at the MATHEMATICS INSTITUTE of the UNIVERSITY of ZURICH for a

#### PROFESSOR IN ALGEBRA/GEOMETRY

to complement the existing areas of teaching and research. Applicants should be expert in a field such as Lie Groups, Algebraic Topology, Differential Topology, Algebraic Geometry.

Applications with curriculum vitae and list of publications should reach the Dekanat der Philosophischen Fakultät-II, Universität Zürich, Winterthurerstrasse 190, CH-8057 Zürich, Switzerland, before March 31, 1990.

#### Société de Conseil

recherche  
POUR MISSION DE 18 MOIS  
EN PÉNINSULE INDOCHINOISE

#### CONSULTANT CONFIRMÉ

- Expérience minimum de 10 à 15 années dans une société de conseil.
- Réorganisation, privatisation des entreprises publiques;
- Expérience Asie et/ou Amérique latine et/ou Europe de l'Est;
- Parfaite maîtrise de l'anglais écrit et oral.

Adresser c.v. et lettre manuscrite à:  
C.C.R. - A l'attention de Madame Battistat,  
5, rue du Rocroy, 75010 Paris.  
Tél.: 42-85-77-16.

### IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INSTALLÉ À CASABLANCA (MAROC)

Fabricant et distributeur plus de 250 produits sous licences de Laboratoires mondialement connus ou mis au point par lui-même, recherche:

#### PHARMACIEN DIRECTEUR DE PRODUCTION (Réf. PH 131)

Il sera responsable des activités de production, de la définition et de la réalisation des programmes de fabrication de l'application des normes.

Pharmacien industriel, justifiant de quelques années d'expérience au sein d'un groupe pharmaceutique, il devra se montrer compétent dans la gestion et la Direction des Hommes.

#### ADJOINT PHARMACIEN CHIEF DES FABRICATIONS (Réf. AG 131)

Responsable de l'application et du suivi des programmes de fabrication des produits avec le niveau de qualité requis et en préservant l'outil industriel.

Au vue de la diversité des formes galéniques des produits fabriqués, une expérience confirmée dans un poste similaire est souhaitée.

Offre: Un salaire motivant, les couvertures sociales françaises, la possibilité de transfert en France des économies.

Merci d'adresser votre dossier complet (CV + photo + prétentions) sous la réf. choisie à NC Communication, 42 rue René Boulanger, 75010 PARIS qui transmettra.



#### Le sultanat d'Oman

recherche

#### UN INGÉNIEUR DE DÉCOR INTÉRIEUR

Conditions:

- Fournir des diplômes en bonne et due forme;
- Agé de moins de soixante ans;
- Parler et écrire l'anglais ou l'arabe couramment;
- Lieu de travail: sultanat d'Oman.

Pour tous renseignements, tél.: 47-23-01-63

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Et si l'on vous a  
Conseil de l'E

CENTRE

INGÉNIEUR

TRADUC

TRADUC

Société d'économie  
Renaissance Urbaine

DIRECT

ANALYST

OFFRES  
DE TRAVAIL

LE THÉÂTRE  
DE BASTOUILLE

ADMINISTRATEUR

BU

PER

UNIVERSITÉ DE NANGHRE

INCHON-CHANGZENTRUM

CENTRE DE LANGUES DE

LECTEUR - LECTRICE

COU

MAN

PER

HEL











## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUT-DE-SEINE (suite)</b>		
<b>2<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 pièces, park.	74/80, rue de Buzenval AGF - 43-48-06-43	3.892 + 840	3 pièces	Neuilly 9, rue Théophile-Gautier SAGGEL - 47-42-44-44	5.895 + 434
4 pièces	8, rue d'Uzès CIGMO - 48-24-50-00	8.390 + 1.050	<b>77 - SEINE-ET-MARNE</b>			4 pièces	Neuilly 1, rue Thi-Gautier SAGGEL - 47-42-44-44	6.400 + 870
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces	Melun 3, allée Nicolas-de-Stall SGI/CNP - 64-39-81-38	2.514 + 808	4 pièces	Neuilly 4/8, av. de Brétzville SAGGEL - 47-42-44-44	8.010 + 1.738
4 pièces, park.	50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-67-06-99	13.450 + 1.630	<b>78 - YVELINES</b>			2 pièces, parking	Neuilly 22, bd du Gal-Ledier GCI - 40-16-28-68	5.208 + 740
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			7 pièces, park.	Bailly 34, square des Maronniers SOLVEG - 40-67-06-99	6.003 + 1.645	2 pièces, park.	Putaux 1, rue Voita AGF - 42-04-38-14	3.470 + 470
4/5 pièces	3, rue Jules-Lafayette SAGGEL - 47-42-44-44	20.045 + 2.750	Maison 135 m <sup>2</sup>	Guyancourt 34, allée des Genêts SAGGEL - 42-08-81-05	6.446 + 354	3 pièces, park.	Putaux 12, square Léon-Bum AGF - 47-74-85-74	4.723 + 1.150
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 pièces, parking	Le Pecq 50, rue du Gal-Ledier SAGGEL - 47-78-15-85	5.315 + 1.283	3/4 pièces, parking	Putaux 1 bis, rue Voita SAGGEL - 47-78-15-85	5.100 + 806
4 pièces	12-14, rue des Blets AGF - 43-39-74-48	6.270 + 740	3/4 pièces	Versailles 35 bis, rue du Mal-Gallier CIGMO - 48-24-50-00	7.150 + 1.070	7 pièces, duplex	Putaux 8, av. Georges-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85	8.900 + 1.328
4 pièces	11, rue Pichon SAGGEL - 47-42-44-44	7.512 + 816	106 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Viroflay 2, rue J.-Bertrand CIGMO - 48-24-50-00	7.840 + 1.140	5/7 <sup>e</sup> étage, 2 park.	Vanves 114, av. Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44	4.400 + 1.007
3 pièces, park.	8, impasse C.-Maignant SGI-CNP - 43-71-48-17	5.356 + 856	4 pièces	Viroflay 2, rue J.-Bertrand CIGMO - 48-24-50-00	8.500 + 1.050	4 pièces, park.	Vanves 144, av. Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44	5.700 + 1.294
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			106 m <sup>2</sup> , balcon			3 pièces	Vanves 144, av. Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44	5.025 + 967
3/4 pièces	12, place de la Nation SAGGEL - 47-42-44-44	6.550 + 870	<b>91 - ESSONNE</b>			<b>93 - SEINE-SAINT-DENIS</b>		
3 pièces, parking	32, rue de Plopus SOLVEG - 40-67-06-99	5.936 + 1.073	Maison, 5/8 pièces	Cheury-II 5, allée de Chantaine SAGGEL - 48-08-80-86	6.610 + 308	5 pièces, park.	Nolay-le-Grand 21, allée du Clos-Gagnier LOC INTER - 47-45-19-97	3.660 + 1.308
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 pièces, parking	Gif-sur-Yvette Rte. les Grandes-Coudraies 12, rue du Val-Vert GCI - 40-16-28-68	3.400 + 750	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
2 pièces, parking	21, rue Vergniaud SAGGEL - 47-42-44-44	3.950 + 776	4 pièces, parking	Gif-sur-Yvette Rte. les Grandes-Coudraies 12, rue du Val-Vert GCI - 40-16-28-68	3.290 + 750	3 pièces, park.	Charenton 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	4.811 + 822
3 pièces, parking	23, rue Vergniaud SAGGEL - 47-42-44-44	6.500 + 886	Maison 4 pièces	Longjumeau 14, rue des Noisetiers SGI/CNP - 60-11-77-40	5.508 + 344	4 pièces, park.	Charenton 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	6.533 + 1.071
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			4 pièces	Charenton 6, av. de Villeneuve-St-Georges LOCARE - 45-78-20-22	2.965 + 877
Studio, park.	102, av. du Maine SGI-CNP - 43-22-23-81	3.984 + 507	4 pièces, parking	Boulogne 33/35, rue Anne-Jacquelin AGF - 42-44-00-44	4.400 + 1.150	4 pièces	Choisy-le-Roi 8, av. de Villeneuve-St-Georges LOCARE - 45-78-20-22	4.830 + 450
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2/3 pièces, park.	Boulogne 229, bd Jean-Jarvis GCI - 40-16-28-71	4.400 + 574	2 pièces, neuf	Nogent-sur-Marne 33/35, av. de Joinville ICO - 45-82-35-50	5.880 + 550
2 pièces	23, bd Randon AGF - 42-44-00-44	5.000 + 400	Studio	Boulogne 83, av. Pierre-Grenier SAGGEL - 47-42-44-44	2.048 + 443	3 pièces, neuf	Nogent-sur-Marne 33/35, av. de Joinville ICO - 45-82-35-50	7.680 + 700
2 pièces	19, rue Raymond SAGGEL - 47-42-44-44	7.380 + 1.408	2 pièces, park.	Boulogne 57, rue des Peupliers SAGGEL - 47-42-44-44	2.825 + 828	4 pièces, neuf	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	6.593 + 820
Studio, park.	4, rue Féliken-David SOLVEG - 40-67-06-99	4.550 + 413	4 pièces, park.	Courbevoie 2, av. du Parc/pl. Charras AGF - 43-34-98-86	5.305 + 580	4 pièces, parking	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	7.582 + 940
2 pièces, rénové	33, av. de Versailles ICO - 45-82-35-50	3.300 + 300	Studio	Neuilly 47/48, rue Parnon AGF - 47-45-21-50	4.300 + 530			
5 pièces, rénové	24, av. du Ract-Polcaré ICO - 45-82-35-50	23.500 + 3.200	44 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Neuilly 8, rue des Dames-Augustines AGF - 47-57-84-71	9.100 + 1.380			
<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces	Neuilly 2, rue Camille-Pénel SAGGEL - 47-42-44-44	3.612 + 413			
Studio, park.	38, rue de Meaux AGF - 42-39-30-86	3.150 + 530						
51 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Angle rue Marin/Goubert SEFMEG - 45-85-37-02	4.530 + 463						
2 pièces, neuf	Angle rue Marin/Goubert SEFMEG - 45-85-37-02	8.050 + 818						
3 pièces, neuf	Angle rue Marin/Goubert SEFMEG - 45-85-37-02	5.570 + 580						
51 m <sup>2</sup> , duplex	Angle rue Marin/Goubert SEFMEG - 45-85-37-02	8.220 + 823						
30 m <sup>2</sup> , terrasse	Angle rue Marin/Goubert SEFMEG - 45-85-37-02	10.510 + 1.150						
6 pièces, neuf	15, allée des Elders SGI-CNP - 42-41-52-48	3.720 + 1.158						
128 m <sup>2</sup> , duplex, box								
balcon 11 m <sup>2</sup>								
terrasse 23 m <sup>2</sup>								
4 pièces, park.								
80 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> ét.								

### Les sorties de la loi de 1948

La loi Méliandrie s'était fixée pour objectif d'éliminer à terme les loyers soumis à la loi de 1948. La loi du 6 juillet 1989 a légèrement modifié la précédente, tout en gardant le même objectif.

Depuis 1986, les bailleurs sont autorisés à sortir leur logement de la loi de 1948, sous certaines conditions. Ainsi, le propriétaire ne peut procéder à une augmentation de loyer que pour les locataires de catégories IIB et IIC, et seulement si les occupants perçoivent des ressources supérieures au plafond fixé par le décret du 12 juin 1987 : ces ressources sont définies par le revenu net imposable de l'année précédente la proposition de contrat. Pour l'île-de-France par exemple, le plafond est fixé pour 1989 à 125 293 F pour une personne, 152 900 F pour deux personnes, etc. Sont prises en compte les ressources de tous les occupants du logement : concubins, descendant, ascendant.

Si le locataire n'est pas dans l'une de ces situations, il pourra se voir adresser une proposition de bail de huit ans, avec une augmentation fractionnée sur huit ans, à raison de 1/8 par an. Le montant du loyer devra être fixé en référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage au cours des trois dernières années, pour des logements comparables. Le bailleur doit alors se soumettre à deux obligations, faites auxquelles la nullité de sa proposition pourrait être prononcée. Il doit tout d'abord fournir au locataire la liste des loyers ayant servi de référence pour la constitu-

tion du nouveau loyer ; et, lorsqu'il adresse sa proposition de bail et de loyer au locataire, le propriétaire doit y joindre un contrat de bail en bonne et due forme.

En cas de désaccord ou de non-réponse de la part du locataire, la commission départementale de conciliation peut être saisie par l'un ou l'autre des parties - et cela, dans les trois mois qui suivent la proposition du bailleur. A défaut d'accord entre les parties, le tribunal d'instance devra être saisi dans les six mois qui suivent la proposition du bailleur : passé ce délai, le logement restera soumis à la loi de 1948. Toutefois, le propriétaire qui se voit déclassé par le juge peut renouveler sa proposition de loyer quand il le souhaite : aucun délai n'a été fixé par la loi.

Lorsque l'accord est intervenu entre les deux parties sur le montant du loyer, pour alors se poser le problème du remboursement des travaux effectués par le locataire pour améliorer le confort ou l'équipement du logement. En cas de désaccord, le tribunal d'instance est habilité à statuer, en se fondant sur le décret du 26 août 1987, qui définit le cadre juridique pour les travaux effectués par les locataires. Le contrat de location devra ensuite préciser le montant et les modalités des remboursements.

Précisons enfin que, à l'issue d'un premier bail de huit ans, tout locataire ayant atteint soixante-cinq ans ou plus aura droit au maintien dans les lieux.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE





## MARCHÉS FINANCIERS

## L'avenir de la chimie italienne

## Le contrôle d'Enimont par l'Etat et le privé semble remis en cause

Enimont, la nouvelle firme chimique italienne, dont le capital est détenu à parts égales (40-40) par le holding d'Etat ENI et la Montedison (groupe agro-alimentaire Ferruzzi) va-t-elle passer sous le contrôle de capitaux privés ? La question se pose depuis l'annonce en début de semaine par le conseil d'administration d'Enimont de la convocation d'une assemblée des actionnaires le 27 février prochain en vue de porter de dix à douze le nombre des administrateurs. La demande a été faite par M. Raul Gardini, président de Ferruzzi.

Pourquoi deux nouveaux administrateurs ? Pour représenter les petits actionnaires, dit « tiers », qui ont acquis les 20 % d'actions Enimont mis sur le marché financier de Milan il y a un peu plus d'un an.

Ce soudain désir de faire représenter la minorité au conseil d'Enimont a été perçu par les hommes politiques italiens comme une manœuvre de M. Gardini en vue de prendre le pouvoir. Qui sont ces actionnaires « tiers » ? D'après les informations recueillies dans les milieux financiers, les particuliers n'auraient pas acquis beaucoup plus de 11 % des actions d'Enimont.

En revanche, avec l'aide de banques d'affaires britanniques, dit-on, M. Umberto Maiocchi aurait acquis quelque 7 % des titres. M. Maiocchi serait très lié aux milieux bancaires lombards derrière lesquels se pro-

teraient la Banca Commerciale Italiana et Paribas. M. Maiocchi est-il l'allié de M. Gardini ?

A Rome, on murmure que par cette offensive, si véritable offensive il y a, M. Gardini chercherait à prendre l'avantage sur le gouvernement très réticent, semble-t-il, à lui faire obtenir les détaxations fiscales pour fusions de sociétés promises par la précédente équipe au pouvoir. Le projet de loi devait être voté avant les fêtes de fin d'année, ce qui aurait permis à la Montedison d'en bénéficier pour l'exercice 1989. En réalité, la discussion de ce projet ne débutera dans le meilleur des cas qu'au printemps prochain.

Quoi qu'il en soit, un véritable problème existe. Le gouvernement italien a ainsi estimé indispensable, dans un communiqué de la présidence du conseil, de « commencer à discuter dès aujourd'hui de son contrôle d'Enimont dans l'avenir ».

En rappelant que la convention constitutive d'Enimont ne prévoit pas de modification de l'équilibre exact entre partie publique et partie privée à la tête de la firme chimique avant la fin d'une période expérimentale de trois ans, le gouvernement reconnaît que, « dans l'intérêt de la chimie italienne, il est peut-être utile de commencer à discuter dès maintenant du contrôle futur ».

A. D.

## Les cent plus fortes capitalisations boursières

Le tableau des cent plus fortes capitalisations boursières des actions françaises au 31 décembre 1989 réalisé par la Société des Bourses françaises (SBF) et publié dans le *Monde* du 23 janvier n'est pas représentatif du poids réel des entreprises d'assurances, UAP, GAN et AGF et du pétrolier Total. Il révèle ainsi une différence importante avec un autre groupe national, Elf Aquitaine, provenant des critères retenus pour établir ces statistiques.

Pour déterminer la capitalisation des firmes, l'organisme chargé du fonctionnement du marché prend en compte les titres inscrits à la cote officielle et donc négociables, qu'il multiplie par le cours de la valeur au 31 décembre. La SBF ne retient pas pour base de référence l'ensemble des actions composant le capital des firmes. D'où certaines différences importantes lorsque, parfois, les titres inscrits à la cote ne représentent pas l'intégralité du capital d'une société.

Ainsi pour les compagnies d'assurances, seul apparaît 25 % du capital, le reste étant entre les mains de l'Etat et donc non inscrit car non négociable. Le classement de ces firmes est alors basé sur le quart de leur valeur. En réalité, l'UAP pèse

45,96 milliards de francs et non 11,4 milliards. La compagnie se classe donc au cinquième rang entre Suez et Paribas et non au quarante et unième rang. Les AGF et le GAN, selon ce même principe, remontent dans les vingt premiers.

Le raisonnement est identique pour Total, où la part de l'Etat (33 %) n'est pas intégrée. La compagnie pétrolière ne pèse donc plus que 15,5 milliards de francs dans le classement de la SBF, au lieu de 21 milliards si on prend en compte tous les titres existants.

Ce type de traitement, s'il s'appliquait à Elf Aquitaine, numéro deux du classement, réduirait de moitié sa capitalisation boursière. L'Etat est en effet actionnaire, via l'Erap, à plus de 50 %, et n'a pas l'intention de céder, donc de négocier sur le marché, ces titres. Or, à la différence des quatre groupes précédents, dans le cas de cette firme pétrolière, tous les titres composant le capital ont été inscrits à la cote et sont en théorie, selon le raisonnement de la SBF, supposés pouvoir être échangés.

Dans la perspective des projets de cote européenne, où seront intégrées les entreprises les plus importantes de chaque pays de la Communauté, l'heure n'est-elle pas venue pour les autorités boursières de faire évoluer leurs critères pour que la Bourse reflète la situation réelle de toutes les entreprises ?

DOMINIQUE GALLOIS

## Le rachat de Rorer par Rhône-Poulenc

## Après la SEC, la COB lance une enquête sur un éventuel délit d'initié

Existerait-il une *French connection* dans le délit d'initié révélé par la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de Wall Street, dans l'affaire du rachat de Rorer par Rhône-Poulenc (*le Monde* du 20 janvier) ? Flairant quelque chose, la Commission des opérations de Bourse (COB) a en tout cas, de sa propre initiative, décidé d'ouvrir une enquête.

« Nous avons estimé que la complexité des négociations et l'importance de l'opération justifiaient notre intervention », déclare-t-on à la tour Mirabeau. Tout le problème est de savoir si des fuites ont eu lieu côté français. Chez Rhône-Poulenc, on précise que « seules deux ou trois personnes ont participé aux discussions », qui avaient débuté en décembre. « Ce n'est que huit jours avant la conclusion de l'accord qu'une dizaine de personnes ont été mises dans la confidence », ajoute-t-on au siège du groupe chimique à Courbevoie.

Apparemment l'enquête est difficile. De Paris à Athènes en passant par Monaco, les mystérieux donneurs d'ordre semblent s'être évaporés.

## Assouplissement de la politique monétaire australienne

Le gouvernement et la Banque centrale d'Australie ont annoncé simultanément le mardi 23 janvier un assouplissement de leur politique monétaire. Les dirigeants du pays estiment que cette décision, qui s'est traduite mardi par des interventions de l'institut d'émission sur le marché monétaire, doit provoquer une baisse des taux d'intérêt, qui se situent actuellement à un niveau exceptionnellement élevé de 18 %.

L'annonce de ce retournement de politique a été analysée par certains comme un signe avant-coureur de la tenue prochaine d'élections en Australie. Les marchés financiers ont réagi négativement, puisque la Bourse de Sydney et le dollar australien ont tous deux fortement chuté mardi.

## COLLOQUE

« L'Europe peut-elle avoir une politique extérieure ? », — La Fondation Europe et Société organise à Bruxelles les 8 et 9 février un colloque autour de la question « L'Europe peut-elle avoir une politique extérieure ? ». Frais de participation : 1 000 francs (environ 700 F). Renseignements : 45-01-55-47.

## NEW-YORK, 23 janvier ↑

## Légère reprise

La Bourse de New-York, qui avait replongé en début de semaine, s'est un peu ressaisie mardi. Un léger mouvement de reprise s'est produit. Amorcé dès l'ouverture, mais indécis durant une bonne partie de la séance, il s'est finalement maintenu et, à la clôture, l'indice des industrielles enregistrait une modeste avance de 14,87 points à 2 615,32. Les « Blue Chips », ayant été plus favorisées que les autres, le bilan général n'a pas reflété l'indécision enregistrée. Sur 1 998 valeurs traitées, 853 ont encore baissé, 675 ont monté et 470 n'ont pas varié. Une fois encore, ce sont les ordinateurs qui ont donné le ton en lançant des programmes d'arbitrage entre le terme et le comptant, ce dernier étant redevenu moins cher.

Les professionnels ne se désistent pas très confiants dans cette stratégie informatique. Selon eux, le marché est bien loin d'être redevenu haussier.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la fin de l'année pour se prononcer sur la poursuite de la baisse.

La dégradation des résultats des entreprises pour le quatrième trimestre reste un problème et nombreux sont ceux qui attendent la







Une déclaration commune sur le racisme et l'intolérance

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Les Eglises chrétiennes protestent contre les discriminations envers les juifs et les musulmans

Le Conseil des Eglises chrétiennes, qui réunit les responsables des Eglises protestantes (comme le pasteur Jacques Stewart), catholique (comme les cardinaux Decourtray, Lustiger et Mgr Villet, chargé des questions oecuméniques) et orthodoxes (Mgr Jérémie), a publié, mercredi 24 janvier, une déclaration condamnant les discours racistes et antisémites. Le même jour devant la presse, MM. Alain Goldman, grand rabbin de Paris, et Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives (CRIF), ainsi que le cheikh Missoum, vice-recteur de la Mosquée de Paris, ont approuvé ce texte.

Les chefs des Eglises chrétiennes soulignent une fois de plus l'absolue incompatibilité entre le racisme, l'exclusion des étrangers et l'Evangile. Déjà, le 15 novembre 1985, un Appel commun à la fraternité avait été signé par les représentants de toutes les familles religieuses, spirituelles, humanitaires — y compris les franc-maçons.

Cette fois, pour tenter de réveiller l'opinion, le Conseil des Eglises a préféré une condamnation ferme du racisme et de l'antisémitisme au quotidien, des campagnes d'opinion contre les juifs et les musulmans (notamment dans les journaux du Front national, comme *National-Hebdo* et *Présent*, rati-

chés à l'intégrisme catholique) et du discours sécuritaire qui a connu de récents succès électoraux à Dreux et à Marseille.

Les responsables des Eglises viennent au secours de minorités religieuses, qui ont eu à souffrir de malmenées en 1989 par des affaires (Rashid, foulard islamique, carnél d'Auschwitz) qui

n'ont pas peu contribué à la dégradation de l'image des religions et à la montée de l'intolérance.

En déclarant que « l'exclusion de personnes et de communautés pour des motifs religieux est inadmissible », le Conseil des Eglises chrétiennes veut enfin souligner que le droit à la différence religieuse — dans l'habillement, l'alimentation, l'éducation, l'exigence de lieux de culte, etc. — n'est ni une revendication exorbitante ni contraire à l'intégration. Mais, ce faisant, il pêche sans doute par amalgame entre un certain discours laïque entendu à l'occasion de l'affaire du foulard et le discours raciste.

Le texte du Conseil des Eglises catholique, protestantes et orthodoxes, atteste surtout pour la première fois, à l'occasion de la semaine de prières pour l'unité des chrétiens (18-25 janvier), l'existence publique d'un organisme qui avait du mal à trouver ses marques. Créé en décembre 1987 pour devenir la tribune commune des Eglises sur les grands sujets de société, il s'était surtout manifesté par des difficultés de fonctionnement, des tiraillements et une très grande discrétion. D'autres déclarations sont en préparation sur la peine de mort et la prison.

H. T.

## Adieux

PAUVRE Poi Pot, qu'est-ce que je le plains, il est dans la crotte jusqu'aux sourcils, là, maintenant. Vous savez ce qu'elle lui a sorti, cette teigne de Sihanouk ? Elle lui a dit flûte ! Si, si, je vous jure, même qu'il a ajouté, le roi : Ecoute, chéri, c'est plus possible, je peux pas continuer à sortir avec toi. Ça fait quinze ans qu'on est ensemble. Je t'ai tout sacrifié, mes enfants, ma carrière de musicien, de poète, d'écrivain. J'ai quitté le Cambodge, je me suis installé à Pékin et j'ai voyagé dans le monde entier pour m'occuper de tes relations publiques.

J'ai assuré la promo de tes bains de sang. Un million de mes sujets massacrés, tu te représentes un peu le boulot que c'est ? Quand t'as supprimé l'école, les livres, la monnaie, quand t'as vidé les villes pour remplir les campagnes, je t'ai envoyé des centaines de télégrammes de félicitations. Je t'ai fait suivre tous ceux que j'ai reçus de Kim Il-sung et de Ceausescu. Enfin, nous deux, c'était pour la vie.

Et puis là, qu'est-ce que j'apprends, ça me revient de tous les côtés, t'as pas bonne réputation. Nos plus vieux amis, je sais pas ce qui leur a

pris, arrêtent pas de me tirer par la manche : Majesté, vous devriez pas rester avec. Il est plus fréquentable. Pire que les petits copains à Stéphanie. Votre Altesse Royale se compromet en lui accordant son patronage à l'ONU. Bon, alors, je te préviens, moi, tes Khmers rouges, cornalis plus.

Il en est malade, Poi Pot, de la perdre, sa Sihanouk. Surtout que c'est une excellente cuisinière, une fine gueule. J'ai sous les yeux sa recette des œufs au lard héritée de Mme sa tante, la princesse Mom Ketkanye, c'est pas dégueulasse : vous découpez de la poitrine de porc fraîche, vous mélangez à de l'échalote, vous ajoutez du glutamate de sodium, et vous arrosez à la sauce Maggi.

Où, parce qu'il nous en fait profiter, le roi, de ses recettes. Il sort un bulletin trimestriel, c'est une vraie merveille, un recueil de ses paroles historiques, de ses hymnes à la Chine, « ma bien-aimée seconde patrie » et de ses odes à la Corée du Nord et à son grand leader, Soleil de l'Univers. Il n'y manque que ses lettres d'amour à Poi Pot, trop intimes, trop passionnées pour être publiées.

## « L'exclusion pour des motifs religieux est inadmissible »

« Des paroles et des comportements discriminatoires à l'égard de diverses communautés de notre pays ont frappé l'opinion publique au cours des mois écoulés », déclare le texte du Conseil des Eglises chrétiennes. « D'une part, des propos méprisants et haineux visent des personnes et des communautés (juives, musulmanes, tziganes) ; d'autre part, est évoquée fréquemment la menace que constituerait la présence d'un grand nombre d'étrangers parmi nous. Le Conseil des Eglises chrétiennes en France en exprime sa vive inquiétude. Elever au rang d'idéologie la différence ethnique, culturelle et religieuse contribue à glisser le soupçon et la peur sécuritaire dans les rap-

ports sociaux. Nous croyons de notre responsabilité d'attirer l'attention des Eglises sur le danger de cette perversion qui peut prendre des développements dangereux. Disciples du Christ, nous savons par lui que tous les êtres humains sont égaux aux yeux de Dieu, et tous appelés à partager sa vie. La discrimination entre les personnes et les groupes humains est incompatible avec l'Evangile : l'exclusion de personnes ou de communautés pour des motifs religieux est inadmissible ; le rejet de l'étranger qui vit sur notre sol et partage nos conditions de travail et d'existence est absolument contraire à l'attitude chrétienne de respect et d'amour. (...) »

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

« Histoire du doyen bête », par R. Risse ..... 2

La crise dans le Caucase et l'évolution des pays de l'Est ..... 3-4

L'immigration de juifs soviétiques en Israël  
Où les installer ? ..... 5

Nouvelle-Calédonie  
Un entretien avec M. Bernard Grasset, délégué du gouvernement ..... 10

Les élections municipales à Oullins  
La composition de M. Michel Noir contre l'ami du président ..... 10

## SECTION B

La sécurité, priorité de M. Christian Blanc, PDG de la RATP ..... 13

La défense du brigadier-chef Schmitt  
Aux assises de Paris, le brigadier-chef Jean Schmitt, se défendant de toute participation aux violences contre Malik Oussekine, a tenté d'accrocher la thèse selon laquelle lui-même avait auparavant été victime d'une agression ..... 14

Livres : le « deuxième marché »  
France-tiers fait appel de la décision du Conseil de la concurrence le condamnant pour abus de position dominante. Un point de vue de Jérôme Lindon ..... 14

## CAMPUS

Les lycées font des projets  
La loi d'orientation sur l'éducation prévoit que les lycées se dotent de « projets d'établissement ». Une démarche qui bouleverse bien des habitudes ..... 15 à 17

La grève dans les hôpitaux  
Le mouvement a été largement suivi mardi 23 janvier dans la région parisienne et dans plusieurs villes de province. Les internes et les chefs de clinique ne sont pas parvenus à

un accord avec le gouvernement. Malgré la « grève des urgences », l'accueil des malades a pu être assuré ..... 18

Les accusations contre M. Guillaume  
Le Canard enchaîné affirme que M. Philippe Guillaume, PDG des deux chaînes publiques de télévision, est également gérant ou administrateur de plusieurs sociétés privées ..... 19

Le cas de dopage d'un adolescent  
Suspendu pour un an, un joueur de squash de dix-huit ans conteste le dosage hormonal qui détermine le dopage ..... 22

## SECTION C

L'âge du rock  
Après trente ans au service du rock, Bob Dylan — qui vient à Paris, au Grand Rex — reste une star. La mode de mourir jeune est passée pour les rockers. Ils se bonifient en vieillissant et ne craignent pas d'être démodés ..... 23 à 24

Modern dance à Garnier  
La compagnie du chorégraphe Paul Taylor existe depuis trente-cinq ans. La frégate se fait sentir dans l'inspiration de la modern dance ..... 23 à 24

## SECTION D

Automobile  
Alliance gouvernement-industrie pour la voiture propre ..... 35

La déréglementation aérienne  
La Commission de Bruxelles veut négocier seule les droits avec les Etats-Unis ..... 36

Ile-de-France  
Pour lutter contre la perte des activités de production, Paris construit des hôtels industriels ..... 39

## Services

Abonnements ..... 2  
Annonces classées ..... 40 à 43  
Automobile ..... 20  
Carnet ..... 20  
Marchés financiers ..... 44-45  
Météorologie ..... 21  
Mots croisés ..... 21  
Radio-Télévision ..... 21  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24 janvier 1990 a été tiré à 535 008 exemplaires.

En rachetant les actifs de l'ex-Normed

## Le maire de La Ciotat contrarie les projets de Lexmar

M. Jean-Pierre Lafond, maire (UDF-PR) de La Ciotat a annoncé, le mardi 23 janvier, que sa commune avait racheté les 13 hectares du domaine privé des anciens chantiers navals Normed et l'ensemble des bâtiments implantés sur les 43 hectares du site, y compris sur les 29 hectares du domaine public maritime. Cette décision a été approuvée, le même jour, par le conseil municipal.

## MARSEILLE

de notre correspondant

Les actifs de l'ex-Normed avaient été primitivement cédés, de gré à gré, à la banque Worms, agissant comme mandataire de l'Etat, par une ordonnance du tribunal de commerce de Paris en date du 4 août 1989 pour la somme de 55 millions de francs.

Mais, dès le 25 septembre, dans les délais légaux, la commune avait fait jouer son droit de préemption. L'acquisition a eu lieu, devant notaire, le 13 janvier 1990. La commune a racheté, au comptant, les biens fonciers et immobiliers de l'ex-Normed pour 45 millions de francs auprès de l'liquidateur judiciaire des anciens chantiers navals. M. Jean-Pierre Girard, l'opération a été réalisée par l'intermédiaire de la SEMICA, la société d'économie mixte d'aménagement de La Ciotat, grâce à un emprunt contracté auprès du Crédit agricole et garanti par la commune.

Cette initiative du maire de La Ciotat constitue un nouvel épisode du conflit qui oppose la municipalité, « aliée » dans cette affaire au gouvernement, au groupe américain-normed Lexmar. Elle vise manifestement à faire obstruction à l'autorisation d'outillage privé accordée à Lexmar, le 22 décembre 1989, par le conseil général des Bouches-du-Rhône sur les 29 hectares du domaine public maritime géré par le département. Cependant, dès le 9 décembre, le

conseil général avait décidé d'introduire un recours en annulation de la décision de préemption émanant du maire de La Ciotat. Il se fonde notamment sur le principe de l'inaliénabilité du domaine public maritime. La société Lexmar, de son côté, avait également contesté la vente des actifs de l'ex-Normed à la banque Worms et, dès le 11 août 1989, avait saisi le tribunal de commerce de Marseille pour la somme de 70 millions de francs.

« Je suis passé des intentions aux actes dans l'intérêt de mes concitoyens », a commenté M. Lafond qui s'est toujours opposé à la relance de la construction navale « lourde » à La Ciotat au profit d'une politique de diversification économique. « Il s'agit, a-t-il ajouté, de sortir d'un piège et de tourner la page des chantiers ». Le maire de La Ciotat, qui affirme que le rachat a été effectué « en toute légalité », a incontestablement marqué un point important contre la Lexmar et le conseil général. « La justice, dit-il, tranchera. Mais à n'en pas douter l'affaire ira devant le Conseil d'Etat et d'ici qu'il se prononce, le dossier Lexmar sera réglé depuis longtemps ». Le temps joue pour lui car la promesse d'autorisation d'outillage privé n'a été consentie, sous conditions suspensives, par le conseil général, que pour une durée de six mois. M. Lafond n'a jamais caché, d'autre part, qu'il n'accorderait aucun permis de construire à la société Lexmar. Il affirme en outre que les statuts légaux de la société Lexmar-France ne sont toujours pas déposés.

Enfin, la Lexmar ne dispose pas, non plus, de l'outillage public — ni des stocks — attribués à la banque Worms. Autant d'obstacles qui paraissent difficiles à surmonter dans un délai de six mois bien que le groupe ait, spectaculairement, embauché, le 8 janvier dernier, les « cent cinq » de la CGT (ouvriers de l'ex-Normed qui ont gardé les installations pendant quatorze mois) pour commencer la remise en état des chantiers.

GUY PORTE

Après un nouvel achat d'armes de Bagdad à la France

## M. Chevènement va se rendre en visite officielle en Irak

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, se rend en voyage officiel en Irak du 27 au 29 janvier pour, dit-on à Paris, affirmer la pérennité des liens entre les deux pays au moment où les Irakiens viennent de placer, au premier rang de leurs priorités en matière d'acquisition d'armements, l'achat d'avions d'appui Alpha-Jet et l'entretien de la flotte de leurs Mirage F-1 qui furent utilisés contre les Irakiens.

M. Chevènement sera reçu par les dirigeants du pays, notamment par le président Saddam Hussein, et par son homologue irakien. Le ministre français n'est accompagné d'aucun industriel.

Depuis la fin de la guerre irakienne, un lourd contentieux financier oppose Paris à Bagdad. On en a pour preuve la visite que, rend, cette semaine même, à la France le vice-premier ministre irakien, M. Soudouk Hamed, pour tenter, une nouvelle fois, de résoudre ce contentieux, qui ne concerne pas seulement les fournitures militaires à Bagdad.

## ITALIE

## Mort de Mariano Rumor ancien chef du gouvernement

L'ancien président du conseil italien, Mariano Rumor, est décédé mardi 23 janvier, à l'hôpital de Vicenza (Vénétie). Il avait été hospitalisé après un infarctus.

Né en 1915 en Vénétie, membre influent de la démocratie chrétienne, plusieurs fois président du conseil entre 1968 et 1974, ministre de l'Intérieur et des affaires étrangères enfin, Mariano Rumor avait aussi sa notoriété à la firme Lockheed, célèbre société aéronautique américaine, qui, pour arracher des marchés, avait distribué des millions de dollars en pots-de-vin dans plusieurs pays.

En exil en France 1977 par une commission d'enquête du Parlement italien. Membre du Parlement européen, Mariano Rumor avait été élu président de l'Union mondiale démocrate-chrétienne.

□ Tennis : victoire de Noah en quart de finale des Internationaux d'Australie. Le Français Yannick Noah a battu le Suédois Mikael Pernfors en trois sets (6-3, 7-5, 6-2) en quart de finale des Internationaux de tennis d'Australie. Il sera opposé, en demi-finale, au Tchèque Ivan Lendl.

□ Rachat d'UTA par Air France : élément syndical. — L'Union syndicale du personnel navigant technique (pilotes, mécaniciens) n'a pas l'intention de porter plainte devant la Commission des Communautés européennes à Bruxelles contre le rachat d'UTA par Air France, annonce-t-elle dans un communiqué (même si elle condamne « l'absorption progressive d'Air Inter par Air France »). C'est le représentant du personnel navigant technique au conseil d'administration d'Air Inter, M. Louis Gacher, qui avait annoncé l'intention de porter plainte auprès des instances européennes (le Monde du 24 janvier).

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 24 janvier

## Amplification de la baisse

Alors que mardi la Bourse avait peu réagi à la chute de Wall Street, perdant 0,18 % en fin de journée, elle se dépréciait vivement mercredi : quelques heures après le vif rebond de la place japonaise (-1,8 %). L'indice CAC 40 se dépréciait de 1,19 % dès l'ouverture avant de descendre jusqu'à 1,85 % en fin de matinée. Parmi les plus fortes baisses on notait Moulinex (-6,32 %).

Sup de Co Marseille

Clôture des inscriptions le 15/02/90 sur banque d'épreuves

ECRICOME

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE MARSEILLE  
ECOLE INTERNATIONALE DES AFFAIRES DE MARSEILLE LUMINYDOMAINE DE LUMINY - CASE 928 - 13288 MARSEILLE CEDEX 9 - TEL. 91.26.96 00 - TELEX 601.644 F - TELECOPIE 91.43.56 56  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE